



N° 2017-03

Publié le : 2 mars 2017

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du groupement de
l'Administration générale et des affaires juridiques*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
6 rue du verger
CS 40078
76192 Yvetot Cedex
www.sdis76.fr*



**ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**DELIBERATIONS
DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Réunion du 01 février 2017

**DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Réunion du 10 février 2017 et du 27 février 2017

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**

6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE

ARRETES DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	Date	Service Instructeur	Titre
2017/GAP-775	26/01/17	GEAC	Arrêté portant tableau annuel d'avancement au grade d'adjudant de sapeurs-pompiers professionnels
2017/GAP-858	01/02/17	GEAC	Arrêté portant tableau d'avancement au grade de caporal-chef de sapeurs-pompiers professionnels
2017/GAP-859	01/02/17	GEAC	Arrêté portant tableau annuel d'avancement au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels
2017/AGAJ-001	01/02/17	GAGAJ	Arrêté portant délégation de signature à Madame Ellen DEBEAURAIN – adjoint au chef du groupement Immobilier
2017/AGAJ-002	01/02/17	GAGAJ	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Franck BRUGOT – chef du service maintenance immobilière – Groupement Immobilier
2017/AGAJ-004	10/02/17	GAGAJ	Arrêté portant délégation de signature au Colonel Marc VITALBO – directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime par intérim
2017/AGAJ-005	15/02/17	GAGAJ	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant-Colonel Sylvain TIERCE – officier chargé de la mise en œuvre, de l'évaluation et de l'évolution du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques
2017/AGAJ-006	15/02/17	GAGAJ	Arrêté portant délégation de signature à Madame Cécile GAUDEFROY – chef du groupement Immobilier
2017/AGAJ-007	15/02/17	GAGAJ	Arrêté portant délégation de signature à Madame Frédérique RINGOT – chef du groupement de l'administration générale et des affaires juridiques
2017/AGAJ-008	15/02/17	GAGAJ	Arrêté portant délégation de signature au Capitaine Eddy KOPYLA – chef du groupement technique par intérim



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
01/02/17	2017-BCA-06	GFCP	Avenant n° 2 à la convention constitutive d'un groupement de commandes avec le Sdis 27
01/02/17	2017-BCA-07	GAGAJ	Recours gracieux surtitre de recette
01/02/17	2017-BCA-08	GOP	Convention avec le Sdis des Yvelines – Formation des personnels du Sdis 76 à l'investigation longue durée
01/02/17	2017-BCA-09	GFCP	Sortie de l'actif – Vente de matériels
01/02/17	2017-BCA-10	GEAC	Modification du tableau des emplois budgétaires et autorisation à recourir à des transformations de postes budgétaires



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
10/02/17	2017-CA-01	GEAC	Création des emplois fonctionnels de directeur départemental et de directeur départemental adjoint
10/02/17	2017-CA-02	GEAC	Prime de fonctionnalisation des emplois de directeur départemental et de directeur départemental adjoint
10/02/17	2017-CA-03	GEAC	Modification du tableau des emplois budgétaires
10/02/17	2017-CA-04	GFCP	Budget principal – Reprise anticipée des résultats de l'exercice 2016
10/02/17	2017-CA-05	GFCP	Budget annexe restauration – Reprise anticipée des résultats de l'exercice 2016
10/02/17	2017-CA-06	GAGAJ	Ajustement des autorisations de programme votées
10/02/17	2017-CA-07	GFCP	Création d'une autorisation de programme « Travaux au centre départemental de formation »
10/02/17	2017-CA-08	GFCP	Budget primitif 2017
10/02/17	2017-CA-09	GFCP	Budget annexe restauration 2017
27/02/17	2017-CA-10	GOP	Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI)

ARRETE N° 2017 / GAP - 775
portant tableau annuel d'avancement au grade d'adjudant
de sapeurs-pompiers professionnels

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

VU :

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n°2012-521 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;

Considérant l'avis de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C en date du 25 janvier 2017,

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental par intérim des Services d'incendie et de secours,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le tableau annuel d'avancement au grade d'adjudant de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de l'année 2017, est établi dans l'ordre qui suit :

N° d'ordre	NOM PRENOM
1	FALLU OLIVIER
2	JAPIN CEDRIC
3	RIOLLET VINCENT
4	SANTIN ALBERIC
5	BERTIN SAMUEL
6	DIEPPOIS DAVID
7	LEVALLOIS CHRISTOPHE
8	BEGOT JEAN-FRANCOIS
9	BONTE BERTRAND
10	MOUCHEL THOMAS
11	ROUSSEL MARC
12	OMONT DAVID
13	SOUDAIS RODOLPHE
14	BENHAMOU DIDIER
15	PECQUERI DAVID

N° d'ordre	NOM PRENOM
16	DURIEUX BENOIT
17	PRIGENT CHRISTOPHE
18	DUHAMEL GREGORY
19	REGNIER FABIEN
20	LOQUIN ARNAUD
21	ROUSSIGNOL FREDDY
22	SEVESTRE PHILIPPE
23	HAMADACHE ALEXANDRE
24	LECUYER GILLES
25	ORANGE CEDRIC
26	TUNCQ NICOLAS
27	AUBRY BRUNO
28	LE MERRER JEAN-FRANCOIS
29	NOBLET ERIC
30	MALANDAIN DIDIER
31	BILIEN PATRICK
32	HOUSSAYE FREDERIC
33	GIFFARD JULIEN
34	DEMEILLERS ANTHONY
35	TRAN VANESSA

ARTICLE 2e : Les nominations s'effectueront dans l'ordre du tableau, sous réserve de l'acceptation du poste vacant proposé à l'agent.

Les nominations dans l'ordre du tableau sont conditionnées par deux éléments cumulatifs : la vacance des emplois budgétaires correspondants et l'exercice des fonctions du grade.

En outre, les nominations dans l'ordre du tableau pourront exceptionnellement être remises en cause si l'agent commet des faits qui altèrent gravement sa manière de servir postérieurement à la préparation de la commission administrative paritaire et qui n'ont pas été pris en compte pour l'établissement du tableau d'avancement. Sa nomination serait dans ce cas suspendue.

ARTICLE 3e : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

ARTICLE 4e : Monsieur le Directeur départemental par intérim des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'avis au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Le Président du conseil d'administration,


André GAUTIER

A R R E T E N° 2017 / GAP - 858
portant tableau annuel d'avancement au grade de caporal-chef
de sapeurs-pompiers professionnels

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

VU :

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n°2012-520 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;

Considérant l'avis de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C en date du 25 janvier 2017,

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental par intérim des Services d'incendie et de secours,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le tableau annuel d'avancement au grade de caporal-chef de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de l'année 2017, est établi dans l'ordre qui suit :

N° d'ordre	NOM PRENOM
1	BOUCKE STEPHANE
2	DENIS MATTHIEU
3	DEZIR VINCENT
4	FORFAIT MICKAEL
5	BAFFREY THOMAS
6	BOUGEANT NICOLAS
7	BAVAY DAVID
8	DESGROUAS YANN
9	FIERS NICOLAS
10	DUCREUX ROMAIN
11	MENARD ALEXIS
12	LEFRANCOIS JEAN-MICHEL
13	SIMON FRANCOIS
14	CHANDELIER THOMAS
15	SUTERA FRANCK

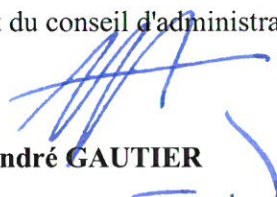
N° d'ordre	NOM PRENOM
16	VAXELAIRE ALARIC
17	DAS NEVES KEVIN

ARTICLE 2e : Les nominations dans l'ordre du tableau sont conditionnées par deux éléments cumulatifs : la vacance des emplois budgétaires correspondants et l'exercice des fonctions du grade. En outre, les nominations dans l'ordre du tableau pourront exceptionnellement être remises en cause si l'agent commet des faits qui altèrent gravement sa manière de servir postérieurement à la préparation de la commission administrative paritaire et qui n'ont pas été pris en compte pour l'établissement du tableau d'avancement. Sa nomination serait dans ce cas suspendue.

ARTICLE 3e : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

ARTICLE 4e : Monsieur le Directeur départemental par intérim des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'avis au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Le Président du conseil d'administration,



André GAUTIER



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

Yvetot, le - 1 FEV. 2017

ARRETE N° 2017 / GAP - 859
portant tableau annuel d'avancement au grade de caporal
de sapeurs-pompiers professionnels

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

VU :

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n° 2012-520 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Considérant l'avis de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C en date du 25 janvier 2017,

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental par intérim des Services d'incendie et de secours,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le tableau annuel d'avancement au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de l'année 2017, est établi dans l'ordre qui suit :

N° d'ordre	NOM PRENOM
1	ABARNOU STEPHEN
2	BATICLE MICHAEL
3	BERMENT FLORIAN
4	BERTRAND EDDIE
5	BICKI TUNCAY
6	BOUILLER ALEXIS
7	BREMAND NICOLAS
8	BRONNEC HUGO
9	CHARPENTIER GAUTHIER
10	CHARTIER MAXIME
11	CIVET MAXIME
12	COURGEON CLEMENTINE
13	CREPEL LEO
14	DAGONAT GUILLAUME
15	DELAHAYE MORGAN

N° d'ordre	
16	DOUILLET FABIEN
17	FOURNIER FLORIAN
18	FROTTIER ARNAUD
19	FURIC ROMAIN
20	GASCOIN ELOISE
21	GERLIER EUDES
22	GILLARD CLEMENT
23	GOMEZ LUDOVIC
24	GRANNEC CHRISTOPHE
25	GUILLE EDOUARD
26	HAUCHECORNE LUDOVIC
27	HERVE AXEL
28	HEUDE THOMAS
29	HIEL REY ANTHONY
30	HOUDAILLE VINCENT
31	HUBERT SABRINA
32	KEREBEL BENOIT
33	LARRAT THIBAUT
34	LAUNAY MAXIME
35	LECLERC ANTOINE
36	LECLERE SIMON
37	LECOURBE MAXIME
38	MAREST CLEMENT
39	MIONET JOHANNE
40	MONNIER ELOISE
41	MONTEBRUN MANUEL
42	MORDKA SEBASTIEN
43	PETRY PATRICK
44	PLANQUAIS FLORIAN
45	PREVERT MAXIME
46	QUERIEL JEREMIE
47	SAHUT JULIEN
48	SALOUX ROBIN
49	SCHERRER DIMITRI
50	SIMON GUILLAUME
51	THEBAULT CEDRIC
52	THOMAS PIERRE MARIE
53	TISSIER KEVIN

54	VANDIER CYRIL
55	VIOT FREDERIC

ARTICLE 2e : Les nominations dans l'ordre du tableau sont conditionnées par deux éléments cumulatifs : la vacance des emplois budgétaires correspondants et l'exercice des fonctions du grade. En outre, les nominations dans l'ordre du tableau pourront exceptionnellement être remises en cause si l'agent commet des faits qui altèrent gravement sa manière de servir postérieurement à la préparation de la commission administrative paritaire et qui n'ont pas été pris en compte pour l'établissement du tableau d'avancement. Sa nomination serait dans ce cas suspendue.

ARTICLE 3e : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

ARTICLE 4e : Monsieur le Directeur départemental par intérim des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'avis au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Le Président du conseil d'administration,


André GAUTIER

ARRETE N°2017/AGAJ-001
portant délégations de signature à Madame Ellen DEBEAURAIN
adjoint au chef du groupement Immobilier

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2016/AGAJ-107 en date du 30 septembre 2016 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Ellen DEBEAURAIN, adjoint au chef du groupement Immobilier, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le groupement technique, à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du groupement technique,
- les actes liés à l'activité du groupement Immobilier par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

ARTICLE 2 :

L'arrêté n°2016/AGAJ-107 en date du 30 septembre 2016 est abrogé.

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

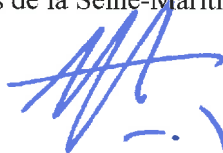
ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le

01 FEV. 2017

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Monsieur André GAUTIER

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

ARRETE N°2017/AGAJ-002
portant délégations de signature à Monsieur Franck BRUGOT
chef du service maintenance immobilière
groupement Immobilier

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2016/AGAJ-107 en date du 30 septembre 2016 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Franck BRUGOT, chef du service maintenance immobilière, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du service maintenance immobilière, les ordres de mission à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

ARTICLE 2 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le

03 FEV 2017

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

BUREAU DU COURRIER

03 FEV. 2017

PREFECTURE

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



ARRETE N°2017/AGAJ-004
portant délégation de signature au Colonel Marc VITALBO,
directeur départemental des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime par intérim

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;
- les arrêtés du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2016/AGAJ-110 en date du 04 novembre 2016 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre de la gestion administrative et financière du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, délégation de signature est conférée à Monsieur Marc VITALBO, colonel de sapeurs-pompiers professionnels, directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime par intérim, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration, tous actes, arrêtés, décisions, pièces et correspondances à l'exception :

- des rapports, des délibérations et des procès-verbaux du conseil d'administration et du bureau,
- des ordres de réquisition du comptable,

- des conventions de transfert visées par la loi n°96.369 du 3 mai 1996,
- des lettres, autres que les simples transmissions, adressées aux ministres et parlementaires,
- des nominations des membres de conseils, commissions et comités institués par les lois et règlements applicables au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc VITALBO, colonel de sapeurs-pompiers professionnels, directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime par intérim, la délégation qui lui est conférée à l'article 1^{er} du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Sylvain TIERCE, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, officier chargé de la mise en œuvre, de l'évaluation et de l'évolution du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques.

ARTICLE 3 :

L'arrêté n°2016/AGAJ-110 en date du 04 novembre 2016 est abrogé.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à Madame la Préfète et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.



YVETOT, le 10 FEB. 2017

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,


Monsieur André GAUTIER

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



ARRETE N°2017/AGAJ-005
portant délégation de signature au Lieutenant-Colonel Sylvain TIERCE,
officier chargé de la mise en œuvre, de l'évaluation et de l'évolution du schéma
départemental d'analyse et de couverture des risques

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2013-1259 du 27 décembre 2013 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/AGAJ-003 en date du 07 février 2017 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

Considérant l'erreur matérielle figurant dans le précédent arrêté,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre de la gestion administrative et financière du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, délégation de signature est conférée à Monsieur Sylvain TIERCE, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, officier chargé de la mise en œuvre, de l'évaluation et de l'évolution du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les actes, décisions, pièces et correspondances relatifs aux affaires courantes relevant de son domaine d'activité.

ARTICLE 2 :

L'arrêté n°2017/AGAJ-003 en date du 07 février 2017 est abrogé.

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

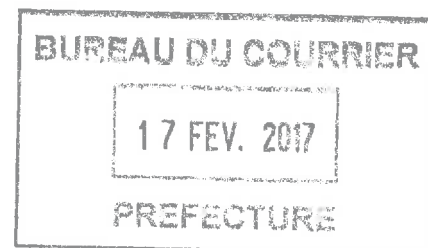
YVETOT, le 15 FEV. 2017

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,


Monsieur André GAUTIER

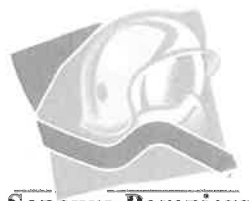
Notifié le

Lieutenant-Colonel Sylvain Tierce



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

ARRETE N°2017/AGAJ-006
portant délégation de signature à Madame Cécile GAUDEFROY,
chef du groupement immobilier

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/AGAJ-001 en date du 01 février 2017 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Cécile GAUDEFROY, chef du groupement immobilier, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le groupement immobilier, à l'exception des certificats administratifs,

- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du groupement immobilier,
- les actes liés à l'activité du groupement immobilier par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile GAUDEFROY, chef du groupement immobilier, la délégation qui lui est conférée à l'article 1^{er} du présent arrêté, est exercée par Madame Ellen DEBEAURAIN, adjoint au chef du groupement immobilier.

ARTICLE 3 :

L'arrêté n°2017/AGAJ-001 en date du 01 février 2017 est abrogé à compter du 15 mars 2017.

ARTICLE 4 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

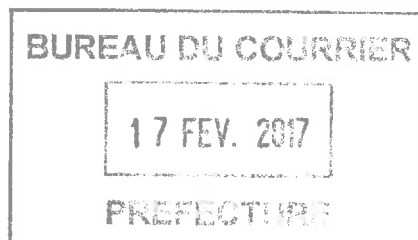
ARTICLE 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 15 FEV. 2017

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,


Monsieur André GAUTIER



Notifié le

stratifs n°

du mois de :



ARRETE N°2017/AGAJ-007
portant délégation de signature à Madame Frédérique RINGOT,
chef du groupement de l'administration générale
et des affaires juridiques

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-102 en date du 24 juillet 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Frédérique RINGOT, chef du groupement de l'administration générale et des affaires juridiques, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le groupement de l'administration générale et des affaires juridiques à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du groupement de l'administration générale et des affaires juridiques,
- les courriers relatifs à la protection fonctionnelle des agents ou aux constitutions de partie civile du service départemental présentant un caractère d'urgence,
- les pièces dans le cadre des significations d'actes et décisions de justice adressées au service départemental,
- les courriers de transmission dans le cadre de la communication des documents administratifs, ne faisant pas grief,
- les réquisitions judiciaires aux fins de communications des documents administratifs,
- les actes relevant des attributions de son groupement, par ampliation,
- les bordereaux d'élimination et de versements des archives,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Frédérique RINGOT, chef du groupement de l'administration générale et des affaires juridiques, la délégation qui lui est conférée à l'article 1^{er} du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Madame Céline LIDOR, chef du service des Affaires juridiques et faisant fonction d'adjoint au chef du groupement de l'administration générale et des affaires juridiques.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n°2015/AGAJ-102 en date du 24 juillet 2015.

ARTICLE 4 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

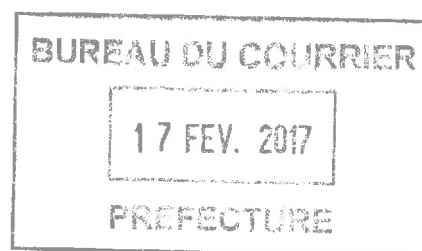
YVETOT, le **15 FEV. 2017**

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Monsieur André GAUTIER

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

ARRETE N°2017/AGAJ-008
portant délégation de signature au Capitaine Eddy KOPYLA,
chef du groupement technique par intérim

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2016/AGAJ-113 en date du 23 décembre 2016 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Eddy KOPYLA, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement technique par intérim, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le groupement technique, à l'exception des certificats administratifs,

- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du groupement technique,
- les actes liés à l'activité du groupement technique par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- les demandes d'immatriculation ainsi que tout document ou courrier afférent,
- tous documents, courriers ou pièces concernant les ordres de mouvements de véhicules et de matériels,
- les correspondances liées au contrôle technique des véhicules,
- les demandes de fourniture de cartes carburant, autoroutes.

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eddy KOPYLA, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement technique par intérim, la délégation qui lui est conférée à l'article 1^{er} du présent arrêté, est exercée par Monsieur Christophe MARGRIT, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service équipement, approvisionnement et logistique.

ARTICLE 3 :

L'arrêté n°2016/AGAJ-113 en date du 23 décembre 2016 est abrogé.

ARTICLE 4 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **15 FEV. 2017**

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de

N°2017-BCA-06

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AVENANT N°2 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE
COMMANDES AVEC LE SDIS 27**

Le 1^{er} février 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Par délibération en date du 27 janvier 2016, une convention de groupement de commandes avec le Sdis 27 a été signée.

Le groupement de commandes vise à la réalisation de consultations conjointes dans un souci d'amélioration continue de l'efficacité dans la commande publique.
Lors du bureau du 6 juillet 2016, un premier avenant a été conclu pour étendre le périmètre de la convention.

En 2016, les procédures ont été lancées pour l'acquisition des fournitures suivantes :

- les articles chaussants de travail et polos techniques (Coordonnateur : Sdis 76) ;
- les articles de droguerie (Coordonnateur : Sdis 76) ;
- les matériels spécialisés de plongée nautique et de sauvetage aquatique (Coordonnateur : Sdis 27).

Des nouvelles procédures devant être lancées courant 2017, il convient d'élargir de nouveau le champ de la convention aux domaines suivants :

- la fourniture de produits d'entretien ;
- l'entretien et la réparation des ensembles de protections textiles.

Les coordonnateurs pour l'année 2017 sont identifiés par domaines :

- le Sdis 27 pour les équipements et tenues pour les équipes spécialisées ;
- le Sdis 76 pour les effets d'habillement pour les sapeurs-pompiers et les personnels des filières administrative et technique ;
- les matériels de transport et matériels mobiles d'incendie et de secours ;
- la fourniture de produits d'entretien ;
- l'entretien et la réparation des ensembles de protections.

Ces évolutions nécessitent la signature d'un avenant à la convention, conformément à ses articles 2 et 4.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier et autorisent le président à signer l'avenant à la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.



Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

**AVENANT N°2 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR PLUSIEURS MARCHES
DE FOURNITURES ET SERVICES**

Entre les soussignés :

Le Service départemental d'incendie et de secours de l'Eure, sis 8 rue du Docteur Michel Baudoux – CS 70613 - 27006 Evreux Cedex, représenté par Monsieur Sébastien LECORNU, Président du conseil d'administration du SDIS (CASDIS) de l'Eure, dûment habilité par délibération du conseil d'administration en date du 25 janvier 2016, ci-après dénommé « le SDIS 27 »

et

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sis 6 rue du Verger – CS 40078 – 76192 Yvetot Cedex, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du SDIS (CASDIS) de la Seine-Maritime, dûment habilité par délibération du conseil d'administration en date du 27 janvier 2016, ci-après dénommé « le SDIS 76 »

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de l'avenant n° 2 à la convention

Le présent avenant n° 2 a pour objet :

- d'une part d'intégrer la possibilité de constituer un groupement de commandes pour l'achat de produits d'entretien ainsi que pour l'entretien et la réparation des ensembles de protections textiles,
- d'autre part de désigner les coordonnateurs de groupement pour 2017.

Article 2 : Modification des clauses de la convention

2.1 Modification de l'article 1^{er} de la convention « objet »

L'article 1^{er} est modifié comme suit :

La présente convention crée un groupement de commandes tel que prévu à l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, en vue du lancement de plusieurs consultations conjointes ayant pour objet l'achat de :

- matériels opérationnels et petits équipements pour les opérations de secours à personne, de lutte contre les incendies et les opérations diverses ;
- effets d'habillement pour les sapeurs-pompiers et les personnels des filières administrative et technique ;
- équipements de protection individuelle et collective ;
- équipements et tenues pour les équipes spécialisées ;
- maintenance des équipements et matériels d'incendie et de secours ;
- matériels de transport et matériels mobiles d'incendie et de secours ;
- fourniture d'articles de droguerie ;
- fourniture de produits d'entretien ;
- entretien et réparation des ensembles de protections textiles.

2.2 Modification de l'article 4 de la convention « désignation du coordonnateur »

L'article 4 est modifié comme suit :

Les coordonnateurs de groupement pour l'année 2017 seront :

- pour les besoins relatifs aux équipements et tenues pour les équipes spécialisées : le SDIS 27,

- représenté par Monsieur Sébastien LECORNU, Président du CASDIS de l'Eure ;
- pour les besoins relatifs aux effets d'habillement pour les sapeurs-pompiers et les personnels des filières administrative et technique : le SDIS 76, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du CASDIS de la Seine-Maritime ;
 - pour les besoins relatifs aux matériels de transport et matériels mobiles d'incendie et de secours : le SDIS 76, représenté par Monsieur André Gautier, Président du CASDIS de la Seine-Maritime ;
 - pour les besoins relatifs à la fourniture de produits d'entretien : le SDIS 76, représenté par Monsieur André Gautier, Président du CASDIS de la Seine-Maritime ;
 - pour les besoins relatifs à l'entretien et la réparation des ensembles de protections-textiles: le SDIS 76, représenté par Monsieur André Gautier, Président du CASDIS de la Seine-Maritime.

Pour les autres projets d'achats, le coordonnateur sera désigné par avenant après délibération des assemblées délibérantes des membres du groupement.

Article 3 : Dispositions générales

Toutes les autres clauses et conditions de la convention initiale qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant demeurent applicables.

Le présent avenant entrera en application à compter de la signature du dernier des membres.

A Evreux, le

A Yvetot, le

Le Président du CASDIS de l'Eure

Le Président du CASDIS de la Seine-Maritime

Sébastien LECORNU

André GAUTIER

N°2017-BCA-07

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RECOURS GRACIEUX SUR TITRE DE RECETTE

Le 1^{er} février 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Dans le cadre du dispositif instauré par les délibérations du 12 janvier et du 17 novembre 2010 pour la participation financière demandée aux bénéficiaires des sorties de secours ne relevant pas directement des missions du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) ou d'opérations dont un texte législatif ou réglementaire le permet, les particuliers qui ne peuvent eu égard à leurs ressources acquitter les sommes dues au Sdis 76, ont la possibilité de faire une demande d'exonération.

Le Sdis 76 a reçu un recours gracieux contre le titre n°01224/2016 pour l'intervention du 04 octobre 2016.

Par courrier arrivé le 22 décembre 2016 et sur pièces justificatives, Monsieur Jérôme BOYER sollicite auprès du Sdis 76, une remise gracieuse sur le titre n°01224/2016 d'un montant de 140 € pris suite à une intervention à son domicile pour destruction d'hyménoptères.

Sa situation financière ne lui permet pas de faire face à cette créance. En effet, Monsieur Jérôme BOYER ne perçoit que des prestations sociales, soit l'allocation de logement, la prime d'activité et le revenu de solidarité active.

Aussi je vous demande de bien vouloir accorder la remise gracieuse pour la demande de Monsieur Jérôme BOYER et d'autoriser le président du Conseil d'administration à signer tous les actes nécessaires.

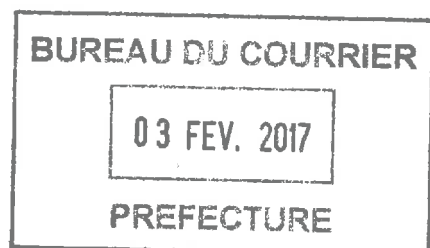
*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



N°2017-BCA-08

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION AVEC LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES YVELINES**

FORMATION DES PERSONNELS DU SDIS 76 A L'INVESTIGATION LONGUE DUREE

Le 1^{er} février 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

En application du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) s'engage dans une démarche opérationnelle consacrée à l'investigation de longue durée. Ce type d'intervention concerne les feux de tunnels, les feux en parkings souterrains, les feux de navires, les feux dans des espaces clos d'infrastructures industrielles et portuaires mais aussi des feux dans des cavités naturelles.

Cette action a intégré notamment l'acquisition d'appareils respiratoires isolants à circuit fermé offrant aux investigateurs une autonomie en air respirable renforcée, inscrite dans l'autorisation de programme dédiée aux équipes spécialisées.

Afin d'initier la formation opérationnelle à l'investigation de longue durée de ses personnels, le Sdis 76 souhaite travailler en collaboration avec le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines (Sdis 78) qui dispose d'un Groupe d'exploration longue durée (Geld) depuis 2005.

A titre de sémantique, il convient de préciser que le terme « investigation » privilégié par le Sdis 76 (du fait de la thématique des feux de navires) est équivalent au terme « exploration » choisi par le Sdis 78. Aucune définition réglementaire précise n'existe à ce jour.

Les personnels du Geld 78 participeront activement à la formation initiale des personnels du Sdis 76 et pourront en contrepartie venir réaliser des formations de maintien et de perfectionnement des acquis avec les personnels du Sdis 76 sur la structure d'entraînement à feux réels « Vulcain » du Sdis 76 et sur des infrastructures industrielles et portuaires de la Seine-Maritime.

La présente convention a ainsi pour objet de définir les relations qu'entendent établir le Sdis 76 et le Sdis 78, dans le but de développer une culture commune dans le domaine des opérations d'investigation de longue durée sous atmosphère viciée d'une part, et d'autre part de favoriser la réciprocité, les échanges, la connaissance et l'harmonisation de ces pratiques dans le temps.

La prestation est assurée à titre gracieux par les deux parties.

L'équilibre financier est plus avantageux pour le Sdis 76 et se justifie par les éléments suivants :

- une quarantaine de sapeurs-pompiers du Sdis 78 s'exerceront 1 journée par an sur la structure feux réels « Vulcain » du Sdis 76. A raison d'un prix de mise à disposition de la structure de 1978 €/jour pour 12 stagiaires, le coût équivalent pour le Sdis 76 est de l'ordre de 8 000 €/an.
- environ quatre-vingt journées-formateurs du Sdis 78 seront mises à disposition pour la formation initiale de ses personnels du Sdis 76, avec un fort investissement sur l'année 2017. A raison d'un prix de mise à disposition d'un formateur pour 1 journée de 245 €, le coût équivalent pour le Sdis 78 est de l'ordre de 20 000 €.

Ainsi, il convient d'autoriser le Président à signer la convention précitée, jointe en annexe ainsi que tout acte qui en serait suite ou la conséquence.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE :

LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME, demeurant 6 rue du Verger – CS 40078 76192 YVETOT, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'Administration,

D'une part,

Désigné ci-après « SDIS 76 »,

ET

LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES YVELINES, représenté par le président de son Conseil d'administration Monsieur Alexandre JOLY, domicilié au 56, avenue de Saint-Cloud – BP 60571 – 78003 VERSAILLES CEDEX.

D'autre part,

Désigné ci-après « SDIS 78 »,

EST CONCLUE LA CONVENTION DE PARTENARIAT SUIVANTE :

PREAMBULE

En application du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime s'engage dans une démarche opérationnelle consacrée à l'investigation de longue durée. Ce type d'intervention particulièrement contraignante, concerne les feux de tunnels, les feux en parkings souterrains, les feux de navires, les feux en espaces clos dans des infrastructures industrielles et portuaires mais aussi des feux dans des cavités naturelles.

Afin d'initier cette démarche, le Sdis 76 souhaite travailler en collaboration avec le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines (Sdis 78) qui dispose d'un Groupe d'exploration longue durée (Geld) depuis 2005.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les relations qu'entendent établir les parties, dans le but de développer une culture commune dans le domaine des opérations d'investigation de longue durée sous atmosphère viciée et de favoriser la réciprocité, les échanges, la connaissance et l'harmonisation de ces pratiques dans le temps.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE LA CONVENTION

Formation des personnels du Sdis 76 :

Le Sdis 78 s'engage à participer à la formation initiale des personnels du Sdis 76 dans le domaine de l'investigation de longue durée ».

Formation des personnels du Sdis 78 :

Le Sdis 76 s'engage à mettre à disposition sa structure d'entraînement sur feux réels « Vulcain » située à Tourville-la-Rivière au profit des personnels du Geld 78. Ces journées dédiées s'effectueront dans le cadre de la Formation de maintien et de perfectionnement des acquis (Fmpa) en Intervention à bord des navires (Ibn) des personnels du Sdis 76.

Formation Intervention à bord des navires de niveau 3 :

Le Sdis 76 s'engage à accueillir les personnels du Sdis 78 lors des sessions de Fmpa Ibn de niveau 3 organisées par le Sdis 76.

Exercices sur sites extérieurs :

Le Sdis 76 et le Sdis 78 s'inscrivent dans une démarche d'organisation d'exercices communs, sur la base d'un objectif d'1 exercice annuel organisé par chaque Sdis. Ces exercices, au-delà des formations communes, permettront de faciliter les éventuels renforts réciproques en cas d'intervention de grande envergure.

Formation des équipiers et des chefs d'équipes du Sdis 76 :

Le Sdis 78 participe :

- à la mise en place, des programmes de formation des équipiers (niveau 1) et des chefs d'équipes (niveau 2) à l'investigation longue durée au profit des personnels du Sdis 76,
- à la formation des équipiers et des chefs d'équipes, représentant un groupe d'une soixantaine de sapeurs-pompiers.

La formation des équipiers s'effectuera selon les modalités suivantes :

- 8 sessions de 3 jours, composées de 10 stagiaires chacune et de 2 à 3 formateurs du Sdis 78.

La formation complémentaire des chefs d'équipes s'effectuera selon les modalités suivantes :

- 1 session de 5 jours, composée de 12 stagiaires et de 2 à 3 formateurs du Sdis 78.

Les programmes et la planification des formations sont élaborés conjointement entre les 2 parties.

Formation des équipiers et des chefs d'équipes du Sdis 78 :

Le Sdis 76 participe :

Annuellement

- à la Formation de maintien et de perfectionnement des acquis des sapeurs-pompiers du Sdis 78, représentant un groupe d'une quarantaine de personnes environ.

La formation se déroulera selon les modalités suivantes :

- 15 sessions de 1 jour, composées de 4 stagiaires du Sdis 78 maximum, et de 8 sapeurs-pompiers du Sdis 76 spécialisés en intervention à bord des navires en Fmpa.
- la formation s'effectuera en feux réels sur la structure de formation du Sdis 76 « Vulcain » située à Tourville la Rivière, les personnels du Sdis 76 assurant la gestion des points feux.

Les programmes et la planification des formations sont élaborés conjointement entre les 2 parties.

ARTICLE 3 : MODALITES D'ACCUEIL ET D'ORGANISATION DES SESSIONS

EPI :

Chaque Sdis est responsable de la mise à disposition d'EPI (tenues et appareils respiratoires) de ses personnels.

Sous réserve de compatibilité de matériel et de disponibilité du compresseur d'air du site de Vulcain, les personnels du Sdis 78 pourront « regonfler » leurs appareils respiratoires isolants à l'occasion des exercices sur feux réels.

Structure d'entraînement en feu réel « VULCAIN » :

Les personnels du Sdis 76 sont **exclusivement** en charge de la gestion des points de feux de la structure feux réels Vulcain.

A ce titre, ils peuvent interrompre à tout moment les mises en situations. De même, les personnels du Sdis 78 devront respecter sans délais leur prescription.

Vestiaires :

Les personnels du Sdis 78 pourront disposer de l'ensemble des installations logistiques du Sdis 76 (vestiaires, douches, ...). Ils veilleront à les maintenir propres et en bon état.

Restauration :

Les personnels du Sdis 78 pourront avoir accès à la restauration collective des sites du Sdis 76 et notamment celle du Centre d'incendie et de secours de Rouen-Gambetta. Ils bénéficieront des tarifs des agents du Sdis 76.

Hébergement :

Les formateurs du Sdis 78 pourront être hébergés (nourriture) dans un Centre d'incendie et de secours du Sdis 76.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITES

Les personnels des deux établissements sont sous la responsabilité de leur autorité d'emploi. De ce fait, chacun des établissements s'engage à :

- Décharger de toute responsabilité la structure d'accueil pour les dommages corporels ou matériels causés par le personnel accueilli en formation,
- prendre en charge les conséquences financières de tous dommages corporels ou matériels causés par son personnel sur le lieu de l'établissement d'accueil.

ARTICLE 5 : CESSATION DE LA PRESTATION

Chaque partie se donne la faculté de mettre fin à l'accueil pour motif inhérent au bon fonctionnement de la structure d'accueil et en informe immédiatement l'autre partie.

ARTICLE 6 : COUT DE LA PRESTATION

Formation des personnels du Sdis 76 à l'investigation longue durée :

La mise à disposition des formateurs du Sdis 78 s'effectue à titre gracieux.

L'hébergement en Centre d'incendie et de secours et le repas du midi des formateurs du Sdis 78 seront pris en charge par le Sdis 76.

Formation des personnels du Sdis 78 :

Dans le cadre de la formation des personnels du Sdis 78, la mise à disposition de la structure feux réels Vulcain du Sdis 76 et des personnels du Sdis 76 en charge de la gestion des points de feux, voire des personnels du service de santé du Sdis 76, s'effectue à titre gracieux.
Les repas des personnels (formateurs et stagiaires) du Sdis 78 restent à la charge du Sdis 78.

Autres formations et exercices organisés en commun :

La prestation est assurée à titre gracieux par les deux parties. La prise en charge des repas reste à la charge de chacun.

ARTICLE 7 : ACCIDENT - MALADIE

Les maladies ou accidents survenant durant la période d'accueil, seront financièrement pris en charge par les établissements de rattachement.

Tout accident grave fera l'objet d'un compte-rendu, transmis sans délai, aux signataires de la présente convention.

ARTICLE 8 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature par les deux parties.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de 15 jours.

Elle pourra être renouvelée annuellement par tacite reconduction, sans pouvoir excéder une durée totale de trois ans, terme à compter duquel les parties se rapprocheront pour déterminer le cadre juridique d'un nouvel accord.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal territorialement compétent.

ARTICLE 10 : BILAN ANNUEL

Les parties conviennent de réaliser un bilan annuel relatif à la mise en œuvre de cette convention et d'y apporter les évolutions pérennes nécessaires.

Fait en double exemplaire,

A Yvetot, le

**Le Président du Service départemental
d'incendie et de secours
des Yvelines**

**Le Président du Service départemental
d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime,**

Monsieur Alexandre JOLY

Monsieur André GAUTIER

PROJET

N°2017-BCA-09

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SORTIE DE L'ACTIF – VENTE DE MATERIELS

Le 1^{er} février 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Il vous est proposé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime les matériels énoncés ci-dessous.

Ces matériels seront pour l'essentiel mis en vente en ligne sur le site internet de la société Agorastore.

MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Marque-modèle	Immat.	Kms	Prix d'acquisition	Mise à prix
2006000000356	2006	21561	BIS ZODIAC	RO920030H	XX	31 805,50 €	2 000 €
2006000000355	2006	21561	REMORQUE BIS NAUTILUS	9003YR76	XX	3 390,91 €	300 €
2006000000461	2007	21561	VSAV	3109ZD76	155751	65 212,80 €	3 000 €
2006000000295	2006	21561	RENAULT CLIO 3	5983YQ76	209414	13 183,07 €	2 000 €
2006000000293	2006	21561	RENAULT CLIO 3	5979YQ76	208272	13 183,07 €	2 000 €

MATERIEL DIVERS

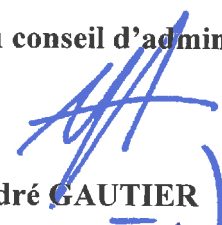
N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix
2011000000058	2011	2183	1 imprimante LEXMARK E460DN	UGAP	120,65 €	20 €
2011000000058	2011	2183	1 imprimante LEXMARK E460DN	UGAP	120,65 €	20 €
2012000000063	2012	2183	1 imprimante LEXMARK E460DN	UGAP	120,65 €	20 €
20030200	2003	2144	8 ECHELLES A COULISSE 2 PLANS	QUINCAILLERIE INDUSTRIELLE	292,72 €	35 €

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier



Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

N°2017-BCA-10

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES ET
AUTORISATIONS A RECOURIR A DES TRANSFORMATIONS
DE POSTES BUDGETAIRES**

Le 1^{er} février 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire** : néant
- **Création permanente** : néant
- **Suppression** : néant

II - Ajustement des emplois budgétaires

a) au sein de la filière sapeur-pompier

- 1 poste d'adjudant transformé en poste d'adjoint technique suite au départ en retraite d'un SPP pour un poste d'électromécanicien ;
- 1 poste de sergent transformé en poste de rédacteur suite au départ en retraite d'un SPP en inaptitude opérationnelle pour un poste d'archiviste ;
- 1 poste de médecin de classe normale transformé en poste de médecin hors classe ;
- 2 postes de lieutenant 1^{ère} classe transformés en poste de capitaine ;

III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par un agent contractuel recruté sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Electromécanicien, adjoint technique de 1^{ère} classe au sein du groupement Sud ;
- Adjoint au chef de service gestion des effectifs, des emplois, des activités et des compétences, rédacteur principal de 2^{ème} classe au sein du groupement Emplois, activés et compétences ;
- Mécanicien, adjoint technique de 2^{ème} classe au sein du groupement Est ;

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.



Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE MARITIME
TABEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES AU 1er janvier 2017

(Application de la délibération du BCA du 01/02/2017 pour régularisation de poste au 01/01/2017 et application de la délibération sur la création d'emploi fonctionnel)

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES					PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/01/2017			ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		Au 31/12/2016	Création de poste	Suppression de poste		Au 01/01/2017	Titulaires	Contractuels	Effectif total	
Directeur départemental		0	1		Colonel hors classe	1	0	0	0	-1
Directeur départemental adjoint		0	1		Colonel hors classe	1	0	0	0	-1
EMPLOIS FONCTIONNELS		0	2	0		2	0	0	0	-2
A1		0			Contrôleur général	0	0	0	0	0
A1	Colonel	3		2	Colonel	1	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			Lieutenant Colonel	10	1	0	1	0
A2	Commandant	23			Commandant	23	22	0	22	-1
	Capitaine	35	2		Capitaine	37	35	0	35	-2
B1	Lieutenant hors classe	5			Lieutenant hors classe	5	5	0	5	0
B2	Lieutenant 1ère classe	43		2	Lieutenant 1ère classe	41	38	0	38	-3
B3	Lieutenant 2ème classe	31			Lieutenant 2ème classe	31	27	0	27	-4
C1	Adjudants	176		1	Adjudants	175	170	0	170	-5
	Sergents	227		1	Sergents	226	223	0	223	-3
C2	Caporal-chef	58			Caporal-chef	58	53	0	53	-3
	Caporal	168			Caporal	168	168	0	168	0
C3	Sapeur 1° classe	135			Sapeur 1° classe	135	135	0	135	0
FILIERE SPP hors SSM		912	2	6		908	886	0	886	-22
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			Médecin de classe exceptionnelle	1	1	0	1	0
	Médecin hors classe	1	1		Médecin hors classe	2	1	1	2	0
	Médecin de classe normale	1		1	Médecin de classe normale	0	0	0	0	0
	Pharmacien de classe normale	2			Pharmacien de classe normale	2	2	0	2	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	1			Cadre de santé de 2ème classe	1	1	0	1	0
A	Infirmier hors classe	0			Infirmier hors classe	0	0	0	0	0
A	Infirmier de classe supérieure	3			Infirmier de classe supérieure	3	3	0	3	0
A	Infirmier de classe normale	1			Infirmier de classe normale	1	0	1	1	0
FILIERE SSM		10	1	1		10	8	2	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			Directeurs Territoriaux	1	0	1	1	0
A2	Attachés Territoriaux	16			Attachés Territoriaux	16	10	4	14	-2
B	Rédacteurs Territoriaux	37	1		Rédacteurs Territoriaux	38	30	7	37	-1
C	Adjoint Administratifs	99			Adjoint Administratifs	99	95	2	97	-2
FILIERE ADMINISTRATIVE		153	1	0		154	135	14	149	-5
B	Assistant socio-éducatif principal	1			Assistant socio-éducatif principal	1	1	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0		1	1	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			Ingénieurs territoriaux	11	4	5	9	-2
B	Techniciens territoriaux	28			Techniciens territoriaux	28	22	3	25	-3
C1	Agents de Maintenance	26			Agents de Maintenance	26	24	1	25	-1
C2	Adjointes Techniques*	40	1		Adjointes Techniques*	41	35	5	40	-1
FILIERE TECHNIQUE		105	1	0		106	85	14	99	-7
TOTAUX		1181	7	7		1181	1115	30	1145	-36
Emplois temporaires	Sapeur 1° classe	8			Sapeur 1° classe	8	0	0	0	+8
	Lieutenant 2ème classe	1			Lieutenant 2ème classe	1	0	0	0	+1
	Sergent-chef	1			Sergent-chef	1	0	0	0	+1
		10	0	0		10	0	0	0	+10

Effectifs non permanents (remplacement maladie, surcroît d'activité, maternité,...)	nombre
contractuels	4
Engagés de service civique	0
Apprenti	2
Emplois d'avenir	0
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	2
Agent mis à disposition TOTAL/CNPE	3

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroît d'activité, maternité,...)

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
-
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION DES EMPLOIS FONCTIONNELS
DE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL
ET DE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL ADJOINT**

Le 10 février 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 27 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Catherine FLAVIGNY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

-

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT - représentée.

MM. Luc LEMONNIER, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Capitaine André HENRY.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La réforme statutaire dite des « emplois supérieurs de direction » (ESD) est entrée en vigueur le 1er janvier 2017. La loi n° 2016-1867 du 27 décembre 2016 relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires accompagnée de plus de 20 textes réglementaires institue les nouveaux emplois de directeur départemental et de directeur départemental adjoint des Services départementaux d'incendie et de secours.

Ainsi, le décret n°2016-2003 du 30 décembre 2016 relatif à l'emploi de directeur départemental et de directeur départemental adjoint des Services départementaux d'incendie et de secours, crée un statut spécifique pour les emplois fonctionnels de directeur départemental et directeur départemental adjoint.

Le directeur départemental et le directeur départemental adjoint des services départementaux d'incendie et de secours (Sdis) doivent en application du décret précité, être détachés au 1^{er} janvier 2017, date d'entrée en vigueur sur ces emplois fonctionnels.

Le Sdis 76 doit se mettre en conformité avec la réglementation des emplois supérieurs de direction à la date d'entrée en vigueur :

- par la suppression de deux postes de colonel,
- par la création de deux emplois fonctionnels de directeur départemental et de directeur départemental adjoint au grade de colonel hors classe.

Les autres grades ne changent pas d'appellation cependant l'ensemble des officiers de catégorie A sera intégré dans les nouveaux cadres d'emploi.

*
* *

Le comité technique s'est prononcé le 10 février 2017 avec avis favorable à la majorité du collège des représentants du personnel et avis favorable à l'unanimité du collège des représentants de l'administration.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE MARITIME
TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES AU 1er janvier 2017

(Application de la délibération du BCA du 01/02/2017 pour régularisation de poste au 01/01/2017 et application de la délibération sur la création d'emploi fonctionnel)

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/01/2017			ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		Au 31/12/2016	Création de poste	Suppression de poste	Au 01/01/2017	Titulaires	Contractuels	Effectif total	
Directeur départemental		0	1		Colonel hors classe	1	0	0	-1
Directeur départemental adjoint		0	1		Colonel hors classe	1	0	0	-1
EMPLOIS FONCTIONNELS		0	2	0		2	0	0	-2
A1		0			Contrôleur général	0	0	0	0
A1		0			Colonel hors classe	0	0	0	0
	Colonel	3		2	Colonel	1	1	0	0
	Lieutenant Colonel	10			Lieutenant Colonel	10	9	0	-1
A2	Commandant	23			Commandant	23	22	0	-1
	Capitaine	35	2		Capitaine	37	35	0	-2
B1	Lieutenant hors classe	5			Lieutenant hors classe	5	5	0	0
B2	Lieutenant 1ère classe	43		2	Lieutenant 1ère classe	41	38	0	-3
B3	Lieutenant 2ème classe	31			Lieutenant 2ème classe	31	27	0	-4
C1	Adjoints	176		1	Adjoints	175	170	0	-5
	Sergents	227		1	Sergents	226	223	0	-3
C2	Caporal-chef	56			Caporal-chef	56	53	0	-3
	Caporal	168			Caporal	168	168	0	0
C3	Sapeur 1° classe	135			Sapeur 1° classe	135	135	0	0
FILIERE SPP hors SSSM		912	2	6		908	886	0	-22
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			Médecin de classe exceptionnelle	1	1	0	0
	Médecin hors classe	1	1		Médecin hors classe	2	1	1	0
	Médecin de classe normale	1		1	Médecin de classe normale	0	0	0	0
	Pharmacien de classe normale	2			Pharmacien de classe normale	2	2	0	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	1			Cadre de santé de 2ème classe	1	1	0	0
A	Infirmier hors classe	0			Infirmier hors classe	0	0	0	0
A	Infirmier de classe supérieure	3			Infirmier de classe supérieure	3	3	0	0
A	Infirmier de classe normale	1			Infirmier de classe normale	1	0	1	0
FILIERE SSSM		10	1	1		10	8	2	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			Directeurs Territoriaux	1	0	1	0
A2	Attachés Territoriaux	16			Attachés Territoriaux	16	10	4	-2
B	Rédacteurs Territoriaux	37	1		Rédacteurs Territoriaux	38	30	7	-1
C	Adjoints Administratifs	99			Adjoints Administratifs	99	95	2	-2
FILIERE ADMINISTRATIVE		153	1	0		154	135	14	-5
B	Assistant socio-éducatif principal	1			Assistant socio-éducatif principal	1	1	0	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0		1	1	0	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			Ingénieurs territoriaux	11	4	5	-2
B	Techniciens territoriaux	28			Techniciens territoriaux	28	22	3	-3
C1	Agents de Maîtrise	26			Agents de Maîtrise	26	24	1	-1
C2	Adjoints Techniques*	40	1		Adjoints Techniques*	41	35	5	-1
FILIERE TECHNIQUE		105	1	0		106	85	14	-7
TOTAUX		1181	7	7		1181	1115	30	-36
Emplois temporaires	Sapeur 1° classe	8			Sapeur 1° classe	8	0	0	-8
	Lieutenant 2ème classe	1			Lieutenant 2ème classe	1	0	0	-1
	Sergent-chef	1			Sergent-chef	1	0	0	-1
		10	0	0		10	0	0	-10

Effectifs des emplois pourvus	nombre
contractuels	4
Engagés de service civique	0
Apprenti	2
Emplois d'avenir	9
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	2
Agent mis à disposition TOTAL/CNPE	3

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroît d'activité, maternité....)

N°2017-CA-02

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
-
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**PRIME DE FONCTIONNALISATION DES EMPLOIS DE DIRECTEUR
DÉPARTEMENTAL ET DE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL ADJOINT**

Le 10 février 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 27 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Catherine FLAVIGNY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

-

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT - représentée.

MM. Luc LEMONNIER, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Capitaine André HENRY.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le décret n°2016-2003 du 30 décembre 2016 relatif à l'emploi de directeur départemental et de directeur départemental adjoint crée un statut spécifique pour les emplois fonctionnels de directeur départemental et directeur départemental adjoint.

L'article 14 du décret précité fixe le régime indemnitaire applicable à ces emplois.

Il instaure une nouvelle prime dite de fonctionnalisation, payable mensuellement en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension du bénéficiaire un taux individuel, fixé dans la limite d'un taux maximal par emploi et par catégorie de Sdis selon le tableau suivant :

	DD SIS	DD A
Sdis de catégorie A	15%	5%
Sdis de catégorie B	10%	5%
Sdis de catégorie C	5%	5%

Le Sdis de la Seine-Maritime étant classé en catégorie A, il est proposé de fixer le taux de cette prime de fonctionnalisation à 15 % pour le directeur départemental et à 5 % pour le directeur départemental adjoint, avec une mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2017.

*
* *

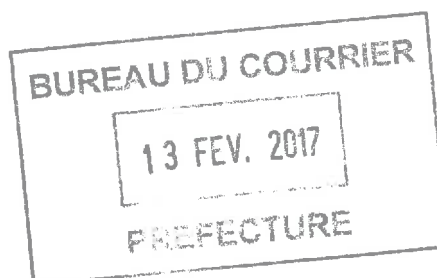
Le comité technique s'est prononcé le 10 février 2017 avec avis favorable à la majorité du collège des représentants du personnel et avis favorable à l'unanimité du collège des représentants de l'administration.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



N°2017-CA-03

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
-
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES

Le 10 février 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 27 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Catherine FLAVIGNY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

-

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT - représentée.

MM. Luc LEMONNIER, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Capitaine André HENRY.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire** : néant
- **Création permanente** : néant
- **Suppression** :

Il est proposé, dans le cadre de la réalisation d'économies budgétaires et de la réorganisation des groupements et services du Sdis 76, validée en comité technique du 7 décembre 2016, la suppression de postes au sein de la filière sapeur-pompier et de la filière administrative et technique. Ces postes seront supprimés dès à présent ou au cours de l'année 2017 en fonction des départs (retraites, fin de contrat).

II - Postes supprimés

- 1 poste d'officier au service prévision et planification au sein du groupement opérations/prévision au grade de lieutenant 1ère classe vacant depuis le 06/07/2015 ;
- 3 postes d'officiers superviseurs au sein du CTA/CODIS au grade de lieutenant de 1ère classe vacant depuis le 17/09/2015 ;
- 1 poste de chargé de mission au sein du CTA/CODIS au grade de capitaine vacant depuis le 08/12/2016 ;
- 1 poste de lieutenant de 2ème classe en formation au sein du groupement prévention ;
- 1 poste de référent technique et immobilier au sein du centre d'incendie et de secours de Gambetta au grade d'adjudant suite au départ en retraite d'un agent au 01/10/2016 ;
- 1 poste de colonel au sein du groupement Sud vacant depuis le 01/09/2015 ;
- 1 poste de lieutenant-colonel au sein du groupement Est vacant depuis le 15/11/2016 ;
- 1 poste de capitaine chef du service opérations/prévision au sein du groupement Sud vacant depuis le 01/12/2016 ;
- 1 poste d'attaché au groupement Emplois, activités et compétences vacant depuis le 13/06/2016 ;
- 1 poste de coordinateur Saint-Valéry en Caux – Cany-Barville au grade de lieutenant hors classe en prévision du départ en retraite d'un agent au 01/02/2017 ;

III - Postes à supprimer au cours de l'année 2017

- 1 poste de chef de service opérations/prévision au sein du groupement Ouest au grade de capitaine en prévision du départ en retraite d'un agent ;
- 1 poste de rédacteur au sein du groupement Sud en prévision du départ en retraite d'un agent au 01/09/2017 ;

Ces modifications sont inscrites dans le tableau, ci-joint.

*
* *

Le comité technique s'est prononcé le 25 janvier 2017 avec avis défavorable à l'unanimité du collège des représentants du personnel et avis favorable à l'unanimité du collège des représentants de l'administration.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE MARITIME
TABEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES AU 10 février 17
(délibération passée en CT sur les suppressions de poste)

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/02/2017			ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		Effectif au 01/01/2017	Création de poste	Suppression de poste	CA du 10/02/2017	Titulaires	Contractuels	Effectif total	
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	0	0	0	-1
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	1	0	1	-1
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0
	Colonel	1		1	0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10		1	9	9	0	9	0
A2	Commandant	23			23	22	0	22	-1
	Capitaine	37		2	35	35	0	35	0
B1	Lieutenant hors classe	5		1	4	4	0	4	0
B2	Lieutenant 1ère classe	41		4	37	37	0	37	0
B3	Lieutenant 2ème classe	31		1	30	27	0	27	-3
C1	Adjudants	175		1	174	165	0	165	-9
	Sergents	226			226	222	0	222	-4
C2	Caporal-chef	56			56	55	0	55	-1
	Caporal	168			168	167	0	167	-1
C3	Sapeur 1° classe	135			135	135	0	135	0
FILIERE SPP hors SSSM		908	0	11	897	878	0	878	-19
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0
	Pharmacien de classe normale	2			2	2	0	2	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	1			1	1	0	1	0
A	Infirmier hors classe	0			0	0	0	0	0
A	Infirmier de classe supérieure	3			3	3	0	3	0
A	Infirmier de classe normale	1			1	0	1	1	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	8	2	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0
A2	Attachés Territoriaux	16		1	15	10	4	14	-1
B	Rédacteurs Territoriaux	38			38	30	7	37	-1
C	Adjointes Administratifs	99			99	95	3	98	-1
FILIERE ADMINISTRATIVE		154	0	1	153	135	15	150	-3
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	4	5	9	-2
B	Techniciens territoriaux	28			28	22	3	25	-3
C1	Agents de Maîtrise	26			26	24	1	25	-1
C2	Adjointes Techniques*	41			41	37	3	40	-1
FILIERE TECHNIQUE		106	0	0	106	87	12	99	-7
TOTAUX		1181	0	12	1169	1110	29	1139	-30
Emplois temporaires	Sapeur 1° classe	8			8	0	0	0	-8
	Lieutenant 2ème classe	1			1	0	0	0	-1
	Sergent-chef	1			1	0	0	0	-1
		10	0	0	10	0	0	0	-10

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	4
Engagés de service civique	0
Apprenti	2
Emplois d'avenir	9
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	2
Agent mis à disposition TOTAL/CNPE	3

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité....)

N°2017-CA-04

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
-
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**BUDGET PRINCIPAL
REPRISE ANTICIPÉE DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2016**

Le 10 février 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 27 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Catherine FLAVIGNY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

-

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT - représentée.

MM. Luc LEMONNIER, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Capitaine André HENRY.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'article L.2311-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

Ces résultats doivent être justifiés par :

- une fiche de calcul prévisionnel (établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable public).
- les états des restes à réaliser au 31 décembre 2016 (établis par l'ordonnateur),
- et soit le compte de gestion s'il a pu être établi, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable).

Le résultat de clôture prévisionnel du budget principal du Sdis 76 pour 2016 s'établit ainsi qu'il suit :

	Réalisations	Restes à réaliser	Total
<u>Fonctionnement</u>			
• Recettes	88 367 601,53 €		88 367 601,53 €
• Dépenses	88 346 910,09 €		88 346 910,09 €
Résultat de l'exercice	(A) 20 691,44 €		20 691,44 €
Résultat 2015 reporté	(B) 6 275 963,84 €		6 275 963,84 €
Résultat 2016 fonct.	(C) 6 296 655,28 €		6 296 655,28 €
<u>Investissement</u>			
• Recettes	10 059 238,83 €	1 125 000,00 €	11 184 238,83 €
• Dépenses	10 251 645,82 €	196 456,77 €	10 448 102,59 €
Résultat de l'exercice	- 192 406,99 €	928 543,23 €	736 136,24 €
Résultat 2015 reporté	3 495 911,22 €		3 495 911,22 €
Résultat 2016 invest.	(D) 3 303 504,23 €	(E) 928 543,23 €	(F) 4 232 047,46 €
Résultat final global	9 600 159,51 €	928 543,23 €	10 528 702,74 €

La section d'investissement présente un excédent de financement de 4 232 047,46 € après prise en compte du solde positif des restes à réaliser d'investissement, soit 928 543,23 €.

Il n'y a donc pas de réserve obligatoire à constituer au compte 1068 et le résultat à reprendre en section d'investissement du budget 2017, au compte de recettes 001, s'établit à 3 303 504,23 €.

Le solde de la section de fonctionnement de l'exercice 2016 présente un résultat excédentaire d'un montant de 6 296 655,28 €. En l'absence de réserve complémentaire à constituer, ce résultat de fonctionnement peut être intégralement reporté sur l'exercice 2017, au compte de recettes 002.

L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif, ainsi que le détail des restes à réaliser.

La délibération d'affectation définitive du résultat interviendra après le vote du compte administratif.

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2017.

Par ailleurs, conformément aux articles L.2311-6 et D.2311-14 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le résultat de la section d'investissement étant pour la deuxième année consécutive positif, il est possible de reprendre en section de fonctionnement la réserve complémentaire de 2 583 086,09 € validée lors de l'affectation des résultats de l'exercice 2014.

En effet, celle-ci avait principalement été constituée en vue d'autofinancer les travaux de construction du Cis le Havre Sud. Or ces derniers n'ont pas véritablement pu commencer et ont désormais vocation à intégrer la réflexion sur la politique immobilière.

La reprise de la réserve complémentaire de 2 583 086,09 € permettra d'équilibrer la section de fonctionnement de l'exercice 2017.

Elle sera pratiquée au moyen des opérations d'ordre budgétaire suivantes :

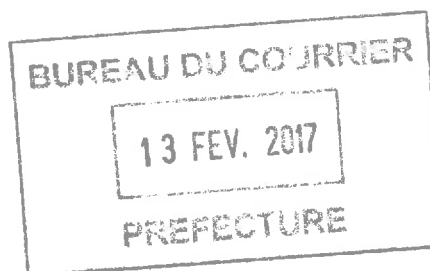
- Débit du compte 1068 : - 2 583 086,09 €
- Crédit du compte 7785 : + 2 583 086,09 €

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER





BUDGET PRINCIPAL

REPRISE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2016

COMPTE ADMINISTRATIF N-1 Voté le2017		REPRISE ANTICIPEE (si le compte administratif n'est pas voté)	
Résultat de fonctionnement N-1		Résultat de fonctionnement N-1	
<u>A - Résultat de l'exercice</u>		<u>A - Résultat de l'exercice</u>	+ 20 691,44 €
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
<u>B - Résultats antérieurs reportés</u>		<u>B - Résultats antérieurs reportés</u>	+ 6 275 963,84 €
ligne 002 du compte administratif N-1		par délibération n° 2016-CA-08 sur l'affectation du résultats N-2	
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + / ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
C - Résultat à affecter		C - Résultat à affecter	6 296 655,28 €
= A + B (hors restes à réaliser)		= A + B (hors restes à réaliser)	
(si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		(si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	
Investissement		Investissement	
<u>D - Solde d'exécution N-1</u>		<u>D - Solde d'exécution N-1 estimé</u>	+ 3 303 504,23 €
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
D 001 (besoin de financement)		D 001 (besoin de financement)	
R 001 (excédent de financement)		R 001 (excédent de financement)	
<u>E - Solde des restes à réaliser d'investissement N-1</u>		<u>E - Solde des restes à réaliser d'investissement N-1</u>	+ 928 543,23 €
Besoin de financement		Besoin de financement (+)	
Excédent de financement		Excédent de financement (-)	
F - Besoin de financement = D + E		F - Besoin de financement = D + E	0,00 €
AFFECTATION = C = G + H		REPRISE ANTICIPEE = C = G + H	6 296 655,28 €
1) Affectation en réserves R 1068 en investissement		1) Prévision d'affectation en réserves R 1068 en investissement	0,00 €
G = au minimum, couverture du besoin de financement (F)		G = au minimum, couverture du besoin de financement (F)	
2) H = report en fonctionnement R 002		2) H = report en fonctionnement R 002 (si C, F, H = C - G)	6 296 655,28 €
DEFICIT REPORTE D 002		DEFICIT REPORTE D 002	

Yvetot, le 24 JAN. 2017

Pour le Président, et par délégation,
Le Directeur départemental par intérim,

Colonel Marc VITALBO

Le Payeur Départemental,

Monsieur PROUST



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

Groupeement des Finances et de la Commande Publique
Service des Affaires Budgetaires et financières
Affaire suivie par : Karine TASSERIE
Téléphone : 02 35 56 37 07
Courriel : budgetcompta@sd3s76.fr

BUDGET PRINCIPAL - ETAT DES RESTES A REALISER 2016

DEPENSES

PROGRAMME / ARTICLE	N° COMMANDE	TIERS	NOM DU TIERS	LIBELLE	SERVICE GESTIONNAIRE	MONTANT
2005000002	20127619	19585	QUALICONSULT	HAVRE NORD & SUD -LOT 2 ASSISTANT(REPORT)	GE41	3 000,00
2005000002	20127619	19585	QUALICONSULT	HAVRE NORD & SUD -LOT 2 ASSISTANT(REPORT)	GE41	3 915,85
2005000002	20127619	19585	QUALICONSULT	HAVRE NORD & SUD -LOT 2 ASSISTANT(REPORT)	GE41	600,00
2008000002	2012704	32300	SAS TWINTEC	PLATEAU LOG SOUS TRAITANT LOT 1(REPORT)	GE41	7 515,85
2008000002	20091023	9830	BUREAU VERITAS BOIS GUILLAUME	PLATEAU LOGISTIQUE LOT 01 CONTRO(R)REPORT)	GE41	0,01
2008000002	20091025	34418	ELYFEC SPS	PLATEAU LOGISTIQUE LOT 02 CSFS N(REPORT)	GE41	154,16
2008000002	20091025	34418	ELYFEC SPS	PLATEAU LOGISTIQUE LOT 02 CSFS N(REPORT)	GE41	32,81
2008000002	20094544	25594	SCP	PLATEAU LOGISTIQUE MOE BASE + 5%(REPORT)	GE41	141,00
2008000002	20094544	25594	SCP	PLATEAU LOGISTIQUE MOE BASE + 5%(REPORT)	GE41	203,28
2008000002	20094537	25578	ATELIERS 6 24	PLATEAU LOGISTIQUE MOE BASE + 5%(REPORT)	GE41	14,16
2008000002	20094537	25578	ATELIERS 6 24	PLATEAU LOGISTIQUE MOE BASE + 5%(REPORT)	GE41	128,70
2008000002	20094541	25596	SEBAT	PLATEAU LOGISTIQUE MOE BASE + 5%(REPORT)	GE41	26,78
2008000002	20094537	25578	ATELIERS 6 24	PLATEAU LOGISTIQUE MOE BASE + 5%(REPORT)	GE41	52,10
2008000002	20094544	25594	SCP	PLATEAU LOGISTIQUE MOE BASE + 5%(REPORT)	GE41	1 846,46
2008000002	20094537	25578	ATELIERS 6 24	PLATEAU LOGISTIQUE MOE BASE + 5%(REPORT)	GE41	3,78
2008000002	20094539	25595	SEEBAT	PLATEAU LOGISTIQUE MOE BASE + 5%(REPORT)	GE41	0,01
2008000002	20094543	12366	INCA BET FLUIDES	PLATEAU LOGISTIQUE MOE BASE + 5%(REPORT)	GE41	1,20
2051	S121605776	3238	UGAP NORMANDIE	LICENCE ADOBE	GE41	47,61
2051	20156600	33224	SOCIETE D'INFORMATIQUE SYSTEMES	LOGICIEL + FORMATION POUR EVOLUT(REPORT)	S12	2 652,06
2051	20156600	33224	SOCIETE D'INFORMATIQUE SYSTEMES	LOGICIEL + FORMATION POUR EVOLUT(REPORT)	S12	3 941,09
2051	S121609334	3238	UGAP NORMANDIE	LOGICIEL SUPERVISION PHOTOCOPIEUR	S12	4 600,00
2051	DIR1607266	34790	ACTIMAGE CONSULTING	PHASE 3 POSTE 4	S12	14 160,00
2051	DIR1607038	34790	ACTIMAGE CONSULTING	PHASE 3 POSTE 6	S12	1 539,92
2051	S121607215	23744	CHEOPS TECHNOLOGIE	RENOUVELLEMENT LICENCES CITRIX	DIR3	1 200,00
21312	GE41608982	32894	BUREAU VERITAS SA	MISSION CSFS AU CIS LES PRES SALES	S12	3 000,00
21531	S111606373	22061	SOMATICO	TACTIQUE NIVEAU 5 MATERIEL VOKKERO	GE41	2 713,22
Sous-total 2005000002						31 154,23
Sous-total 2008000002						1 440,00
Sous-total 21531						1 440,00
Sous-total 21531						8 488,80

PROGRAMME / ARTICLE	N° COMMANDE	TIERS	NOM DU TIERS	LIBELLE	SERVICE GESTIONNAIRE	MONTANT
21538	SI11606329	33535	MASSELIN COMMUNICATION SAS	AUTOCOM DIEPPE	SI1	15 920,40
	SI11606366	33535	MASSELIN COMMUNICATION SAS	AUTOCOM PECAMP	SI1	9 884,40
	SI11606368	33535	MASSELIN COMMUNICATION SAS	POINT D ACCES IP AVEC SYSTEME DE GESTION	SI1	1 917,14
	SI11606368	33535	MASSELIN COMMUNICATION SAS	POINT D ACCES IP AVEC SYSTEME DE GESTION	SI1	5 529,89
			Sous-total 21538			33 251,83
21561	GE21605499	28581	NION PARCS ET JARDINS	TRONCONNUEUSE THERMIQUE MS 291	GE21	1 164,00
	GE21605084	626	IVECO MAGIRUS FIREFIGHTING CAMIV	OPERATION DE MAINTENANCE DECENNALE	GE24	79 584,00
	GE21606375	13504	GIMAEX	2 PORTES ECHELLES 3 PLANS BASCULANTS	GE24	10 144,68
			Sous-total 21561			90 892,68
21578	GE21608419	19330	F21 DISTRIBUTION	COMPRESSEUR INDUSTRIEL 50 LITRES 11	GE21	8 734,87
	GE21608419	19330	F21 DISTRIBUTION	COMPRESSEUR INDUSTRIEL 50 LITRES 11	GE21	739,50
			Sous-total 21578			9 474,37
2184	GE41608574	3238	UGAP NORMANDIE	COMMANDE DE MOBILIER POUR LE GROUPEMENT OUEST	GE43	418,69
	GE41608574	3238	UGAP NORMANDIE	COMMANDE DE MOBILIER POUR LE GROUPEMENT OUEST	GE43	91,39
	GE41608574	3238	UGAP NORMANDIE	COMMANDE DE MOBILIER POUR LE GROUPEMENT OUEST	GE43	774,24
	GE41608215	3238	UGAP NORMANDIE	COMMANDE DE MOBILIER POUR LE CIS DE CANTELEU	GE43	385,10
	GE41607237	3238	UGAP NORMANDIE	FOURNITURE DE MOBILIER AU CIS PECAMP	GE43	418,30
	GE41607237	3238	UGAP NORMANDIE	FOURNITURE DE MOBILIER AU CIS PECAMP	GE43	349,44
	GE41605440	3238	UGAP NORMANDIE	FOURNITURE DE MOBILIER CIS SOTTEVILLE	GE43	1 448,99
	GE41605805	3238	UGAP NORMANDIE	FOURNITURE DE MOBILERS A LA DIRECTION	GE43	432,18
	GE41605805	3238	UGAP NORMANDIE	FOURNITURE DE MOBILERS A LA DIRECTION	GE43	3 554,14
	GE41606604	3238	UGAP NORMANDIE	FOURNITURE DE MOBILERS A LA DIRECTION	GE43	323,46
	GE41606604	3238	UGAP NORMANDIE	FOURNITURE DE MOBILERS POUR LE CIS CANTELEU	GE43	782,81
	GE41606604	3238	UGAP NORMANDIE	FOURNITURE DE MOBILERS POUR LE CIS CANTELEU	GE43	826,20
	GE41606604	3238	UGAP NORMANDIE	FOURNITURE DE MOBILERS POUR LE CIS CANTELEU	GE43	105,02
	GE41607242	3238	UGAP NORMANDIE	FOURNITURE D'UNE ARMOIRE FORTE A LA DIRECTION	GE43	67,94
	GE41607242	3238	UGAP NORMANDIE	FOURNITURE D'UNE ARMOIRE FORTE A LA DIRECTION	GE43	1 007,18
			Sous-total 2184			10 985,08
2188	FOR1606476	10740	SFAT INDUSTRIE	GENERATEUR A FUMEE	FORM	574,80
	FOR1606476	10740	SFAT INDUSTRIE	GENERATEUR A FUMEE	FORM	27,07
			Sous-total 2188			601,87
			TOTAL GENERAL			196 456,77

RECETTES

PROGRAMME / ARTICLE	N° COMMANDE	TIERS	NOM DU TIERS	LIBELLE	SERVICE GESTIONNAIRE	MONTANT
1641	ADM1609472		50601 CAISSE D'EPARGNE	EMPRUNT	ADMF	1 125 000,00

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Départemental par Interim,

Colonel MARIAN FALBO

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		15 090 045,99			24 045,71		24 045,71			
10222	FCTVA			4 830 556,13				19 920 602,12		19 896 556,41	
10228	Autres fonds globalisés		35 547 232,87			2 890 211,73		38 437 444,60		38 437 444,60	
1027	Mise a disposition (chez le beneficiar		6 165 663,97					6 165 663,97		6 165 663,97	
	Sous-total compte 102 :	12 062 499,99		4 260 811,68				4 260 811,68			
1068	Excedents fonctionnement capitalises	68 865 442,82		4 260 811,68		24 045,71		12 062 499,99		7 801 688,31	
1069	Reprise 2004 excéds capitalisés	79 134 138,69		4 830 556,13		2 890 211,73		76 586 210,68		72 301 353,29	
	Sous-total compte 106 :	5 514,59		6 868 984,67				6 868 984,67			
	Sous-total compte 10 :	5 514,59						5 514,59		5 514,59	
	Sous-total compte 106 :	79 134 138,69		6 868 984,67				6 874 499,26		5 514,59	
	Sous-total compte 10 :	5 514,59		11 129 796,35		24 045,71		79 134 138,69		72 265 154,02	
	Sous-total compte 10 :	147 999 581,51		4 830 556,13		2 890 211,73		155 720 349,37		144 566 507,31	



00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau solde créditeur		7 271 916,50	995 952,66				995 952,66	7 271 916,50		6 275 963,84
	Sous-total compte 110 :		7 271 916,50	995 952,66				995 952,66	7 271 916,50		6 275 963,84
	Sous-total compte 11 :		7 271 916,50	995 952,66				995 952,66	7 271 916,50		6 275 963,84
12	Résultat exercice excéd déficit	995 952,66			995 952,66			995 952,66	995 952,66		
	Sous-total compte 12 :	995 952,66			995 952,66			995 952,66	995 952,66		
	Sous-total compte 12 :	995 952,66			995 952,66			995 952,66	995 952,66		
1311	Etat et EPN		49 463,00				30 000,00		79 463,00		79 463,00
1312	Région						25 923,00		25 923,00		25 923,00
1318	Autres		115 258,35				191 779,06		307 037,41		307 037,41

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 131 :		164 721,35				247 702,06		412 423,41		412 423,41
1324	Ches	1 568 130,00						1 568 130,00		1 568 130,00	
	Sous-total compte 132 :	1 568 130,00						1 568 130,00		1 568 130,00	
13918	Subv équipt transf autres					23 051,00		23 051,00		23 051,00	
	Sous-total compte 139 :					23 051,00		23 051,00		23 051,00	
	Sous-total compte 13 :	1 732 851,35				23 051,00	247 702,06	23 051,00	1 980 553,41	23 051,00	1 980 553,41
1511	Provisions pour litiges et contentieux	10 000,00									
1518	Autres provisions pour risques			1 634 792,73				1 634 792,73		1 634 792,73	
	Sous-total compte 151 :			1 634 792,73							
				117 000,00				117 000,00		117 000,00	
		10 000,00						1 761 792,73		1 761 792,73	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 15 :	10 000,00		1 751 792,73				1 761 792,73		1 761 792,73	
1641	Emprunts en euros	362 000,18				235 333,32		235 333,32			
	Sous-total compte 164 :	362 000,18				235 333,32		235 333,32		126 666,86	
16884	Int sur empts étab crédit	1 255,21		1 255,21	483,62			1 255,21			483,62
	Sous-total compte 168 :	1 255,21		1 255,21	483,62			1 255,21			483,62
	Sous-total compte 16 :	363 255,39		1 255,21	483,62	235 333,32		236 588,53			
192	Plus ou moins-value cess d'immo	3 899 099,47		24 045,71		126 060,86	64 277,80	150 106,57			
	Sous-total compte 192 :	3 899 099,47		24 045,71		126 060,86	64 277,80	150 106,57		3 813 270,70	
193	Autres diff sur réalisation immob			34 989,06				34 989,06		34 989,06	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 193 :			34 989,06				34 989,06		34 989,06	
198	Neutralisation des amortissements					506 940,49		506 940,49		506 940,49	
	Sous-total compte 198 :					506 940,49		506 940,49		506 940,49	
	Sous-total compte 19 :			59 034,77		633 001,35		692 036,12		541 929,55	
	Total classe 1 :	1 001 467,25	3 899 099,47	12 186 038,99	64 277,80	915 431,38		3 963 377,27		3 813 270,70	
		161 276 704,22		7 578 785,14		3 202 191,59		14 102 937,62		570 495,14	
2031	Frais d'études	373 539,45				65 912,40		172 057 680,95		158 525 238,47	
	Sous-total compte 203 :	373 539,45				65 912,40		439 451,85		439 451,85	
20412	Bâtiments et installations	19 745,91						439 451,85			
	Sous-total compte 204 :	19 745,91						19 745,91		19 745,91	



00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2051	Concessions et droits similaires, brevet	1 707 368,37				320 020,97		2 027 389,34		2 027 389,34	
	Sous-total compte 205 :	1 707 368,37				320 020,97		2 027 389,34		2 027 389,34	
	Sous-total compte 20 :	2 100 653,73				385 933,37		2 486 587,10		2 486 587,10	
2111	Terrains nus	1 574 747,07						1 574 747,07		1 574 747,07	
2115	Terrains bâtis	574 281,88						574 281,88		574 281,88	
	Sous-total compte 211 :	2 149 028,95						2 149 028,95		2 149 028,95	
21311	Batiments administratifs	15 781 170,97				1 006 776,95	9 735,28	16 787 947,92	9 735,28	16 778 212,64	
21312	Centres d'incendie et de secours	39 809 636,37		4 206 346,14		170 884,12		44 186 866,63		43 971 062,99	
				5 550,40		210 253,24		215 803,64			
21318	Autres batiments publics	153 328,58						153 328,58		153 328,58	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2132	Batiments prives	127 737,00						127 737,00		127 737,00	
21351	Batiments publics	840 587,29		782 196,87	88 431,01			1 622 784,16		1 534 353,15	
	Sous-total compte 213 :	56 712 460,21		4 988 543,01	93 981,41	1 177 661,07	219 988,52	62 878 664,29	88 431,01	62 564 694,36	
21531	Réseaux transmission	6 030 679,28				14 601,81		6 045 281,09		5 874 456,41	
21532	Réseaux alerte	2 101 312,37		125 339,07		45 485,61		170 824,68			
21538	Autres réseaux	784 927,31				835 474,73		2 936 787,10		2 936 787,10	
21561	Mat mobile d'incendie et de secours	47 018 840,05				32 891,60		817 818,91		817 818,91	
21562	Mat non mobile incendie et secours	11 527 422,05		607 089,83		2 900 463,45	6 521,28	49 919 303,50	613 611,11	49 305 692,39	
21568	Autre mat incendie et secours	2 199 711,42		5 955,67		888 083,85		12 415 505,90	5 955,67	12 409 550,23	
				366 906,04		123 187,90		2 689 805,36		2 689 805,36	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre
arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21571	Ateliers	620 926,71			4 784,00	17 040,98		637 967,69	4 784,00	633 183,69	
21578	Autre mat outil techn	998 912,98		3 903,46		44 344,47		1 047 160,91		1 041 493,66	
2158	Autres	150 024,63			5 667,25	2 095,20		152 119,83	5 667,25	152 119,83	
	Sous-total compte 215 :	71 432 756,80		370 809,50		4 858 183,99		76 661 750,29		75 860 907,58	
				748 835,82		52 006,89		800 842,71			
217312	Centres d'incendie et de secours	12 497 924,95				49 313,25		12 547 238,20		8 279 996,82	
217318	Autres bâtiments publics	6 820,58		4 267 241,38		14 605,19		21 425,77		21 425,77	
21735	IGAAC constructions	236 802,50						236 802,50		236 802,50	
	Sous-total compte 217 :	12 741 548,03		4 267 241,38		63 918,44		12 805 466,47		8 538 225,09	
				4 267 241,38				4 267 241,38			
2182	Mat de transport	2 754 936,80		7 553 363,09		145 948,71		10 454 248,60		817 923,66	
				9 636 324,94				9 636 324,94			

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2183	Mat informatique	2 288 690,04				198 867,93	665,01	2 487 557,97	51 491,96	2 436 066,01	
2184	Autres mat de bureau et mobilier	2 539 313,93				168 479,27		2 707 793,20		2 644 374,14	
2188	Autres	1 196 262,53			63 419,06	292 473,61		1 488 736,14	63 419,06	1 481 305,69	
	Sous-total compte 218 :	8 779 203,30		7 553 363,09	7 430,45	805 769,52		17 138 335,91	7 430,45	7 379 669,50	
	Sous-total compte 21 :	151 814 997,29		12 912 715,60	9 758 001,40	6 905 533,02	665,01	171 633 245,91	9 758 666,41	156 492 525,48	
231311	Bâts administratifs	5 821 889,66		14 868 060,01		272 660,42		15 140 720,43		156 492 525,48	
231312	Centres d'incendie et de secours	26 406 278,44				1 608 764,01	171,24	7 430 653,67	171,24	7 430 482,43	
231351	Bâtiments publics	1 982 160,28		4 206 346,14		328 352,09		26 734 630,53	4 206 346,14	22 528 284,39	
231531	Réseaux transmission	19 429,02		782 196,87				1 982 160,28	782 196,87	1 199 963,41	
								19 429,02		19 429,02	



00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
231561	Mat mobile d'incendie et de secours	3 143,09						3 143,09		3 143,09	
231562	Mat non mobile incendie et secours	70 485,13						70 485,13		70 485,13	
2317312	Centres d'incendie et de secours	1 491 206,67				79 353,07	782,05	1 570 559,74	782,05	1 569 777,69	
231735	Instal gales agencé amégts const	197 851,23						197 851,23		197 851,23	
	Sous-total compte 231 :	35 992 443,52				2 016 469,17	953,29	38 008 912,69	4 989 496,30	33 019 416,39	
				4 988 543,01		6 603,30		25 088,70		25 088,70	
238	Avances versées cdes immob corpo	18 485,40				6 603,30		25 088,70		25 088,70	
	Sous-total compte 238 :	18 485,40									
		36 010 928,92				2 023 072,47	953,29	38 034 001,39	4 989 496,30	33 044 505,09	
	Sous-total compte 23 :			4 988 543,01		500,00		27 345,92		20 642,38	
275	Dépôts et cautionnements versés	26 845,92					6 703,54	6 703,54			

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre
arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 275 :	26 845,92				500,00		27 345,92		20 642,38	
	Sous-total compte 27 :	26 845,92				500,00	6 703,54	27 345,92	6 703,54	20 642,38	
280412	Bâtiments et installations		3 949,18								
28051	Concessions et droits similaires, brevet	1 050 323,48									7 898,36
	Sous-total compte 280 :	1 054 272,66					275 622,44	1 325 945,92		1 325 945,92	
281311	Bâts administratifs							1 333 844,28		1 333 844,28	
281312	Centres d'incendie et de secours	757 464,20									811 673,12
				5 550,40				5 550,40			
281318	Amort autres bâtiments publics	167 023,97					287 575,45	454 599,42		449 049,02	
28132	Bâtiments privés	32 570,99									38 940,11
		101 370,67					195,81	101 566,48		101 566,48	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28158	Amort ateliers		85 536,13						98 630,98		98 630,98
2817312	Centres d'incendie et de secours		140 268,21	2 497,25		1 008,54		3 505,79			
2817318	Amort autres bâtiments publics					42 679,88		182 948,09			179 442,30
281735	Instal gales agencet amégts const		4 092,36			682,06		4 774,42			4 774,42
28182	Mat de transport		45 399,67	2 767 340,27		15 480,83		60 880,50			60 880,50
28183	Mat informatique		314 201,80	2 746 852,67		66 896,50		3 127 950,97			360 610,70
28184	Autres mat de bureau et mobilier	1 660 264,10		50 826,95		192 984,71		50 826,95			
28188	Amort autres	1 553 169,88		63 419,06		182 874,15		1 853 248,81		1 802 421,86	
		675 462,42		7 430,45		89 719,46		63 419,06			
				3 703 274,60		32 065,15		7 430,45			
	Sous-total compte 281 :	38 401 531,91		3 117 662,17		6 308 047,94		765 181,88		1 672 624,97	
								3 735 339,75			757 751,43
								47 827 242,02		44 091 902,27	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 28 :	39 455 804,57		3 703 274,60		32 065,15		3 735 339,75			
		189 953 425,86		3 117 662,17		6 587 619,56		49 161 086,30		45 425 746,55	
	Total classe 2 :	39 455 804,57		16 615 990,20		9 347 104,01		215 916 520,07		192 044 260,05	
				22 974 265,19		6 867 936,81		69 298 006,57		45 425 746,55	
4011	Fournisseurs			9 726 603,15				9 726 603,15			
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions			9 726 603,15				9 726 603,15			
				14 522,07				14 522,07			
	Sous-total compte 401 :			14 522,07				14 522,07			
				9 741 125,22				9 741 125,22			
4041	Fournis immob			9 741 125,22				9 741 125,22			
				10 348 903,52				10 348 903,52			
40471	Fournis immob - Retenues de garantie			10 348 903,52				10 348 903,52			
				31 531,46				31 531,46			
40472	Fournisseurs d'immo- Cession, opposition			76 882,44				113 497,67		81 966,21	
				1 236 811,73				1 236 811,73			
40473	Fournis immob pénal retard exéc marchés			1 236 811,73				1 236 811,73			
				400,00				400,00			
		4 300,00		7 350,00				11 650,00		11 250,00	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 404 :		40 915,23	11 617 646,71				11 617 646,71			
408	Fournis factures non parvenues			11 669 947,69				11 710 862,92			93 216,21
		280 495,85		280 495,85				280 495,85			
	Sous-total compte 408 :			431 005,91				711 501,76			431 005,91
		280 495,85		280 495,85				280 495,85			
	Sous-total compte 40 :			431 005,91				711 501,76			431 005,91
		321 411,08		21 639 267,78				21 639 267,78			
4111	Redevables - amiable	427 295,10		21 842 078,82				22 163 489,90			524 222,12
				2 069 154,72				2 496 449,82			467 335,29
4116	Redevables - contentieux	15 430,36		2 029 114,53				2 029 114,53			
				18 001,55				33 431,91			12 438,76
	Sous-total compte 411 :			20 993,15				20 993,15			
		442 725,46		2 087 156,27				2 529 881,73			479 774,05
41211	Ches et EPCI - amiable			2 050 107,68				2 050 107,68			
				72 601,00				72 601,00			
41221	Contrib finan Dépt - amiable			72 601,00				72 601,00			
				3 190 795,00				3 190 795,00			
				3 190 795,00				3 190 795,00			

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
41226	Contrib fin Dépt - contentieux	136 209,00			136 209,00			136 209,00			
	Sous-total compte 412 :	136 209,00		3 263 396,00				3 399 605,00			
4146	Locataires - contentieux	4 509,99			2 507,00			4 509,99	2 507,00	2 002,99	
	Sous-total compte 414 :	4 509,99			2 507,00			4 509,99	2 507,00	2 002,99	
	Sous-total compte 41 :	583 444,45		5 350 552,27				5 933 996,72	5 452 219,68	481 777,04	
421	Personnel - rémunérations dues			44 551 252,27				44 551 252,27			
	Sous-total compte 421 :			44 551 252,27				44 551 252,27			
427	Personnel - oppositions			106 480,01				106 480,01			
	Sous-total compte 427 :			106 480,01				106 480,01			
	Sous-total compte 4127 :			106 480,01				106 480,01			
	Sous-total compte 427 :			106 480,01				106 480,01			

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 42 :			44 657 732,28				44 657 732,28			
431	Sécurité sociale			8 180 571,65				8 180 571,65			
	Sous-total compte 431 :			8 180 571,65				8 180 571,65			
437	Autres organismes sociaux			14 613 173,22				14 613 173,22			
	Sous-total compte 437 :			14 613 173,22				14 613 173,22			
	Sous-total compte 43 :			22 793 744,87				22 793 744,87			
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	109 346,28		78 450 533,82				78 559 880,10		37 237,00	
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	502,52		347 930,28				78 522 643,10		230 156,00	
	Sous-total compte 441 :	109 848,80		78 798 464,10				78 908 312,90		267 393,00	
				78 640 919,90				78 640 919,90			

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4431	Opér. particulier avec Etat dépenses			1 198,00	1 198,00			1 198,00	1 198,00		
	Sous-total compte 443 :			1 198,00	1 198,00			1 198,00	1 198,00		
447	Autres impôts taxes versements assimilés			254 826,80	254 826,80			254 826,80	254 826,80		
	Sous-total compte 447 :			254 826,80	254 826,80			254 826,80	254 826,80		
4486	Etat - autres charges à payer		1 047,50	1 047,50				1 047,50	1 047,50		
	Sous-total compte 448 :		1 047,50	1 047,50				1 047,50	1 047,50		
	Sous-total compte 44 :	109 848,80		79 055 536,40	78 896 944,70			79 165 385,20	78 897 992,20	267 393,00	
451001	restaurant administratif-sdis		7 577,49	384 647,04	386 125,02			384 647,04	393 702,51		9 055,47
	Sous-total compte 451 :		7 577,49	384 647,04	386 125,02			384 647,04	393 702,51		9 055,47

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 45 :		7 577,49	384 647,04				384 647,04			
4621	Créances cess immob - amiable			201 142,08				201 142,08			9 055,47
	Sous-total compte 462 :			201 142,08	201 142,08			201 142,08	201 142,08		
466	Excéd de verSEMent			13 417,23				13 417,23			
	Sous-total compte 466 :			13 417,23	13 452,23			13 417,23	13 452,23		35,00
46711	Autres comptes créditeurs		150,00	1 549 051,32				1 549 051,32			35,00
46721	Débiteurs divers - amiable	490 960,20		3 788 504,93	1 551 396,63			4 279 465,13	1 551 546,63		2 495,31
46726	Débiteurs divers - contentieux	34 024,85		8 585,25	3 666 469,97			42 610,10	3 666 469,97		
	Sous-total compte 467 :	524 985,05	150,00	5 346 141,50	11 856,95			5 871 126,55	11 856,95	30 753,15	
				5 229 723,55				5 229 873,55	643 748,31		2 495,31

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4686	Divers - charges à payer		1 092,00	1 092,00	33 752,05			1 092,00	34 844,05		33 752,05
	Sous-total compte 468 :		1 092,00	1 092,00	33 752,05			1 092,00	34 844,05		33 752,05
	Sous-total compte 46 :	524 985,05	1 242,00	5 561 792,81	5 478 069,91			6 086 777,86	5 479 311,91	643 748,31	36 282,36
4711	Vers des régisseurs			163 119,74	163 119,74			163 119,74	163 119,74		
4712	Virements réimputés		2 316,34	55 755,24	54 264,11			55 755,24	56 580,45		825,21
47138	Ract : autres		18 201,13	3 438 514,31	3 420 313,18			3 438 514,31	3 438 514,31		
471411	Excédent à réimputer - pers physiques			3 016,39	3 016,39			3 016,39	3 016,39		
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			163 396,09	163 396,09			163 396,09	163 396,09		
4718	Autres recettes à régulariser			22 630,87	22 635,04			22 630,87	22 635,04		4,17

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre
arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 471 :		20 517,47	3 846 432,64				3 846 432,64			
47211	DACR - rembst annuités emprunts			3 826 744,55				3 847 262,02			829,38
				247 421,61		247 421,61		247 421,61			
47218	DACR - autres dépenses	22 022,97		926 741,35				948 764,32			
				374 903,20		948 764,32		948 764,32			
4728	DACR - autres dépenses à régul	60 511,58		432 919,47				435 414,78		2 495,31	
				1 549 066,16				432 919,47			
	Sous-total compte 472 :	82 534,55		1 629 105,40				1 631 600,71		2 495,31	
				26,50				1 629 105,40			
4781	Frais de poursuites rattachés			26,50				26,50			
				26,50				26,50			
	Sous-total compte 478 :			26,50				26,50			
				5 395 525,30				5 478 059,85		2 495,31	
	Sous-total compte 47 :	82 534,55	20 517,47	5 455 876,45				5 476 393,92			829,38
491	Prov dépréciat comptes redevables										
				5 583,08				5 583,08			5 583,08



00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre
arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 491 :				5 583,08				5 583,08		5 583,08
	Sous-total compte 49 :				5 583,08				5 583,08		5 583,08
	Total classe 4 :	1 300 812,85	351 795,54	184 838 798,75	184 968 374,81			186 139 611,60	185 320 170,35	1 395 413,66	575 972,41
515	Compte au trésor	8 825 398,37		90 043 302,14				98 868 700,51		10 534 280,02	
	Sous-total compte 515 :	8 825 398,37		90 043 302,14				98 868 700,51		10 534 280,02	
	Sous-total compte 51 :	8 825 398,37		90 043 302,14				98 868 700,51		10 534 280,02	
5411	Disponibilités chez régisseurs d'avances	3 200,00		2 544,57	2 544,57			5 744,57		3 200,00	
	Sous-total compte 541 :	3 200,00		2 544,57	2 544,57			5 744,57		3 200,00	
	Sous-total compte 54 :	3 200,00		2 544,57	2 544,57			5 744,57		3 200,00	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
580	Opérations d'ordre budgétaires			8 114 824,27				8 114 824,27			
	Sous-total compte 580 :			8 114 824,27				8 114 824,27			
584	Encaissements chèques par lecture opt			16 300,51				16 300,51			
	Sous-total compte 584 :			16 300,51				16 300,51			
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés			179 002,03				179 002,03			
	Sous-total compte 586 :			179 002,03				179 002,03			
5872	Compte pivot - Admission en non valeur			3 133,66				3 133,66			
	Sous-total compte 587 :			3 133,66				3 133,66			
588	Autres virements internes			92,94				92,94			
								92,94			

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 588 :			92,94	92,94			92,94	92,94		
	Sous-total compte 58 :			8 313 353,41	8 313 353,41			8 313 353,41	8 313 353,41		
	Total classe 5 :	8 828 598,37		98 359 200,12				107 187 798,49		10 537 480,02	
				96 650 318,47				96 650 318,47			
6042	Achis de presta de serv					58 826,25	58 826,25	58 826,25	58 826,25		
	Sous-total compte 604 :					58 826,25	58 826,25	58 826,25	58 826,25		
60611	Eau et assainissement					160 500,78	5 638,00	160 500,78	5 638,00	154 862,78	
60612	Energie - électricité					1 489 142,47	2 695,62	1 489 142,47	2 695,62	1 486 446,85	
60621	Combustibles					64 703,50	1 900,38	64 703,50	1 900,38	62 803,12	
60622	Carburants					882 898,86		882 898,86		882 898,86	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre
arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60623	Alimentation					27 412,98		27 412,98		27 412,98	
60631	Fournitures d'entretien					133 386,00	5 865,49	133 386,00	5 865,49	127 520,51	
60632	Fournitures de petit équipement					619 125,96	2 524,79	619 125,96	2 524,79	616 601,17	
60636	Habillement et vêtements de travail					377 611,99	97 832,99	377 611,99	97 832,99	279 779,00	
6064	Fournitures administratives					79 782,33		79 782,33		79 782,33	
60661	Médicaments					30 093,73	1 232,81	30 093,73	1 232,81	28 860,92	
60662	Vaccins et sérums					3 295,85		3 295,85		3 295,85	
60668	Autres produits pharmaceutiques					164 842,78		164 842,78		164 842,78	
6067	Produits d'intervention					103 662,68		103 662,68		103 662,68	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6068	Autres matières et fournitures					349 986,93	0,10	349 986,93	0,10	349 986,83	
	Sous-total compte 606 :					4 486 446,84		4 486 446,84		4 368 756,66	
						117 690,18		117 690,18			
	Sous-total compte 60 :					4 545 273,09		4 545 273,09		4 368 756,66	
						176 516,43		176 516,43			
611	Contrats de prestations de services					312 571,39		312 571,39		312 571,39	
	Sous-total compte 611 :										
						312 571,39		312 571,39		312 571,39	
6132	Locations immobilières					709 755,76		709 755,76		709 755,76	
6135	Locations mobilières					65 702,81	864,00	65 702,81	864,00	64 838,81	
	Sous-total compte 613 :					775 458,57	864,00	775 458,57	864,00	774 594,57	
614	Charges locatives et de copropriété					41 319,81		41 319,81		41 319,81	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 614 :					41 319,81		41 319,81		41 319,81	
61521	Terrains					63 738,52	3 433,84	63 738,52	3 433,84	60 304,68	
615221	Bâtiments publics					373 175,46	19 736,55	373 175,46	19 736,55	353 438,91	
61551	Mat roulant					611 255,95	5 759,31	611 255,95	5 759,31	605 496,64	
61558	Autres biens mobiliers					334 225,16	487,99	334 225,16	487,99	333 737,17	
6156	Maintenance					513 709,19	1 696,41	513 709,19	1 696,41	512 012,78	
	Sous-total compte 615 :					1 896 104,28	31 114,10	1 896 104,28	31 114,10	1 864 990,18	
6161	Multirisques					439 359,05		439 359,05		439 359,05	
6162	Assurance obligatoire dommage construc					2 915,00		2 915,00		2 915,00	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6168	Autres					323 933,32		323 933,32		323 933,32	
	Sous-total compte 616 :					766 207,37		766 207,37		766 207,37	
617	Etudes et recherches					36 854,40		36 854,40		36 854,40	
							2 850,00		2 850,00		
	Sous-total compte 617 :					36 854,40		36 854,40		36 854,40	
							2 850,00		2 850,00		
61821	Doc gale techn abonnements					28 718,16		28 718,16		28 718,16	
61828	Autres					7 902,16		7 902,16		7 902,16	
6184	Versst à des organismes de formation					458 657,56		458 657,56		458 657,56	
							82 766,39		82 766,39		
6185	Frais de coll sémin confér congrés					200,00		200,00		200,00	
	Sous-total compte 618 :					495 477,88		495 477,88		495 477,88	
							82 766,39		82 766,39		
										412 711,49	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 61 :					4 323 993,70		4 323 993,70		4 206 399,21	
						117 594,49		117 594,49			
6218	Autre personnel extérieur					11 368,58		11 368,58		11 368,58	
	Sous-total compte 621 :					11 368,58		11 368,58		11 368,58	
6225	Indemnités au comptable et régisseurs					9 699,58		9 699,58		9 699,58	
6226	Honoraires					10 632,16		10 632,16		10 632,16	
6227	Frais d'actes et de contentieux					115 384,85		115 384,85		113 702,29	
	Sous-total compte 622 :					135 716,59		135 716,59		134 034,03	
						1 682,56		1 682,56			
6231	Annonces et insertions					54 768,20		54 768,20		54 768,20	
6232	Fêtes et cérémonies					115,96		115,96		115,96	



00800 SDIS

P.DEP SEINE-MARITIME

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6234	Réceptions					81 860,05	9 103,95	81 860,05	9 103,95	72 756,10	
6236	Catalogues - imprimés et publications					31 347,78		31 347,78		31 347,78	
	Sous-total compte 623 :					168 091,99	9 103,95	168 091,99	9 103,95	158 988,04	
6241	Transports de biens					21 083,43		21 083,43		21 083,43	
6247	Transports collectifs du personnel					6 111,84		6 111,84		6 111,84	
	Sous-total compte 624 :					27 195,27		27 195,27		27 195,27	
6251	Voyages déplacements et missions					263 162,39	1 142,25	263 162,39	1 142,25	262 020,14	
6255	Frais de déménagement					6 567,14		6 567,14		6 567,14	
	Sous-total compte 625 :					269 729,53	1 142,25	269 729,53	1 142,25	268 587,28	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6261	Frais d'affranchissement					45 558,05		45 558,05		45 558,05	
6262	Frais de télécommunications					492 061,16		492 061,16		473 501,09	
	Sous-total compte 626 :					537 619,21	18 560,07	537 619,21	18 560,07	519 059,14	
6283	Frais de nettoyage des locaux					521 157,36		521 157,36		521 157,36	
6288	Autres					329 741,37		329 741,37		314 799,04	
	Sous-total compte 628 :					850 898,73	14 942,33	850 898,73	14 942,33	835 956,40	
	Sous-total compte 62 :					2 000 619,90	14 942,33	2 000 619,90	14 942,33	1 955 188,74	
6331	Verst de transport					45 431,16		45 431,16		343 690,70	
6332	Cotisations versées au FNAL					343 690,70		343 690,70		131 595,60	
						131 595,60		131 595,60		131 595,60	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6336	Cotisations au cnft et au centre de ges					464 011,73		464 011,73		464 011,73	
	Sous-total compte 633 :					939 298,03		939 298,03		939 298,03	
63512	Taxes foncières					6 087,00	4 749,00	6 087,00	4 749,00	1 338,00	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					10 167,34		10 167,34		10 167,34	
	Sous-total compte 635 :					16 254,34	4 749,00	16 254,34	4 749,00	11 505,34	
637	Autres impôts taxes et verSEMents assim					35 087,10	1 099,67	35 087,10	1 099,67	33 987,43	
	Sous-total compte 637 :					35 087,10	1 099,67	35 087,10	1 099,67	33 987,43	
	Sous-total compte 63 :					990 639,47	5 848,67	990 639,47	5 848,67	984 790,80	
64111	Rémunération principale					24 838 499,55		24 838 499,55		24 838 499,55	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64112	SF et IR					596 893,27		596 893,27		596 893,27	
64113	NBI					160 724,74		160 724,74		160 724,74	
64118	Autres indemnités					13 270 061,93		13 270 061,93		13 270 061,93	
64131	Rémunérations					1 153 918,40		1 153 918,40		1 153 918,40	
64141	Vacations versées aux sapeurs pompiers v					9 767 321,07	600,23	9 767 321,07	600,23	9 766 720,84	
64145	Vacations versées aux employeurs					13 855,79		13 855,79		13 855,79	
64146	Service de santé					61 223,40		61 223,40		61 223,40	
64162	Emplois d'avenir					176 437,81		176 437,81		176 437,81	
6417	Rémunérations des apprentis					19 833,99		19 833,99		19 833,99	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6419	Rembst sur rémunérations du perso]					162 099,97		162 099,97			
						704 874,89		704 874,89			
	Sous-total compte 641 :					50 220 869,92		50 220 869,92		50 058 169,72	
						705 475,12		705 475,12			
6451	Cotisations à l'URSSAF					4 604 931,34		4 604 931,34		4 604 931,34	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					10 184 555,42		10 184 555,42		10 184 555,42	
6454	Cotisations aux ASSEDIC					79 325,30		79 325,30		79 325,30	
6456	Verst FNC du SF					29 306,00		29 306,00		29 306,00	
6458	Cotisat autres organismes sociaux					469 728,00		469 728,00		469 728,00	
	Sous-total compte 645 :					15 367 846,06		15 367 846,06		15 367 846,06	
646	Allocation de vétéranee					641 191,53		641 191,53		641 191,53	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 646 :					641 191,53		641 191,53		641 191,53	
6472	Prestations familiales directes					27 170,19		27 170,19		27 170,19	
6474	Verst aux oeuvres sociales					329 840,73		329 840,73		329 840,73	
6475	Medecine du travail pharmacie					61 020,34	87,26	61 020,34	87,26	60 933,08	
6478	Autres charges sociales diverses					690 666,75		690 666,75		690 666,75	
6479	Rembst sur autres charges social					1 010,17		1 010,17			356 856,95
	Sous-total compte 647 :					1 109 708,18	357 867,12	1 109 708,18	357 867,12	1 108 610,75	
6488	Autres charges					357 954,38		357 954,38		356 856,95	
						139 186,18		139 186,18		139 186,18	
	Sous-total compte 648 :					139 186,18		139 186,18		139 186,18	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 64 :					67 478 801,87	1 063 429,50	67 478 801,87	1 063 429,50	67 315 004,24	899 631,87
6521	Déficit des budgets annexes					178 443,78		178 443,78		178 443,78	
	Sous-total compte 652 :					178 443,78		178 443,78		178 443,78	
6531	Indemnités					42 893,63		42 893,63		42 893,63	
6532	Frais de mission					8 883,35	1 195,35	8 883,35	1 195,35	7 688,00	
	Sous-total compte 653 :					51 776,98	1 195,35	51 776,98	1 195,35	50 581,63	
6541	Créances admises en non-valeur					3 133,66		3 133,66		3 133,66	
	Sous-total compte 654 :					3 133,66		3 133,66		3 133,66	
6558	Autres contributions obligatoires					256 548,00		256 548,00		256 548,00	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 655 :					256 548,00		256 548,00		256 548,00	
656	Participations					41 455,00		41 455,00		41 455,00	
	Sous-total compte 656 :					41 455,00		41 455,00		41 455,00	
6574	subv de fonctionnement aux associ					83 800,00		83 800,00		83 800,00	
	Sous-total compte 657 :					83 800,00		83 800,00		83 800,00	
658	Charges diverses gest courante					4 359,57		4 359,57		4 359,57	
	Sous-total compte 658 :					4 359,57		4 359,57		4 359,57	
	Sous-total compte 65 :					619 516,99	1 195,35	619 516,99	1 195,35	618 321,64	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					12 088,29		12 088,29		12 088,29	



00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
66112	Intérêts - rattachement des icne					483,62	1 255,21	483,62	1 255,21		771,59
	Sous-total compte 661 :					12 571,91	1 255,21	12 571,91	1 255,21	12 088,29	771,59
6688	Autres					5 500,00		5 500,00		5 500,00	
	Sous-total compte 668 :					5 500,00		5 500,00		5 500,00	
	Sous-total compte 66 :					18 071,91	1 255,21	18 071,91	1 255,21	17 588,29	771,59
6711	Interets moratoires et penalites sur mar					4 703,58		4 703,58		4 703,58	
6718	Autres charg except sur opérat gestion					145 840,40		145 840,40		145 840,40	
	Sous-total compte 671 :					150 543,98		150 543,98		150 543,98	
673	Titres annulés exercices antérieurs					39 519,78		39 519,78		39 519,78	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 673 :					39 519,78		39 519,78		39 519,78	
6745	Subv de fonctionnement aux person					1 453,76		1 453,76		1 453,76	
	Sous-total compte 674 :					1 453,76		1 453,76		1 453,76	
675	Valeurs comptables des immobilisations c					262 925,14		262 925,14		262 925,14	
	Sous-total compte 675 :					262 925,14		262 925,14		262 925,14	
6761	Differences sur realisations (positives)					64 277,80		64 277,80		64 277,80	
	Sous-total compte 676 :					64 277,80		64 277,80		64 277,80	
678	Autres charges exceptionnelles					18 117,27		18 117,27		18 117,27	
	Sous-total compte 678 :					18 117,27		18 117,27		18 117,27	



00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 67 :					536 837,73		536 837,73		536 837,73	
6811	DA - immob incorp et corpo				201,00	6 587 619,56	201,00	6 587 619,56	201,00	6 587 418,56	
6815	Dotations prov pour risques et charges					117 000,00		117 000,00		117 000,00	
6817	DP - dépréciat actifs circulants					5 583,08		5 583,08		5 583,08	
	Sous-total compte 681 :				201,00	6 710 202,64	201,00	6 710 202,64	201,00	6 710 001,64	
6875	Dotations provisions risques et charges					1 634 792,73		1 634 792,73		1 634 792,73	
	Sous-total compte 687 :					1 634 792,73		1 634 792,73		1 634 792,73	
	Sous-total compte 68 :				201,00	8 344 995,37	201,00	8 344 995,37	201,00	8 344 794,37	
	Total classe 6 :					88 858 750,03		88 858 750,03		88 347 681,68	
					1 411 471,81	1 411 471,81		1 411 471,81		900 403,46	

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7061	Interv soumises à facturation I1424-42					27 991,41		27 991,41			
7068	Prest serv autres prestat service					481 632,45		481 632,45			
						375,00		375,00			453 641,04
	Sous-total compte 706 :					129 663,01		129 663,01			129 288,01
70848	Mise à dispo persel facturée autres org					28 366,41		28 366,41			
70878	Par des tiers					611 295,46		611 295,46			582 929,05
						522,49		522,49			
						626 024,11		626 024,11			625 501,62
	Sous-total compte 708 :					80 749,11		80 749,11			80 749,11
						522,49		522,49			
						706 773,22		706 773,22			706 250,73
	Sous-total compte 70 :					28 888,90		28 888,90			
722	Immob corporelles					1 318 068,68		1 318 068,68			1 289 179,78
						202 947,07		202 947,07			202 947,07
	Sous-total compte 722 :					202 947,07		202 947,07			202 947,07



00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 72 :					202 947,07		202 947,07			202 947,07
74712	Emplois d'avenir					139 019,10		139 019,10			139 019,10
7473	Dépt					45 731 000,00		45 731 000,00			45 731 000,00
7474	Cnes					195 961,00		195 961,00			
						19 747 682,00		19 747 682,00			19 551 721,00
7475	Grp coll					16 206 043,00		16 206 043,00			16 206 043,00
7478	Autres organismes					1 770,00		1 770,00			
						923 423,72		923 423,72			921 653,72
	Sous-total compte 747 :					197 731,00		197 731,00			
						82 747 167,82		82 747 167,82			82 549 436,82
	Sous-total compte 74 :					197 731,00		197 731,00			
						82 747 167,82		82 747 167,82			82 549 436,82
752	Revenus des immeubles					13 294,62		13 294,62			13 294,62

00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 752 :										
758	Produits divers de gestion courante					2 850,45	13 294,62	2 850,45	13 294,62		13 294,62
	Sous-total compte 758 :					2 850,45	102 056,16	2 850,45	102 056,16		99 205,71
	Sous-total compte 75 :					2 850,45	102 056,16	2 850,45	102 056,16		99 205,71
7711	Dépôts et pénalités perçus					115 350,78		115 350,78			112 500,33
	Sous-total compte 771 :					249 217,91		249 217,91			249 217,91
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur)					249 217,91					249 217,91
	Sous-total compte 773 :					36 284,71		36 284,71			36 284,71
775	Produits des cessions d'immobilisations					36 284,71		36 284,71			36 284,71
						201 142,08		201 142,08			201 142,08



00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 775 :					201 142,08		201 142,08		201 142,08	
7761	Differences sur realisations (negatives)					126 060,86		126 060,86		126 060,86	
7768	Neutralisation des amortisSEMENTS					506 940,49		506 940,49		506 940,49	
	Sous-total compte 776 :					633 001,35		633 001,35		633 001,35	
777	Quote-part des subv d'investisSEM					23 051,00		23 051,00		23 051,00	
	Sous-total compte 777 :					23 051,00		23 051,00		23 051,00	
7788	Produits exceptionnels divers					161,00		161,00		161,00	
	Sous-total compte 778 :					2 139 505,46		2 139 505,46		2 139 505,46	
	Sous-total compte 77 :					161,00		161,00		161,00	
						3 282 202,51		3 282 202,51		3 282 041,51	



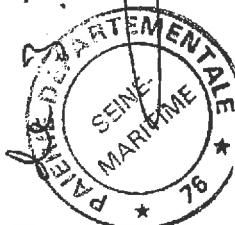
00800 SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7811	Reprises amort immob incorp et corp					284 891,49		284 891,49			
	Sous-total compte 781 :					284 891,49	316 755,64	284 891,49	316 755,64		31 864,15
	Sous-total compte 78 :					284 891,49	316 755,64	284 891,49	316 755,64		31 864,15
	Total classe 7 :					514 522,84	316 755,64	514 522,84	316 755,64		31 864,15
	Total Général	201 084 304,33	312 000 029,06	312 000 029,06	312 171 743,61	87 982 492,50	99 635 808,26	87 982 492,50	612 720 140,65	87 467 969,66	292 895 330,55
		201 084 304,33		312 171 743,61		99 464 092,71		612 720 140,65		292 895 330,55	

le comptable anticipe pour le résultat 2016 de la section de fonctionnement et de 20.691,44 € et que le résultat à affecter est de 6.296.655,28 €. En investissement, le résultat 2016 est en déficit de 192.406,99 € et le résultat à reprendre est de 303.804,23 €.



BUDGET PRINCIPAL

EVOLUTION DE L'AFFECTATION DES RESULTATS DEPUIS L'EXERCICE 2014

		Résultat 2014 repris au budget 2015	Résultat 2015 repris au budget 2016	Résultat prévisionnel 2016 repris au budget 2017
R001	Excédent d'investissement	1 818 703,59 €	3 495 911,22 €	3 303 504,23 €
D001	Déficit d'investissement			
	Solde des restes à réaliser (RAR)	- 2 717 488,45 €	- 222 264,27 €	- 928 543,23 €
	Besoin de financement	- 898 784,86 €	- €	- €
R1068	Affectation obligatoire	898 784,86 €	- €	- €
R1068	Affectation complémentaire	2 583 086,09 €		
R002	Excédent de fonctionnement	7 271 916,50 €	6 275 963,84 €	6 296 655,28 €
	Total des résultats reportés	12 572 491,04 €	9 771 875,06 €	9 600 159,51 €

Résultat d'investissement 2015 net des RAR = 3 273 646,95 € > l'affectation complémentaire sur résultat 2014 (2 583 086,09 €)

Résultat d'investissement 2016 net des RAR = 4 232 047,46 € > l'affectation complémentaire sur résultat 2014 (2 583 086,09 €)

L'article D.2311-14 du code général des collectivités territoriales dispose : " l'excédent de la section d'investissement résultant de la dotation complémentaire en réserves prévue par le 2° de l'article R. 2311-12 et constaté au compte administratif au titre de deux exercices consécutifs peut être repris en section de fonctionnement afin de contribuer à son équilibre".

La condition susmentionnée étant validée, une reprise de la réserve complémentaire de 2 583 086,09 € sera opérée afin d'équilibrer la section de fonctionnement de l'exercice 2017.

Elle sera pratiquée au moyen des opérations d'ordre budgétaire suivantes sur le budget 2017 après adoption du compte administratif 2016 :

- Débit du compte 1068 : - 2 583 086,09 €
- Crédit du compte 7785 : + 2 583 086,09 €

N°2017-CA-05

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
-
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**BUDGET ANNEXE RESTAURATION
REPRISE ANTICIPÉE DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2016**

Le 10 février 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 27 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Catherine FLAVIGNY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

-

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT - représentée.

MM. Luc LEMONNIER, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Capitaine André HENRY.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'article L.2311-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

Ces résultats doivent être justifiés par :

- une fiche de calcul prévisionnel (établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable public).
- les états des restes à réaliser au 31 décembre 2016 (établis par l'ordonnateur),
- et soit le compte de gestion s'il a pu être établi, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable).

Le résultat de clôture prévisionnel du budget annexe du Sdis 76 pour 2016 s'établit ainsi qu'il suit :

	Réalisations	Restes à réaliser	Total
<u>Fonctionnement</u>			
• Recettes	380 255,39 €		380 255,39 €
• Dépenses	380 255,39 €		380 255,39 €
Résultat de l'exercice	(A) 0,00 €		0,00 €
Résultat 2015 reporté	(B) 0,00 €		0,00 €
Résultat 2016 fonct.	(C) 0,00 €		0,00 €
<u>Investissement</u>			
• Recettes	12 333,33 €		12 333,33 €
• Dépenses	2 665,38 €	495,88 €	3 161,26 €
Résultat de l'exercice	9667,95 €	-495,88 €	9 172,07 €
Résultat 2015 reporté	4902,86 €		4 902,86 €
Résultat 2016 invest.	(D) 14 570,81 €	(E) - 495,88 €	(F) 14 074,93 €
Résultat final global	14 570,81 €	- 495,88 €	14 074,93 €

La section d'investissement présente un excédent de financement de 14 074,93 € après déduction du solde négatif des restes à réaliser d'investissement, soit - 495,88 €. Il n'y a donc pas de réserve obligatoire à constituer au compte 1068.

Le solde de fonctionnement de l'exercice 2016 est nul grâce à la subvention d'équilibre provenant du budget principal pour un montant de 178 443,78 €. Il n'y a pas de résultat de fonctionnement à reporter.

L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget annexe, ainsi que le détail des restes à réaliser.

La délibération d'affectation définitive du résultat interviendra après le vote du compte administratif.

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2017.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



BUDGET ANNEXE RESTAURATION

REPRISE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2016

COMPTE ADMINISTRATIF N-1 Voté le2017		REPRISE ANTICIPEE (si le compte administratif n'est pas voté)	
Résultat de fonctionnement N-1		Résultat de fonctionnement N-1	
<u>A - Résultat de l'exercice</u>		<u>A - Résultat de l'exercice</u>	0,00 €
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
<u>B - Résultats antérieurs reportés</u>		<u>B - Résultats antérieurs reportés</u>	0,00 €
ligne 002 du compte administratif N-1		par délibération n° 2016-CA-08 sur l'affectation du résultats N-2	
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + / ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
C - Résultat à affecter		C - Résultat à affecter	0,00 €
= A + B (hors restes à réaliser)		= A + B (hors restes à réaliser)	
(si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		(si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	
Investissement		Investissement	
<u>D - Solde d'exécution N-1</u>		<u>D - Solde d'exécution N-1 estimé</u>	+ 14 570,81 €
précédé du signe		précédé du signe	
(excédent) + ou - (déficit)		(excédent) + ou - (déficit)	
D 001 (besoin de financement)		D 001 (besoin de financement)	
R 001 (excédent de financement)		R 001 (excédent de financement)	
<u>E - Solde des restes à réaliser d'investissement N-1</u>		<u>E - Solde des restes à réaliser d'investissement N-1</u>	- 495,88 €
Besoin de financement		Besoin de financement	
Excédent de financement		Excédent de financement	
F - Besoin de financement = D + E		F - Besoin de financement = D + E	0,00 €
AFFECTATION = C = G + H		REPRISE ANTICIPEE = C = G + H	0,00 €
1) Affectation en réserves R 1068 en investissement		1) Prévision d'affectation en réserves R 1068 en investissement	0,00 €
G = au minimum, couverture du besoin de financement (F)		G = au minimum, couverture du besoin de financement (F)	
2) H = report en fonctionnement R 002		2) H = report en fonctionnement R 002 (si C, F, H = C - G)	0,00 €
DEFICIT REPORTE D 002		DEFICIT REPORTE D 002	

Yvetot, le 24 JAN. 2017

Pour le Président, et par délégation,
Le Directeur départemental par intérim,

Colonel Marc VITALBO

Le Payeur Départemental,

Monsieur PROUST



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

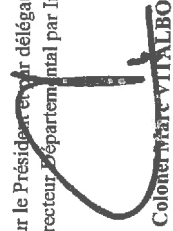
Groupement des Finances et de la Commande Publique
Service des Affaires Budgétaires et financières
Affaire suivie par : **Karine TASSERIE**
Téléphone : **02 35 56 37 07**
Courriel : budgetcompta@sdis76.fr

BUDGET ANNEXE - ETAT DES RESTES A REALISER 2016

BUDGET ANNEXE - DEPENSES

PROGRAMME / ARTICLE	N° COMMANDE	TIERS	NOM DU TIERS	LIBELLE	SERVICE GESTIONNAIRE	MONTANT
21578	RES1600453		4496	ESPACE COLLECTIVITE RESTAURATION	BATTEUR MELANGEUR	REST
						495,88

Pour le Président en délégation,
Le Directeur Départemental par Interim,


Colonel Marc VITTELBO

00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Excedents fonctionnement capitalisés		101 364,76						101 364,76		101 364,76
	Sous-total compte 106 :		101 364,76						101 364,76		101 364,76
	Sous-total compte 10 :		101 364,76						101 364,76		101 364,76
	Total classe 1 :		101 364,76						101 364,76		101 364,76
21578	Autre mat outil techn	199 042,71				2 665,38		201 708,09		201 708,09	
	Sous-total compte 215 :	199 042,71				2 665,38		201 708,09		201 708,09	
2184	Autres mat de bureau et mobilier	662,53						662,53		662,53	
	Sous-total compte 218 :	662,53						662,53		662,53	
	Sous-total compte 21 :	199 705,24				2 665,38		202 370,62		202 370,62	

00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281578	Amort autre mat outil techn		102 580,81				12 333,33		114 914,14		114 914,14
28184	Autres mat de bureau et mobilier		662,53						662,53		662,53
	Sous-total compte 281 :		103 243,34				12 333,33		115 576,67		115 576,67
	Sous-total compte 28 :		103 243,34				12 333,33		115 576,67		115 576,67
	Total classe 2 :	199 705,24	103 243,34			2 665,38	12 333,33	202 370,62	115 576,67	202 370,62	115 576,67
4011	Fournisseurs			381 815,59				381 815,59			
	Sous-total compte 401 :			381 815,59				381 815,59			
4041	Fournis immob			3 198,46				3 198,46			
	Sous-total compte 404 :			3 198,46				3 198,46			



076090

P.DEP SEINE-MARITIME

00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
408	Fournis factures non parvenues				5 058,12				5 058,12		5 058,12
	Sous-total compte 408 :				5 058,12				5 058,12		5 058,12
	Sous-total compte 40 :			385 014,05	390 072,17			385 014,05	390 072,17		5 058,12
4111	Redevables - amiable			16 999,88	16 999,88			16 999,88	16 999,88		
4116	Redevables - contentieux	345,10			345,10			345,10	345,10		
	Sous-total compte 411 :	345,10		16 999,88	17 344,98			17 344,98	17 344,98		
	Sous-total compte 41 :	345,10		16 999,88	17 344,98			17 344,98	17 344,98		
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	2 805,35		533,08	2 805,35			3 338,43	2 805,35	533,08	
44566	TVA déduct sur autres biens et services	29 241,94		30 185,71	29 275,24			59 427,65	29 275,24	30 152,41	



00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44567	Etat - crédit de TVA à reporter			2 233,00	2 233,00			2 233,00	2 233,00		
44571	Etat - TVA collectée		18 775,29	18 775,29				18 775,29	38 938,11		
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé			2 233,00	2 233,00			2 233,00	2 233,00		20 162,82
445888	Taxes chiffre d'aff à réglé ou attente			11 038,56	11 038,56			11 038,56	11 038,56		
	Sous-total compte 445 :	32 047,29		64 998,64				97 045,93		30 685,49	
		18 775,29		67 747,97				86 523,26			20 162,82
	Sous-total compte 44 :	32 047,29		64 998,64				97 045,93		30 685,49	
		18 775,29		67 747,97				86 523,26			20 162,82
451001	restaurant administratif-sdis	7 577,49		386 125,02				393 702,51		9 055,47	
				384 647,04				384 647,04			
	Sous-total compte 451 :	7 577,49		386 125,02				393 702,51		9 055,47	
				384 647,04				384 647,04			
	Sous-total compte 45 :	7 577,49		386 125,02				393 702,51		9 055,47	
				384 647,04				384 647,04			

076090

P.DEP SEINE-MARITIME



00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46721	Débiteurs divers - amiable			384 330,47				384 330,47		20,30	
					384 310,17			384 310,17			
	Sous-total compte 467 :			384 330,47				384 330,47		20,30	
4711	Sous-total compte 46 :			384 330,47				384 330,47		20,30	
					384 310,17			384 310,17			
	Sous-total compte 471 :			221 211,59				221 211,59			
4722	Verst des régisseurs		16 355,48		204 856,11			221 211,59			
				221 211,59				221 211,59			
	Sous-total compte 472 :		16 355,48	204 856,11				221 211,59			
4784	DACR commission carte bancaire	33,26		422,19				455,45			
					455,45			455,45			
	Sous-total compte 478 :	33,26		422,19				455,45			
4784	Arrondis sur déclaration de TVA			0,44				0,44			
					0,44			0,44			
	Sous-total compte 478 :			0,44				0,44			
4784	Arrondis sur déclaration de TVA				0,44			0,44			
					0,44			0,44			
	Sous-total compte 478 :				0,44			0,44			



00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 47 :	33,26		221 634,22				221 667,48			
	Total classe 4 :	40 003,14	16 355,48	1 459 102,28	205 312,00			1 499 105,42	221 667,48		
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	30,49	35 130,77	1 449 434,33				1 484 565,10		39 761,26	
	Sous-total compte 541 :	30,49						30,49		30,49	
	Sous-total compte 54 :	30,49						30,49		30,49	
580	Opérations d'ordre budgétaires			12 333,33				12 333,33			
	Sous-total compte 580 :			12 333,33	12 333,33			12 333,33	12 333,33		
588	Autres virements internes			422,19	12 333,33			422,19	12 333,33		
	Sous-total compte 588 :			422,19	422,19			422,19	422,19		
				422,19	422,19			422,19	422,19		



076090

P.DEP SEINE-MARITIME

00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 58 :			12 755,52				12 755,52			
	Total classe 5 :	30,49		12 755,52				12 786,01		30,49	
				12 755,52				12 755,52			
60623	Alimentation					209 375,14	605,49	209 375,14	605,49	208 769,65	
60631	Fournitures d'entretien					11 218,15		11 218,15		11 218,15	
60632	Fournitures de petit équipement					2 387,64		2 387,64		2 387,64	
6068	Autres matières et fournitures					1 444,33		1 444,33		1 444,33	
	Sous-total compte 606 :					224 425,26	605,49	224 425,26	605,49	223 819,77	
	Sous-total compte 60 :					224 425,26	605,49	224 425,26	605,49	223 819,77	
611	Contrats de prestations de services					119 637,12		119 637,12		119 637,12	



00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 611 :					119 637,12		119 637,12		119 637,12	
61558	Autres biens mobiliers					10 123,99		10 123,99		10 123,99	
	Sous-total compte 615 :					10 123,99		10 123,99		10 123,99	
	Sous-total compte 61 :					129 761,11		129 761,11		129 761,11	
627	Services bancaires et assimilés					284,92		284,92		284,92	
	Sous-total compte 627 :					284,92		284,92		284,92	
6288	Autres					2 317,74		2 317,74		2 317,74	
	Sous-total compte 628 :					2 317,74		2 317,74		2 317,74	
	Sous-total compte 62 :					2 602,66		2 602,66		2 602,66	



076090
P.DEP SEINE-MARITIME

00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
658	Charges diverses gest courante					0,44		0,44		0,44	
	Sous-total compte 658 :					0,44		0,44		0,44	
	Sous-total compte 65 :					0,44		0,44		0,44	
6688	Autres					170,53		170,53		170,53	
	Sous-total compte 668 :					170,53		170,53		170,53	
	Sous-total compte 66 :					170,53		170,53		170,53	
6711	Interets moratoires et penalites sur mar					215,26		215,26		215,26	
	Sous-total compte 671 :					215,26		215,26		215,26	
673	Titres annulés exercices antérieurs					313,73		313,73		313,73	



00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 673 :					313,73		313,73		313,73	
678	Autres charges exceptionnelles					11 038,56		11 038,56		11 038,56	
	Sous-total compte 678 :					11 038,56		11 038,56		11 038,56	
	Sous-total compte 67 :					11 567,55		11 567,55		11 567,55	
6811	DA - immob incorp et corpo					12 333,33		12 333,33		12 333,33	
	Sous-total compte 681 :					12 333,33		12 333,33		12 333,33	
	Sous-total compte 68 :					12 333,33		12 333,33		12 333,33	
	Total classe 6 :					380 860,88		380 860,88		380 255,39	
7552	Prise en charge du déficit du budget ann					605,49		605,49			
						178 443,78		178 443,78		178 443,78	



076090

P.DEP SEINE-MARITIME

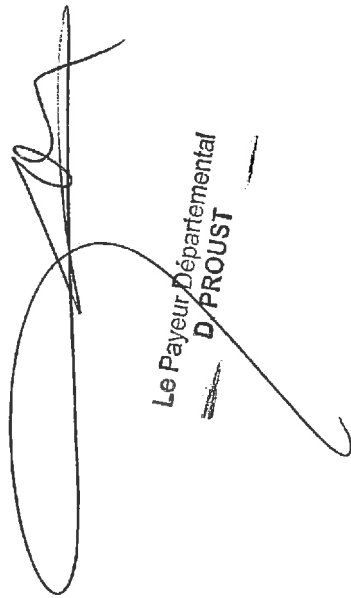
00801 RESTAURANT ADMINISTRATIF-SDIS

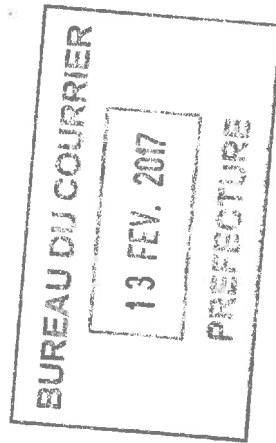
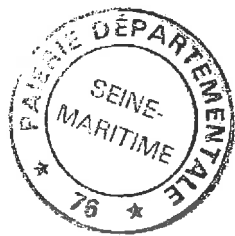
Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 31/12/2016

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 755 :					178 443,78		178 443,78		178 443,78	
758	Produits divers de gestion courante					201 627,32		201 627,32		201 627,32	
	Sous-total compte 758 :					201 627,32		201 627,32		201 627,32	
	Sous-total compte 75 :					380 071,10		380 071,10		380 071,10	
7711	Dépenses et pénalités perçues					184,29		184,29		184,29	
	Sous-total compte 771 :					184,29		184,29		184,29	
	Sous-total compte 77 :					184,29		184,29		184,29	
	Total classe 7 :					380 255,39		380 255,39		380 255,39	
	Total Général	239 738,87	239 738,87	1 471 857,80	1 462 189,85	383 526,26	393 194,21	2 095 122,93	2 095 122,93	622 417,76	622 417,76

Le compte rendu atteste que le résultat de la section de fonctionnement
et nul - le résultat a expensé en investissement et de 14 500, 81 €


Le Payeur Départemental
D. PROUST



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
-
- Votants :
12

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME VOTEES

Le 10 février 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 27 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléant

M. Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

-

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Luc LEMONNIER, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Capitaine André HENRY.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le présent rapport vise à exposer l'ajustement des crédits de paiement (CP) des autorisations de programme (AP) votées par le Service.

Les modifications sont intégrées dans le Budget primitif 2017 qui vous sera proposé dans un autre rapport dédié.

I) Autorisations de programme de la politique immobilière

Autorisation de programme relative à la construction du Groupement Ouest

Le bâtiment a été réceptionné en juin dernier. Les dépenses liées aux soldes des différents marchés notamment ceux liés au marché de maîtrise d'œuvre interviendront courant 2017. Aussi, il convient de basculer les crédits 2016 non consommés en CP 2017.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018
Groupement Ouest	4 250 000,00 €	2 276 147,55 €	+ 700 000,00 €	- 23 852,45 €	250 000,00 €
			1 608 868,73 €	114 983,72 €	250 000,00 €

Autorisation de programme relative à la construction du Groupement Est

Outre l'achat du bâtiment, le projet initial comportait deux constructions :

- un bâtiment technique destiné à accueillir un atelier mécanique, du stockage, des vestiaires et bureaux pour les factotums du groupement,
- un bâtiment administratif.

Les évolutions de l'organigramme et de la politique de réparation des véhicules ont incité à revoir ce projet.

Les crédits maintenus sont envisagés pour financer les études et la construction d'une structure modulaire destinée à l'accueil des bureaux du Service de Santé et de Secours Médical mais aussi ceux du Service Prévention au sein du Groupement Est.

Intitulé	Montant global	Crédits déjà consommés	Crédits de paiement			
			2016	2017	2018	2019
Groupement Est	1 400 000,00 €	767 775,26 €	- 10 000,00 €	465 000,00 €	- 105 000,00 €	52 224,74 €
			- €	440 000,00 €	140 000,00 €	52 224,74 €

Autorisation de programme relative à la construction du CIS de Forges les Eaux

Le centre de secours a été réceptionné fin 2016. Les crédits de paiement non consommés de 2016 doivent être intégrés aux CP 2017 afin de permettre la clôture financière de l'opération.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018
CIS Forges les Eaux	520 000,00 €	39 819,87 €	300 000,00 €	-30 180,13 €	150 000,00 €
			228 650,13 €	101 530,00 €	150 000,00 €

Autorisation de programme relative à la construction du CIS de La Mailleraye sur Seine

L'actualisation des crédits de paiement 2017 permet de prévoir l'installation d'un pylône autoporté sur cet exercice.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018
CIS La Mailleraye sur Seine	585 000,00 €	319 958,58 €	-85 000,00 €	-30 041,42 €	150 000,00 €
			79 561,64 €	35 479,78 €	150 000,00 €

Autorisation de programme relative à la réhabilitation de locaux au sein de la Direction

Les crédits de paiement non consommés de 2016 sont à ajouter sur les CP 2017 ; il s'agit des derniers CP pour cette autorisation de programme.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement		
		Crédits déjà consommés	2016	2017
Direction	520 000,00 €	242 035,09 €	-140 000,00 €	-137 964,91 €
			139 778,92 €	138 185,99 €

Autorisation de programme relative à la construction du CIS Le Havre Sud

Ce projet a connu un retard dans la planification de la dépollution. Celle-ci interviendra courant 2017 en amont des travaux qui ne débiteront que courant 2018. L'échéancier des CP est donc revu en conséquence.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement						
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
CIS Le Havre Sud	10 200 000,00 €	- €	-10 000,00 €	361 426,00 €	1 925 000,00 €	4 134 921,00 €	3 493 653,00 €	275 000,00 €
			- €	176 100,00 €	1 947 000,00 €	3 450 000,00 €	4 351 900,00 €	275 000,00 €

II) Autorisation de programme relative à la formation

Autorisation de programme relative au Plateau Technique de Formation (PTF)

Le planning de réalisation des aménagements du Plateau Technique de Formation a été décalé. En conséquence, il convient de revoir le rythme de consommation des crédits de paiement et de prolonger l'autorisation de programme jusqu'en 2018.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018
Plateau Technique de Formation	1 142 500,00 €	848 117,30 €	57 151,65 €	237 231,05 €	— €
			31 623,89 €	105 527,76 €	157 231,05 €

III) Autorisation de programme relative à la refonte du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) et du Règlement Opérationnel (RO)

Les crédits de 2016 devaient permettre le remplacement du serveur, de l'interface des bases de données et des prestations associées. Cependant, cette dépense ne s'est pas avérée nécessaire.

Aussi, il convient de clôturer cette autorisation de programme à hauteur des crédits de paiement consommés, soit 139 395,20 €.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018
Refonte SDACR et RO	204 052,00 €	139 395,20 €	33 662,10 €	0,00 €	30 994,70 €
	139 395,20 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €

IV) Autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels et équipements

Autorisation de programme relative à l'acquisition de masques ARI

A partir de 2017, afin de faciliter la lisibilité des acquisitions de ce type de matériels, les dépenses correspondantes à l'autorisation de programme « masques ARI » ont été intégrées dans l'autorisation de programme qui flèche l'ensemble des dépenses liées à du matériel opérationnel, votée au Conseil d'administration du 14 décembre 2016.

Aussi, il convient de clôturer cette autorisation de programme à hauteur des crédits utilisés, soit 78 461,57 €.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement				
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018	2019
Acquisition de masques ARI	197 700,00 €	34 681,50 €	43 800,00 €	42 000,00 €	43 500,00 €	33 718,50 €
	78 461,57 €		43 780,07 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

Autorisation de programme relative à l'acquisition des matériels des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques

Les opérations de cette AP sont décomposées en fonction des risques.

Dans le cadre de la maîtrise des dépenses d'investissement au niveau de la dotation d'amortissement, il a été décidé de rééquilibrer les rythmes de consommation des CP comme suit :

- Les risques aquatiques

RISQUES	Montant global	Crédits de paiement				
		2016	2017	2018	2019	2020
Risques aquatiques	87 459,00 €	-9 254,00 €	-61 205,00 €	-6 000,00 €	-6 000,00 €	-5 000,00 €
		9 252,80 €	38 000,00 €	29 205,00 €	6 000,00 €	5 001,20 €

- Les risques périlleux

RISQUES	Montant global	Crédits de paiement				
		2016	2017	2018	2019	2020
Risques périlleux	908 436,00 €	-131 507,00 €	-571 072,00 €	-107 000,00 €	-62 000,00 €	-36 857,00 €
		126 860,12 €	377 716,00 €	284 002,00 €	64 582,00 €	55 275,88 €

- Les risques technologiques

RISQUES	Montant global	Crédits de paiement				
		2016	2017	2018	2019	2020
Risques technologiques	406 000,00 €	-81 200,00 €	-102 900,00 €	-81 900,00 €	-77 500,00 €	-62 500,00 €
		72 205,95 €	83 894,00 €	83 300,00 €	83 300,00 €	83 300,05 €

Considérant les différents éléments détaillés ci-dessus, il est proposé d'ajuster les crédits de paiement de la manière suivante :

RISQUES	Montant global	Crédits de paiement				
		2016	2017	2018	2019	2020
Acquisition de matériels équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques	1 401 895,00 €	-221 961,00 €	-735 177,00 €	-194 900,00 €	-145 500,00 €	-104 357,00 €
		208 318,87 €	499 610,00 €	396 507,00 €	153 882,00 €	143 577,13 €

Autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels roulants

L'exécution du plan d'acquisition des matériels roulants et navigants s'est déroulée en 2016 conformément aux prévisions, à l'exception de l'équipement d'un FPTSR qui sera livré courant du 1^{er} semestre 2017 et nécessite un glissement de CP 2016 sur 2017.

Par ailleurs, la planification des acquisitions a été revue pour contenir le volume des dépenses d'investissement et le lisser dans le temps.

Il convient de ce fait d'ajuster les crédits de paiement en conséquence.

Intitulé	Montant global	Crédits déjà consommés	Crédits de paiement				
			2016	2017	2018	2019	2020
Matériels roulants	11 830 400,00 €	1 425 453,32 €	2 687 250,00 €	2 301 800,00 €	2 404 900,00 €	2 429 100,00 €	-581 896,68 €
			2 539 431,76 €	1 997 426,00 €	2 360 670,00 €	2 391 972,00 €	1 115 446,92 €

V) Autorisations de programme relatives aux systèmes d'information

Autorisation de programme relative à la modernisation des outils informatiques de gestion

Le retard dans le déploiement du logiciel de gestion de patrimoine nécessite un nouveau déploiement des CP.

De plus, le nouveau logiciel de gestion du temps de travail des personnels administratifs et le changement du logiciel dédié au Groupement Prévention impacteront les crédits 2017.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018
MOIG	1 675 000,00 €	779 603,36 €	380 000,00 €	430 000,00 €	-85 396,65 €
			206 545,68 €	500 000,00 €	188 850,96 €

Autorisation de programme relative à la refonte du système de gestion opérationnelle

L'ajustement proposé se justifie à deux titres :

- d'une part, l'état d'avancement du projet n'a pas permis la facturation de certaines étapes planifiées en 2016,
- d'autre part, pour permettre le déploiement du nouveau système de gestion opérationnelle, des travaux sont nécessaires au niveau des pylônes et des infrastructures.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2016	2017	2018
SGO	7 543 098,00 €	17 613,60 €	2 995 484,40 €	3 680 000,00 €	- 850 000,00 €
			1 871 269,29 €	5 000 000,00 €	654 215,11 €

*

**

En résumé, la clôture des autorisations suivantes est proposée :

AUTORISATION DE PROGRAMME	MONTANT INITIAL	MONTANT FINAL	Evolution AP finale / initiale (en €)	Evolution AP finale / initiale (en %)
Refonte SDACR - RO	204 052,00 €	139 395,20 €	- 64 656,80 €	-32%
Acquisition Masques ARI	197 700,00 €	78 461,57 €	- 119 238,43 €	-60%

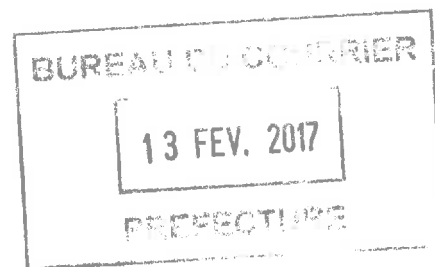
Hormis les opérations clôturées, les autorisations de programme restent à montants globaux constants.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
-
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
« TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION »**

Le 10 février 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 27 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE.
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Catherine FLAVIGNY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

-

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT - représentée.

MM. Luc LEMONNIER, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Capitaine André HENRY.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le présent rapport a pour objet la création de l'autorisation de programme concernant les travaux à effectuer au Centre Départemental de Formation (CDF) situé à Saint-Valery-en-Caux.

L'autorisation de programme sera intégrée dans le Budget primitif 2017, objet d'un rapport dédié.

Dans le cadre d'une procédure contentieuse concernant la construction du CDF, le Tribunal de Grande Instance s'est prononcé en faveur du Sdis 76 et a condamné les Mutuelles du Mans Assurances au titre des désordres reconnus sur la maison à feu et le bâtiment administratif.

Les travaux de reprises des différents désordres reconnus peuvent désormais commencer. Aussi, il est proposé de créer une autorisation de programme selon l'échéancier suivant :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Travaux Centre Départemental de Formation	1 465 000,00 €	20 000,00 €	371 658,00 €	238 468,00 €	834 874,00 €

La ventilation des crédits de paiement de 2017 à 2019 repose sur l'estimation des travaux et prestations intellectuelles associées s'agissant du bâtiment administratif.

La maison à feu sera traitée dans un second temps en fonction de l'analyse qui sera effectuée des obligations de démolition ou / et reconstruction sur site pouvant être attachées à la conservation de l'indemnité versée.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
-
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRIMITIF 2017

Le 10 février 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 27 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Catherine FLAVIGNY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

-

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT - représentée.

MM. Luc LEMONNIER, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Capitaine André HENRY.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime a, lors de sa séance du 14 décembre 2016, procédé au débat d'orientations budgétaires.

Le projet de budget pour 2017 a été construit en respectant les objectifs opérationnels fixés par le Conseil d'administration mais aussi en tenant compte des principes d'optimisation exposés dans le rapport d'orientations budgétaires.

Ainsi, en ce qu'elles constituent les moyens nécessaires à la mise en œuvre du nouveau schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) et du règlement opérationnel (RO), le Sdis 76 reste attaché aux priorités suivantes :

- la modernisation des outils informatiques,
- le renouvellement du matériel et des équipements d'intervention
- la poursuite des travaux en cours dans les casernes, dans l'attente de la validation du nouveau programme immobilier.

Dans le même temps, la recherche d'un meilleur niveau de l'épargne brute, un travail plus fin de planification des investissements et une diversification du financement des immobilisations ont été pris en considération.

La principale différence de ce budget avec les données présentées lors de la précédente séance tient au niveau des excédents qui est supérieur à la prévision de 1,3 M€ en fonctionnement et 1,6 M€ en investissement, soit moins de 2,8 % du volume global du budget 2016.

Si les non-consommations en investissement ne correspondent qu'à des décalages dans l'avancement de certains projets et ne constituent pas une économie définitive, le gain constaté en fonctionnement a vocation à être conservé intégralement pour faciliter la recherche de l'équilibre de la section d'exploitation dès 2018.

Aussi, ce budget primitif (BP) intègre les résultats prévisionnels de l'exercice antérieur, adoptés par délibération lors de la présente séance. Ils tiennent compte des résultats passés (déficits ou excédents) et du niveau des restes à réaliser 2016, à reporter sur 2017. Les résultats 2016 définitifs seront constatés lors de l'adoption du compte administratif 2016.

Ce budget s'équilibre en recettes et en dépenses pour un montant total de 111 786 482,60 €, soit 94 687 443,37€ en fonctionnement et 17 099 039,23 € en investissement, reports compris.

Il se situe, au global, en augmentation de 3,83 % par rapport aux crédits 2016 (BP+DM+REPORTS) et progresse tant en fonctionnement (1,30%), qu'en section d'investissement (20,52%)

Dépenses (en €)	Budget 2016 (BP+DM+reports)		Budget Primitif 2017 (dont reports)		Variation	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre	€	%
Investissement	13 314 618,28 €	872 905,53 €	13 592 853,14 €	3 506 186,09 €	2 911 515,42 €	20,52%
Fonctionnement	86 875 811,49 €	6 596 779,32 €	85 098 443,37 €	9 589 000,00 €	1 214 852,56 €	1,30%
TOTAL	100 190 429,77 €	7 469 684,85 €	98 691 296,51 €	13 095 186,09 €	4 126 367,98 €	3,83%
Recettes (en €)	Budget 2016 (BP+DM+reports)		Budget Primitif 2017 (dont reports)		Variation	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre	€	%
Investissement	7 590 744,49 €	6 596 779,32 €	7 510 039,23 €	9 589 000,00 €	2 911 515,42 €	20,52%
Fonctionnement	92 599 685,28 €	872 905,53 €	91 181 257,28 €	3 506 186,09 €	1 214 852,56 €	1,30%
TOTAL	100 190 429,77 €	7 469 684,85 €	98 691 296,51 €	13 095 186,09 €	4 126 367,98 €	3,83%

Derrière ces tendances globales, existent des variations qu'il importe d'appréhender à l'appui d'un exposé plus détaillé des différentes inscriptions ; exposé qui débutera par la section de fonctionnement, avant de se poursuivre sur l'investissement.

I – Section de fonctionnement

A – Recettes de fonctionnement

Chapitre	Libellé	Budget 2016 (BP+DM+ reports)	Budget Primitif 2017 (dont reports)	Variation (€)	Variation (%)
70	Produits des services	1 162 247,00 €	967 548,00 €	- 194 699,00 €	-16,75%
74	Contributions et participations	82 703 381,00 €	82 799 091,00 €	95 710,00 €	0,12%
75	Autres produits de gestion courante	69 255,00 €	- €	- 69 255,00 €	-100,00%
013	Atténuations de charges	880 000,00 €	1 113 963,00 €	233 963,00 €	26,59%
	Total recettes/gestion des services	84 814 883,00 €	84 880 602,00 €	65 719,00 €	0,08%
77	Produits exceptionnels	1 508 838,44 €	4 000,00 €	- 1 504 838,44 €	-99,73%
	Total recettes réelles de fonctionnement	86 323 721,44 €	84 884 602,00 €	- 1 439 119,44 €	-1,67%
042	Opérations d'ordre de transfert	872 905,53 €	3 506 186,09 €	2 633 280,56 €	301,67%
	Total des opérations d'ordre budgétaire	872 905,53 €	3 506 186,09 €	2 633 280,56 €	301,67%
002	Résultat de fonct. reporté	6 275 963,84 €	6 296 655,28 €	20 691,44 €	0,33%
	Total général recettes fonctionnement	93 472 590,81 €	94 687 443,37 €	1 214 852,56 €	1,30%

Les recettes de fonctionnement s'établissent à 94 687 443,37 €, en augmentation de 1,30 % par rapport à 2016. Cette évolution s'explique essentiellement par la reprise exceptionnelle de la réserve complémentaire constituée en 2014 pour 2 583 086,09 €, provenant de la section d'investissement et validée lors de la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2016, au moyen d'opérations d'ordre.

Cependant, cette reprise ne doit pas masquer que les recettes réelles de fonctionnement sont en diminution de 1 439 119,44 € par rapport à l'exercice 2016, soit -1,67 %.

En effet, les recettes exceptionnelles connues en 2016 pour un montant de 1 508 838,44 €, provenaient principalement de l'indemnisation perçue dans le cadre du contentieux afférent au centre de formation de Saint Valery en Caux. Ce niveau de recettes exceptionnelles n'a pas vocation à se reproduire.

De fait, nous ne pouvons qu'escompter une stabilité des recettes liées à l'activité courante du service, avec une progression de 0,08 %. Cependant, il existe des variations disparates au sein de ces recettes qu'il convient d'expliquer.

● Les produits des services (chapitre 70)

Les produits des services facturés par le service sont en baisse de 194 699 € par rapport à l'exercice 2016.

Cette prévision est la conjoncture de plusieurs phénomènes :

- Une tendance à la diminution du nombre d'interventions facturées directement aux particuliers mais également dans le cadre des services de sécurité assurés lors des manifestations, soit une perte attendue de 51 739 € ;
- La baisse du nombre d'interventions qualifiées en tant que carences de moyens de transports sanitaires privés qui est de 43,28 %, soit une perte de recette de 98 389 € par rapport à 2016 (et de près de 250 K€ par comparaison avec 2014), alors même que le nombre d'interventions pour secours à personne a continué d'augmenter ;

- La nouvelle politique en matière de logement qui conduit à ce que les charges locatives (eau, électricité...) soient supportées directement par les agents et non plus appelées en remboursement par le Sdis (- 30 000€). A ce titre, seuls des reliquats sont à régulariser en 2017 pour 5 500 €.

● Les contributions et participations (chapitre 74)

Le montant des contributions des communes et des EPCI est conforme à la décision du Conseil d'Administration du 14 décembre 2016, soit une progression globale de l'enveloppe de 0,4 %, parallèlement à une refonte du mode de calcul pour tendre vers une plus grande équité.

Quant au Département, il a décidé de stabiliser sa contribution au même montant qu'en 2016.

Au total, la progression de cette catégorie de recette est limitée à 0,12 % par rapport à 2016.

● Les produits de gestion courante (chapitre 75)

L'absence des produits de gestion courante sur 2017 s'explique par le fait qu'il s'agit de recettes non certaines (ex : encaissement d'avoirs sur certains fournisseurs) et qu'elles seront constatées au cours de l'exercice, le cas échéant.

● Les atténuations de charges (chapitre 013)

Les atténuations de charges sont en augmentation de 26,59 % par rapport à 2016. Il s'agit, dans le cadre de la nouvelle politique de logement, des remboursements d'une quote-part de loyer prélevés directement sur le traitement des bénéficiaires d'une convention d'occupation précaire par nécessité de service.

B – Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 94 687 443,37 €, en augmentation de 1,30 % par rapport à 2016.

Cette évolution s'explique par la progression des opérations d'ordre. En effet, la dotation aux amortissements augmente de 603 22,68 € et un autofinancement complémentaire de la section d'investissement apparaît pour un montant de 2 389 000 €. Ce dernier virement est nécessaire dans l'attente que les nouvelles politiques immobilière et d'endettement soient adoptées.

Ce mouvement à la hausse masque une baisse des dépenses réelles de fonctionnement de 2,05 % par rapport à 2016.

Chapitre	Libellé	Budget 2016 (BP+DM+ reports)	Budget Primitif 2017 (dont reports)	Variation (€)	Variation (%)
011	Charges à caractère général	11 531 373,00 €	10 803 298,00 €	- 728 075,00 €	-6,31%
012	Charges de personnel	71 114 794,42 €	70 845 700,00 €	- 269 094,42 €	-0,38%
65	Autres charges de gestion courante	741 490,00 €	1 208 357,00 €	466 867,00 €	62,96%
	Total dépenses /gestion des services	83 387 657,42 €	82 857 355,00 €	- 530 302,42 €	-0,64%
66	Charges financières	22 500,00 €	25 411,00 €	2 911,00 €	12,94%
67	Charges exceptionnelles	237 045,71 €	122 562,00 €	- 114 483,71 €	-48,30%
68	Dotations aux provisions	1 757 375,81 €	- €	- 1 757 375,81 €	NC
022	Dépenses imprévues	1 471 232,55 €	2 093 115,37 €	621 882,82 €	42,27%
	Total dépenses réelles de fonctionnement	86 875 811,49 €	85 098 443,37 €	- 1 777 368,12 €	-2,05%
023	Virement à la section d'invest.	- €	2 389 000,00 €	2 389 000,00 €	NC
042	Opérations d'ordre entre sections	6 596 779,32 €	7 200 000,00 €	603 220,68 €	9,14%
	Total des opérations d'ordre budgétaire	6 596 779,32 €	9 589 000,00 €	2 992 220,68 €	45,36%
	Total général dépenses fonctionnement	93 472 590,81 €	94 687 443,37 €	1 214 852,56 €	1,30%

● Les charges à caractère général (chapitre 011)

Ces charges, qui représentent 11,41 % des dépenses de fonctionnement 2017, connaissent une diminution notable.

D'une part, la mise en œuvre de la nouvelle politique en matière de logement permet d'économiser sur ce chapitre près de 369 000 € (en partie compensée par une revalorisation salariale au chapitre 012).

D'autre part, l'évolution de l'organisation du service, la planification de certaines opérations d'entretien et la mutualisation des commandes permettent d'optimiser les autres crédits de cette nature alors même que progressent les dépenses en matière d'assurance.

Les prévisions retenues correspondent à une diminution de 6,31 % par rapport aux crédits ouverts en 2016. Ce montant est légèrement supérieur à celui-ci présenté dans le cadre du rapport d'orientations budgétaires notamment en raison de la prise en compte de la remontée du cours des carburants (soit une plus-value de l'ordre de 140 000 €).

● Les charges de personnel (chapitre 012)

Les charges de personnel représentent 74,82 % des dépenses de fonctionnement 2017.

La maîtrise de ce poste budgétaire, pourtant très rigide et fortement impacté par les mesures d'ordre national sur cet exercice (notamment l'accord relatif aux « parcours professionnels, carrières et rémunérations » - PPCR, le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel - RIFSEEP, la revalorisation du point d'indice) est obtenue grâce :

- à la suppression de 14 postes budgétaires non pourvus ;
- à un décalage de 6 mois des dates d'effet des avancements de grade pour l'ensemble des agents, toutes catégories confondues.

En parallèle, la capacité opérationnelle sera maintenue à un niveau identique à celui de 2016 au moyen :

- du recrutement et de la formation initiale pour 24 sapeurs-pompiers dès le début du 1^{er} semestre 2017 ;

- du recrutement de 7 sapeurs-pompiers professionnels au sein du CODIS.

● Les charges de gestion courante (chapitre 65)

Portées au budget primitif pour un montant total de 1 208 357 €, ces charges représentent 1,28 % des dépenses de la section.

Ces charges regroupent des dépenses de natures très diverses : la contribution obligatoire au réseau Antares, les frais facturés dans le cadre des conventions interdépartementales d'assistance mutuelle (CIAM), les indemnités et frais de déplacement des élus, le fonds de secours, les subventions accordées aux associations ou organisations syndicales ainsi que la subvention d'équilibre versée au budget annexe restauration.

L'augmentation de ces dépenses entre 2016 et 2017 s'explique principalement par :

- L'élargissement du périmètre des CIAM aux Sdis de l'Oise et de l'Eure, soit une augmentation de 105 200 € ;
- Une modification de pratique budgétaire sollicitée par le Payeur Départemental s'agissant du budget annexe restauration. Dorénavant, les frais de personnel du service restauration seront directement imputés sur ce budget (soit 392 487 € pour 14 agents), ce qui nécessite d'augmenter presque d'autant le montant de la subvention provenant du budget principal.

● Les charges exceptionnelles (chapitre 67)

Ce poste de dépenses connaît une nette diminution de 48,30 % par rapport à l'exercice 2016.

En effet, les régularisations en matière d'indemnisation des agents dans le cadre de la protection fonctionnelle opérée l'an dernier dépassaient le cadre de ce seul exercice.

● Les dotations aux provisions (chapitre 68)

A ce stade, il n'est pas prévu de constituer de provisions sur l'exercice 2017. Alors qu'en 2016, il en a été approuvées quatre, à hauteur de :

- 200 000 € pour le contentieux du Cis de Bolbec,
- 117 000 € pour les risques gérés en auto-assurance par le Sdis,
- 1 434 792,73 € pour le contentieux concernant la construction du Centre départemental de formation de Saint Valéry en Caux.
- 5 583,08 € pour risques sur les créances irrécouvrables.

● Les dépenses imprévues (chapitre 022)

Un montant de 2 093 115,37 € est inscrit sur ce chapitre pour faire face à d'éventuelles dépenses non prévues en termes opérationnels (cas du violent incendie dans une ancienne sucrerie de Nointot connu en 2016, par exemple).

Il représente 2,21 % du montant total des dépenses de fonctionnement.

● La dotation aux amortissements (chapitre 042)

Le montant de la dotation aux amortissements pour 2016 est estimé à 7,2 M€, en augmentation de 603 220,68 € par rapport aux crédits 2016.

La politique d'investissement volontariste opérée ces dernières années génère corrélativement une augmentation de la dotation obligatoire aux amortissements.

Si l'épargne brute est stabilisée au-dessus de 2 M€ (de l'ordre de celle prévue dans les orientations budgétaires) et qu'il convient de souligner le travail effectué pour affiner la dotation nette aux amortissements (6 276 900 € en comparaison de 6 883 192 € lors de la présentation des perspectives en décembre dernier), force est de constater que l'épargne brute reste encore trop éloignée du montant à couvrir pour autofinancer réglementairement une partie de la section d'investissement.

II – Section d'investissement

La section d'investissement s'élève à 17 099 039,23 €, en augmentation de 20,52 % par rapport aux crédits budgétés en 2016.

Cette progression s'explique par la reprise de la réserve complémentaire constituée en 2014 au moyen d'opérations d'ordre pour un montant de 2 583 086,09 € ; ce qui cache une augmentation plus mesurée des dépenses réelles d'investissement (+ 2,09 %).

A – Dépenses d'investissement

Chapitre	Libellé	Budget 2016 (BP+DM+ restes à réaliser)	Budget Primitif 2017 (dont restes à réaliser)	Variation (€)	Variation (%)
16	Emprunts et dettes assimilées	235 500,00 €	172 968,00 €	- 62 532,00 €	-26,55%
20	Immobilisations incorporelles	166 974,58 €	101 154,23 €	- 65 820,35 €	-39,42%
21	Immobilisations corporelles	3 190 829,95 €	393 124,63 €	- 2 797 705,32 €	-87,68%
23	Immobilisations en cours	76 581,05 €	- €	- 76 581,05 €	-100,00%
27	Autres immobilisations financières	1 000,00 €	1 000,00 €	- €	0,00%
	Chapitre programme équipt hors AP	70 508,62 €	10 167,90 €	- 60 340,72 €	-85,58%
	Chapitre programme équipt en AP	8 693 726,28 €	12 303 877,25 €	3 610 150,97 €	41,53%
020	Dépenses imprévues	879 497,80 €	610 561,13 €	- 268 936,67 €	-30,58%
	Total dépenses réelles investissement	13 314 618,28 €	13 592 853,14 €	278 234,86 €	2,09%
040	Opé. d'ordre transfert entre sections	872 905,53 €	3 506 186,09 €	2 633 280,56 €	301,67%
	Total des opérations d'ordre budgétaire	872 905,53 €	3 506 186,09 €	2 633 280,56 €	301,67%
	Total général dépenses investissement	14 187 523,81 €	17 099 039,23 €	2 911 515,42 €	20,52%

Les dépenses d'équipement représentent près 75 % de l'inscription totale proposée.

L'enveloppe résiduelle se ventile sur trois principaux postes :

- Le remboursement du capital de la dette (1,01 % des dépenses totales) ;
- Les opérations d'ordre budgétaires (20,51 % des dépenses totales) ;
- Les dépenses imprévues (3,57 % des dépenses totales)

● Les dépenses d'équipement

Elles connaissent deux types de traitement et de suivi comptable.

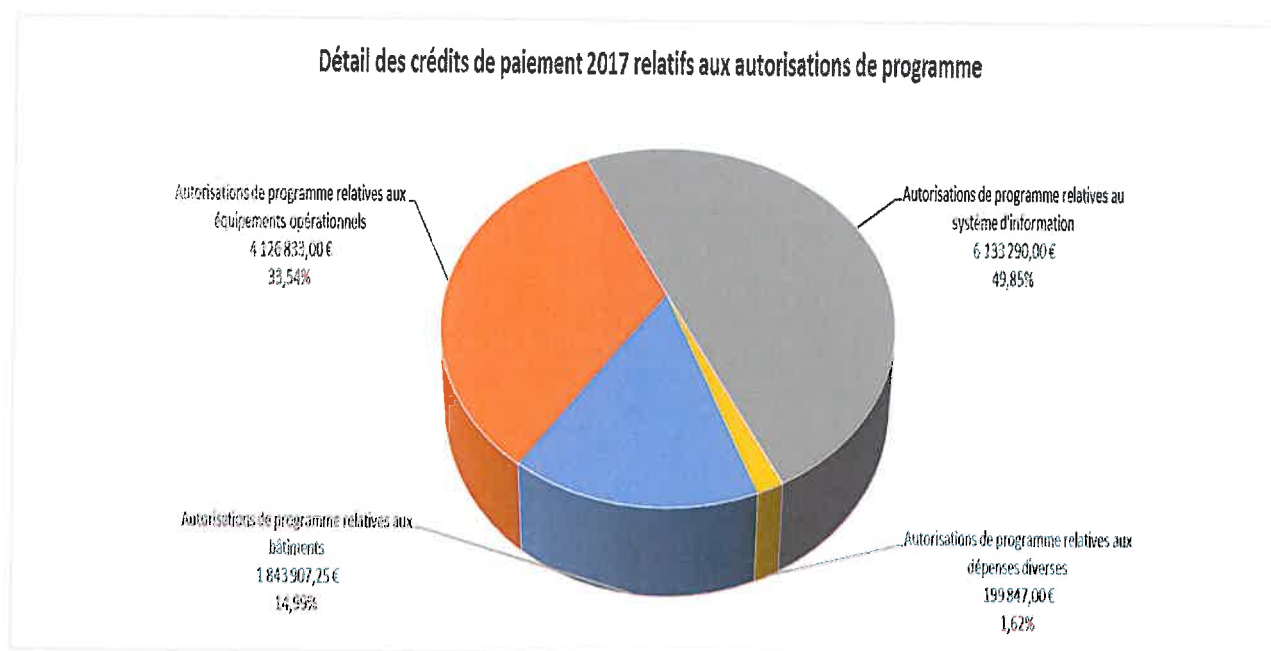
Les dépenses d'équipement hors autorisations de programme

Elles représentent 2.95 % des crédits ouverts.

Dans le cadre de la planification systématique des politiques d'investissements définies au niveau départemental, elles ne correspondent qu'à des reliquats de crédits (39 % sont des restes à réaliser de 2016 réinscrits sur cet exercice) et des achats ponctuels en matière de logiciels ou de matériels pour les services communication et formation pour l'essentiel.

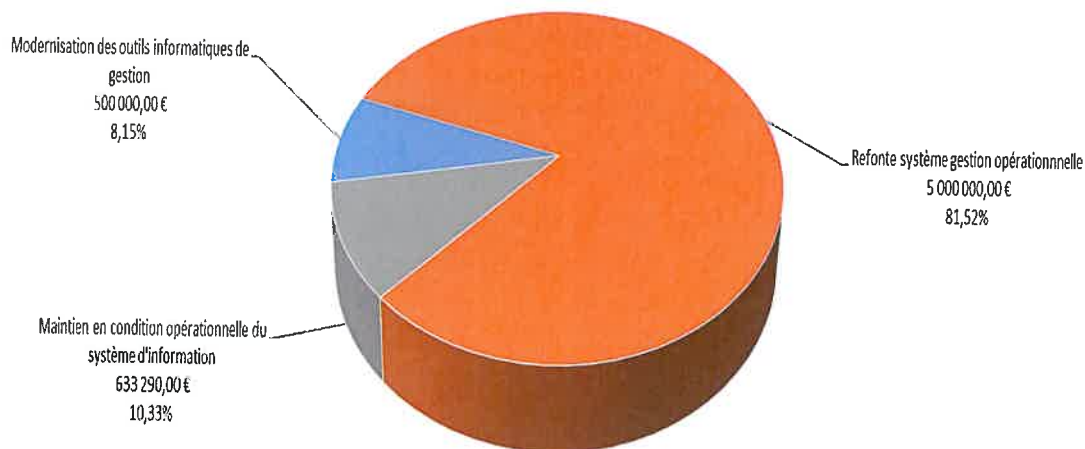
Les dépenses d'équipement en autorisations de programme

Les crédits de paiement 2017 relatifs aux autorisations de programme se montent au total à 12 303 877,25 € et se répartissent comme suit :



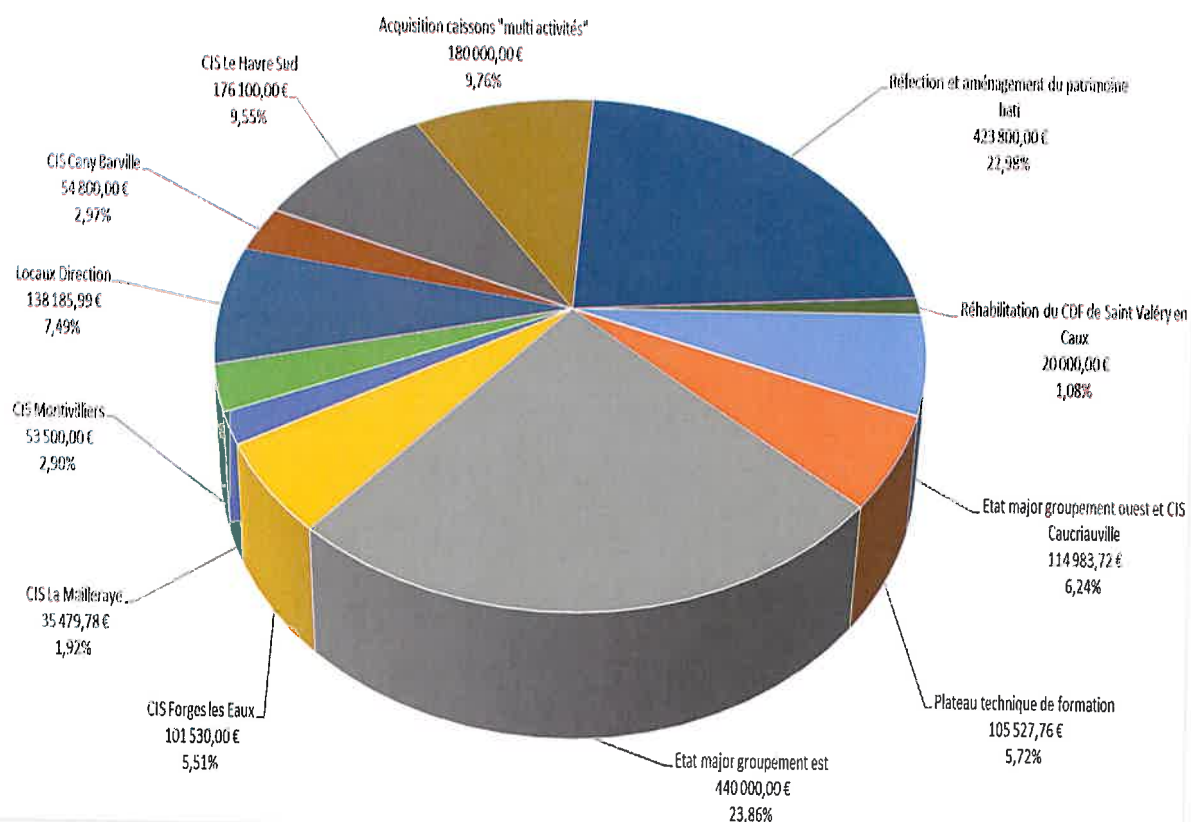
Les crédits de paiement 2017 relatifs aux autorisations de programme concernant le système d'information se montent à 6 133 290 € et se répartissent comme suit :

Détail des crédits de paiement 2017 relatifs aux autorisations de programme concernant le système d'information



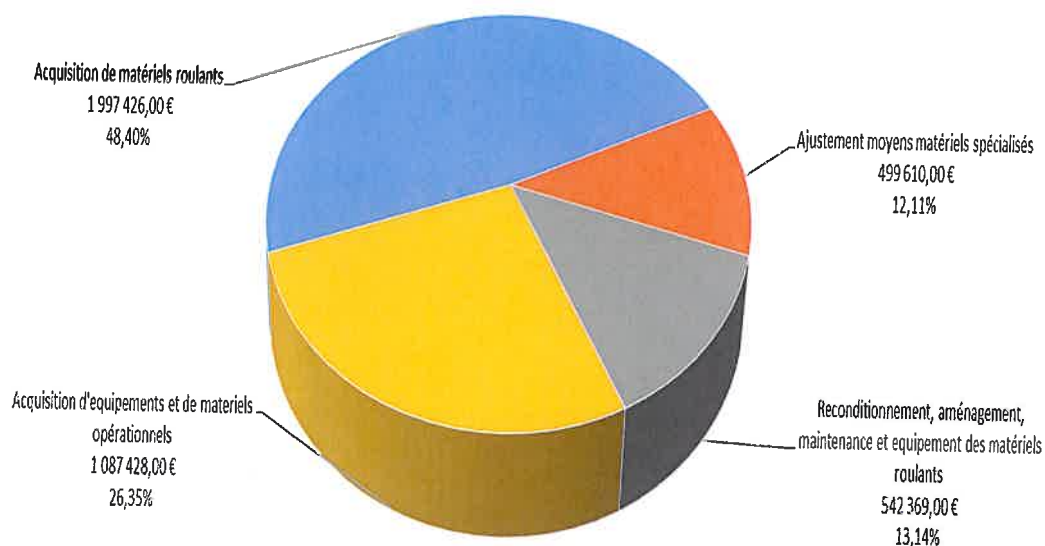
Les crédits de paiement 2017 relatifs aux autorisations de programme concernant plus spécifiquement les bâtiments se montent à 1 843 907,25 € et se répartissent comme suit :

Détail des crédits de paiement 2017 relatifs aux autorisations de programme concernant les bâtiments



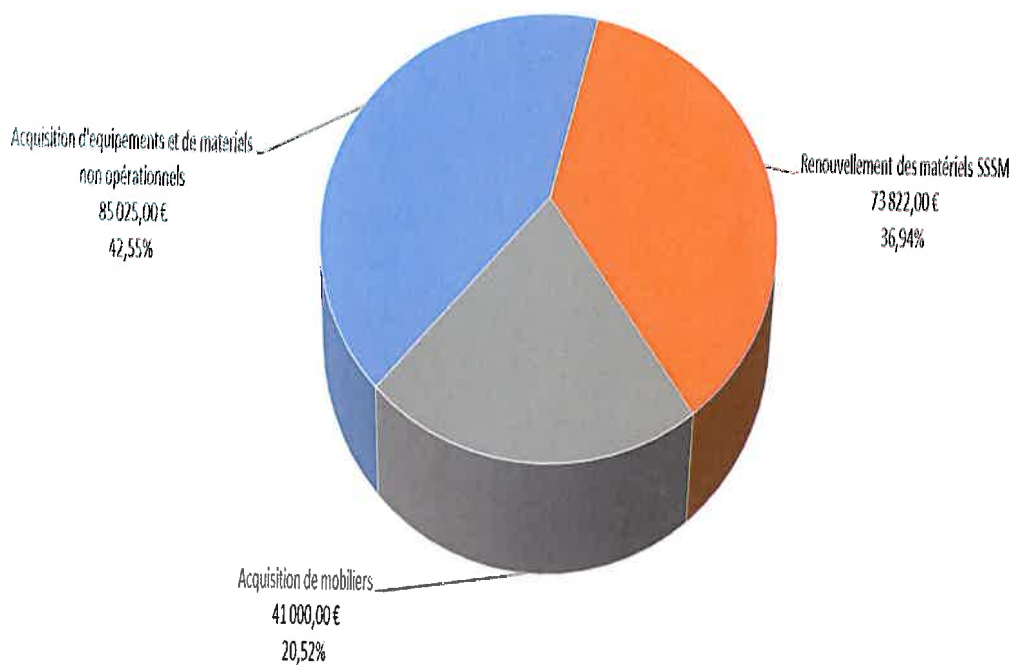
Les crédits de paiement 2017 relatifs aux autorisations de programme dédiées aux équipements opérationnels s'élèvent à 4 126 833 € et sont ventilés comme suit :

Détail des crédits de paiement 2017 relatifs aux autorisations de programme concernant les équipements opérationnels



Les crédits de paiement 2017 relatifs aux autorisations de programme portant sur diverses dépenses sont fixés à 199 847 € et correspondent à :

Détail des crédits de paiement 2017 relatifs aux autorisations de programme concernant des dépenses diverses



● Les emprunts (chapitre 16)

L'annuité de remboursement en capital de la dette s'établit à 172 968 €, soit une baisse de 26,55 % par rapport à l'exercice 2016.

Cette somme correspond :

- pour 126 700 € aux dernières échéances de la dette issue de la départementalisation qui s'éteint en novembre 2017,
- pour le solde, à l'amortissement dès 2017 d'une première enveloppe de 1 125 000 € qui sera consolidée dans le courant du 1er trimestre 2017 (suivant les opportunités de taux) sur les 2,5 M€ autorisés en fin 2016 pour financer une partie des investissements 2016 et 2017.

● Les opérations d'ordre (chapitre 040)

Un montant de 3 506 186,09 € est inscrit sur ce chapitre correspondant à 20.51% des crédits ouverts en dépenses d'investissement.

Elle se décompose ainsi :

- 900 000 €, pour le pendant en investissement du mécanisme de neutralisation comptable d'une partie de la dotation aux amortissements évoquée plus haut ;
- 23 100 € correspondant à l'amortissement des subventions d'équipements encaissées ;
- 2 583 086,09 € correspondant à la reprise de la réserve complémentaire déjà explicitée.

● Les dépenses imprévues (chapitre 020)

Une enveloppe d'environ 610 561,13 € est dédiée aux dépenses imprévues. Elle représente 3,57 % des dépenses d'investissement de 2017.

B – Recettes d'investissement

Les recettes d'investissement se chiffrent à 17 099 039,23 €. Elles prennent appui sur le solde d'exécution 2016 de 3 303 504,23 €.

Chapitre	Libellé	Budget 2016 (BP+DM+ restes à réaliser)	Budget Primitif 2017 (dont restes à réaliser)	Variation (€)	Variation (%)
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 805 085,27 €	1 514 309,00 €	- 1 290 776,27 €	-46,02%
13	Subventions d'investissement	164 248,00 €	192 225,00 €	27 977,00 €	17,03%
16	Emprunts	1 125 000,00 €	2 500 000,00 €	1 375 000,00 €	122,22%
024	Produits de cessions d'immobilisations	500,00 €	1,00 €	- 499,00 €	-99,80%
	Total recettes réelles investissement	4 094 833,27 €	4 206 535,00 €	111 701,73 €	2,73%
021	Virement de la section de fonct.	- €	2 389 000,00 €	2 389 000,00 €	NC
040	Opérations d'ordre entre sections	6 596 779,32 €	7 200 000,00 €	603 220,68 €	9,14%
	Total des opérations d'ordre budgétaire	6 596 779,32 €	9 589 000,00 €	2 992 220,68 €	45,36%
001	Solde d'exécution reporté	3 495 911,22 €	3 303 504,23 €	- 192 406,99 €	-5,50%
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	- €	- €	- €	NC
	Total général recettes investissement	14 187 523,81 €	17 099 039,23 €	2 911 515,42 €	20,52%

● Les dotations (chapitre 10)

Elles correspondent aux recettes attendues du fonds de compensation de la TVA. Elles sont évaluées à 1 514 309,00 €, soit une baisse 46,02% par rapport à 2016.

Le rattrapage du programme d'équipement depuis 2013 touchant à sa fin, le volume des dépenses d'investissement a baissé. La TVA récupérée au titre de ce fonds, l'année suivant la dépense, a vocation corrélativement à baisser.

● Les opérations d'ordre (chapitre 040)

Corollaire de l'inscription en dépenses de fonctionnement, la dotation aux amortissements s'élève à 7 200 000,00 €, soit une augmentation de 603 220,68 € par rapport à 2016.

Cette recette est inférieure aux prévisions des orientations budgétaires en ce que le retard dans la livraison de certains équipements ou travaux n'ont pas permis de les intégrer à l'inventaire avant le 31 décembre 2016 ; reportant de facto le début de leur amortissement.

● L'emprunt (chapitre 16)

En matière d'emprunt, le montant des restes à réaliser s'établit à 1 125 000 €, ce qui correspond à la première tranche de l'emprunt finançant les opérations de 2016 qui sera mobilisée dans le courant du 1^{er} trimestre 2017.

De sorte à mobiliser l'intégralité de l'enveloppe de prêt approuvée lors du Conseil d'administration du 14 décembre 2016, le recours à l'emprunt nouveau est projeté à ce stade à hauteur de 1 375 000 €.

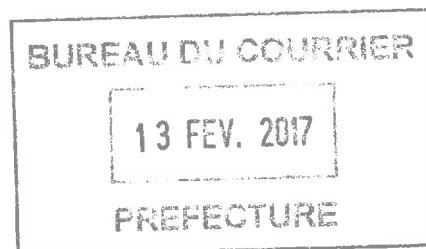
Ce niveau pourra être revu, au cours de l'exercice 2017, en fonction des conclusions du groupe de travail sur la nouvelle politique immobilière et de son financement.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



REPUBLIQUE FRANÇAISE

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS SDIS de la Seine-Maritime

Numéro SIRET : 28760001900049

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

M. 61

Budget primitif

BUDGET : Budget Principal (1)
Agréé au budget principal de (2)

ANNEE 2017



(1) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

SOMMAIRE

I – Informations générales

A – Modalités de vote du budget	3
B – Exécution du budget de l'exercice précédent (dépenses – recettes)	4

II – Présentation générale du budget

A1 – Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 – Équilibre financier du budget – Section de fonctionnement	7
A2.2 – Équilibre financier du budget – Section d'investissement	8
B1 – Balance générale du budget – Dépenses	9
B2 – Balance générale du budget – Recettes	10

III – Vote du budget

A – Section de fonctionnement – Vue d'ensemble	12
A1 – Section de fonctionnement – Détail des dépenses	13
A2 – Section de fonctionnement – Détail des recettes	16
B – Section d'investissement – Vue d'ensemble	18
B1.1 – Section d'investissement – Dépenses non individualisées en programme d'équipement	19
B1.2 – Section d'investissement – Dépenses individualisées en programme d'équipement	20
B1.3 – Section d'investissement – Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	21
B1.4 – Section d'investissement – Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	43
B2 – Section d'investissement – Subventions d'équipement à verser	45
B3 – Section d'investissement – Dépenses financières	46
B4 – Section d'investissement – Recettes d'équipement	47
B5 – Section d'investissement – Recettes financières	48
B6 – Section d'investissement – Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	49
B7 – Section d'investissement – Opérations d'ordre entre sections	50
B8 – Section d'investissement – Opérations patrimoniales	51
B9.1 – Section d'investissement – Équilibre des opérations financières – Dépenses	52
B9.2 – Section d'investissement – Équilibre des opérations financières – Recettes	53

IV – Annexes**A – Éléments du bilan**

A1.1 – État de la dette – Détail des crédits de trésorerie	55
A1.2 – État de la dette – Répartition par nature de dette	56
A1.3 – État de la dette – Répartition des emprunts par structure de taux	60
A1.4 – État de la dette – Typologie de la répartition de l'encours	62
A1.5 – État de la dette – Détail des opérations de couverture	Sans objet
A2 – Méthodes utilisées	63
A3 – État des provisions	65
A4 – État des charges transférées	Sans objet
A5 – Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans objet

B – Engagements hors bilan

B1 – Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans objet
B2 – État des contrats de crédit-bail	Sans objet
B3 – État des contrats de PPP	Sans objet
B4 – État des engagements donnés	Sans objet
B5 – État des engagements reçus	66
B6 – Situation des autorisations de programme	67
B7 – Situation des autorisations d'engagement	Sans objet

C – Autres éléments d'information

C1 – État du personnel	68
C2 – Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans objet
C3.1 – Liste des organismes de groupement	Sans objet
C3.2 – Liste des établissements publics créés	Sans objet
C3.3 – Liste des services individualisés dans un budget annexe	72
C3.4 – Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans objet
C4 – Listes des dépôts et cautionnement versés	73

D – Arrêté et signatures

D – Arrêté et signatures	74
--------------------------	----

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

- I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
 - au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
 - avec (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
 - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (4) de l'exercice précédent.

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	98 491 044,99	98 426 840,36	9 771 875,06	9 707 670,43
Investissement	10 144 134,90	10 059 238,83	⁽¹⁾ 3 495 911,22	3 411 015,15
Fonctionnement	88 346 910,09	88 367 601,53	⁽²⁾ 6 275 963,84	6 296 655,28

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT–TOTAL		^(I) 196 456,76
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
2005000002	Programme d'équipement n° 2005000002	7 515,85
2008000002	Programme d'équipement n° 2008000002	2 652,05
20	Immobilisations incorporelles	31 154,23
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	155 134,63
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT–TOTAL		^(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

I – INFORMATIONS GENERALES				I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT				B

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL DU BUDGET	I + II 196 456,76	III + IV 1 125 000,00	928 543,24	10 636 213,67
Investissement	I 196 456,76	III 1 125 000,00	928 543,24	4 339 558,39
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	0,00	6 296 655,28

RESTES A REALISER – RECETTES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL		(III) 1 125 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 125 000,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	16 902 582,47	12 670 535,00

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	196 456,76	1 125 000,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 3 303 504,23

	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	17 099 039,23	17 099 039,23

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	94 687 443,37	88 390 788,09

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 6 296 655,28

	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	94 687 443,37	94 687 443,37

	=	=	=
	TOTAL DU BUDGET (5)	111 786 482,60	111 786 482,60

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	13 396 396,38	3 506 186,09	16 902 582,47	3 081 535,00	9 589 000,00	12 670 535,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	85 098 443,37	9 589 000,00	94 687 443,37	84 884 602,00	3 506 186,09	88 390 788,09
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	98 494 839,75	13 095 186,09	111 590 025,84	87 966 137,00	13 095 186,09	101 061 323,09

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT		A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

OPERATIONS REELLES

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	10 803 298,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	70 845 700,00	
65	Autres charges de gestion courante	1 208 357,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		967 548,00
74	Contributions et participations		82 799 091,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		1 113 963,00
Total gestion des services		82 857 355,00	84 880 602,00
66	Charges financières	25 411,00	
67	Charges exceptionnelles	122 562,00	
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	
022	Dépenses imprévues	2 093 115,37	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		4 000,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 85 098 443,37	II 84 884 602,00

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :	-213 841,37
(Recettes réelles – Dépenses réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	7 200 000,00	3 506 186,09
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	2 389 000,00	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 9 589 000,00	IV 3 506 186,09

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :	6 082 813,91
---	---------------------

002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V 0,00	VI 6 296 655,28
---	---------------	------------------------

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V 94 687 443,37	II+IV+VI 94 687 443,37
----------------------------	------------------------------	-------------------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT		A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 1 514 309,00
13	Subventions d'investissement	0,00	192 225,00
16	Emprunts et dettes assimilées	172 968,00	2 500 000,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 705 454,23	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 10 852 594,63	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 1 250 275,15	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	610 561,13	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		1,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 13 592 853,14	II 4 206 535,00

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :	9 386 318,14
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	3 506 186,09	7 200 000,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		2 389 000,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 3 506 186,09	IV 9 589 000,00

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040	6 082 813,91
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V 0,00	VI 3 303 504,23
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 17 099 039,23	II + IV + VI + VII 17 099 039,23
----------------------------	----------------------------------	---

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE-DEPENSES

II

B1

1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	10 803 298,00		10 803 298,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	70 845 700,00		70 845 700,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 208 357,00		1 208 357,00
66	Charges financières	25 411,00	0,00	25 411,00
67	Charges exceptionnelles	122 562,00	0,00	122 562,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	7 200 000,00	7 200 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	2 093 115,37		2 093 115,37
023	Virement à la section d'investissement		2 389 000,00	2 389 000,00
Dépenses de fonctionnement –Total		85 098 443,37	9 589 000,00	94 687 443,37

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

94 687 443,37

2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	2 583 086,09	2 583 086,09
13	Subventions d'investissement	0,00	23 100,00	23 100,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	172 968,00	0,00	172 968,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	12 314 045,15		12 314 045,15
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	101 154,23	0,00	101 154,23
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	393 124,63	0,00	393 124,63
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	1 000,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		900 000,00	900 000,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	610 561,13		610 561,13
Dépenses d'investissement –Total		13 592 853,14	3 506 186,09	17 099 039,23

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

17 099 039,23

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**BALANCE GENERALE-RECETTES****II****B2****1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	1 113 963,00		1 113 963,00
60	Achats et variation des stocks			
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)	967 548,00		967 548,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
74	Contributions et participations		0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	82 799 091,00		82 799 091,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	4 000,00	3 506 186,09	3 510 186,09
79	Transferts de charges	0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		84 884 602,00	3 506 186,09	88 390 788,09

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE**6 296 655,28**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES**94 687 443,37****2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 514 309,00		1 514 309,00
13	Subventions d'investissement		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	192 225,00	0,00	192 225,00
		2 500 000,00	0,00	2 500 000,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	(5) 0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations	0,00	0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		7 200 000,00	7 200 000,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)		0,00	0,00
481	Charges à répartir	0,00	0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		2 389 000,00	2 389 000,00
Recettes d'investissement –Total		4 206 535,00	9 589 000,00	13 795 535,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)**3 303 504,23**

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES**17 099 039,23**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	11 531 373,00	0,00	10 803 298,00	10 803 298,00	10 803 298,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	11 531 373,00	0,00	10 803 298,00	10 803 298,00	10 803 298,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	71 114 794,42	0,00	70 845 700,00	70 845 700,00	70 845 700,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	741 490,00	0,00	1 208 357,00	1 208 357,00	1 208 357,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	741 490,00	0,00	1 208 357,00	1 208 357,00	1 208 357,00
66	Charges financières	22 500,00	0,00	25 411,00	25 411,00	25 411,00
67	Charges exceptionnelles	237 045,71	0,00	122 562,00	122 562,00	122 562,00
68	Dotations amortissements et provisions	1 757 375,81		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	1 471 232,55		2 093 115,37	2 093 115,37	2 093 115,37
023	Virement à la section d'investissement	0,00		2 389 000,00	2 389 000,00	2 389 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections	6 596 779,32		7 200 000,00	7 200 000,00	7 200 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		93 472 590,81	0,00	94 687 443,37	94 687 443,37	94 687 443,37

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)

0,00

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

94 687 443,37

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 162 247,00	0,00	967 548,00	967 548,00	967 548,00
74	Contributions et participations	82 703 381,00	0,00	82 799 091,00	82 799 091,00	82 799 091,00
75	Autres produits de gestion courante	69 255,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	880 000,00	0,00	1 113 963,00	1 113 963,00	1 113 963,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	1 508 838,44	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	872 905,53		3 506 186,09	3 506 186,09	3 506 186,09
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		87 196 626,97	0,00	88 390 788,09	88 390 788,09	88 390 788,09

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)

6 296 655,28

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

94 687 443,37

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET				
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES				III
				A1
Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	11 531 373,00	10 803 298,00	10 803 298,00
6042	Achats de prestations de services	3 444,00	5 000,00	5 000,00
60611	Eau et assainissement	157 451,00	140 066,00	140 066,00
60612	Energie - Electricité	1 526 510,00	1 373 073,00	1 373 073,00
60621	Combustibles	82 329,47	77 050,00	77 050,00
60622	Carburants	883 334,54	1 021 200,00	1 021 200,00
60623	Alimentation	238 587,17	49 986,00	49 986,00
60631	Fournitures d'entretien	130 996,04	121 150,00	121 150,00
60632	Fournitures de petit équipement	653 964,22	696 058,00	696 058,00
60636	Habillement et vêtements de travail	283 264,87	372 234,00	372 234,00
6064	Fournitures administratives	114 568,65	72 800,00	72 800,00
60661	Médicaments	30 817,59	36 195,00	36 195,00
60662	Vaccins et sérums	3 295,85	3 500,00	3 500,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	165 938,34	162 874,00	162 874,00
6067	Produits d'intervention	103 662,68	25 290,00	25 290,00
6068	Autres matières et fournitures	381 076,68	367 266,00	367 266,00
611	Contrats de prestations de services	353 579,92	375 715,00	375 715,00
6132	Locations immobilières	768 611,55	731 690,00	731 690,00
6135	Locations mobilières	69 641,38	72 791,00	72 791,00
614	Charges locatives et de copropriété	49 133,27	31 541,00	31 541,00
61521	Entretien terrains	71 150,00	75 000,00	75 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	513 770,00	443 340,00	443 340,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	10 000,00	10 000,00
61551	Entretien matériel roulant	639 577,02	669 278,00	669 278,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	356 962,85	326 531,00	326 531,00
6156	Maintenance	524 091,16	402 744,00	402 744,00
6161	Multirisques	439 359,60	560 326,00	560 326,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	2 915,00	4 500,00	4 500,00
6168	Autres primes d'assurance	326 171,40	240 766,00	240 766,00
617	Etudes et recherches	47 997,64	10 950,00	10 950,00
61821	Abonnements	29 500,00	23 500,00	23 500,00
61828	Autres	8 000,00	6 500,00	6 500,00
6184	Versements à des organismes de formation	419 748,47	334 878,00	334 878,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	200,00	300,00	300,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	9 699,58	9 500,00	9 500,00
6226	Honoraires	17 522,00	13 870,00	13 870,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	114 120,00	107 800,00	107 800,00
6231	Annonces et insertions	63 365,00	75 813,00	75 813,00
6232	Fêtes et cérémonies	140,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	83 449,45	38 000,00	38 000,00
6236	Catalogues et imprimés et publications	31 347,78	24 550,00	24 550,00
6241	Transports de biens	28 768,51	6 500,00	6 500,00
6247	Transports collectifs du personnel	6 111,84	450,00	450,00
6251	Voyages, déplacements et missions	302 291,92	328 607,00	328 607,00
6255	Frais de déménagement	6 567,14	5 000,00	5 000,00
6261	Frais d'affranchissement	53 629,00	50 000,00	50 000,00
6262	Frais de télécommunications	475 375,65	455 000,00	455 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	539 720,00	539 650,00	539 650,00
6288	Autres remboursements de frais	366 598,43	255 371,00	255 371,00
63512	Taxes foncières	6 317,00	4 520,00	4 520,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	10 289,34	8 575,00	8 575,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	36 410,00	36 000,00	36 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	71 114 794,42	70 845 700,00	70 845 700,00
6218	Autre personnel extérieur	30 416,92	34 230,00	34 230,00
6331	Versement de transport	345 389,20	342 941,00	342 941,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	132 349,47	133 511,00	133 511,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	466 932,37	472 102,00	472 102,00
64111	Rémunération principale titulaires	27 078 380,94	25 926 611,00	25 926 611,00
64112	SFT, indemnité résidence	599 334,83	616 672,00	616 672,00

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
64113	NBI	161 275,46	183 376,00	183 376,00
64118	Autres indemnités titulaires	13 358 113,38	13 933 598,00	13 933 598,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	1 236 341,78	1 015 895,00	1 015 895,00
64141	Vacations sapeurs pompiers volontaires	10 022 705,95	10 320 796,00	10 320 796,00
64145	Vacations versées aux employeurs	15 000,00	15 000,00	15 000,00
64146	Service de santé	60 000,00	45 000,00	45 000,00
64162	Emplois d'avenir	177 387,00	149 527,00	149 527,00
6417	Rémunérations des apprentis	28 163,42	10 385,00	10 385,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 620 972,34	4 586 537,00	4 586 537,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 269 153,63	10 619 766,00	10 619 766,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	86 580,10	53 975,00	53 975,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	29 306,00	30 720,00	30 720,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	469 728,00	469 728,00	469 728,00
646	Allocations de vétérance	641 191,53	641 740,00	641 740,00
6472	Prestations familiales directes	27 170,19	18 500,00	18 500,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	329 840,86	310 654,00	310 654,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	66 100,00	59 000,00	59 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	722 251,14	718 150,00	718 150,00
6488	Autres charges	140 709,91	137 286,00	137 286,00
65	Autres charges de gestion courante	741 490,00	1 208 357,00	1 208 357,00
6521	Déficit des budgets annexes	268 639,00	627 187,00	627 187,00
6531	Indemnités	40 035,36	43 220,00	43 220,00
6532	Frais de mission	7 900,00	7 000,00	7 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	17 997,00	20 000,00	20 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	256 548,00	260 000,00	260 000,00
656	Participations	41 455,00	146 200,00	146 200,00
6574	Subv. fonct. assoc. et personnes privées	89 100,00	90 750,00	90 750,00
658	Charges diverses de gestion courante	19 815,64	14 000,00	14 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		83 387 657,42	82 857 355,00	82 857 355,00
66	Charges financières (B)	22 500,00	25 411,00	25 411,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	22 500,00	25 411,00	25 411,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	237 045,71	122 562,00	122 562,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	14 709,75	10 000,00	10 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	157 857,75	40 000,00	40 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	41 478,21	58 562,00	58 562,00
6745	Subventions aux personnes de droit privé	2 000,00	2 000,00	2 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	21 000,00	12 000,00	12 000,00
68	Dotations amortissements et provisions (D)	1 757 375,81	0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques et ch. de fonct.	117 000,00	0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	5 583,08	0,00	0,00
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	1 634 792,73	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (E)	1 471 232,55	2 093 115,37	2 093 115,37
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		86 875 811,49	85 098 443,37	85 098 443,37
023	Virement à la section d'investissement	0,00	2 389 000,00	2 389 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	6 596 779,32	7 200 000,00	7 200 000,00
675	Valeurs comptables immobilisation cédée	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	6 596 779,32	7 200 000,00	7 200 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		6 596 779,32	9 589 000,00	9 589 000,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		93 472 590,81	94 687 443,37	94 687 443,37
				+
RESTES A REALISER N-1 (3)				0,00
				+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)				0,00

Chap./ Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
				=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				94 687 443,37

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N – 1	483,62
= Différence ICNE N - ICNE N – 1	-483,62

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES				A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 162 247,00	967 548,00	967 548,00
7061	Inter. factur. (art. L. 1424-42 du CGCT)	450 707,00	283 200,00	283 200,00
7068	Autres prestations de services	54 040,00	55 000,00	55 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	622 000,00	620 848,00	620 848,00
70872	Remb. frais par les budgets annexes	0,00	3 000,00	3 000,00
70878	Remb. frais par des tiers	35 500,00	5 500,00	5 500,00
74	Contributions et participations	82 703 381,00	82 799 091,00	82 799 091,00
744	FCTVA	0,00	59 245,00	59 245,00
74712	Emplois d'avenir	133 000,00	79 345,00	79 345,00
7473	Participation départements	45 731 000,00	45 731 000,00	45 731 000,00
7474	Participation communes	19 546 702,00	19 631 688,00	19 631 688,00
7475	Group. coll et coll. statut particulier	16 211 077,00	16 272 326,00	16 272 326,00
7478	Participation autres organismes	1 081 602,00	1 025 487,00	1 025 487,00
75	Autres produits de gestion courante	69 255,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	69 255,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	880 000,00	1 113 963,00	1 113 963,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	506 874,00	752 888,00	752 888,00
6479	Remboursement autres charges sociales	373 126,00	361 075,00	361 075,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		84 814 883,00	84 880 602,00	84 880 602,00
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	1 508 838,44	4 000,00	4 000,00
7711	Dédits et pénalités perçus	50 000,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Autres produits exceptionnels	1 458 838,44	4 000,00	4 000,00
78	Reprises amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		86 323 721,44	84 884 602,00	84 884 602,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	872 905,53	3 506 186,09	3 506 186,09
722	Immobilisations corporelles	287 000,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	24 045,71	0,00	0,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00
7768	Neutralisation des amortissements	506 944,00	900 000,00	900 000,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	23 051,67	23 100,00	23 100,00
7785	Excédent invest. transféré cpte résultat	0,00	2 583 086,09	2 583 086,09
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	31 864,15	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		872 905,53	3 506 186,09	3 506 186,09
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		87 196 626,97	88 390 788,09	88 390 788,09

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
---------------------------	------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	6 296 655,28
--	--------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	94 687 443,37
---	---------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

- (3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE					B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
Dépenses d'équipement	12 083 459,63	196 456,76	12 611 867,25	12 611 867,25	12 808 324,01
- Non individualisées en programmes d'équipement	3 434 385,58	186 288,86	307 990,00	307 990,00	494 278,86
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	3 434 385,58	186 288,86	307 990,00	307 990,00	494 278,86
- Individualisées en programmes d'équipement	8 649 074,05	10 167,90	12 303 877,25	12 303 877,25	12 314 045,15
- Avec AP / CP	8 606 502,35	0,00	12 303 877,25	12 303 877,25	12 303 877,25
- Hors AP / CP	42 571,70	10 167,90	0,00	0,00	10 167,90
Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	1 115 997,80	0,00	784 529,13	784 529,13	784 529,13
040 Opérations d'ordre entre sections	872 905,53		3 506 186,09	3 506 186,09	3 506 186,09
041 Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement - Total	14 072 362,96	196 456,76	16 902 582,47	16 902 582,47	17 099 039,23

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

17 099 039,23

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
Recettes d'équipement	1 289 248,00	1 125 000,00	1 567 225,00	1 567 225,00	2 692 225,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	2 805 585,27	0,00	1 514 310,00	1 514 310,00	1 514 310,00
Opérations d'ordre entre sections	6 596 779,32		9 589 000,00	9 589 000,00	9 589 000,00
041 Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total	10 691 612,59	1 125 000,00	12 670 535,00	12 670 535,00	13 795 535,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)

3 303 504,23

=

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)

0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

17 099 039,23

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III - VOTE DU BUDGET					
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT					III
DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT					B1.2
N°	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N 1	Propositions du Président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		16 628 871,00 €	10 167,90 €	12 303 877,25 €	12 303 877,25 €
2005000002	Contruction CIS Le Havre Sud	477 385,39 €	7 515,85 €	0,00 €	0,00 €
2008000002	Extension Direction Départementale / Plateau logistique	2 500 701,47 €	2 652,05 €	0,00 €	0,00 €
2010000006	Groupement Ouest	3 885 016,28 €	0,00 €	114 983,72 €	114 983,72 €
2012000001	Plateau Technique de Formation	879 741,19 €	0,00 €	105 527,76 €	105 527,76 €
2013000001	Groupement Est Etat Major	767 775,26 €	0,00 €	440 000,00 €	440 000,00 €
2013000002	Modernisation des outils informatiques de gestion	986 149,04 €	0,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €
2014000006	Réhabilitation CIS Forges les eaux	268 470,00 €	0,00 €	101 530,00 €	101 530,00 €
2014000008	Réhabilitation CIS La Mailleraye	399 520,22 €	0,00 €	35 479,78 €	35 479,78 €
2014000009	Réhabilitation CIS Montivilliers	1 668,00 €	0,00 €	53 500,00 €	53 500,00 €
2014000010	Réaménagement locaux de la direction	381 814,01 €	0,00 €	138 185,99 €	138 185,99 €
2014000011	Reconstruction Cany	11 724,00 €	0,00 €	54 800,00 €	54 800,00 €
2014000012	Construction CIS Le Havre Sud	0,00 €	0,00 €	176 100,00 €	176 100,00 €
2015000001	Matériels roulants	3 964 885,08 €	0,00 €	1 997 426,00 €	1 997 426,00 €
2015000003	Système de gestion opérationnelle	1 888 882,89 €	0,00 €	5 000 000,00 €	5 000 000,00 €
2015000004	Caisson multi-activités	6 819,30 €	0,00 €	180 000,00 €	180 000,00 €
2016000001	Ajustement moyens matériels des équipes spécialisées	208 318,87 €	0,00 €	499 610,00 €	499 610,00 €
2016000002	Acquisition d'équipements et de matériels opérationnels	0,00 €	0,00 €	1 087 428,00 €	1 087 428,00 €
2016000003	Acquisition d'équipements et de matériels non opérationnels	0,00 €	0,00 €	85 025,00 €	85 025,00 €
2016000004	Reconditionnement, aménagement, maintenance et équipem	0,00 €	0,00 €	542 369,00 €	542 369,00 €
2016000005	Acquisition de mobilier	0,00 €	0,00 €	41 000,00 €	41 000,00 €
2016000006	Réfection et aménagement du patrimoine bâti	0,00 €	0,00 €	423 800,00 €	423 800,00 €
2016000007	Renouvellement de matériels SSSM	0,00 €	0,00 €	73 822,00 €	73 822,00 €
2016000008	Renouvellement et maintenance du système d'information	0,00 €	0,00 €	633 290,00 €	633 290,00 €
2017000001	Travaux au centre départemental de formation	0,00 €	0,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
	[...]				

III - VOTE DU BUDGET	
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	III
	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2010000006

LIBELLE : GROUPEMENT OUEST

AFFECTANT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1006

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		4 250 000,00 €	3 885 016,28 €	a 0,00 €	114 983,72 €	b 114 983,72 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
2031	Frais d'études					
21	Immobilisations corporelles					
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	4 250 000,00 €	3 885 016,28 €			
231311	Centres d'incendie et de secours	4 250 000,00 €	3 866 530,88 €	0,00 €	114 983,72 €	114 983,72 €
238	Avances et acomptes			0,00 €	114 983,72 €	114 983,72 €
2317312	Centres d'incendie et de secours		18 485,40 €		0,00 €	0,00 €
	[...]				0,00 €	0,00 €

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	III
	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2012000001
LIBELLE : PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1201

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 142 500,00 €	879 741,19 €	a 0,00 €	105 527,76 €	b 105 527,76 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	9 821,30 €	9 821,30 €			
2031	Frais d'études	9 821,30 €	9 821,30 €			
21	Immobilisations corporelles					
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	1 132 678,70 €	869 919,89 €	0,00 €	105 527,76 €	105 527,76 €
231311	Centres d'incendie et de secours	1 132 678,70 €	869 919,89 €	0,00 €	105 527,76 €	105 527,76 €
2317312	Centres d'incendie et de secours					
	[...]					0,00 €

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

105 527,76

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000001
LIBELLE : GROUPEMENT EST ETAT MAJOR
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1301

DEPENSES

DEPENSES						
Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalizations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 400 000,00	767 775,26	a 0,00	440 000,00	b 440 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	805 727,67	753 503,12	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	796 469,18	744 244,19	0,00	0,00	0,00
21571	Ateliers	1 929,68	1 930,20	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	1 724,89	1 724,36	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	2 128,20	5 026,37	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	3 475,72	578,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	594 272,33	14 272,14	0,00	440 000,00	440 000,00
231311	Bâtiments administratifs	594 272,33	14 272,14	0,00	440 000,00	440 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)	

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-440 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	III B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2013000002
LIBELLE : MODERNISATION DES OUTILS INFORMATIQUES DE GESTION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1302

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N - 1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 675 000,00 €	986 149,04 €	a 0,00 €	500 000,00 €	b 500 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 675 000,00 €	861 593,32 €	0,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €
2031	Frais d'études	70 713,61 €	71 752,23 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2051	Concessions droit similaires, brevet	1 604 286,39 €	789 841,09 €	0,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €
21	Immobilisations corporelles		124 555,72 €			
2183	Matériel informatique		124 555,72 €			
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours		0,00 €		0,00 €	0,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours					
2317312	Centres d'incendie et de secours					
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N - 1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-500 000,00
-------------------------------	-------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	III B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000006
LIBELLE : FORGES LES EAUX REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1406

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		520 000,00	268 470,00	a 0,00	101 530,00	b 101 530,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	520 000,00	268 470,00	0,00	101 530,00	101 530,00
231312	Centres d'incendie et de secours	520 000,00	268 470,00	0,00	101 530,00	101 530,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)

-101 530,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	III
	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2014000008
LIBELLE : REHABILITATION CIS LA MAILLERAYE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1408

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		585 000,00 €	399 520,22 €	a 0,00 €	35 479,78 €	b 35 479,78 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études					
21	Immobilisations corporelles				0,00 €	0,00 €
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	585 000,00 €	399 520,22 €	0,00 €	35 479,78 €	35 479,78 €
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2317312	Centres d'incendie et de secours	585 000,00 €	399 520,22 €	0,00 €	35 479,78 €	35 479,78 €
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000009
LIBELLE : MONTIVILLIERS REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1409

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		445 000,00	1 668,00	a 0,00	53 500,00	b 53 500,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	445 000,00	1 668,00	0,00	53 500,00	53 500,00
231312	Centres d'incendie et de secours	445 000,00	1 668,00	0,00	53 500,00	53 500,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-53 500,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000010
LIBELLE : DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1410

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		520 000,00	381 814,01	a 0,00	138 185,99	b 138 185,99
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	7 608,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	7 608,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	242 035,09	371 976,01	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	236 762,07	282 875,01	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	5 273,02	10 013,80	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	79 087,20	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	277 964,91	2 230,00	0,00	138 185,99	138 185,99
231311	Bâtiments administratifs	277 964,91	2 230,00	0,00	138 185,99	138 185,99

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-138 185,99
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	III B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2014000011
LIBELLE : RECONSTRUCTION CANY
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1411

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 650 000,00 €	11 724,00 €	a 0,00 €	54 800,00 €	b 54 800,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)		2 700,00 €		0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études		2 700,00 €			
21	Immobilisations corporelles			0,00 €	0,00 €	0,00 €
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	1 650 000,00 €	9 024,00 €	0,00 €	54 800,00 €	54 800,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours	9 024,00 €	9 024,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2317312	Centres d'incendie et de secours	1 640 976,00 €	0,00 €	0,00 €	54 800,00 €	54 800,00 €
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-54 800,00

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000012
LIBELLE : NOUVELLE AP LE HAVRE SUD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1412

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		10 200 000,00	0,00	a 0,00	176 100,00	b 176 100,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 200 000,00	0,00	0,00	176 100,00	176 100,00
231312	Centres d'incendie et de secours	10 200 000,00	0,00	0,00	176 100,00	176 100,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-176 100,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000001
LIBELLE : MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1501

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		11 830 400,00	3 964 885,08	a 0,00	1 997 426,00	b 1 997 426,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	11 830 400,00	3 964 885,08	0,00	1 997 426,00	1 997 426,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	10 135 784,12	3 706 280,42	0,00	1 827 526,00	1 827 526,00
2182	Matériel de transport	1 694 615,88	258 604,66	0,00	169 900,00	169 900,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-1 997 426,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000003
LIBELLE : SYSTEME GESTION OPERATIONNELLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1503

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		7 543 098,00	1 888 882,89	a 0,00	5 000 000,00	b 5 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	55 038,98	87 590,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	55 038,98	75 702,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	11 888,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 488 059,02	1 801 292,89	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00
21311	Bâtiments administratifs	717 518,87	927 125,09	0,00	80 000,00	80 000,00
21532	Réseaux d'alerte	6 770 540,15	830 061,01	0,00	4 920 000,00	4 920 000,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	31 029,74	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	13 077,05	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-5 000 000,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000004
LIBELLE : CAISSON MULTI-ACTIVITE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1504

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		540 000,00	6 819,30	a 0,00	180 000,00	b 180 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	216,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	216,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	540 000,00	0,00	0,00	180 000,00	180 000,00
21311	Bâtiments administratifs	540 000,00	0,00	0,00	180 000,00	180 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	6 603,30	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	6 603,30	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-180 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000001
LIBELLE : AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1601

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 401 895,00	208 318,87	a 0,00	499 610,00	b 499 610,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 401 895,00	208 318,87	0,00	499 610,00	499 610,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 401 895,00	208 318,87	0,00	499 610,00	499 610,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-499 610,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000002
LIBELLE : ACQUISITION DEQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1602

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		3 500 654,00	0,00	a 0,00	1 087 428,00	b 1 087 428,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 500 654,00	0,00	0,00	1 087 428,00	1 087 428,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	3 500 654,00	0,00	0,00	1 087 428,00	1 087 428,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-1 087 428,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000003
LIBELLE : ACQUISITION DEQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1603

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		341 025,00	0,00	a 0,00	85 025,00	b 85 025,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	341 025,00	0,00	0,00	85 025,00	85 025,00
21571	Ateliers	25 100,00	0,00	0,00	7 100,00	7 100,00
21578	Autre matériel et outillage technique	271 305,00	0,00	0,00	66 305,00	66 305,00
2188	Autres immobilisations corporelles	44 620,00	0,00	0,00	11 620,00	11 620,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-85 025,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000004
LIBELLE : RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MA
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1604

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 820 920,00	0,00	a 0,00	542 369,00	b 542 369,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 820 920,00	0,00	0,00	542 369,00	542 369,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	1 819 420,00	0,00	0,00	542 369,00	542 369,00
2182	Matériel de transport	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-542 369,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000005
LIBELLE : ACQUISITION DE MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1605

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		191 000,00	0,00	a 0,00	41 000,00	b 41 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	191 000,00	0,00	0,00	41 000,00	41 000,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	191 000,00	0,00	0,00	41 000,00	41 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-41 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	III B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000006
LIBELLE : REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1606

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 600 000,00	0,00	a 0,00	423 800,00	b 423 800,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 600 000,00	0,00	0,00	423 800,00	423 800,00
21311	Bâtiments administratifs	232 000,00	0,00	0,00	85 000,00	85 000,00
21312	Centres d'incendie et de secours	836 400,00	0,00	0,00	321 800,00	321 800,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	531 600,00	0,00	0,00	17 000,00	17 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-423 800,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2016000007
LIBELLE :RENOUVELLEMENT DE MATERIELS SSSM
AFFECTER A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1607

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		283 357,00 €	0,00 €	a 0,00 €	73 822,00 €	b 73 822,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)		0,00 €		0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études		0,00 €			
21	Immobilisations corporelles	283 357,00 €		0,00 €	73 822,00 €	73 822,00 €
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	283 357,00 €			66 146,00 €	66 146,00 €
2158	Autres install., mat et outill.techn.				7 676,00 €	7 676,00 €
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-73 822,00
-------------------------------	------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000008
LIBELLE : RENOUELEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'INFORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1608

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		2 068 040,00	0,00	a 0,00	633 290,00	b 633 290,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	344 300,00	0,00	0,00	104 300,00	104 300,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	344 300,00	0,00	0,00	104 300,00	104 300,00
21	Immobilisations corporelles	1 723 740,00	0,00	0,00	528 990,00	528 990,00
21531	Réseaux de transmission	401 240,00	0,00	0,00	101 240,00	101 240,00
2183	Matériel informatique	782 000,00	0,00	0,00	242 000,00	242 000,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	496 500,00	0,00	0,00	174 750,00	174 750,00
2188	Autres immobilisations corporelles	44 000,00	0,00	0,00	11 000,00	11 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-633 290,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000001
LIBELLE : TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1701

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 465 000,00	0,00	a 0,00	20 000,00	b 20 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 465 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
231318	Autres bâtiments publics	1 465 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-20 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2005000002
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS LE HAVRE SUD
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		477 385,39	a 7 515,85	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	477 385,39	7 515,85	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	149 870,39	7 515,85	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	327 515,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-7 515,85
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2008000002
LIBELLE : EXTENSION DIRECTION DEPARTEMENT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		2 500 701,47	a 2 652,05	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	9 042,93	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	9 042,93	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 491 658,54	2 652,05	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	2 491 658,54	2 652,05	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-2 652,05
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER					B2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		1 115 997,80	0,00	784 529,13	784 529,13
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	235 500,00	0,00	172 968,00	172 968,00
1641	Emprunts en euros	235 500,00	0,00	172 968,00	172 968,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
020	Dépenses Imprévues	879 497,80		610 561,13	610 561,13

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT					B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		1 289 248,00	1 125 000,00	1 567 225,00	1 567 225,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	164 248,00	0,00	192 225,00	192 225,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	41 800,00	0,00	68 100,00	68 100,00
1312	Subv. transf. régions	13 323,00	0,00	15 000,00	15 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	109 125,00	0,00	109 125,00	109 125,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	1 125 000,00	1 125 000,00	1 375 000,00	1 375 000,00
1641	Emprunts en euros	1 125 000,00	1 125 000,00	1 375 000,00	1 375 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES					B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	2 805 585,27	0,00	1 514 310,00	1 514 310,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 805 085,27	0,00	1 514 309,00	1 514 309,00
10222	FCTVA	2 805 085,27	0,00	1 514 309,00	1 514 309,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	500,00	0,00	1,00	1,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées de l'opération au 01/01/N (2)	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL DEPENSES (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Ensemble des réalisations connues au 01/01/N.

(3) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(4) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	872 905,53	3 506 186,09	3 506 186,09
1021	Dotations	24 045,71	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	2 583 086,09	2 583 086,09
13918	Autres sub. transf. équipement	23 051,67	23 100,00	23 100,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements	506 944,00	900 000,00	900 000,00
21312	Centres d'incendie et de secours	132 804,78	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	527,84	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	125 227,62	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	28 439,76	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	31 056,61	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	807,54	0,00	0,00
	RECETTES (2)	6 596 779,32	9 589 000,00	9 589 000,00
040	Opérations d'ordre entre sections	6 596 779,32	7 200 000,00	7 200 000,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets, ..	0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	0,00	7 200 000,00	7 200 000,00
281312	Centres d'incendie et secours construc.	6 596 779,32	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
281532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281571	Ateliers	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres immobilisations	0,00	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	2 389 000,00	2 389 000,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
041	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES		B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		3 389 715,22	I 3 389 715,22
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		172 968,00	172 968,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	172 968,00	172 968,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		3 216 747,22	3 216 747,22
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
1021	Dotations	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 583 086,09	2 583 086,09
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	23 100,00	23 100,00
020	Dépenses imprévues	610 561,13	610 561,13

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	3 389 715,22	196 456,76	0,00	3 586 171,98

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES		B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		11 103 310,00	III 11 103 310,00
Ressources propres externes de l'année (a)		1 514 309,00	1 514 309,00
10222	FCTVA	1 514 309,00	1 514 309,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b)		9 589 001,00	9 589 001,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	0,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets, ..	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	7 200 000,00	7 200 000,00
281312	Centres d'incendie et secours construc.	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	0,00	0,00
281531	Réseaux de transmission	0,00	0,00
281532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00
281571	Ateliers	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00
28158	Autres immobilisations	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00
281735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00
28183	Matériel informatique	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00
481...	Charges à répartir		
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	1,00
021	Virement de la section de fonctionnement	2 389 000,00	2 389 000,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution R001 (3) (4)	Affectation R1068 (3)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	11 103 310,00	1 125 000,00	3 303 504,23	0,00	15 531 814,23

Montant

Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	3 586 171,98
Ressources propres disponibles	IV	15 531 814,23
Solde	V = IV – II (5)	11 945 642,25

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE				A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)						
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
LT -201600957200001						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt	22/12/2016	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 1424-30 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					2 056 666,71									
1641 Emprunts en euros (total)					2 056 666,71									
2029907300	CAISSE D'EPARGNE	20/11/2005	20/11/2005	20/02/2006	960 000,00	C	Taux fixe 4,13% à barrière 7% sur Libor USD 03 M	4,130	4,260		T	C	O	B-4
sg-13/06/02	SOCIETE GENERALE	13/09/2005	13/09/2005	13/12/2005	1 096 666,71	C	Taux fixe 4,6% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M	4,600	4,750		T	C	O	B-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					2 056 666,71									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Emprunts et dettes au 01/01/N												
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		126 666,86					126 666,86	2 901,22	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		126 666,86					126 666,86	2 901,22	0,00	0,00
2029907300	N	0,00	B-4	80 000,00	0,89	C	Taux fixe 4,13% à barrière 7% sur Libor USD 03 M	4,260	80 000,00	2 090,25	0,00	0,00
sg-13/06/02	N	0,00	B-1	46 666,86	0,45	C	Taux fixe 4,6% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M	4,750	46 666,86	810,97	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de lissage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Emprunts et dettes au 01/01/N												
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
Total général		0,00			126 666,86				126 666,86	2 901,22	0,00	0,00

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au vérifiable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant d0 au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant d0
Exchange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
2029907300	CAISSE D'EPARGNE	960 000,00	80 000,00	4	0,00		Taux fixe 4,13% à barrière 7% sur Libor USD 03 M	Taux fixe 4,13% à barrière 7% sur Libor USD 03 M	0,00	Taux fixe 4,13% à barrière 7% sur Libor USD 03 M	4,260	2 090,25	0,00	63,16
sg-13/06/02	SOCIETE GENERALE	1 096 666,71	46 666,86	1	0,00		Taux fixe 4,6% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M	Taux fixe 4,6% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M	0,00	Taux fixe 4,6% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M	4,750	810,97	0,00	36,84
TOTAL (B)		2 056 666,71	126 666,86						0,00			2 901,22	0,00	100,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		2 056 666,71	126 666,86						0,00			2 901,22	0,00	100,00

- (1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
- (3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
- (4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
- (5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
- (6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
- (7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
- (8) Montant, index ou formule.
- (9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.
- (10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
- (11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
		Indices zone euro	Indices Inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	Ecart d'indices zone euro	Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	Ecart d'indices hors zone euro	Autres Indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	1	0	
	% de l'encours	36,84	0,00	0,00	63,16	0,00	
	Montant en euros	48 666,86	0,00	0,00	80 000,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES	A2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
	Biens de faible valeur		14/12/2016
	Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500 €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais d'études (non suivies de réalisation)	5	14/12/2016
L	Frais de recherche et de développement (en cas de réussite du projet)	5	14/12/2016
L	Frais d'insertion (en cas d'échec du projet)	5	14/12/2016
L	Logiciels bureautiques	3	14/12/2016
L	Prologiciels métiers	6	14/12/2016
L	Matériel de transmission et de téléphonie	8	14/12/2016
L	PC fixes	4	14/12/2016
L	PC portables	3	14/12/2016
L	Tablettes	3	14/12/2016
L	Ecrans	5	14/12/2016
L	Fax	3	14/12/2016
L	Imprimantes	1	14/12/2016
L	Serveurs	4	14/12/2016
L	Matériel réseau	4	14/12/2016
L	Copieurs	5	14/12/2016
L	Bras élévateurs aériens (BEA)	20	14/12/2016
L	Echelles pivotantes séquentielles (EPS)	20	14/12/2016
L	Véhicules de secours aux victimes (VSAV)	10	14/12/2016
L	Véhicules de soutien sanitaires (VSS)/SSO	20	14/12/2016
L	Camions citernes forestiers moyens (CCFM) / camions citernes industriels (CCI et CCGC)	25	14/12/2016
L	Camions citernes ruraux (CCR)	20	14/12/2016
L	Fourgons pompe tonne légers (FPTL)/véhicules première intervention (VPI)	20	14/12/2016
L	Fourgons pompe tonne (FPT)	20	14/12/2016
L	Fourgons pompe tonne grande puissance (FPTGP)	20	14/12/2016
L	Fourgons pompe tonne secours routiers (FPTSR)	20	14/12/2016
L	Fourgons mousse grand puissance (FMOGP)	20	14/12/2016
L	Véhicules de secours routier moyen (VSRM)	20	14/12/2016
L	Dévidoirs automobiles (DA)	25	14/12/2016
L	Véhicules de balisage et signalisation (VBS)	20	14/12/2016
L	VTU / VTU-BS / VLOG	20	14/12/2016
L	Véhicules de maintenance (VMA)	10	14/12/2016
L	Véhicules légers (VL)	10	14/12/2016
L	Véhicules légers (VL) électriques	10	14/12/2016
L	Véhicules légers de reconnaissance (VLR)	12	14/12/2016
L	VLRCG / VLHRCC	12	14/12/2016
L	Véhicules légers de reconnaissance tout chemin (VLRTC)	12	14/12/2016
L	Véhicules légers hors routes (VLHR)	25	14/12/2016
L	Véhicules de transport de personnes (VTP)	15	14/12/2016
L	Véhicules groupe de reconnaissance et intervention en milieux périlleux (VGRIMP)	20	14/12/2016
L	Fourgon risques technologiques (FRT)	20	14/12/2016
L	Véhicules de secours aquatiques (VSAQ)	10	14/12/2016
L	Véhicules poste de commandement (VPCS) site	20	14/12/2016
L	Véhicules poste de commandement (VPCC) colonne	12	14/12/2016
L	Véhicule porte-cellules (VPCE)	25	14/12/2016
L	Toutes cellules	25	14/12/2016
L	Moto-pompes remorquables (MPR) / remorques épuisement (REP)	20	14/12/2016
L	Bateaux de sauvetage léger (BSL)	10	14/12/2016
L	Incendie	10	14/12/2016
L	Sauvetage (dont cordes et harnais)	10	14/12/2016
L	Désincarcération	15	14/12/2016
L	Epuisement (dont matériels d'obturation)	15	14/12/2016
L	Matériel biomédical	8	14/12/2016
L	Matériel d'immobilisation	4	14/12/2016
L	Bagagerie	4	14/12/2016
L	Dispositif de transport	8	14/12/2016
L	Tenue de protection textile	10	14/12/2016
L	Tenue F1 / Polos / Gants	2	14/12/2016
L	Bottes d'intervention et chaussure de sécurité	5	14/12/2016
L	Casques	15	14/12/2016

IV - ANNEXES			IV
ELEMENTS DU BILAN - METHODES UTILISEES			A2
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
L	ARI		
L	Bouteilles sous pression	10	14/12/2016
L	Tenues à usage limité	15	14/12/2016
L	Tenues lourdes	5	14/12/2016
L	Appareils de détection	10	14/12/2016
L	Sondes	10	14/12/2016
L	Aspirateur de récupération des effluents et poussières	5	14/12/2016
L	Barrages flottants	15	14/12/2016
L	Ecran de protection des rayonnements	10	14/12/2016
L	Citernes souples	15	14/12/2016
L	Détecteurs gazeux	10	14/12/2016
L	Douche de décontamination SAS	5	14/12/2016
L	Pincettes à distance	10	14/12/2016
L	Tenues feux de navire et sous-combinaisons	10	14/12/2016
L	Tenues de survie en mer	10	14/12/2016
L	Bottes feux de navire	7	14/12/2016
L	Combinaisons humides et semi-sèches	7	14/12/2016
L	Combinaisons étanches	5	14/12/2016
L	Instruments d'éclairage (lampes...)	7	14/12/2016
L	Gilets de sauvetage ou de stabilisation	5	14/12/2016
L	Instruments de mesure (montres, profondimètres...)	7	14/12/2016
L	Matériel de relevage (bouée de palier, parachutes...)	10	14/12/2016
L	Ceintures de lestage et plomb	10	14/12/2016
L	Détendeurs	10	14/12/2016
L	Paddle board	10	14/12/2016
L	Combinaisons	15	14/12/2016
L	Treuil	3	14/12/2016
L	Barquettes	15	14/12/2016
L	Civière	20	14/12/2016
L	Siège	10	14/12/2016
L	Mobilier	5	14/12/2016
L	Audiovisuel	15	14/12/2016
L	Outils	5	14/12/2016
L	Outillages	10	14/12/2016
L	Autres	10	14/12/2016
L	Construction bâtiment	10	14/12/2016
L	Réhabilitation bâtiment	40	14/12/2016
L	Pylônes	20	14/12/2016
L	Installations, matériels et outillage technique attachés aux bâtiments	15	14/12/2016
L	Aménagements complémentaires modifiant la catégorie d'appartenance du bien	10	14/12/2016
L	Subventions reçues visant à financer un ou plusieurs équipements	durée d'amortissement de la nouvelle catégorie d'appartenance - Durée d'amortissement pratiquée sous l'empire de la précédente catégorie d'appartenance	14/12/2016
L		5 ans - Durée d'amortissement du bien	14/12/2016
	[...]		

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N ET PROVISIONS NOUVELLES

IV

A3

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) B	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises D	SOLDE E = C - D
Provisions pour risques et charges (2)						
Provisions pour litiges et contentieux						
Protocole Société Systel Marché 20090023		15/12/2011	1 644 792,73 €	1 644 792,73 €	0,00 €	1 644 792,73 €
Contentieux CIS bolbec			10 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €
Provision contentieux Centre départemental de formation		05/02/2016	200 000,00 €	200 000,00 €	0,00 €	200 000,00 €
[...]		14/12/2016	1 434 792,73 €	1 434 792,73 €	0,00 €	1 434 792,73 €
Provisions pour pertes de change						
[...]			0,00 €			
Provisions pour grosses réparations			0,00 €			
[...]						
Autres provisions pour risques						
Provision auto-assurance			122 583,08 €	122 583,08 €	0,00 €	122 583,08 €
Provisions créances irrécouvrables		05/02/2016	117 000,00 €	117 000,00 €	0,00 €	117 000,00 €
Provisions pour dépréciation (2)		14/12/2016	5 583,08 €	5 583,08 €	0,00 €	5 583,08 €
- des immobilisations						
[...]			0,00 €			
- des stocks						
[...]			0,00 €			
- des comptes de tiers						
[...]			0,00 €			
- des comptes financiers						
[...]			0,00 €			
TOTAL	0,00 €		1 767 375,81 €	1 767 375,81 €	0,00 €	1 767 375,81 €

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV - ANNEXES		IV
ENGAGEMENT HORS BILAN - ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS		B5

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (Crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subvention à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					209 000,00	83 600,00	41 800,00
2014	SUBVENTION	ANR	4	A	209 000,00	83 600,00	41 800,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Total					209 000,00	83 600,00	41 800,00

IV – ANNEXES			IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME			B6

N° ou intitulé du PAP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP voies y compris ajustement	Revision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Credits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Credits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1
						Restes à financer (exercices antérieurs de N+1)
TOTAL	54 972 889,00 €	0,00 €	54 972 889,00 €	13 650 784,14 €	12 303 877,25 €	17 570 180,49 €
1006 GROUPEMENT OUEST	4 250 000,00 €	0,00 €	4 250 000,00 €	3 885 016,28 €	114 983,72 €	250 000,00 €
1201 PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION (Touville la Rivière)	1 142 500,00 €	0,00 €	1 142 500,00 €	879 741,19 €	105 527,76 €	157 231,05 €
1301 GROUPEMENT EST ETAT-MAJOR	1 400 000,00 €	0,00 €	1 400 000,00 €	767 775,26 €	440 000,00 €	140 000,00 €
1302 Modernisation des outils informatiques de gestion	1 675 000,00 €	0,00 €	1 675 000,00 €	986 148,04 €	500 000,00 €	188 850,96 €
1408 Réhabilitation CIS Forges les eaux	520 000,00 €	0,00 €	520 000,00 €	268 470,00 €	101 530,00 €	150 000,00 €
1409 Réhabilitation CIS La Mailletaye	565 000,00 €	0,00 €	565 000,00 €	399 520,22 €	35 479,78 €	150 000,00 €
1409 Réhabilitation CIS Montvilliers	445 000,00 €	0,00 €	445 000,00 €	1 668,00 €	53 500,00 €	260 000,00 €
1410 Réaménagement locaux de la direction	520 000,00 €	0,00 €	520 000,00 €	381 814,01 €	138 185,99 €	0,00 €
1411 Reconstruction Cany	1 650 000,00 €	0,00 €	1 650 000,00 €	11 724,00 €	54 800,00 €	300 000,00 €
1412 Construction CIS Le Havre Sud	10 200 000,00 €	0,00 €	10 200 000,00 €	0,00 €	176 100,00 €	1 283 476,00 €
1501 Matériels roulants	11 830 400,00 €	0,00 €	11 830 400,00 €	3 964 885,08 €	1 997 426,00 €	8 076 900,00 €
1503 Système de gestion opérationnelle	7 543 098,00 €	0,00 €	7 543 098,00 €	1 888 882,89 €	5 000 000,00 €	2 064 215,92 €
1504 Caisson multi-activités	540 000,00 €	0,00 €	540 000,00 €	6 819,30 €	180 000,00 €	0,00 €
1601 Ajustement moyens matériels des équipes spécialisées	1 401 895,00 €	0,00 €	1 401 895,00 €	208 318,87 €	499 610,00 €	180 000,00 €
1602 Acquisition de matériels opérationnels	3 500 654,00 €	0,00 €	3 500 654,00 €	0,00 €	1 087 428,00 €	396 507,00 €
1603 Acquisition de matériels non opérationnels	341 025,00 €	0,00 €	341 025,00 €	0,00 €	85 025,00 €	881 775,00 €
1604 Reconditionnement, aménagement, maintenance et équipement des matériels roulants	1 820 920,00 €	0,00 €	1 820 920,00 €	0,00 €	542 369,00 €	82 000,00 €
1605 Acquisition de mobiliers	191 000,00 €	0,00 €	191 000,00 €	0,00 €	41 000,00 €	519 087,00 €
1606 Réfection et aménagement du patrimoine bâti	1 600 000,00 €	0,00 €	1 600 000,00 €	0,00 €	423 800,00 €	50 000,00 €
1607 Renouvellement du matériel SSSM	283 357,00 €	0,00 €	283 357,00 €	0,00 €	73 822,00 €	400 000,00 €
1608 Maintien en fonctionnement du système d'information	2 068 040,00 €	0,00 €	2 068 040,00 €	0,00 €	633 290,00 €	73 095,00 €
1701 Travaux au centre départemental de formation	1 465 000,00 €	0,00 €	1 465 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €	492 750,00 €
						371 695,00 €

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV - ANNEXES											IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2017 N											C1
C1- ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2017											
GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIE (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)				TOTAL	
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENT A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL				
1- EMPLOIS FONCTIONNELS											
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL											
Colonel hors classe	A	1		0		1	0			0	0
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL ADJOINT											
Colonel hors classe	A	1		0		1	0			0	0
EMPLOIS CREEES AU TITRE DE L'ARTICLE 6-1 DE LA LOI N°84-53											
TOTAL 1		2		0		2	0			0	0
2 - FILIERE SAPEURS-POMPIERS											
SERVICES GENERAUX											
Colonel	A	1		0		1				0	1
Lieutenant-colonel	A	10		0		10				0	9
Commandant	A	23		0		23				0	22
Capitaine	A	37		0		37				0	35
Lieutenant hors classe	B	5		0		5				0	5
Lieutenant de 1ère classe	B	41		0		41				0	38
Lieutenant de 2ème classe	B	31		0		31				0	27
Adjudant/Adjudant-chef	C	175		0		175				0	169,80
Sergent/Sergent-chef	C	226		0		226				0	221,20
Caporal-chef	C	56		0		56				0	52,80
Caporal	C	168		0		168				0	167,40
Sapeur de 1ère classe	C	135		0		135				0	135
SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL											
Médecin de classe exceptionnel	A	1		0		1				0	1
Médecin hors classe	A	2		0		2				1	2
Médecin de classe normale	A	0		0		0				0	0
Pharmacien de classe normale	A	2		0		2				0	1,50
Cadre de santé de 2ème classe	A	1		0		1				0	1
Infirmier de classe supérieure	A	3		0		3				0	2,80
Infirmier de classe normale	A	1		0		1				0	1

TOTAL 2		918	0	918	890,50	2	892,50
3 - FILIERE ADMINISTRATIVE							
Directeur	A	1	0	1	0	1	1
Attachés territoriaux	A	16	0	16	9,80	4	13,80
Rédacteurs territoriaux	B	38	0	38	27,10	7	34,10
Adjoints administratifs	C	99	0	99	89,70	2	91,70
TOTAL 3		154	0	154	126,60	14,00	140,60
4 - FILIERE TECHNIQUE							
Ingénieurs territoriaux	A	11	0	11	3,90	5	8,90
Techniciens territoriaux	B	27	0	27	21	3	24
Agents de maîtrise	C	22	0	22	20	1	21
Adjoints techniques	C	37	0	37	30,80	5	35,80
TOTAL 4		97	0	97	75,70	14,00	89,70
5 - FILIERE SOCIALE							
Assistant socio-éducatif principal	B	1	0	1	0,80	0	0,80
TOTAL 5		1	0	1	0,80	0	0,80
EMPLOIS SPECIFIQUES							
Engagés service civique	C	0	0	0	0	0	0
Emplois d'avenir	C	9	0	9	0	8	8
Apprenti	C	0	0	0	0	0	0
TOTAL		9	0	9	0	8	8
TOTAL (2+3+4+5)		1172	0	1172	1093,60	30,00	1123,60

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INT B9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) équivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année : ETPT = effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année.

(5) par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, "emplois spécifiques" régis par l'article 139 ter de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 etc.

DONT :

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/17		CATEGORIE (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
Agents occupant un emploi permanent (6)				INDICE (8)	EUROS	Fondement du contrat (4)	nature du contrat (5)
Médecin hors classe		A	Sapeur-Pompier	801		Art. 3-3-2°	CDD
Infirmier de classe normale		A	Sapeur-Pompier	438		Art. 3-2°	CDD
Directeur territorial		A	Administratif	985		Art. 3-3-2°	CDD
Attaché principal		A	Administratif	966		Art. 3-3-2°	CDD
Attaché		A	Administratif	542		Art. 3-3-2°	CDD
Attaché		A	Administratif	423		Art. 3-3°	CDD
Attaché		A	Administratif	379		Art. 3-2°	CDD
Rédacteur principal de 2e classe		B	Administratif	528		Art. 3-2°	CDD
Rédacteur principal de 2e classe		B	Administratif	437		Art. 3-2°	CDD
Rédacteur principal de 2e classe		B	Administratif	455		Art. 3-2°	CDD
Rédacteur		B	Administratif	406		Art. 3-2°	CDD
Rédacteur		B	Administratif	373		Art. 3-2°	CDD
Rédacteur		B	Administratif	366		Art. 3-2°	CDD
Rédacteur		B	Administratif	389		Art. 3-2°	CDD
Ingénieur principal		A	Technique	641		Art. 3-3-2°	CDD
Ingénieur		A	Technique	430		Art. 3-2°	CDD
Ingénieur		A	Technique	458		Art. 3-2°	CDD
Ingénieur		A	Technique	379		Art. 3-2°	CDD
Ingénieur		A	Technique	430		Art. 3-3-2°	CDD
Technicien principal de 2e classe		B	Technique	387		Art. 3-2°	CDD
Technicien principal de 2e classe		B	Technique	397		Art. 3-2°	CDD
Technicien		B	Technique	379		Art. 3-2°	CDD
Adjoint technique principal de 2ème classe		C	Technique	354		Art. 3-2°	CDD
Adjoint technique		C	Technique	347		Art. 3-2°	CDD
Adjoint technique		C	Technique	347		Art. 3-2°	CDD
Adjoint technique		C	Technique	351		Art. 3-2°	CDD
Adjoint technique		C	Technique	351		Art. 3-2°	CDD
Agent de maîtrise		C	Technique	431		Art. 3-2°	CDD
Adjoint administratif principal 1e classe		C	Administratif	457		Art. 3-2°	CDD
Adjoint administratif		C	Administratif	348		Art. 3-2°	CDD

Agents occupant un emploi non permanent (7)	CATEGORIE (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			INDICE (8)	EUROS	Fondement	nature du contrat (5)
Rédacteur	B	Administratif	366		Art.3-1°	CDD
Technicien	B	Technique	366		Art.3-1°	CDD

Emplois spécifiques	CATEGORIE (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			INDICE (8)	EUROS	Fondement du contrat (4)	nature du contrat (5)
Emploi d'avenir	Autre	Administratif				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Sapeur-Pompier				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Technique				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Technique				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Sapeur-Pompier				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Sapeur-Pompier				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Technique				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Sapeur-Pompier				A / autre Contrat aidé

(1) catégories : A, B, C

(2) secteur = administratif, technique, social...

(3) Rémunération : référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels brut (indiquer l'ensemble des

(4) contrat : motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée)

(5) indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers

(6) occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1,3-2,3-3 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n°2012-347

(7) occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1

(8) si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV - ANNEXES					IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE					C3.3
Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui/non)
Régie à seule autonomie financière	RESTAURATION	01/09/2000	2870001900072	SPA	OUI

IV - ANNEXES

ETAT DES DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES

IV

C4

Article	Tiers	Libellé	Mandat	Exercice	Montant	Montant à restituer au Sdis
275	MARIE A - GRUGNALE KLEIN	Dépôt de garantie - Logement P DESCHAMPS	240	2004	1 400,00 €	1 400,00 €
275	SOCIETE HAVRAISE DE LOGEMENTS ECONOMIQUE	Dépôt de garantie - Badge D CAILLOT	1130	2004	15,00 €	15,00 €
275	SCI VILLA LE KIOSQUE	Dépôt de garantie - Badge F OMONT	1131	2004	61,00 €	61,00 €
275	FINAGAZ TOTALGAZ SNC	Dépôt de garantie - Réservoir enterré CIS Auffay	10735	2004	400,00 €	400,00 €
275	OMONT FRANCK	Dépôt de garantie - Badge F OMONT	6295	2005	61,00 €	61,00 €
275	FONCIA OCEANE	Dépôt de garantie - Logement W MARIE	8991	2005	1 960,00 €	1 960,00 €
275	DAGOUBERT	Dépôt de garantie - Badge M PETREMANN	4492	2006	120,00 €	120,00 €
275	COMMUNAUTE DE COMMUNES COTES D'ALBATRE	Dépôt de garantie - Compteur eau E. CAMUSAT	9779	2006	50,00 €	50,00 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	6752	2006	1 464,75 €	1 331,92 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	6753	2006	725,00 €	659,25 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	12673	2006	90,18 €	90,18 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	12674	2006	44,63 €	44,63 €
275	SCP LECOEUR ET CHARTREL	Dépôt de garantie - Logement P. HECQUET	769	2007	1 550,00 €	1 550,00 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	610	2007	109,67 €	109,67 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	611	2007	54,29 €	54,29 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	588	2008	41,62 €	41,62 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	589	2008	84,08 €	84,08 €
275	VILLE DU HAVRE	Dépôt de garantie - Badge Gymnase Ville du Havre	2314	2008	15,00 €	15,00 €
275	BUTAGAZ	Dépôt de garantie - Citerne CIS BAILLY	9137	2009	1 130,00 €	1 130,00 €
275	SDIS PAR PAIERIE	Dépôt de garantie - état des versements en fonctionnement basculés en 275 et non remboursés au 31/12/10	14798	2010	13 085,99 €	8 993,50 €
275	MR ET MME PHILIPPE FRANCOIS	Dépôt de garantie - Logement JM PARIS	2574	2010	750,00 €	750,00 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	171	2011	11,46 €	11,46 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	172	2011	23,16 €	23,16 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	4985	2012	45,84 €	45,84 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	4986	2012	92,61 €	92,61 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	2	2013	88,96 €	88,96 €
275	ORANGE GESTION IMMOBILIERE	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	3	2013	44,03 €	44,03 €
275	BIP&GO	Dépôt de garantie - BIP AUTOROUTE	221	2013	60,00 €	60,00 €
275	DAGOUBERT	Dépôt de garantie - Badge PETREMANN	2275	2013	120,00 €	120,00 €
275	OCEAN IMMOBILIER	Dépôt de garantie - Logement G SAGNIER	12300	2014	892,00 €	892,00 €
275	ALD SERVICES	Dépôt de garantie - Cartes carburant CIS YERVILLE	4577	2016	500,00 €	500,00 €
TOTAL					25 090,27 €	20 799,20 €

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice 17

Nombre de membres présents 13

Nombre de suffrages exprimés 13

VOTES :

Pour 13

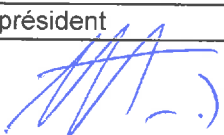
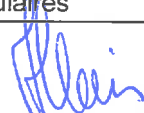
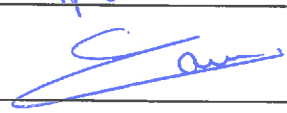

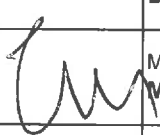
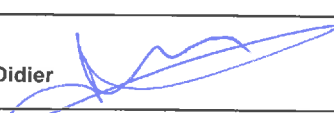

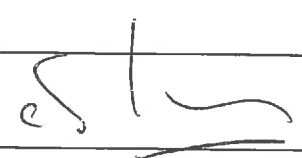
Contre 0





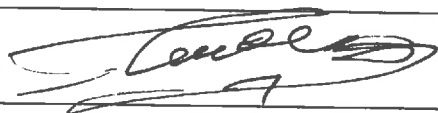
Abstentions 0

Date de convocation : 27/01/17

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 10 février 2017

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT, le 10 février 2017

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur GAUTIER André 	Madame TESSIER Dominique
Titulaires	Suppléants
Madame ALLAIS Sophie 	Monsieur ROUSSELIN Jean-Louis
Madame CANU Pierrette 	Monsieur MARCHE Frédéric
Madame COTTEREAU Chantal	Madame CARON Marine
Madame DURANDE Florence 	Monsieur BERTRAND Nicolas
Madame LEFEBVRE Blandine	Monsieur DUVAL Christian
Monsieur LEJEUNE Michel 	Madame MSICA GUEROUT Christelle
Monsieur LEMONNIER Luc	Madame LUCOT-AVRIL Virginie
Monsieur REGNIER Didier 	Madame VIEUBLE Nacéra
Monsieur TASSERIE Sébastien 	Madame SINEAU PATRY Cécile
Madame THIBAudeau RAINOT Florence	Madame FLAVIGNY Catherine 

Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur CORITON Bastien 	Madame DUPARC Fabienne
Madame FIRMIN-LE-BODO Agnès	Monsieur BLOND Eric
Monsieur JOUAN Gérard 	Madame GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès
Monsieur THEVENOT Jean-Pierre 	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur COUTEY Guillaume 	Madame DIALLO Dieynaba
	Monsieur LEROY Philippe 

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le 2017



N°2017-CA-09

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
-
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET ANNEXE RESTAURATION 2017

Le 10 février 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 27 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Catherine FLAVIGNY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

-

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT - représentée.

MM. Luc LEMONNIER, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Capitaine André HENRY.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Ce projet de budget annexe (BA) intègre les résultats prévisionnels de l'exercice antérieur, adoptés par délibération lors de la présente séance. Ils tiennent compte des résultats passés (déficits ou excédents) et du niveau des restes à réaliser 2016, à reporter sur 2017. Les résultats 2016 définitifs seront constatés lors de l'adoption du compte administratif 2016.

Le projet de budget annexe restauration pour 2017 s'équilibre en recettes et en dépenses pour un montant global de 853 518,81 € : 826 448,00 € en fonctionnement et 27 070,81 € en investissement, reports compris. Il s'inscrit dans le droit fil des éléments le concernant présentés dans le rapport d'orientations budgétaires le 14 décembre 2016.

Ce budget se situe, au global, en augmentation de 87,57 % par rapport aux crédits 2016 (BP+DM).

Dépenses (en €)	Budget 2016 (BP+DM) + Reports		Budget Primitif 2017 + Reports		Variation	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre	€	%
Investissement	17 402,86 €		27 070,81 €		9 667,95 €	55,55%
Fonctionnement	425 139,00 €	12 500,00 €	813 948,00 €	12 500,00 €	388 809,00 €	88,84%
TOTAL	442 541,86 €	12 500,00 €	841 018,81 €	12 500,00 €	398 476,95 €	87,57%
Recettes (en €)	Budget 2016 (BP+DM) + Reste à réaliser		Budget Primitif 2017+ Reste à réaliser		Variation	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre	€	%
Investissement	4 902,86 €	12 500,00 €	14 570,81 €	12 500,00 €	9 667,95 €	55,55%
Fonctionnement	437 639,00 €		826 448,00 €		388 809,00 €	88,84%
TOTAL	442 541,86 €	12 500,00 €	841 018,81 €	12 500,00 €	398 476,95 €	87,57%

Derrière ces tendances globales, existent des variations qu'il importe d'appréhender à l'appui d'un exposé plus détaillé des différentes inscriptions ; exposé qui débutera par la section de fonctionnement, avant de se poursuivre sur l'investissement.

I – Section de fonctionnement

A – Les dépenses de fonctionnement

Chapitre	Libellé	Budget 2016 (BP+DM+ reports)	Budget Primitif 2017 + reports	Variation (€)	Variation (%)
011	Charges à caractère général	412 000,00 €	385 360,00 €	- 26 640,00 €	-6,47%
012	Charges de personnel	- €	392 487,00 €	392 487,00 €	NC
65	Autres charges de gestion courante	0,44 €	1,00 €	0,56 €	127,27%
Total dépenses /gestion des services		412 000,44 €	777 848,00 €	365 847,56 €	88,80%
66	Charges financières	1 000,00 €	- €	- 1 000,00 €	-100,00%
67	Charges exceptionnelles	12 138,56 €	26 100,00 €	13 961,44 €	115,02%
022	Dépenses imprévues	- €	10 000,00 €	10 000,00 €	NC
Total dépenses réelles de fonctionnement		425 139,00 €	813 948,00 €	388 809,00 €	91,45%
042	Opérations d'ordre entre sections	12 500,00 €	12 500,00 €	- €	0,00%
Total général dépenses fonctionnement		437 639,00 €	826 448,00 €	388 809,00 €	88,84%

● Les charges à caractère général :

Ces charges se chiffrent à 385 360 €, représentant environ 46,63 % des dépenses de fonctionnement 2017.

Les prévisions établies débouchent sur une diminution de – 6,47 % par rapport aux crédits ouverts en 2016. Malgré la prise en compte des charges d'assurances liées au personnel et à l'activité pour un montant de 3 000 €.

La diminution des charges à caractère général s'inscrit dans le cadre d'une gestion rigoureuse sans sacrifier ni la qualité des repas ni les conditions de préparation et de travail des agents.

● Les charges de personnel :

Dorénavant, les frais de personnel du service de restauration sont directement imputés sur ce budget et non plus sur le budget principal.

Les prévisions 2017 s'élèvent à 392 487 € et représentent environ 48 % des dépenses de fonctionnement. Cette enveloppe est dimensionnée pour 14 agents, soit 11 équivalents temps plein.

● Les charges exceptionnelles :

Ce poste de dépenses connaît une augmentation de 13 961,44 € par rapport à 2016.

Cette évolution s'explique principalement à l'article 678 « autres charges exceptionnelles » par un changement de méthode sur l'exercice. Le résultat de la déclaration de TVA sera désormais imputé sur l'exercice courant, lors de la journée complémentaire, pour en faciliter la compréhension. Le budget 2017 prend en compte la suppression de l'année de décalage et, de fait, les régularisations des déclarations 2016 et 2017.

● La dotation aux amortissements :

Le montant de la dotation aux amortissements pour 2017 est estimé à 12 500 € en stabilité par rapport à 2016.

● Les dépenses imprévues :

Un montant de 10 000 € est inscrit sur ce chapitre pour assurer la continuité du service, notamment en cas d'absence du personnel.

B – Les recettes de fonctionnement

Chapitre	Libellé	Budget 2016 (BP+DM +reports)	Budget Primitif 2017 + reports	Variation (€)	Variation (%)
70	Produits des services	3 000,00 €	- €	- 3 000,00 €	NC
74	Contributions et participations	- €	13 199,00 €	13 199,00 €	NC
75	Autres produits de gestion courante	433 639,00 €	813 249,00 €	379 610,00 €	87,54%
Total recettes/gestion des services		436 639,00 €	826 448,00 €	389 809,00 €	89,27%
77	Produits exceptionnels	1 000,00 €	- €	- 1 000,00 €	-100,00%
002	Solde d'exécution reporté	- €	- €	- €	NC
Total général recettes fonctionnement		437 639,00 €	826 448,00 €	388 809,00 €	88,84%

Les propositions formulées portent le budget de la restauration à 826 448 € en recettes de fonctionnement, soit une augmentation de 88,84 % par rapport à 2016.

Les éléments explicatifs de cette évolution se concentrent d'une part sur le chapitre 74 « contributions et participations » et d'autre part sur le chapitre 75 « Autres produits de gestion courante ».

● Les contributions et participations :

Un agent travaillant sur le site de la direction départementale a été recruté dans le cadre d'un emploi d'avenir ouvrant droit à une aide financière de l'Etat qui est estimée à 13 199 € pour l'exercice 2017.

● Les autres produits de gestion courante :

Le chapitre 75 se compose, d'une part, des produits divers de gestion courante et, d'autre part, de la prise en charge du déficit de ce service.

Les produits divers de gestion courante de l'article 758 sont prévus à hauteur de 186 062 €. Ils correspondent à la moyenne des recettes encaissées des trois dernières années sur laquelle on a appliqué l'évolution des tarifs adoptée (+ 0,4%). Ainsi, ces produits évoluent de 12,76 % par rapport à 2016.

L'article 7552 « prise en charge du déficit », fait référence à la subvention d'équilibre versée par le budget principal au budget annexe restauration. La prise en charge du déficit est en augmentation de 358 548 € par rapport à 2016. Il s'agit essentiellement de couvrir l'augmentation des charges induite par l'imputation des frais de personnel du service de restauration directement sur le budget annexe en 2017.

II – **Section d'investissement**

La section d'investissement s'élève à 27 070,81 €, en augmentation de 55,55 % par rapport aux crédits budgétés en 2016.

A – Les dépenses d'investissement

L'enveloppe des dépenses d'investissement se ventile sur deux postes principaux :

- une inscription pour un montant de 25 265,88 €, dans l'optique du renouvellement des matériels amortis et potentiellement à remplacer,
- une enveloppe de 1 804,93 € dédiée aux dépenses imprévues.

Chapitre	Libellé	Budget 2016 (BP+DM + restes à réaliser)	Budget Primitif 2017 + restes à réaliser	Variation (€)	Variation (%)
21	Immobilisations corporelles	17 402,86 €	25 265,88 €	7 863,02 €	45,18%
020	Dépenses imprévues	- €	1 804,93 €	1 804,93 €	NC
Total général dépenses investissement		17 402,86 €	27 070,81 €	9 667,95 €	55,55%

L'ensemble de ces dépenses est intégralement financé par la dotation aux amortissements et le solde d'exécution 2016 reporté.

B – Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement se chiffrent à 27 070,81 €. Elles sont composées à 53,82 % par le solde d'exécution 2016 et à 46,18 % par la dotation aux amortissements.

Chapitre	Libellé	Budget 2016 (BP+DM+ restes à réaliser)	Budget Primitif 2017 + restes à réaliser	Variation (€)	Variation (%)
042	Opérations d'ordre entre sections	12 500,00 €	12 500,00 €	NC	0,00%
001	Solde d'exécution reporté	4 902,86 €	14 570,81 €	9 667,95 €	197,19%
Total général recettes investissement		17 402,86 €	27 070,81 €	9 667,95 €	55,55%

*
* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,




André GAUTIER

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900072

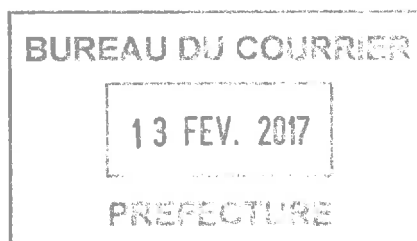
POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

M. 61

Budget primitif

BUDGET : Budget Restauration (1)
Agrégé au budget principal de Budget Principal (2)

ANNEE 2017



(1) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Modalités de vote du budget	3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent	4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	12
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	15
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	16
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	17
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	18
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	19
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	20
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	21
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	22
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	23
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	24
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	25
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	26
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	27
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	28
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	29

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	30
A3 - Etat des provisions	Sans Objet
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	31

B - Engagements hors bilan

B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
B7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet

C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	32
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	34
--------------------------	----

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (4) de l'exercice précédent.

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	382 920,77	392 588,72	4 902,86	14 570,81
Investissement	2 665,38	12 333,33 (1)	4 902,86	14 570,81
Fonctionnement	380 255,39	380 255,39 (2)	0,00	0,00

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT–TOTAL		(I) 495,88
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	495,88
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres Immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT–TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL DU BUDGET	I + II 495,88	III + IV 0,00	-495,88	14 074,93
Investissement	I 495,88	III 0,00	-495,88	14 074,93
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	0,00	0,00

RESTES A REALISER – RECETTES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL		(III) 0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	26 574,93	12 500,00

R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	495,88	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 14 570,81

Total de la section d'investissement (3)		27 070,81	27 070,81
--	--	-----------	-----------

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	826 448,00	826 448,00

R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

Total de la section de fonctionnement (4)		826 448,00	826 448,00
---	--	------------	------------

TOTAL DU BUDGET (5)		853 518,81	853 518,81
---------------------	--	------------	------------

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	26 574,93	0,00	26 574,93	0,00	12 500,00	12 500,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	813 948,00	12 500,00	826 448,00	826 448,00	0,00	826 448,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	840 522,93	12 500,00	853 022,93	826 448,00	12 500,00	838 948,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312-9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT		A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	385 360,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	392 487,00	
65	Autres charges de gestion courante	1,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
74	Contributions et participations		13 199,00
75	Autres produits de gestion courante		813 249,00
013	Atténuations de charges		0,00
Total gestion des services		777 848,00	826 448,00
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	26 100,00	
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	
022	Dépenses imprévues	10 000,00	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 813 948,00	II 826 448,00

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :	12 500,00
(Recettes réelles – Dépenses réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	12 500,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 12 500,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :	12 500,00
---	------------------

002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V 0,00	VI 0,00
---	---------------	----------------

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V 826 448,00	II+IV+VI 826 448,00
----------------------------	---------------------------	----------------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER-SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00 (1)	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 0,00 (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00 (3)	0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 25 265,88 (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00 (3)	0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 0,00 (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 804,93	
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 27 070,81	II 0,00

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :	27 070,81
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	0,00	12 500,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 0,00	IV 12 500,00

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040	12 500,00
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V 0,00	VI 14 570,81
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 27 070,81	II + IV + VI + VII 27 070,81
----------------------------	------------------------------	-------------------------------------

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
BALANCE GENERALE-DEPENSES			B1

1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	385 360,00		385 360,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	392 487,00		392 487,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1,00		1,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	26 100,00	0,00	26 100,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	12 500,00	12 500,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	10 000,00		10 000,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		813 948,00	12 500,00	826 448,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)		0,00
--	--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		826 448,00
---	--	------------

2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	25 265,88	0,00	25 265,88
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 804,93		1 804,93
Dépenses d'investissement –Total		27 070,81	0,00	27 070,81

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)		0,00
---	--	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		27 070,81
--	--	-----------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
BALANCE GENERALE-RECETTES		B2

1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
74	Contributions et participations	13 199,00		13 199,00
75	Autres produits de gestion courante	813 249,00	0,00	813 249,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		826 448,00	0,00	826 448,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	826 448,00
---	------------

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		12 500,00	12 500,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement –Total		0,00	12 500,00	12 500,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)	14 570,81
---	-----------

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	27 070,81
--	-----------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	412 829,47	0,00	385 360,00	385 360,00	385 360,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	412 829,47	0,00	385 360,00	385 360,00	385 360,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	392 487,00	392 487,00	392 487,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,44	0,00	1,00	1,00	1,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	0,44	0,00	1,00	1,00	1,00
66	Charges financières	170,53	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	12 138,56	0,00	26 100,00	26 100,00	26 100,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		10 000,00	10 000,00	10 000,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	12 500,00		12 500,00	12 500,00	12 500,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		437 639,00	0,00	826 448,00	826 448,00	826 448,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	826 448,00
---	------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Contributions et participations	0,00	0,00	13 199,00	13 199,00	13 199,00
75	Autres produits de gestion courante	433 639,00	0,00	813 249,00	813 249,00	813 249,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		437 639,00	0,00	826 448,00	826 448,00	826 448,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	826 448,00
---	------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES				A1
Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	412 829,47	385 360,00	385 360,00
60623	Alimentation	230 000,00	216 560,00	216 560,00
60631	Fournitures d'entretien	15 000,00	14 000,00	14 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	5 000,00	4 500,00	4 500,00
6068	Autres matières et fournitures	5 000,00	4 000,00	4 000,00
611	Contrats de prestations de services	140 000,00	128 800,00	128 800,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 000,00	10 000,00	10 000,00
627	Services bancaires et assimilés	829,47	1 000,00	1 000,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0,00	3 000,00	3 000,00
6288	Autres remboursements de frais	4 000,00	3 500,00	3 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	392 487,00	392 487,00
6331	Versement de transport	0,00	953,00	953,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	1 059,00	1 059,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	3 813,00	3 813,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	167 882,00	167 882,00
64112	SFT, indemnité résidence	0,00	3 540,00	3 540,00
64113	NBI	0,00	2 248,00	2 248,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	41 799,00	41 799,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	0,00	41 655,00	41 655,00
64162	Emplois d'avenir	0,00	20 188,00	20 188,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	8 409,00	8 409,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	37 349,00	37 349,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	60 452,00	60 452,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	2 254,00	2 254,00
6488	Autres charges	0,00	886,00	886,00
65	Autres charges de gestion courante	0,44	1,00	1,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,44	1,00	1,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		412 829,91	777 848,00	777 848,00
66	Charges financières (B)	170,53	0,00	0,00
6688	Autres	170,53	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	12 138,56	26 100,00	26 100,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	215,50	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	100,00	100,00	100,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	784,50	1 000,00	1 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	11 038,56	25 000,00	25 000,00
68	Dotations amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (E)	0,00	10 000,00	10 000,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		425 139,00	813 948,00	813 948,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	12 500,00	12 500,00	12 500,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	12 500,00	12 500,00	12 500,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		12 500,00	12 500,00	12 500,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		437 639,00	826 448,00	826 448,00
				+
RESTES A REALISER N-1 (3)				0,00
				+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)				0,00
				=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				826 448,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040, DF 043 = RF 043*.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES				A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 000,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	3 000,00	0,00	0,00
74	Contributions et participations	0,00	13 199,00	13 199,00
74712	Emplois d'avenir	0,00	13 199,00	13 199,00
75	Autres produits de gestion courante	433 639,00	813 249,00	813 249,00
7552	PEC déficit bud. annexe par bud. princ.	268 639,00	627 187,00	627 187,00
758	Produits divers de gestion courante	165 000,00	186 062,00	186 062,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		436 639,00	826 448,00	826 448,00
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	1 000,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	1 000,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		437 639,00	826 448,00	826 448,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		437 639,00	826 448,00	826 448,00

+

RESTES A REALISER N-1 (3)		0,00
---------------------------	--	------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)		0,00
--	--	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		826 448,00
---	--	------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE					B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
Dépenses d'équipement	17 402,86	495,88	24 770,00	24 770,00	25 265,88
- Non individualisées en programmes d'équipement	17 402,86	495,88	24 770,00	24 770,00	25 265,88
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	17 402,86	495,88	24 770,00	24 770,00	25 265,88
- Individualisées en programmes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	0,00	0,00	1 804,93	1 804,93	1 804,93
040 Opérations d'ordre entre sections	0,00		0,00	0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement - Total	17 402,86	495,88	26 574,93	26 574,93	27 070,81

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	27 070,81
--	-----------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
Recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'ordre entre sections	12 500,00		12 500,00	12 500,00	12 500,00
041 Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total	12 500,00	0,00	12 500,00	12 500,00	12 500,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	14 570,81
---	-----------

=

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	27 070,81
--	-----------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		17 402,86	495,88	24 770,00	24 770,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	17 402,86	495,88	24 770,00	24 770,00
21578	Autre matériel et outillage technique	17 402,86	495,88	24 770,00	24 770,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER	B2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	1 804,93	1 804,93
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		1 804,93	1 804,93

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT					B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES					B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS					B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées de l'opération au 01/01/N (2)	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL DEPENSES (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Ensemble des réalisations connues au 01/01/N.

(3) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(4) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7
Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	12 500,00	12 500,00	12 500,00
040	Opérations d'ordre entre sections	12 500,00	12 500,00	12 500,00
281578	Autre matériel et outillage technique	12 000,00	12 500,00	12 500,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	500,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES				B8
Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
041	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		1 804,93	1 804,93
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		1 804,93	1 804,93
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 804,93	1 804,93

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	1 804,93	495,88	0,00	2 300,81

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT		
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES		B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		12 500,00	III 12 500,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		12 500,00	12 500,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
281578	Autre matériel et outillage technique	12 500,00	12 500,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00
481...	Charges à répartir		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution R001 (3) (4)	Affectation R1068 (3)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	12 500,00	0,00	14 570,81	0,00	27 070,81

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 2 300,81
Ressources propres disponibles	IV 27 070,81
Solde	V = IV – II (5) 24 770,00

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES		A2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
	Biens de faible valeur		
	Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : € 5000		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Logiciels métiers	6	14/12/2016
L	Siège	5	14/12/2016
L	Mobilier	15	14/12/2016
L	Autres	10	14/12/2016
L	Logiciels bureautiques	3	14/12/2016

IV - ANNEXES

IV

C1

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)	
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		9,00	0,00	9,00	8,00	0,00
ADJOINT TECHNIQUE		4,00	0,00	4,00	4,00	0,00
AGENT DE MAITRISE TECHNICIEN	C	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		9,00	0,00	9,00	8,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INT8500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :
 ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année
 Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N				IV
				C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)					
AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT
			Indice (8)	Euros	
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00	
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00	
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	347	0,00	3-1 CDD A
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	347	0,00	3-1 CDD A
APPRENTI		OTR		0,00	A A Apprentissage
APPRENTI		OTR		0,00	A A Apprentissage
EA		TECH		0,00	A A Contrats aidés
TOTAL GENERAL				0,00	

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CUL : Culturel.
ANIM : Animation.
POL : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Moût du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).

3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1 : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2 : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3 : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la qualité de temps de travail est inférieure à 50 %.

3-3-4 : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la qualité de temps de travail est inférieure à 50 %.

3-3-5 : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création.

34 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
35 : article 35 travailleurs handicapés catégorie C.

47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice 17

Nombre de membres présents 13

Nombre de suffrages exprimés 13

VOTES :

Pour 13

Contre 00



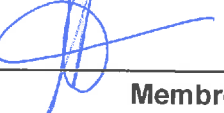

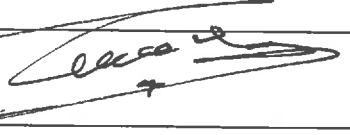
Abstentions 27/01/17

Date de convocation :

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 10 février 2017

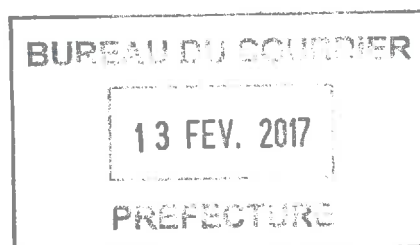
Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT, le 10 février 2017

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur GAUTIER André	Madame TESSIER Dominique
Titulaires	Suppléants
Madame ALLAIS Sophie	Monsieur ROUSSELIN Jean-Louis
Madame CANU Pierrette	Monsieur MARCHE Frédéric
Madame COTTEREAU Chantal	Madame CARON Marine
Madame DURANDE Florence	Monsieur BERTRAND Nicolas
Madame LEFEBVRE Blandine	Monsieur DUVAL Christian
Monsieur LEJEUNE Michel	Madame MSICA GUEROUT Christelle
Monsieur LEMONNIER Luc	Madame LUCOT-AVRIL Virginie
Monsieur REGNIER Didier	Madame VIEUBLE Nacéra
Monsieur TASSERIE Sébastien	Madame SINEAU PATRY Cécile
Madame THIBAudeau RAINOT Florence	Madame FLAVIGNY Catherine

Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur CORITON Bastien 	Madame DUPARC Fabienne
Madame FIRMIN-LE-BODO Agnès	Monsieur BLOND Eric
Monsieur JOUAN Gérard 	Madame GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès
Monsieur THEVENOT Jean-Pierre 	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur COUTEY Guillaume 	Madame DIALLO Dieynaba
	Monsieur LEROY Philippe 

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le..... 2017



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
10
- Pouvoirs :
4
- Votants :
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**REGLEMENT DEPARTEMENTAL DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE
L'INCENDIE (RDDECI)**

Le 27 février 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 10 février 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Florence DURANDE.

MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Jean-Louis ROUSSELIN.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU,

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Blandine LEFEBVRE à M. André GAUTIER

M. Philippe LEROY à M. Sébastien TASSERIE

Mme Florence THIIBAUEAU-RAINOT à M. Gérard JOUAN

M. Luc LEMONNIER à Mme Florence DURANDE

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIIBAUEAU RAINOT.

MM. Luc LEMONNIER, Philippe LEROY, Dominique PROUST, Payeur départemental, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le décret 2015-235 du 27 février 2015 portant règlement de la défense extérieure contre l'incendie prévoit que le RDDECI de la Seine-Maritime soit réalisé par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) et approuvé par arrêté de Madame la Préfète, au plus tard le 27 février 2017.

Ce règlement, élaboré à partir d'un référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie (RNDECI), fixé par arrêté ministériel du 17 décembre 2015, permet de définir les rôles et responsabilités des différents intervenants, le dimensionnement des besoins en eau en fonction des risques à couvrir, ainsi que les règles d'implantation et d'aménagement des points d'eau d'incendie dans le département.

Il est, à ce titre, adapté aux réalités actuelles du département et prend en compte avec la même mesure, la faiblesse des risques constitués par l'habitat rural et la particularité des risques générés par les sites industriels.

Le projet de Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI), est un document qui s'inscrit dans une démarche de cohérence avec le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et de concordance avec le Règlement opérationnel (Ro).

Sur cette base, le projet de Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) joint en annexe a fait l'objet d'un travail partagé entre le Sdis de la Seine-Maritime, la Direction régionale de l'énergie, de l'aménagement, et du logement (DREAL), la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) ainsi que la Chambre régionale d'agriculture de Normandie.

Par ailleurs, dans le cadre de la très large concertation souhaitée par le législateur et au-delà du cadre proposé par le Référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie, Madame la Préfète de la Seine-Maritime, a validé une phase expérimentale de mise en œuvre des dispositions basées sur la future doctrine reprise dans le projet de règlement ci-joint.

Cette expérimentation a été conduite entre le 1^{er} juillet et le 31 octobre 2016, sur les territoires de la Métropole Rouen Normandie, de la Communauté d'agglomération havraise (CODAH) et sur cinq communes dépendant de la DDTM de Dieppe (Luneray, les Grandes-Ventes, Doudeville, Petit-Caux et Saint-Pierre-en-Val).

A l'issue de cette période expérimentale, plusieurs points ont été adaptés et différents articles du projet de Règlement ont été amendés afin de mieux prendre en compte les contraintes liées au développement économique et urbanistique des communes rurales et périurbaines.

L'ultime étape de la concertation a consisté en une présentation du projet de Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie à l'Association des maires du département (ADM 76) ainsi qu'aux présidents des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), le 24 janvier 2017.

Pour mémoire, les points forts du projet de Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime résident en particulier par :

- la recherche d'une cohérence opérationnelle entre les délais de mobilisation et de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers tels que définis dans le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr), et les critères de performance des points d'eau d'incendie,
- l'harmonisation des besoins en eau requis pour tous types de risques (habitations, établissements recevant du public, industries et exploitations agricoles), tant d'un point de vue des distances que des débits, pour les risques de niveau très faible à important,

- un traitement particulier des établissements recevant du public notamment les salles polyvalentes dont la superficie est inférieure à 500 m², afin de faciliter la défense de ces établissements, qui, situés en zone rurale, permettent de garantir un lien intergénérationnel luttant contre la désocialisation et l'isolement de personnes vulnérables,
- la prise en compte des hameaux des zones rurales, à partir d'une définition faite par l'Institut national de la recherche en sciences et techniques pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA) de l'habitat isolé, dans le cadre de ses travaux sur la Défense de la forêt contre l'incendie (DFCI),
- une volonté affichée, au travers du Guide technique de la défense extérieure contre l'incendie annexé au projet de règlement, de proposer un outil opérationnel et pédagogique permettant aux différents acteurs de la défense extérieure contre l'incendie de mettre en œuvre aisément la future doctrine.


Sur le point particulier des contrôles des différentes ressources en eau, le RDDECI confie aux collectivités le contrôle de la performance des différents hydrants selon une périodicité de 1 à 3 ans avec un minimum d'un contrôle annuel du tiers de ses ressources. Le Sdis maintiendra une reconnaissance annuelle des différents points d'eau afin de veiller à la signalisation, l'accessibilité, le bon état et la présence effective d'eau.

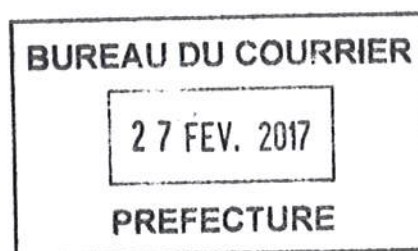
A ce titre et conformément à l'article R. 2225-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il convient de rendre un avis sur le projet de Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime obligatoire avant la mise en signature de l'arrêté de Madame la Préfète de Normandie, Préfète de la Seine-Maritime.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration rendent un avis favorable à la majorité absolue avec 9 votes pour et 4 votes contre et 1 abstention.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie

TYPE de Document

Règlement départemental
de la défense extérieure
contre l'incendie

MAJ – Version

27/02/2017 – V0

Projet

Table des matières

<i>TABLEAU DE SUIVI DES MISES A JOUR</i>	5
<i>CHAPITRE 1 – CADRE REGLEMENTAIRE DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L’INCENDIE</i>	6
<i>A – Les objectifs de la défense extérieure contre l’incendie</i>	6
<i>B – Les références réglementaires</i>	7
1. le référentiel national de la défense extérieure contre l’incendie.....	7
2. Le règlement départemental de la défense extérieure contre l’incendie	7
3. L’arrêté communal ou intercommunal de la DECI	8
3.1 Les objectifs de l’arrêté communal ou intercommunal.....	8
3.2 L’élaboration et la mise à jour	8
4. Le schéma communal ou intercommunal de la DECI	9
<i>C – Le rôle et les missions des acteurs locaux de la DECI</i>	10
1. Le rôle du maire ou du président de l’EPCI	10
1.1 La police administrative spéciale de la DECI	10
1.2 Le service public de DECI	10
2. Le rôle et les missions du SDIS 76.....	11
3. Le rôle et les missions des chefs d’établissements	12
3.1 Le rôle et les missions du responsable de l’établissement recevant du public	12
3.2 Le rôle et les missions du responsable d’établissement soumis au Code du travail	12
4. La participation des tiers à la DECI	12
4.1 Le statut juridique des points d’eau d’incendie.....	12
4.2 Aménagement et utilisation de points d’eau d’incendie localisés sur des parcelles privées	14
5. Principe de gratuité de l’eau à l’usage des service d’incendie.....	15
6. Utilisations annexes des points d’eau incendie.....	15
<i>CHAPITRE 2 – LA MISE EN SERVICE ET LE MAINTIEN EN CONDITION DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L’INCENDIE</i>	16
<i>A - Les principes généraux du maintien en condition des points d’eau d’incendie</i>	16
<i>B - La création et la mise en service des points d’eau d’incendie</i>	17
1. la visite de réception d’un point d’eau d’incendie	17
2. La numérotation des points d’eau d’incendie	18
2.1 La numérotation des points d’eau d’incendie publics	18
2.2 La numérotation des points d’eau d’incendie privés.....	18
<i>C – Le maintien en condition opérationnelle des points d’eau d’incendie</i>	19
1. La maintenance préventive et la maintenance corrective des points d’eau d’incendie.....	19

2. Les contrôles techniques périodiques	20
3. Les reconnaissances opérationnelles du Sdis 76	21
<i>D – Points d’eau d’incendie hors service.....</i>	<i>23</i>
<i>E - Modification et suppression d’un points d’incendie</i>	<i>23</i>
<i>F - Base de données des points d’eau incendie</i>	<i>23</i>
CHAPITRE 3 – LE DIMENSIONNEMENT DE LA DECI	25
<i>A – L’analyse des risques</i>	<i>25</i>
1. Notion de risques	25
2. Notion de surface de référence.....	26
3. Notion de hauteur de référence.....	27
4. La réduction du risque à la source.....	27
5. La grille d’analyse des risques	28
<i>B - Les risques liés à l’habitat</i>	<i>28</i>
1. Notion d’habitats isolés.....	28
2. Qualification du risque « Habitation ».....	30
<i>C - Les risques liés aux Etablissements Recevant du Public</i>	<i>33</i>
<i>D - Les risques liés aux activités Industrielles.....</i>	<i>34</i>
<i>E - Les risques liés aux activités Agricoles.....</i>	<i>35</i>
<i>F - Les risques « Divers et émergents »</i>	<i>36</i>
<i>G - Cas particuliers des Installations Classées pour la Protection de l’Environnement.....</i>	<i>37</i>
<i>H – Les quantités d’eau de référence.....</i>	<i>37</i>
1. Les besoins en eau pour les risques de niveau très faible à important.....	37
2. Les besoins en eau pour les risques de niveau particulier	40
3. Cas particulier de la DECI des zones aménagées	40
4. Défense de points sensibles.....	41
<i>I - La répartition qualitative et quantitative des points d’eau d’incendie.....</i>	<i>41</i>
<i>J - Les critères de tolérance des Points d’eau d’incendie</i>	<i>42</i>
1. Prise en compte de la DECI existante	42
2. Coefficients de tolérance et valeurs admissibles.....	43
3. Cas particuliers des extensions d’habitations existantes	44
<i>K – Distance entre le premier Point d’eau d’incendie et l’entrée du bâtiment</i>	<i>44</i>
<i>L - Accessibilité des engins d’incendie aux Points d’eau d’incendie</i>	<i>46</i>
1. Généralités	46
2. Caractéristiques des voies utilisables par les engins d’incendie.....	46
3. Caractéristiques des voies « dévidoirs »	47
4. Implantation des hydrants par rapport aux voies de circulation.....	48
<i>M - Mesures relatives à la protection des personnes.....</i>	<i>49</i>

CHAPITRE 4 - LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PEI	50
A - Caractéristiques communes aux différents Points d'eau d'incendie	50
1. Pluralité des ressources	50
2. Pérennité dans le temps et l'espace	50
B - Inventaire des points d'eau incendie constituant la DECI	51
1. Les poteaux et bouches d'incendie	51
1.1 Les poteaux et bouches d'incendie normalisés	51
1.2 Les autres poteaux et bouches d'incendie	52
1.3 Les prises d'eau sous pression sur les réseaux d'eau non potable	53
2. Les points d'eau d'incendie naturels ou artificiels	53
3. Les autres dispositifs	54
4. Cas particuliers des piscines privées	55
C - Equipement des points d'eau incendie	55
1. Les points d'eau d'incendie non normalisés	55
2. Aire d'aspiration et plate-forme de mise en station	55
3. Dispositifs fixes d'aspiration	56
D - La Signalisation des points d'eau d'incendie sur le terrain	57
1. La couleur des appareils	57
2. Les exigences minimales de signalisation	58
3. Protection et signalisation complémentaire	58
4. Symbolique de signalisation et de cartographie	58
CHAPITRE 5 – ELABORATION DES SCHEMAS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX DE DECI	60
1. Le processus d'élaboration	60
2. L'identification des risques	61
3. L'état des lieux de la DECI existante	62
4. L'application des grilles de dimensionnement et l'évaluation des besoins en PEI	62
5. La rédaction du SCDECI / SICDECI	63
6. La consultation du SCDECI / SICDECI	63
7. La constitution du dossier	63
8. La procédure d'adoption	64
9. La procédure de révision	64
GLOSSAIRE - TABLE DES ACRONYMES	66
GUIDE TECHNIQUE DE LA DECI	69
A – Le dimensionnement des risques	69
B – Les points d'eau d'incendie	69
C – Les procédures liées à la DECI	69

Projet

TABLEAU DE SUIVI DES MISES A JOUR

N° de version	Date	Nature des évolutions	Pages	Rédaction	Validation	Approbation
0	27/02/2017	Edition complète originale		C ^{ne} HELLO	GOP / GPREV/ Groupe de travail	Conseil d'administration



PREAMBULE

En application de l'article R-2225.3-III du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime est modifié et révisé à l'initiative du préfet du département dans les conditions prévues dans l'article précité.

CHAPITRE 1 – CADRE REGLEMENTAIRE DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

A – LES OBJECTIFS DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

Les objectifs affichés par l'évolution des dispositions réglementaires et législatives dans le domaine de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) visent à :

- 1) donner une assise juridique à la DECI,
- 2) **rehausser et maintenir** le niveau de sécurité en confortant une DECI rationnelle, adaptée et efficiente,
- 3) affirmer le **principe de gratuité** à la fourniture de l'eau à destination de la DECI, ainsi qu'à la réalimentation des points d'eau d'incendie,
- 4) inscrire la DECI dans une approche globale de gestion des ressources en eau et dans la promotion de l'aménagement durable des territoires,
- 5) moderniser les règles relatives à l'aménagement, l'entretien et la vérification des points d'eau incendie, afin de mieux prendre en compte les spécificités locales,
- 6) permettre une planification du renforcement, de l'aménagement et du développement de la DECI au travers les schémas communaux ou intercommunaux de DECI,
- 7) définir le rôle des différents acteurs locaux de la DECI,
- 8) assoir le rôle des services départementaux d'incendie et de secours dans le domaine de l'expertise et du conseil technique auprès des maires et des présidents d'EPCI, tant sur les aspects techniques et opérationnels que sur l'approche réglementaire.

Au niveau départemental, la conception de la défense extérieure contre l'incendie doit être cohérente avec le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR).

L'approche par risque est une démarche qui découle d'une logique similaire à celle du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques. Il s'agit de distinguer les bâtiments dont l'incendie constitue un risque couramment rencontré, de ceux dont les particularités génèrent un risque qui nécessite une étude spécifique.

Afin d'apporter la réponse la plus pragmatique possible dans le respect de la traduction des objectifs nationaux, le Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime s'appuie sur les cinq principes fondamentaux suivants :

- **Garantir la continuité de l'alimentation en eau des engins de lutte contre l'incendie** : la quantité d'eau mise à disposition des premiers intervenants doit permettre de garantir une première réponse dans la lutte contre les propagations du sinistre et permettre la réalisation des sauvetages de personne avec un minimum de sécurité, dans l'attente de la montée en puissance du dispositif d'alimentation,
- **Définir le risque** : la réalisation d'une analyse typologique des risques liés aux incendies permet par une approche réglementaire et globale, d'apporter une réponse adaptée aux contraintes géographiques, démographiques et urbanistiques des différents territoires,
- **Adapter la DECI aux réalités du terrain** : la parfaite connaissance des territoires et le maillage géographique des moyens du Sdis 76 permettent une meilleure prise en compte de la diversité des ressources en eau disponibles et ainsi, le recours aux appareils implantés sur les réseaux d'eau potable ne doit pas revêtir un caractère systématique,
- **Désigner l'engin-pompe en tant qu'engin de référence** : à l'exclusion de tout autre type de véhicule, l'engin-pompe, sous réserve de conformité aux normes européennes EN 1846-1/2/3 et à la norme

française NFS 61-515, est doté à la fois des capacités de pompe et de l'armement, adaptés à la lutte contre l'incendie et à la mise en œuvre des moyens de la défense extérieure contre l'incendie.

- **Être un outil d'aide à la décision et à la conception** : ce règlement départemental se veut être, certes un outil technique d'analyse et de dimensionnement des besoins en eau, mais également un guide permettant d'accompagner tant les élus et les agents des services instructeurs des autorisations du droit du sol que les différents acteurs du développement économique, concernés par la DECI.

B – LES REFERENCES REGLEMENTAIRES

1. LE REFERENTIEL NATIONAL DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

Le Référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie (RNDECI) est un document-cadre, définissant une méthodologie et des principes généraux relatifs à l'aménagement, l'entretien et la vérification des points d'eau servant à l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

Ce document fixe des principes et des objectifs à atteindre afin de concourir à l'amélioration de la défense extérieure contre l'incendie, mais ne définit pas les règles prescriptives à appliquer localement.

Le RNDECI constitue une « boîte à outils » à la fois pour l'élaboration du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie, mais également pour la mise en place, à l'initiative des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale, des schémas communaux ou intercommunaux de DECI.



Références réglementaires.

Décret 2015-235 du 27 février 2015 portant réglementation relative à la défense extérieure contre l'incendie.
Arrêté n° INTE 1522200A du 15 décembre 2015 fixant le Référentiel national de la DECI.
Article R.2225-2 du CGCT.

2. LE REGLEMENT DEPARTEMENTAL DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

Le Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) fixe les règles relatives à la défense extérieure contre l'incendie à l'échelon du département.

Ce document, rédigé par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), est arrêté par le préfet du département.

Le RDDECI est élaboré en prenant en compte, d'une part les particularités locales, et d'autre part en reprenant les problématiques mises en évidence dans le cadre du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques, dont il est complémentaire. Il est cohérent avec l'organisation opérationnelle et le Règlement opérationnel du Sdis 76.

Le RDDECI doit permettre également d'accompagner les acteurs locaux dans le développement rural, urbain et des zones d'activité économique, tout en assurant la défense extérieure contre l'incendie de l'existant.

Contrairement aux établissements recevant du public (ERP), le RDDECI ne s'applique pas aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), ces dernières disposant d'une réglementation et de dispositions propres en matière de défense contre l'incendie et, par conséquent, ce document ne formule pas de préconisation aux exploitants des ICPE.



Références réglementaires.

Décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie.

3. L'ARRETE COMMUNAL OU INTERCOMMUNAL DE LA DECI

3.1 Les objectifs de l'arrêté communal ou intercommunal

Il appartient au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre d'arrêter la défense extérieure contre l'incendie sur son territoire.

L'arrêté communal ou intercommunal permet de dresser un inventaire exhaustif de l'ensemble des points d'eau d'incendie, publics et privés, présents sur le territoire et de façon plus générale, définir sans équivoque la défense extérieure contre l'incendie et trancher à cette occasion la situation litigieuse de certains points d'eau.

Le maire ou le président de l'EPCI agissant en qualité d'autorité compétente, procède dans un premier temps à une démarche d'identification des risques et des besoins en eau pour y répondre.

Dans un second temps, il intègre dans sa démarche une série de besoins en eau incendie définis et traités par :

- d'autres réglementations autonomes, notamment celle relative aux établissements recevant du public (ERP). Toutefois, pour ces cas, il ne lui appartient ni d'analyser le risque, ni de prescrire des points d'eau d'incendie (PEI),
- la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la mesure où elle induit l'utilisation de points d'eau d'incendie publics, ou pour lesquels une convention d'utilisation a été établie.

L'arrêté communal ou intercommunal reprend les données générées par l'application de ces réglementations sans les modifier, pour la cohérence globale de la défense incendie et surtout pour les interactions juridiques pouvant en résulter.

L'autorité compétente fixe, sous la forme d'un arrêté, la liste exhaustive des points d'eau d'incendie présents sur son territoire de compétence.

Il est rappelé que les points d'eau d'incendie sont les points d'alimentation en eau mis à la disposition des engins de lutte contre l'incendie.

À l'occasion de ce recensement, des caractéristiques techniques particulières des PEI doivent être mentionnées.

De la même façon, les points d'eau accessoires non dédiés à la défense extérieure contre l'incendie, susceptibles de présenter un intérêt opérationnel (dispositif d'autoprotection ou contre-mesure), peuvent être inclus dans cet inventaire après approbation du Sdis 76 (Cf. chapitre 4 § B2).

3.2 L'élaboration et la mise à jour

Lors de la mise en place initiale de l'arrêté, le Sdis 76 communique à l'autorité compétente l'ensemble des informations relatives à la DECI en sa possession, tant les bases de données sous forme de tableaux que les éléments cartographiques.

Les points d'eau d'incendie retenus dans cet arrêté doivent être conformes aux prescriptions techniques du présent règlement.

L'autorité compétente adresse cet arrêté initial ainsi que toutes les modifications ultérieures au préfet qui en adresse une copie au Sdis 76, au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

La mise à jour de cet arrêté entre dans les processus d'échanges d'informations entre le Sdis 76 et les collectivités, conformément aux dispositions du présent règlement.

Lorsqu'une évolution de la défense extérieure contre l'incendie intervient, l'autorité compétente procède à la mise à jour de l'arrêté communal ou intercommunal.

L'arrêté modificatif est transmis au plus tard le 31 mars de l'année n+1, au préfet qui en adresse une copie au Sdis 76.



Précision.

Le signalement des indisponibilités ponctuelles des PEI n'entre pas dans le périmètre juridique de cet arrêté : il n'est donc pas nécessaire de modifier l'arrêté dans ces cas.

Les caractéristiques suivantes sont obligatoirement mentionnées dans l'arrêté ou la base :

- la localisation du PEI,
- le type de PEI (poteau d'incendie, citerne fixe avec prise d'aspiration, etc.),
- le statut public ou privé : en l'absence de précision, le statut du PEI sera par défaut « public » (Cf ; chapitre 2 du présent règlement),
- les performances hydrauliques (débit, pression) des hydrants implantés sur des réseaux d'eau sous pression,
- la capacité de la ressource en eau alimentant le PEI et son éventuelle absence de pérennité dans le temps (exemple : inépuisable sur cours d'eau, capacité du château d'eau, etc.),
- le numéro d'ordre affecté au PEI

Lorsqu'un point d'eau privé est inclus dans l'arrêté communal ou intercommunal, l'autorité compétente lui attribue un numéro d'ordre conformément aux dispositions du présent règlement.



Important.

Il est rappelé que sur le plan opérationnel, le Sdis 76 peut utiliser en cas de nécessité, toutes les ressources en eau que commande la lutte contre le sinistre, même si ces ressources ne sont pas identifiées comme des points d'eau d'incendie.

Dans ce cas, le commandant des opérations de secours (COS), agissant sous l'autorité du directeur des opérations (DOS), mène une appréciation instantanée du bilan avantages / inconvénients d'utilisation de cette ressource improvisée. Il s'agit de comparer les effets de la privation éventuelle d'une ressource en eau et les conséquences prévisibles de l'incendie.

L'autorité compétente use au besoin du pouvoir de réquisition. Dans l'urgence et en l'absence du DOS, la réquisition peut être réalisée verbalement par le COS. Elle doit ensuite être régularisée par l'autorité de police.



Références réglementaires.

Décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie.
Article R. 2225-1 et 4 du CGCT.

4. LE SCHEMA COMMUNAL OU INTERCOMMUNAL DE LA DECI

Bien que sa réalisation ne revêt pas de caractère obligatoire, le schéma communal (SCDECI) ou schéma intercommunal (SICDECI), s'il est associé aux autres outils d'urbanisme opérationnels (plan local d'urbanisme (PLU), schéma de cohérence territoriale (SCOT), etc.) peut se révéler être un outil d'aménagement du territoire efficace.

Sur la base d'une analyse des risques, le schéma communal ou intercommunal de DECI doit permettre à l'autorité compétente :

- de connaître sur son territoire, le niveau de couverture de la défense extérieure contre l'incendie existante,

- d'identifier les insuffisances et les zones non couvertes,
- de prioriser l'implantation des équipements nécessaires au renforcement de la DECI,
- de visualiser l'évolution prévisible des risques en fonction du développement prévu de l'urbanisation.

Dans les communes où la situation est particulièrement simple en matière de DECI, notamment lorsqu'il y a peu d'habitations et que la ressource en eau est abondante et accessible aux engins de lutte contre l'incendie, l'arrêté de DECI mentionné au chapitre précédent peut se substituer au schéma communal.

Le SCDECI ou SICDECI permet à l'autorité compétente de planifier les actions relatives à la DECI, de manière efficiente, tout en garantissant une maîtrise des coûts.



REFERENCES REGLEMENTAIRES.

Décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie.
Article R. 2225-4 du CGCT.
Articles R 2225-5 et 6 du CGCT.

C – LE ROLE ET LES MISSIONS DES ACTEURS LOCAUX DE LA DECI

1. LE ROLE DU MAIRE OU DU PRESIDENT DE L'EPCI

1.1 La police administrative spéciale de la DECI

Le maire exerce le pouvoir de police administrative spéciale de la DECI, de ce fait il assure la défense extérieure contre l'incendie sur sa commune. Ce pouvoir consiste en pratique pour l'autorité compétente à :

- fixer par arrêté la DECI communale,
- décider de la mise œuvre et arrêter le schéma communal (ou intercommunal) de la DECI,
- faire procéder aux contrôles techniques périodiques des PEI.

Ce pouvoir de police est transférable à un établissement de coopération intercommunal (EPCI) à fiscalité propre, dès lors que les maires des collectivités membres ont transféré au président de cet établissement les attributions lui permettant de réglementer cette activité.

Dans ce cas, le président de l'EPCI exerce le pouvoir de police administrative spéciale, particulièrement dans les métropoles où leurs présidents exercent de plein droit le service public et le pouvoir de police administrative spéciale de la DECI.



IMPORTANT.

Même en cas de transfert de compétence du pouvoir de police spéciale de la DECI, le maire conserve son rôle de directeur des opérations de secours (DOS) conformément aux dispositions du CGCT.

1.2 Le service public de DECI

Le service public de DECI est une compétence communale, placée sous l'autorité du maire. Ce service est distinct du service public de l'eau potable.

Ce service est transférable à un établissement public de coopération intercommunal, pas nécessairement à fiscalité propre, et est alors placé sous l'autorité du président de celui-ci.

Ce transfert volontaire est effectué conformément aux procédures de droit commun.

Le service public de DECI assure la gestion matérielle de la DECI et porte principalement sur :

- la création, la maintenance ou l'entretien,

- l'apposition de signalisation,
- le remplacement et l'organisation des contrôles techniques des PEI,
- l'échange d'informations avec les autres services.

La collectivité compétente en matière de DECI peut faire appel à un tiers pour effectuer tout ou partie de ses missions (création des PEI, opérations de maintenance, contrôles) par le biais d'une prestation de service, conformément au code des marchés publics.

Les dépenses afférentes à la DECI sur le réseau d'eau potable ne peuvent donner lieu à la perception de redevances pour service rendu aux usagers du réseau de distribution de l'eau, la lutte contre les incendies constituant une activité de police au bénéfice de l'ensemble de la population.

Seuls les investissements demandés pour assurer l'alimentation en eau des moyens de lutte contre l'incendie sont à la charge du budget des services publics de DECI.

Lorsqu'une extension de réseau ou des travaux de renforcement sont utiles à la fois pour la défense incendie et pour la distribution de l'eau potable, un cofinancement est possible dans le cadre d'un accord conclu entre les collectivités compétentes.



Important.

La DECI est un objectif complémentaire qui doit être compatible avec l'usage premier des réseaux d'eau potable, et ne doit porter aucun préjudice quant à leur fonctionnement ou à la qualité sanitaire de l'eau distribuée, ni conduire à des dépenses hors de proportion avec le but à atteindre, en particulier pour ce qui concerne le dimensionnement des canalisations.



Références réglementaires.

La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit.
Article L. 5211-9-2 du CGCT.
Article L 2213-32 du CGCT.
Articles L 2224-12-1, L. 2225-1 à 5 et R. 2225-7 et 8 du CGCT.
Articles L.5212-2 et 3 du CGCT.

2. LE ROLE ET LES MISSIONS DU SDIS 76

Bien que la défense extérieure contre l'incendie ne relève pas directement de sa compétence, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime assure le suivi de la répertoriation de l'ensemble des points d'eau d'incendie dont il a la connaissance.

Le Sdis 76 assure la mise à jour de cet inventaire dès lors que l'autorité compétente porte à sa connaissance toute modification ou toute création de points d'eau d'incendie.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime agissant en qualité de conseiller technique, apporte à l'autorité compétente, son expertise en matière d'analyse des risques et de dimensionnement des besoins en eau sur :

- les dossiers relatifs aux établissements recevant du public, conformément aux dispositions réglementaires,
- les dossiers relatifs aux habitations régis par le Code de la construction et de l'habitation, bien que cette étude ne revête pas de caractère obligatoire,
- de façon générale, sur toute demande d'informations ou de travaux visant à créer, modifier ou supprimer un PEI et sur toute sollicitation relevant de la défense extérieure contre l'incendie.

Le Sdis 76 apporte également son expertise, aux collectivités qui le souhaitent, pour l'établissement des schémas communaux ou intercommunaux de défense extérieure contre l'incendie, en vérifiant en particulier la concordance des schémas projetés avec le présent règlement et en prenant en compte également les retours d'expériences des sinistres ayant fait l'objet d'une analyse post opérationnelle.



Important.

Toutefois, s'agissant des schémas communaux ou intercommunaux, la conception et la réalisation ne relèvent pas de la compétence du Sdis 76. Il appartient donc à la collectivité d'assurer en régie ou de recourir à un prestataire de services afin de concevoir ces documents.

3. LE ROLE ET LES MISSIONS DES CHEFS D'ETABLISSEMENTS

3.1 Le rôle et les missions du responsable de l'établissement recevant du public

Les établissements recevant du public (ERP) sont visés par l'article R 123-2 du Code de la construction et de l'Habitation et dans la majorité des cas, les ERP sont défendus par des points d'eau d'incendie (PEI) publics.

Toutefois et en application de l'article MS5 du Règlement de sécurité, lorsque la défense extérieure contre l'incendie publique est insuffisante, il peut être demandé à l'exploitant de disposer de points d'eau d'incendie privés.

Il appartient alors à l'exploitant d'un tel établissement de s'assurer en permanence de la disponibilité et de la conformité des points d'eau concourant à la défense extérieure contre l'incendie de son établissement et de signaler au Sdis 76, dès qu'il en a connaissance, toute indisponibilité ou tout dysfonctionnement rendant inopérant les points d'eau d'incendie défendant son établissement.

Parallèlement, l'exploitant informe le Sdis 76 des mesures compensatoires mise en œuvre afin de pallier cette indisponibilité temporaire.

Dans le cas où la défense extérieure contre l'incendie de l'établissement est assurée par des points d'eau privés, il appartient à l'exploitant, de fournir à l'occasion des visites périodiques de la commission de sécurité un procès-verbal de contrôle des points d'eau assurant la défense de son établissement.

3.2 Le rôle et les missions du responsable d'établissement soumis au Code du travail

Conformément à l'article L 4121-1 du Code du Travail, le chef d'établissement, ou l'exploitant d'un établissement soumis aux dispositions du Code de Travail, prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs de l'établissement. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

A ce titre, le chef d'établissement ou l'exploitant d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail est tenu de s'assurer en permanence de la disponibilité et de la conformité des points d'eau concourant à la défense extérieure contre l'incendie de son établissement.

S'agissant particulièrement des points d'eau situés dans une enceinte privée, il est de la responsabilité du chef d'établissement de signaler au Sdis 76, dès qu'il en a connaissance, toute indisponibilité ou tout dysfonctionnement rendant inopérant les points d'eau d'incendie défendant son établissement.

4. LA PARTICIPATION DES TIERS A LA DECI

4.1 Le statut juridique des points d'eau d'incendie

Dans la majorité des situations locales, les PEI appartiennent au service public de la DECI. Toutefois et exceptionnellement, des personnes privées peuvent participer à la DECI.

Ces dispositifs sont destinés à être utilisés, quelle que soit leur implantation, sur voie publique ou sur terrain privé.

Par principe et sous réserve des précisions développées dans les paragraphes suivants :

- un PEI public est à la charge du service public de la DECI. L'ensemble de la population en bénéficie,
- un PEI privé est à la charge de son propriétaire. Il fait partie de la DECI propre à l'établissement privatif défendu par ce PEI.



Important.

Le caractère public ou privé d'un PEI n'est pas systématiquement lié à sa localisation (un PEI public peut être localisé sur un terrain privé), ni à son propriétaire (des ouvrages privés peuvent être intégrés aux PEI publics sans perdre la qualification de leur propriété).

Ils sont alors pris en charge par le service public de la DECI dans le cadre d'une convention de mise à disposition pour ce qui relève de leur utilisation.

Les principales situations susceptibles d'être rencontrées dans le département de la Seine-Maritime sont les suivantes :

Situation juridique ou foncière	Implantation et financement	Statut du PEI	Rétrocession du PEI	Contrôles et maintenance du PEI
Lotissement privé, copropriété, indivision, association foncière, etc.	Lotisseur ou aménageur	Privé	Possible sous la forme d'un acte de rétrocession	Par le propriétaire. Si rétrocession, par le service public de DECI
Lotissement d'initiative publique, projet urbain partenarial, etc.	Lotisseur ou aménageur	Public	De droit	Par le service public de la DECI
Etablissements recevant du public (ERP)	Collectivité	Public	De droit	Par le service public de la DECI
	Propriétaire	Privé	Possible sous la forme d'un acte de rétrocession	Par le propriétaire. Si rétrocession, par le service public de DECI
Industrie non ICPE	Propriétaire ou aménageur	Privé ou Public	Possible sous la forme d'un acte de rétrocession	Par le propriétaire. Si rétrocession, par le service public de DECI
Industrie ICPE	Propriétaire	Privé	Non	Par le propriétaire
Zone d'activité	Aménageur	Privé ou Public	Possible sous la forme d'un acte de rétrocession	Par le propriétaire. Si rétrocession, par le service public de DECI
Installation agricole non ICPE	Collectivité	Public	De droit	Par le service public de la DECI

Situation juridique ou foncière	Implantation et financement	Statut du PEI	Rétrocession du PEI	Contrôles et maintenance du PEI
	Propriétaire ou exploitant	Privé	Possible sous la forme d'un acte de rétrocession	Par le propriétaire. Si rétrocession, par le service public de DECI
Installation agricole ICPE	Propriétaire ou exploitant	Privé	Non	Par le propriétaire

4.2 Aménagement et utilisation de points d'eau d'incendie localisés sur des parcelles privées

Les différents cas d'aménagement de points d'eau d'incendie sur des parcelles privées sont les suivants :

Situations possibles	Statut du PEI	Procédure(s) administrative(s) envisageable(s)	Contrôles et maintenance du PEI
Le point d'eau a été financé par la commune ou par l'EPCI et il est implanté sur le domaine privé sans acte de propriété.	Public	➤ rétrocession de la parcelle concernée sous la forme d'une procédure de droit commun.	L'ensemble des opérations de maintenance et d'entretien (espaces végétalisés, accès, etc.) relevant de la DECI ainsi que les contrôles périodiques du point d'eau sont assurés par le service public de DECI.
La commune ou l'EPCI souhaite implanter un PEI sur une parcelle privée.		➤ élaboration d'une convention de mise à disposition du terrain, ➤ ou acquisition foncière de l'emplacement concerné par détachement d'une partie de la parcelle visée.	
Le point d'eau a été financé par un particulier et il est implanté sur le domaine privé.	Privé	➤ possibilité de mise à disposition du PEI sous la forme d'une convention fixant les modalités techniques et financières.	

Dans le cas des points d'eau publics implantés sur des parcelles privées et dans l'impossibilité de parvenir à un accord amiable ou contractuel, une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique peut être mise en œuvre par l'autorité compétente. L'utilité publique est constituée, pour ce type d'implantation, sous le contrôle du juge administratif.

En cas de mise en vente de la parcelle par le propriétaire, la commune peut se porter acquéreur prioritaire si elle a instauré le droit de préemption urbain, dans les conditions prévues par les articles L 211-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Dans le cas de la mise à disposition d'un point d'eau privé, un point d'équilibre doit être trouvé afin que le propriétaire du point d'eau ne soit pas lésé mais aussi ne s'enrichisse pas sans cause.

Toutefois, en cas de prélèvement important d'eau, notamment sur une ressource non réalimentée en permanence, la convention peut prévoir des modalités de remplissage en compensation.

Hormis les cas précédemment cités, d'autres situations locales d'usage ou de droit peuvent inciter les communes ou les EPCI à assimiler aux points d'eau d'incendie publics, des PEI qui n'appartiennent pas clairement à la commune ou à l'EPCI.

La mise en place de l'arrêté communal ou intercommunal de DECI, doit permettre de clarifier certaines situations en mentionnant explicitement le statut public ou privé des différents points d'eau d'incendie.

5. PRINCIPE DE GRATUITE DE L'EAU A L'USAGE DES SERVICE D'INCENDIE

La mise à disposition de l'eau destinée à la lutte contre les incendies est réalisée par l'autorité compétente à titre gratuit.

Par extension, la notion de gratuité est également applicable :

- à l'eau d'une réserve publique de DECI alimentée par le réseau d'eau potable, mise en place en cas d'impossibilité de connecter un poteau ou une bouche d'incendie au dit réseau en raison d'un débit ou d'une pression insuffisante (cas des citernes réalimentées),
- à la réalimentation, après sinistre, d'une réserve publique ou privée, si cette dernière a été intégrée dans l'arrêté communal de DECI.

Sont de fait exclus de ce principe de gratuité de fourniture de l'eau, les systèmes d'extinction, les points d'eau d'incendie privatifs mis en place dans l'enceinte de propriétés privées ainsi que les dispositifs privés concourant à l'autoprotection (piscine, etc.)

Toutefois et en cas de mise à disposition des points d'eau privés, la gratuité de la réalimentation peut être applicable dès lors qu'une convention de mise à disposition entre l'autorité compétente et le propriétaire le prévoit.

6. UTILISATIONS ANNEXES DES POINTS D'EAU INCENDIE



Principe.

Les points d'eau d'incendie publics, en particulier ceux qui sont alimentés par un réseau d'adduction en eau sous pression sont conçus pour et, par principe réservés à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours.

Dans le cadre de ses prérogatives de police spéciale, il appartient à l'autorité compétente de réglementer l'utilisation annexe des PEI.

En particulier il lui revient de réserver ou non l'exclusivité de l'utilisation des PEI aux seuls services d'incendie et de secours, notamment pour les PEI connectés au réseau d'eau potable.

Elle peut autoriser après avis, selon le cas, du service public de l'eau ou de l'autorité chargée du service public de la DECI, l'utilisation des bouches et poteaux d'incendie pour d'autres usages, sous réserve que cette utilisation annexe, ne porte pas préjudice à la performance des PEI (débit et volume de référence exigibles, accessibilité, état général, etc.),

Pour les réserves d'eau à capacité limitée, notamment les châteaux d'eau, les autorisations de puisage doivent être délivrées avec prudence, afin de garantir la quantité minimum prévue pour la DECI.

Les dispositifs de limitation d'usage des PEI normalisés, nécessitant d'autres manœuvres et outils que ceux prévus par la norme, ne peuvent pas être mis en place sans avoir été préalablement approuvés par le ministère chargé de la sécurité civile.



Références réglementaires.

Articles R. 1321-1 et 2 et R. 1321-2 à 5 du code de la santé publique (CSP).

CHAPITRE 2 – LA MISE EN SERVICE ET LE MAINTIEN EN CONDITION DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

A - LES PRINCIPES GENERAUX DU MAINTIEN EN CONDITION DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

Dès leur création, les points d'eau d'incendie font l'objet d'un contrôle régulier de leur performance et leur maintien en condition opérationnelle est obligatoire.

À cet effet, le RDDECI met en place plusieurs séries d'actions dont l'objectif commun est de garantir une disponibilité permanente de la DECI.

Il en va en particulier de :

- la sécurité physique des populations sinistrées et des sauveteurs intervenants ;
- la protection des animaux, des biens et de l'environnement ;
- la sécurité juridique des autorités chargées de la DECI.

On distingue quatre types d'actions visant à garantir la pérennité de la DECI :

Type d'actions	Réalisés par	Objectifs
Visite de réception	Le Sdis 76 en présence du maître d'ouvrage et du service public de la DECI	Identifier les nouveaux PEI et s'assurer de leur conformité technique au présent règlement.
Maintenance	Le service public de la DECI ou le prestataire ayant reçu délégation pour réaliser les contrôles	Préventive Assurer le fonctionnement permanent des PEI
		Corrective Remettre en condition les PEI ayant subi une indisponibilité liée à des problèmes techniques.
Contrôles techniques périodiques		S'assurer de la performance hydraulique (débit/pression) et garantir l'accessibilité et la signalisation des PEI.
Reconnaitances opérationnelles	Le Sdis 76	S'assurer pour son propre compte de la présence, du maintien en état de fonctionnement, de la signalisation et de l'accessibilité de l'ensemble des PEI.



Important.

Les prestataires chargés de ces contrôles, réalisés en régie par le service public de DECI ou non, ne sont soumis à aucune obligation d'agrément

Références réglementaires.

Article R. 2225-7-I-5° et R. 2225-9 du CGCT.

Règlement opérationnel du Sdis 76

B - LA CREATION ET LA MISE EN SERVICE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. LA VISITE DE RECEPTION D'UN POINT D'EAU D'INCENDIE

La visite de réception intervient à l'initiative du maître d'ouvrage ou de son représentant. Elle est réalisée en présence de l'installateur, du propriétaire de l'installation ou de son représentant, du service public de la DECI, du service public de l'eau potable (s'il est concerné), du gestionnaire du service des eaux (s'il est concerné) et d'un représentant du Sdis 76.

La visite de réception d'un nouveau point d'eau d'incendie revêt un caractère systématique et obligatoire, y compris pour les PEI qui ne sont pas implantés sur un réseau d'eau sous pression mais qui sont dotés d'aménagements du type : dispositif fixe d'aspiration, aire d'aspiration ou de mise en station, réserve enterrée ou aérienne, etc.

Visite de réception d'un point d'eau d'incendie		
Objectifs	Réalisée par	Contrôles effectués
S'assurer que le PEI satisfait : <ul style="list-style-type: none">aux dispositions techniques définies dans le présent règlement,à la conformité de conception et d'installation des PEI connectés sur un réseau d'eau sous pression	<u>Si le PEI est public :</u> Le Sdis 76 en présence du maître d'ouvrage et du service public de la DECI, du gestionnaire du service des eaux	<ul style="list-style-type: none">l'implantation et la localisation du PEI, y compris les coordonnées GPS,la signalisation,la numérotation,l'état général des abords du point d'eau,l'accessibilité aux moyens de lutte contre les incendies,la capacité de mise en œuvre des engins-pompes (attestation de stabilité, etc.), s'agissant des aires d'aspiration ou de mise en station. Cette dernière comprend une manœuvre d'alimentation ou de mise en aspiration par un engin-pompe.
	<u>Si le PEI est privé :</u> En plus des participants ci-dessus, sont également conviés le donneur d'ordre et l'installateur	



Cas particulier des essais simultanés.

Dans le cas où le dimensionnement de la DECI préconise le recours simultané à plusieurs points d'eau d'incendie, si les PEI assurant cette DECI sont connectés à un réseau d'eau sous pression, la visite de réception doit permettre la vérification de la conformité aux valeurs de référence en utilisation en simultanée de ces PEI.

Il convient alors de s'assurer que le débit unitaire de chaque PEI, en situation d'utilisation simultanée, est conforme aux préconisations du Sdis 76.

Une attestation de débit simultané est alors fournie par le gestionnaire du réseau d'eau.

Dans tous ces cas de réception de point d'eau d'incendie, une attestation de réception est établie par le Sdis 76. La fiche technique FT C.4 du Guide technique de la DECI présente un modèle d'attestation de réception.

L'attestation de réception doit être adressée par le Sdis 76 à l'autorité compétente et transmis au service public de la DECI si ce dernier n'a pas opéré la réception.

Ainsi, l'attestation de réception est le seul document permettant d'intégrer le nouveau PEI au sein de la DECI.

2. LA NUMÉROTATION DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

2.1 La numérotation des points d'eau d'incendie publics

Dès sa création ou au plus tard dès son intégration dans la défense extérieure contre l'incendie et conformément aux dispositions du présent règlement, chaque point d'eau d'incendie doit disposer d'un numéro d'inventaire départemental unique, exclusif de toute autre numérotation.

Afin d'éviter la multiplicité des outils de gestion et des bases de données, source d'erreurs de numérotation, ce numéro d'inventaire est attribué **exclusivement par le Sdis 76** selon le principe suivant :

Numéro d'inventaire = Code INSEE de la commune + Code PEI + n° de PEI

Exemple : le poteau d'incendie n° 126 situé sur la commune de Bolbec, délivrant un débit de 60 m³/h et implanté sur un réseau d'eau potable, portera le n° 76114 112 126

Le numéro de PEI correspond au numéro de signalisation figurant matériellement sur le PEI lui-même. Ce numéro correspond au numéro d'identification en vigueur antérieurement à l'entrée en vigueur du présent règlement.

La fiche technique FT B.12 du présent règlement précise les principes de numérotation des PEI.

2.2 La numérotation des points d'eau d'incendie privés

De la même façon, tous PEI privés, à l'exception des PEI privés ne couvrant que les besoins propres des ICPE, font l'objet d'une numérotation.

Afin de les identifier et de les dissocier clairement des autres PEI publics, ce numéro d'inventaire est attribué **exclusivement par le Sdis 76** selon le principe suivant :

**Numéro d'inventaire = Code INSEE de la commune + Code PEI + n° de PEI
suivi de la lettre « P »**

Exemple : la bouche d'incendie n°31 située sur la commune de Bolbec, dans l'enceinte de la société Dupont & Cie, implantée sur un réseau d'eau non potable et délivrant 30 m³/h, portera le n° 76114 221 31 P

Le numéro de PEI correspond au numéro de signalisation figurant matériellement sur le PEI lui-même.

La fiche technique FT B.12 du présent règlement précise les principes de numérotation des PEI.

C – LE MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE DES POINTS D’EAU D’INCENDIE

1. LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET LA MAINTENANCE CORRECTIVE DES POINTS D’EAU D’INCENDIE

L’ensemble des PEI inventoriés dans le cadre de la défense extérieure contre l’incendie doivent faire l’objet d’une action de maintenance préventive annuellement.

Opérations de maintenance préventive et correctives des PEI		
Objectifs	Réalisées par	Contrôles et actions à effectuer
<p>S’assurer que le PEI :</p> <ul style="list-style-type: none"> fonctionne de façon normale et permanente, est accessible, visible et signalé correctement, en cas d’anomalie, est remis en service le plus rapidement possible. 	<p><u>Si le PEI est public :</u></p> <p>Le service public de la DECI ou par le prestataire de service après mise en concurrence</p>	<p>Préventive</p> <ul style="list-style-type: none"> état général des abords du point d’eau, état général du point d’eau, présence des bouchons obturateurs et chaînette, intégrité des demi-raccords, des enveloppes des réserves, etc. opérations visant à garantir la manœuvrabilité des organes mobiles, des vannes, (graissage) etc. présence des dispositifs de sécurité (bouées, cordes, etc.), vérification du fonctionnement des dispositifs de vidange et/ou de décharge des appareils, changement de toutes pièces ou dispositifs défectueux constatés
	<p><u>Si le PEI est privé :</u></p> <p>Le propriétaire ou</p> <p>Le service public de la DECI dans le cadre d’une convention</p>	<p>Curative</p> <ul style="list-style-type: none"> fonctionnement après réparation des organes remplacés, présence d’eau à l’hydrant attestant de la réouverture des vannes d’isolement éventuellement une mesure de la performance hydraulique,



Important.

A l’issue des opérations de maintenance curative, et après avoir effectué un contrôle des performances hydrauliques du point d’eau déclaré hors service, le service public de la DECI informe le Sdis 76 de la remise en fonction du point d’eau d’incendie. Cette remontée d’information est réalisée conformément aux dispositions du chapitre 4 paragraphe D




Références réglementaires.

Articles R. 2225-7-I-5° et R. 2225-9 du CGCT.

2. LES CONTROLES TECHNIQUES PERIODIQUES

Les contrôles techniques périodiques ont pour objectif de s'assurer que chaque PEI conserve ses caractéristiques, notamment sa performance hydraulique d'alimentation.

Contrôles techniques périodiques des PEI		
Objectifs	Réalisés par	Actions à réaliser
S'assurer que les PEI : <ul style="list-style-type: none">fonctionnent de façon normale et permanente,sont accessibles, visibles et signalés correctementen cas d'anomalie, ont été remis en service le plus rapidement possible	<u>Si le PEI est public :</u> Le service public de la DECI ou par le prestataire de service après mise en concurrence	<ul style="list-style-type: none">mesure du débit et des pressions statique et dynamique des PEI alimentés par des réseaux d'eau sous pression, communément appelés « contrôle débit/pression »,vérification de la présence d'eau aux PEI alimentés par des réseaux d'eau sous pression. Ce contrôle, plus simple à réaliser que les contrôles débit / pression, permet la manœuvre des robinets et vannes afin de se prémunir des grippages et vérifier la présence d'eau.vérification du volume et l'aménagement des réserves d'eau naturelles ou artificielles,contrôle de l'état technique général et du fonctionnement des appareils et des aménagements associés,vérification de l'accès et des abords,vérification de la présence de la signalisation et de la numérotation.
	<u>Si le PEI est privé :</u> Le propriétaire ou Le service public de la DECI dans le cadre d'une convention de mise à disposition du PEI	
La périodicité des contrôles des débits et des pressions doit être au maximum triennale. Il appartient alors au service public de la DECI de définir le mode d'organisation de ces contrôles, portant à <u>minima annuellement</u> sur le tiers du parc de PEI concernés. L'autorité compétente informe le Sdis 76 du mode d'organisation retenu dans l'arrêté communal ou intercommunal de la DECI.		
<div><ul style="list-style-type: none">Les résultats des contrôles techniques, tant des PEI publics que privés, font l'objet d'un compte rendu qui est adressé à l'autorité compétente, ainsi qu'au Sdis 76, au plus tard, <u>2 mois</u> après la date de fin de réalisation des contrôles.Dans le cas des PEI privés, l'autorité compétente s'assure que les contrôles périodiques sont réalisés par le propriétaire et peut être amenée à lui rappeler cette obligation, sous la forme d'un courrier recommandé.En cas de carence du propriétaire, le service public de la DECI peut réaliser d'office les contrôles, aux frais du propriétaire, sous réserve de lui avoir adressé une mise en demeure, restée infructueuse dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.</div>		

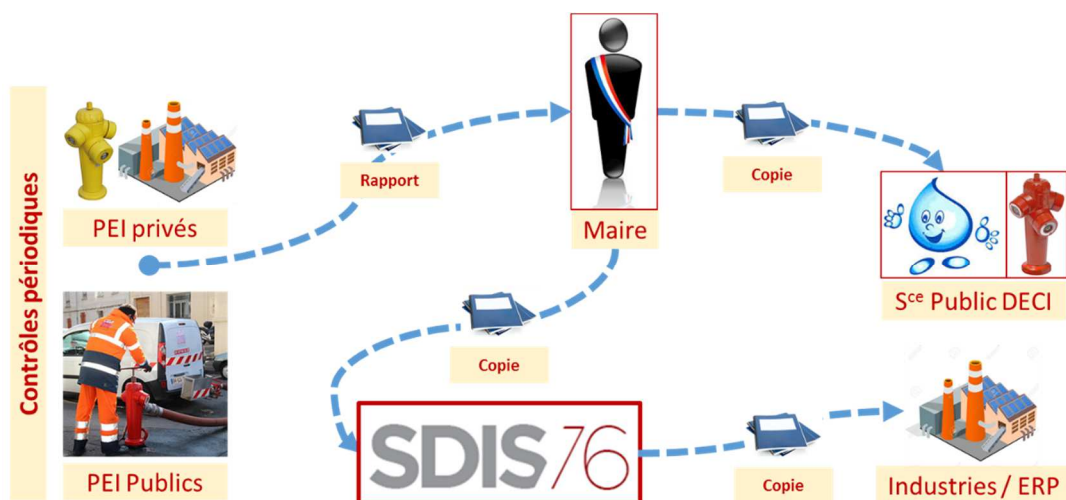


Schéma de principe de transmission des bilans des contrôles techniques périodiques

i Remarques

Les contrôles techniques périodiques peuvent être réalisés à l'occasion des opérations de maintenance.

De la même façon, les contrôles techniques périodiques de « débit / pression » concernent des PEI implantés sur des réseaux sous pression ne répondant pas par conception aux débits attendus (inférieure à 30 m³/h) et dans l'attente de l'éradication des insuffisances, seuls des contrôles fonctionnels visant à garantir la manœuvrabilité et la présence d'eau à l'appareil doivent être maintenus.

📖 Références réglementaires.

Article R. 2225-9 du CGCT.

3. LES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES DU SDIS 76

Les reconnaissances opérationnelles périodiques organisées par le Sdis 76 ont pour objectif de s'assurer que les points d'eau d'incendie, publics et privés, restent utilisables pour l'alimentation des moyens de lutte contre les incendies.

Reconnaitances opérationnelles des PEI par le Sdis 76

Objectifs	Réalisées par	Actions à réaliser
S'assurer que les PEI restent utilisables dans le temps et s'assurer de la pérennité des ressources en eau nécessaires à la lutte contre les incendies.	<p><u>PEI public ou privé :</u></p> <p>Le Sdis 76 et en particulier par les sapeurs-pompiers des centres d'incendie et de secours défendant le secteur de 1^{er} appel du Règlement opérationnel.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • accessibilité aux engins-pompes, • signalisation, • mise en œuvre de l'engin-pompe pour les aires ou dispositifs d'aspiration, • ouverture de l'hydrant afin de vérifier la manœuvrabilité, la présence d'eau et l'absence de fuite, • implantation, • numérotation, • abords.

Les reconnaissances opérationnelles réalisées par le Sdis 76 font l'objet d'un compte rendu qui est transmis à l'autorité compétente, au plus tard, **2 mois** après la date de fin des contrôles.

Cette dernière transmet au Sdis 76, s'il y a lieu, la mise à jour des coordonnées des propriétaires des points d'eau d'incendie privés les comptes rendus relatifs aux PEI privés.

Le Sdis 76 transmet aux propriétaires les comptes rendus relatifs aux PEI privés.

La périodicité des reconnaissances opérationnelles est annuelle.



- Une attention spécifique est portée sur le contrôle de la manœuvrabilité de l'hydrant, en particulier sur l'ouverture et la fermeture de l'appareil, qui devront être réalisées avec soin, sans à-coup.
- L'objectif de ce test n'étant pas de vérifier la performance hydraulique de l'appareil, la durée d'écoulement de l'eau sera la plus courte possible, sans que la manœuvre n'occasionne de coup de bélier sur le réseau.



Bonne pratique

La transmission des résultats de la reconnaissance opérationnelle ainsi que la réalisation de visites conjointes ou coordonnées, constituent un moyen de contact privilégié entre services communaux ou intercommunaux et le Sdis 76 sur le sujet de la sécurité incendie, en particulier lorsque la périodicité de réalisation tombe la même année.

Les visites conjointes permettent de procéder, simultanément, à la reconnaissance opérationnelle et au contrôle périodique. Elles impliquent ainsi l'ensemble des organismes chargés de chacune de ces opérations.

Les visites coordonnées consistent à réaliser pour chaque PEI, alternativement, un contrôle technique puis une reconnaissance opérationnelle.



Références réglementaires.

Article R. 2225-5 du CGCT.

Règlement opérationnel du Sdis 76.

D – POINTS D'EAU D'INCENDIE HORS SERVICE

Tout changement d'état des appareils concourant à la défense extérieure contre l'incendie observé à l'occasion des contrôles périodiques, des interventions des services de lutte contre l'incendie ou de découvertes ponctuelles, doit faire l'objet d'une information sans délai du Sdis 76.

Le propriétaire d'un point d'eau d'incendie privé notifie également l'indisponibilité de ses PEI à l'autorité compétente, dans les mêmes conditions que celles définies pour les PEI publics, en précisant les mesures compensatoires mises en œuvre afin de pallier le déficit en eau.

L'information relative à l'indisponibilité, à la remise en état ou à la modification des caractéristiques d'un PEI public ou privé doit être transmise sans délai au service public de DECI (si ce dernier n'est pas à l'origine de l'information) ainsi qu'au Sdis 76.

Cette information est transmise, soit par le service gestionnaire de l'eau, soit par le service public de la DECI, soit par le propriétaire à :

Période	Acteurs concernés			Téléphone	Courriel
Pendant les jours et heures ouvrés	Arrondissement	Dieppe	SOP Est	02 32 97 47 23	operationest@sdis76.fr
		Le Havre	SOP Ouest	02 32 74 55 76	operationouest@sdis76.fr
		Rouen	SOP Sud	02 32 18 48 31	operationsud@sdis76.fr
En dehors des heures ouvrées			CODIS 76	02 35 56 18 18	cta.codis@sdis76.fr

La fiche technique FT C.6 du présent règlement précise les modalités d'échanges des informations relatives à l'indisponibilité des points d'eau.

E - MODIFICATION ET SUPPRESSION D'UN POINTS D'INCENDIE

Toute modification ou suppression de point d'eau d'incendie, susceptible de modifier durablement les caractéristiques de performance, de distance ou de capacité, doit obligatoirement faire l'objet d'une consultation du Sdis 76.

Ainsi, toute modification ou suppression de point d'eau d'incendie ne peut en aucun cas provoquer un affaiblissement de la DECI de la zone concernée, sauf dans le cas où des modifications de destination de bâtiments concourent à diminuer ou supprimer le risque.

Les fiches techniques du présent règlement précisent les modalités d'échanges des informations relatives à la suppression ou à la modification des points d'eau.

F - BASE DE DONNEES DES POINTS D'EAU INCENDIE

Le Sdis 76 met en place un traitement automatisé des données relatives à l'ensemble des points d'eau d'incendie publics et privés du département, au travers d'une base de données dédiée à la défense extérieure contre l'incendie.

Cette base permet de suivre la mise en service et l'état de disponibilité des points d'eau d'incendie à des fins opérationnelles.

La base de données des PEI recense à minima :

- les caractéristiques des PEI : sa nature, sa localisation, son débit ou sa capacité et la capacité de la ressource qui l'alimente, son numéro d'inventaire départemental, son numéro de point d'eau,
- les résultats des reconnaissances opérationnelles et des contrôles techniques, en particulier les performances hydrauliques (débit et pression statique), ainsi que l'historique de ces dernières.

Cette base prend en compte :

- la création ou la suppression des PEI,
- la modification des caractéristiques des PEI,
- l'indisponibilité temporaire des PEI et leur remise en service
- l'incrémentation du Système de gestion opérationnelle (SGO) à des fins opérationnelles.

Afin de mettre à jour la base de données, les services publics de DECI transmettent au Sdis 76 les éléments nécessaires à l'incrémentation de cette base.

La base de données des points d'eau d'incendie recense également, pour des raisons de connaissance opérationnelle et de localisation rapide, les PEI privés des établissements non classés ICPE, mais également ceux des établissements classés ICPE bien que ne relevant pas du présent règlement.

Les fiches techniques du présent règlement précisent les modalités d'échanges des informations relatives à l'indisponibilité des points d'eau.

CHAPITRE 3 – LE DIMENSIONNEMENT DE LA DECI

A – L'ANALYSE DES RISQUES

1. NOTION DE RISQUES

Les risques exposés dans le présent règlement ne concernent exclusivement que les sinistres ayant pour cause l'incendie.

Le risque est alors défini comme la probabilité d'éclosion d'un incendie d'origine accidentelle, volontaire ou consécutive de l'activité humaine, dont les effets sont susceptibles d'exposer les personnes, d'occasionner des dommages importants aux biens et/ou d'affecter temporairement l'organisation de la collectivité.

L'analyse des risques comprend en particulier :

- L'identification précise des enjeux humains et des cibles : nombre de personnes impactées, type de bâtiments et activités concernées,
- la prise en compte d'éventuels effets « domino »
- la proposition de solutions techniques ou conceptuelles visant à réduire le risque à sa source.

La méthode mise en œuvre par le Sdis 76 pour conduire cette analyse de risques s'inscrit dans la continuité du Sdacr en dimensionnant les risques suivant cinq niveaux de gravité :

- *très faibles (fréquents avec des effets limités)*
- *faibles,*
- *ordinaires,*
- *importants,*
- *particuliers (rares avec des effets graves) ;*



Le Sdis 76 a la charge de définir, calculer et prescrire le dimensionnement de la DECI lors des études de dossiers dont il est saisi. De façon à simplifier l'analyse des risques, cinq risques « cibles » ont été identifiés :

- les habitations individuelles et collectives,
- les établissements recevant du public (ERP),
- les activités industrielles, tertiaires et les zones d'aménagement,
- les activités agricoles,
- les risques liés aux nouvelles technologies et aux activités émergentes.

Pour les dossiers non soumis réglementairement à l'avis du Sdis 76, il appartient aux pétitionnaires et aux agents des services instructeurs des autorisations du droit du sol de se rapprocher du Sdis 76 pour toute création d'établissement, modification importante de destination ou changement d'activité d'un établissement ou d'une installation.

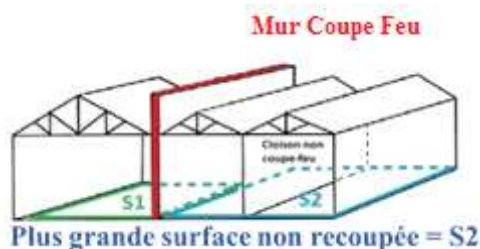
Dans le cas où une analyse de risques conduirait à une absence de réponse dans le présent règlement, le Sdis 76 se réserve le droit de se rapprocher de prescriptions comparables à celles préconisées dans des établissements ou installations présentant des similitudes de conception ou de fonctionnement.

Le Sdis 76 peut alors dans ce cas majorer ou minorer le dimensionnement des besoins en eau. Cette disposition doit rester exceptionnelle et être clairement motivée dans le rapport d'étude.

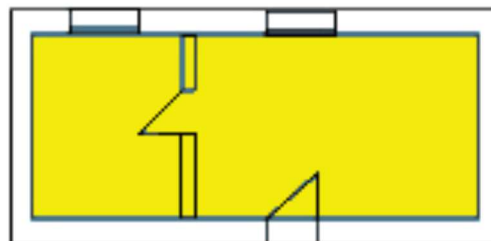
2. NOTION DE SURFACE DE REFERENCE

L'analyse des risques doit permettre d'identifier la surface qui sera prise en compte pour la classification et le dimensionnement du risque. Cette surface est appelée **surface de référence** ($S_{ref.}$)

La surface de référence est définie comme la plus grande surface réelle de plancher non recoupée, délimitée par des murs ou des parois garantissant la tenue au feu (CF) pendant une durée d'une heure au minimum ou équivalent.

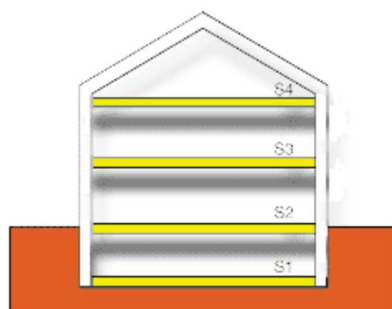


Détermination de la surface de référence



Définition de la surface de plancher

Toutefois pour les bâtiments à usage d'habitation, la surface de référence est déterminée par la surface de plancher définie comme étant la surface, close et couverte, calculé à partir du nu intérieur des murs de construction, après déduction des surfaces prévues à l'article R. 111-22 du Code de l'urbanisme.



Habitation R+1 + combles

Exemple de calcul de surface de plancher d'une maison d'habitation :

- S₁ : sous-sol,
- S₂ : rez-de-chaussée,
- S₃ : étage,
- S₄ : combles aménagés,

la surface de référence à prendre en compte est alors :

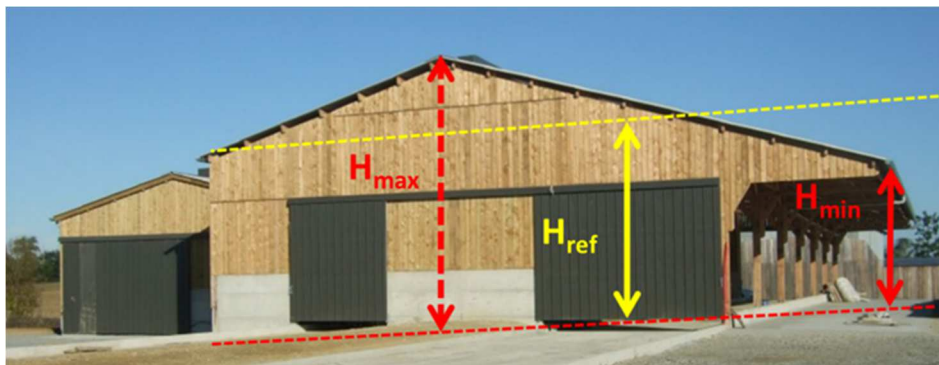
$$S_{ref} = S_{plancher} = S_1 + S_2 + S_3 + S_4$$

Surfaces déductibles prévues à l'article R. 112-22 du Code de l'urbanisme :

1. surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
2. vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
3. surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;
4. surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
5. surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial,
6. surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;
7. surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
8. surface égale à 10% des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

3. NOTION DE HAUTEUR DE REFERENCE

Dans le cas de bâtiments dont la destination est une activité de stockage, la notion de hauteur de référence (H_R) définit la hauteur moyenne comptée à partir du sol du bâtiment, entre l'égout de toiture et le point le plus haut du faîtage du toit.



La formule suivante détermine la hauteur de référence :

$$H_{ref} = \left[\frac{(H_{max} + H_{min})}{2} \right] - 1$$

Détermination de la hauteur de référence

Pour tous les types de risques, à l'exception du risque particulier lié à l'activité industrielle pour lequel la méthodologie de dimensionnement tient compte de la hauteur de stockage et des risques liés aux établissements recevant du public, la surface réelle pourra être majorée afin de tenir compte de la hauteur de référence. Le tableau suivant précise les majorations.

Hauteur de stockage	Coefficient	Surface de référence (S_{Ref})
$H \leq 3$ mètres	0	$S_{ref} = S_{réelle}$
$3 \text{ mètres} < H \leq 8$ mètres	1,1	$S_{ref} = 1,10 \times S_{réelle}$
$8 \text{ mètres} < H \leq 12$ mètres	1,2	$S_{ref} = 1,20 \times S_{réelle}$
$H > 12$ mètres	1,5	$S_{ref} = 1,5 \times S_{réelle}$

Majoration de la surface en fonction de la hauteur de stockage.

4. LA REDUCTION DU RISQUE A LA SOURCE

Afin de ne pas sur-dimensionner les besoins en eau exigés pour satisfaire la défense extérieure contre l'incendie, l'analyse des risques doit également permettre de proposer des solutions techniques visant à réduire au maximum les risques à la source ou proposer des mesures compensatoires.

Parmi ces mesures on peut citer :

- vérifier la compatibilité des produits stockés dans le même local et isoler les produits inflammables des produits chimiques,
- assurer le recoupement des locaux à risques par des murs séparatifs coupe-feu,
- isoler les activités de stockages des autres activités de l'établissement,
- isoler les bâtiments entre eux par des distances suffisantes afin de limiter les risques de propagation liés aux effets du flux thermique, à titre d'exemple on peut citer :

Stabilité au feu	Distance séparative équivalente
Coupe-feu 1 heure (CF 1 heure)	5 mètres
Coupe-feu 2 heures (CF 2 heures)	8 mètres

- limiter la hauteur de stockages dans les bâtiments couverts,
- utiliser de la détection incendie automatique centralisée (détecteur autonome avertisseur de fumées, système de sécurité incendie, etc.),
- mettre en œuvre des dispositifs d'arrosage automatique (sprinkler),
- dispositifs automatique ou manuel de désenfumage,

Ces mesures devront être prises en compte au plus tôt dans l'analyse et la conception du projet.

5. LA GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES

Dans un souci de clarté et de simplification des études de dossiers, le Sdis 76 a choisi de s'appuyer sur un document d'aide à la décision : la grille d'analyse des risques.

Cette grille permet, au regard des informations techniques transmises dans le dossier d'étude (permis de construire, certificat d'urbanisme, etc.) de déterminer par une lecture directe, le niveau de gravité du risque.

Pour cela, elle s'appuie sur une méthode de dimensionnement du risque par approche globale, notamment par une lecture directe :

- du type de cibles (habitation, ERP, agricole, industriel et divers),
- des contraintes réglementaires,
- de la surface de référence à prendre en compte,
- de la majoration du risque, consécutive à la prise en compte du risque de propagation aux bâtiments situés à proximité.

Le Sdis 76 propose une grille dédiée pour chaque type de risque.

B - LES RISQUES LIES A L'HABITAT

1. NOTION D'HABITATS ISOLES

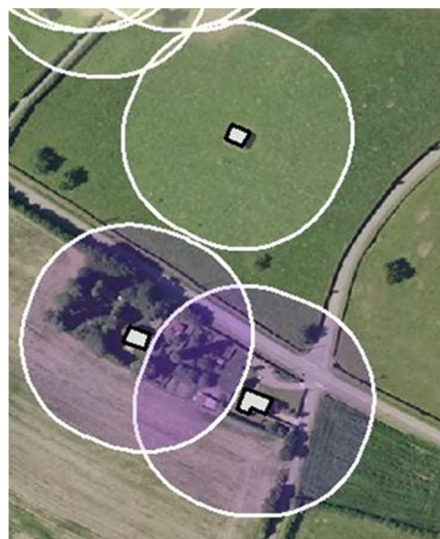
Le département de la Seine-Maritime est constitué :

- de trois agglomérations urbaines denses : Le Havre, Rouen, Dieppe et Fécamp, correspondant aux zones A du Sdacr,
- de zones périurbaines dans lesquelles se côtoient de l'habitat collectif, individuel, des activités agricoles, tertiaires et industrielles, correspondant aux zones B du Sdacr,
- de vastes zones rurales composées majoritairement d'habitat individuel et d'exploitations agricoles, correspondant aux zones C du Sdacr.

La disparité de la répartition de l'habitat en Seine-Maritime impose de définir la notion d'isolement en s'appuyant sur la définition de l'interface forêt/habitat proposée par l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA) dans le guide « Aide méthodologique à la caractérisation et la cartographie des interfaces habitat-forêt », relatif à la défense de la forêt contre l'incendie (DFCI).

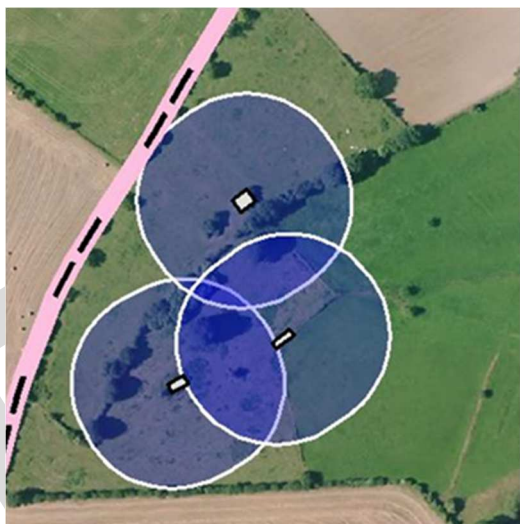
Afin de matérialiser cette définition sur une carte, il convient de tracer un cercle de 50 mètres de rayon centré sur chaque habitation, la zone formée par ces trois cercles définit la zone d'habitat isolé.

L'habitat **isolé** est alors défini de la façon suivante :



Cas n°1 :

Soit comme un ensemble de 1 à 3 bâtis, éloignés de plus de 100 mètres de tout autre ensemble de bâtis et dont la distance entre eux est inférieure à 100 mètres.



Cas n°2

Soit comme un ensemble de 3 habitations, distantes de plus de 100 mètres de tout autre ensemble de bâtis et pour lequel la somme des distances entre habitations, prises deux à deux, est supérieure à 100 mètres.

Représentation cartographique de l'habitat isolé



Important.

Par définition, les groupements d'habitations qui ne répondent pas à ces critères ne peuvent être qualifiés d'habitats isolés.

2. QUALIFICATION DU RISQUE « HABITATION »

Le risque « Habitation » identifié dans le présent document concerne tous les types de bâtiments à usage d'habitation individuelle et/ou collective, régis par l'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.

On retrouve ainsi :

Habitations de la 1 ^{ère} famille	
<p>Habitations individuelles⁽¹⁾ isolées ou jumelées à un étage sur rez-de-chaussée au plus,</p> <p>Habitations individuelles à rez-de-chaussée groupées en bande.</p> <p>Sont également classées en 1^{ère} famille les habitations individuelles à un étage sur rez-de-chaussée, groupées ou en bande, lorsque les structures de chaque habitation concourant à la stabilité du bâtiment sont indépendantes de celles de l'habitation contiguë.</p>	<p>HABITATIONS INDIVIDUELLES</p> <p>NIVEAUX MAXIMUM ↓</p> <p>isolées jumelées ≤ R + 1</p> <p>En bande R + 0</p> <p>En bande à structures indépendantes R + 1</p>
Habitations de la 2 ^{ème} famille	
<p>Habitations individuelles⁽¹⁾ isolées ou jumelées de plus d'un étage sur rez-de-chaussée,</p> <p>Habitations individuelles à un étage sur rez-de-chaussée seulement, groupées en bande, lorsque les structures de chaque habitation concourant à la stabilité du bâtiment ne sont pas indépendantes des structures de l'habitation contiguë.</p> <p>Habitations individuelles de plus d'un étage sur rez-de-chaussée groupées en bande</p>	<p>HABITATIONS INDIVIDUELLES</p> <p>isolées jumelées > R + 1</p> <p>En bande à structures non indépendantes R + 1</p> <p>En bande > R + 1</p>
<p>Habitations collectives comportant au plus trois étages sur rez-de-chaussée.</p>	<p>4^{ème} étage DUPLEX admis si une pièce principale et accès au 3^e étage</p> <p>log. 2</p> <p>log. 1</p> <p>R</p> <p>SI Plancher bas du logement le plus haut > 8m2 Escalier encloué</p>

⁽¹⁾ Sont considérées comme maisons individuelles au sens de l'arrêté du 31 janvier 1986 les bâtiments d'habitations ne comportant pas de logement superposé.

Les escaliers des bâtiments d'habitations collectifs de trois étages sur rez-de-chaussée dont le plancher bas du logement le plus haut est à huit mètres du sol doivent être encloués.

Habitations de la 3^{ème} famille

Sont classées dans cette famille les habitations dont le plancher bas du logement le plus haut est situé à vingt-huit mètres au plus au-dessus du niveau du sol utilement accessible aux engins des services d'incendie et de secours et de lutte contre l'incendie, parmi lesquels on distingue :

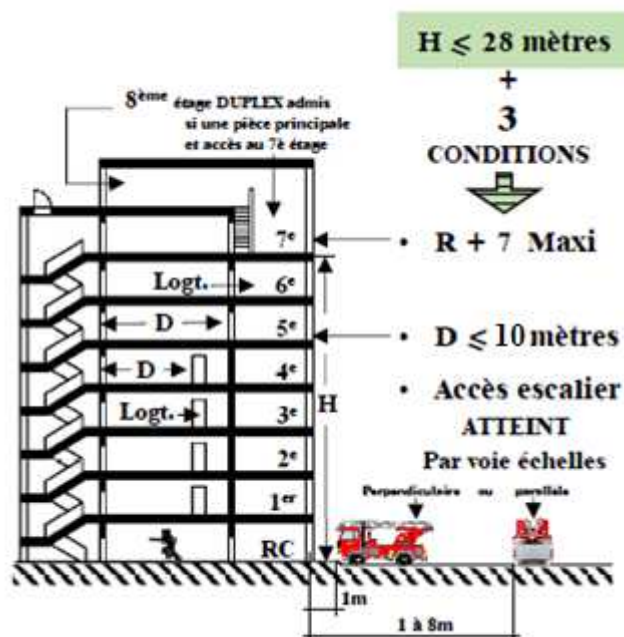
Type A

Habitations répondant à l'ensemble des prescriptions suivantes :

comporter au plus sept étages sur rez-de-chaussée,

comporter des circulations horizontales telles que la distance entre la porte palière de logement la plus éloignée et l'accès de l'escalier soit au plus égale à dix mètres,

être implantée de telle sorte qu'au rez-de-chaussée les accès aux escaliers soient atteints par la voie échelles.

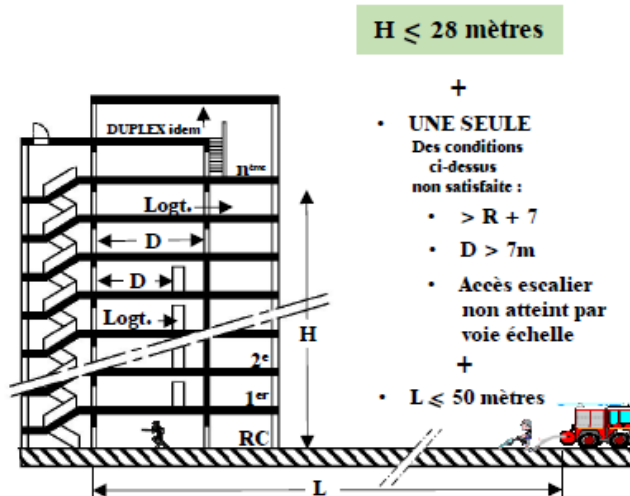


Type B

Habitations ne satisfaisant pas à l'une des conditions précédentes :

ces habitations doivent être implantées de telle sorte que les accès aux escaliers soient situés à moins de cinquante mètres d'une voie ouverte à la circulation répondant aux caractéristiques des voies « engins »,

les bâtiments de plus de sept étages doivent être équipés d'une colonne sèche de 65 mm par escalier. Cette colonne doit être équipée d'une prise de 40 mm par niveau et d'une prise de 40 mm double dans le cas de niveau desservant des logements en « duplex ».



Habitations de la 4^{ème} famille

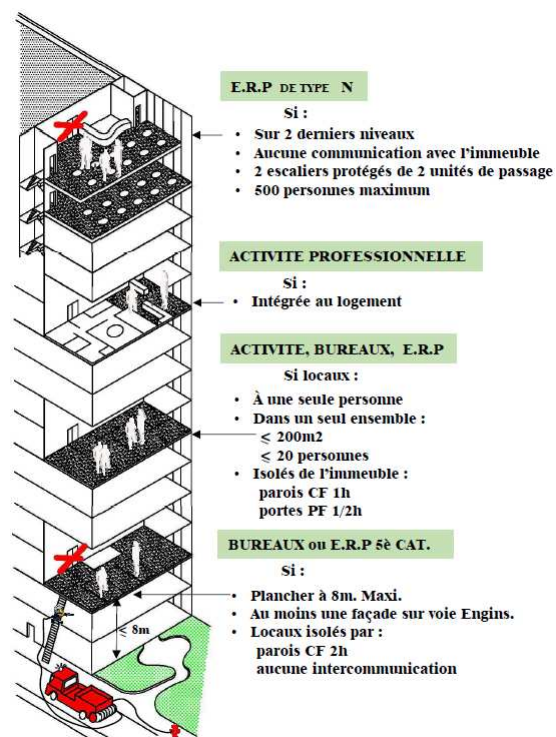
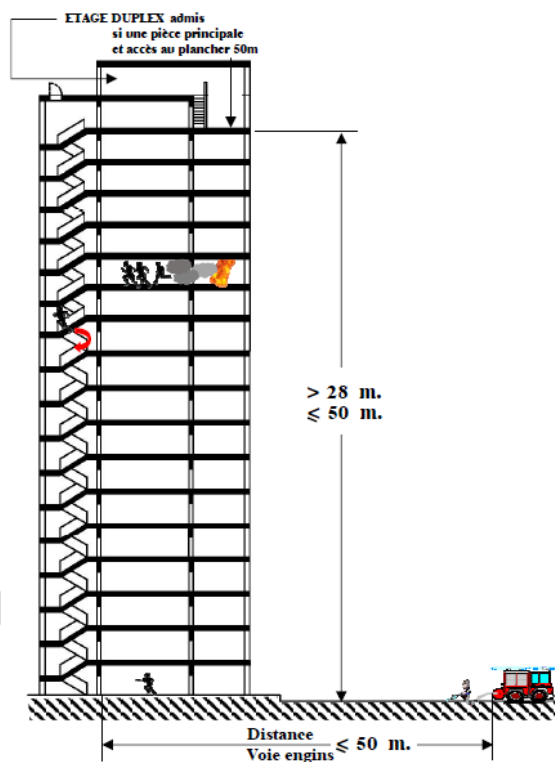
Habitations dont le plancher bas du logement le plus haut est situé à plus de vingt-huit mètres et à cinquante mètres au plus au-dessus du niveau du sol utilement accessible aux engins des services d'incendie et de secours et de lutte contre l'incendie.

Ces habitations doivent être implantées de telles sortes que les escaliers protégés soient situés à moins de cinquante mètres d'une voie ouverte à la circulation répondant aux caractéristiques des voies « engins ».

Lorsqu'un immeuble de la 4^{ème} famille doit contenir des locaux à usage autre que d'habitation, dans des conditions non prévues par l'article R.111-1 du Code de la construction et de l'habitation, cet immeuble doit être classé dans la catégorie des immeubles de grande hauteur (IGH)

Toutefois, le bâtiment demeure en 4^{ème} famille lorsque les locaux contenus répondent à l'une des conditions suivantes :

- 1) les locaux affectés à une activité professionnelle font partie du même ensemble de pièces que celle où se déroule la vie familiale,
- 2) les locaux affectés à une activité professionnelle, de bureau ou constituant un ERP et dépendant d'une même personne physique ou morale :
 - formant un seul ensemble de locaux contigu d'une surface de 200 m² au plus, pouvant accueillir vingt personnes au plus à un même niveau,
 - sont isolés des autres parties du bâtiment par des parois coupe-feu de degré une heure et des blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure.
- 3) les locaux affectés à des activités professionnelles, de bureau, ou constituant des ERP de 5^{ème} catégorie répondant à l'ensemble des conditions suivantes :
 - le plancher du niveau le plus haut occupé par ces locaux est toujours situé à 8 mètres au plus au-dessus du niveau du sol accessible aux piétons,
 - chaque niveau occupé par ces locaux a au moins une façade en bordure d'une voie répondant aux caractéristiques des voies « engins »,
 - ces locaux et leurs dégagements sont isolés de la partie du bâtiment réservée à l'habitation par des parois coupe-feu de degré deux heures sans aucune intercommunication.
- 4) de même, l'aménagement d'un ERP de type N sur les deux niveaux les plus élevés d'un immeuble à usage d'habitation de moins de 50 mètres de hauteur au sens de l'article R-122-2 du Code de la construction et de l'habitation n'a pas pour effet de classer cet immeuble dans la classe G.H.Z. si l'établissement considéré ne communique pas directement avec le reste de l'immeuble ; est desservi au moins par deux escaliers protégés de deux unités de passage et ne peut recevoir plus de 500 personnes.



Par analogie, les bâtiments annexes associés à ce risque (garage particulier, dépendances, abris de jardin, habitations légères de loisirs particulières, etc.) sont assimilés à ce risque et le dimensionnement de la défense extérieure contre l'incendie sera déterminé en s'appuyant sur ces grilles.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DU RISQUE HABITATION				CLASSIFICATION	
				Distance par rapport au tiers (⇔ CF 1 heures)	
Analyse structurelle et réglementaire				Supérieure ou égale à 5 mètres, sans risque secondaire	Inférieure à 5 mètres, mitoyen, ou en bande
TYPE D'HABITATIONS	Habitations de la 1 ^{ère} famille	ELOIGNEMENT	<u>habitat isolé</u> ⁽¹⁾ et surface de référence inférieure ou égale à 250 m ²	très faible	faible
			<u>habitat non isolé</u> surface de référence inférieure à 250 m ²	faible	ordinaire
			ou surface de référence supérieure à 250 m ²	ordinaire	
	Habitations de la 2 ^{ème} famille	individuelles	surface de référence inférieure ou égale à 250 m ²	faible	ordinaire
			surface de référence supérieure à 250 m ²	ordinaire	
		collectives	surface de référence inférieure ou égale à 250 m ²	ordinaire	
			surface de référence supérieure à 250 m ²	ordinaire	important
	Habitations de la 3 ^{ème} et 4 ^{ème} famille			important	particulier
	Quartier historique et /ou en rues étroites des zones B et C du Sdacr			Particulier	
	Quartier historique et /ou en rues étroites des zones A du Sdacr			Particulier	
Habitations particulières de type IGH ou ITGH			La particularité de ces édifices appelle une étude particulière au cas par cas par le Sdis 76		

(1) Isolement apprécié conformément à la définition du paragraphe précédent.

C - LES RISQUES LIES AUX ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Le risque « Etablissement Recevant du Public » ou « ERP » identifié dans le présent document concerne tous les types de bâtiments régis par l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Le Sdis 76 a souhaité porter une attention particulière sur les établissements recevant du public de 5^{ème} catégorie afin d'apporter une réponse adaptée et pragmatique sur des petits établissements (commerce de proximité, etc.) situés en zone rurale et qui présentent un enjeu fort en terme d'attractivité et de maintien de liens sociaux.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES ERP				
Analyse structurelle et réglementaire				
TYPES D'ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC	Tous les établissements recevant du public de la 1 ^{ère} à la 5 ^{ème} catégorie	Classe 1 : ERP de type J - N - L (spectacle sans décors) - O - R - X - U - V - W	surface de référence inférieure ou égale à 100 m ²	très faible
			surface de référence inférieure ou égale à 250 m ²	faible
			surface de référence inférieure ou égale à 1000 m ²	ordinaire
			surface de référence inférieure ou égale à 2000 m ²	important
			surface de référence supérieure à 2000 m ²	particulier
		Classe 2 : ERP de type L (avec décors et artifices et salle de réunion) - P - Y	surface de référence inférieure ou égale à 100 m ²	très faible
			surface de référence inférieure ou égale à 250 m ²	faible
			surface de référence inférieure ou égale à 1 000 m ²	ordinaire
			surface de référence supérieure à 1 000 m ²	particulier
		Classe 3 : ERP de type M - S - T	surface de référence inférieure à 100 m ²	très faible
			surface de référence inférieure ou égale à 250 m ²	faible
			surface de référence inférieure ou égale à 500 m ²	ordinaire
			surface de référence inférieure ou égale à 1 000 m ²	important
			surface de référence supérieure à 1 000 m ²	particulier
		Autres établissements recevant du public :		
• ERP en IGH / ITGH, • ERP de type EF, SG, CTS, PS, OA et PA				

D - LES RISQUES LIES AUX ACTIVITES INDUSTRIELLES

Le risque « industriel » identifié dans le présent document concerne tous les types de bâtiments à usage d'activité et de stockage régis par le Code du Travail.

Sont concernés par cette classification :

- les bâtiments à usage de bureaux et activités tertiaires,
- les zones d'activités artisanales,
- les zones d'activités commerciales,
- les zones d'activités industrielles non classées ICPE.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES INDUSTRIELS			CLASSIFICATION	
			Distance par rapport au tiers (⇔ CF 2 heures)	
Analyse structurelle et réglementaire			Supérieure ou égale à 8 mètres, sans risque secondaire	Inférieure à 8 mètres, mitoyen, ou en bande
ACTIVITES	Activités artisanales, professionnelles (bureau, activités tertiaires, etc.) ou industrielles non ICPE	surface de référence inférieure ou égale à 100 m²	très faible	faible
		surface de référence inférieure ou égale à 250 m²	faible	ordinaire
		surface de référence inférieure ou égale à 1 000 m²	ordinaire	important
		surface de référence inférieure ou égale à 2 000 m²	important	particulier
		surface de référence supérieure à 2 000 m²	particulier	

E - LES RISQUES LIES AUX ACTIVITES AGRICOLES

Le risque « agricole » identifié dans le présent document concerne tous les types de bâtiments à usage d'activité et de stockage des exploitations régies par le Code du Rural et de la Pêche Maritime et par le Règlement sanitaire départemental de la Seine-Maritime.

La particularité du risque incendie dans les bâtiments et exploitations agricoles doit conduire le Sdis 76 à un examen particulier de leur DECI. En effet, les incendies en milieu agricole concernent des bâtiments d'élevage, de stockage de fourrage, de matériels divers à forte valeur ajoutée (engins agricoles, unités de transformation et de conditionnement, etc.) mais également de matières dangereuses susceptibles de réagir violemment et/ou de générer des pollutions environnementales significatives.

Le risque « agricole » identifié dans le présent règlement regroupe les risques liés :

- aux structures abritant des activités d'élevage,
- au stockage de fourrage,
- au stockage de matériels agricoles,
- au stockage d'hydrocarbure et de gaz,
- au stockage de :
 - produits pulvérulents (silos),
 - produits phytosanitaires,
 - d'engrais, en particulier ceux contenant des ammonitrates.
- au stockage et à la production d'alcool de bouche (cidre, eau de vie, etc.)

Dans le cas des exploitations agricoles ne relevant pas de la réglementation ICPE, en fonction des risques identifiés lors de l'étude du dossier et compte tenu de l'isolement géographique potentiel des exploitations, il conviendra de privilégier des capacités minimales d'extinction sur place.

La réglementation nationale n'imposant pas de principe d'exclusivité des ressources en eau consacrées à la lutte contre l'incendie, le Sdis 76 préconise que les réserves concourant à la DECI en milieu agricole puissent avoir une autre vocation : irrigation, hydratation du bétail, etc.

Ces réserves pourront se présenter sous des formes diverses : citernes, bassins, réservoirs, etc. et dans ce cas le Sdis 76 demandera à l'exploitant ou au propriétaire de garantir d'une part, qu'un volume minimal de cette eau puisse être consacré à la DECI et d'autre part, que la réserve puisse être accessible à un engin-pompe.

Par ailleurs, la réserve ainsi constituée devra permettre par la présence de prises d'eau aménagées, une alimentation rapide des engins d'incendie conformément à la fiche technique FT B.4 du présent règlement.

Lorsque ces points d'eau servent concomitamment à un usage agricole et à la défense incendie des seuls bâtiments de l'exploitation, les obligations d'entretien des points d'eau faites à l'exploitant se limitent à garantir l'accessibilité de l'ouvrage.

En fonction du potentiel calorifique identifié dans l'étude du dossier, et si ces réserves ne sont pas suffisantes, elles seront complétées par un ou plusieurs points d'eau d'incendie réglementaires conformément aux quantités d'eau de référence préconisées.

Afin de limiter les besoins relatifs à la DECI, et ainsi assurer la préservation des ressources en eau en milieu rural, il convient de privilégier, autant que possible, la réduction du risque à sa source en limitant ses conséquences par des mesures telles que :

- s'assurer de la compatibilité des produits chimiques stockés au même endroit,
- séparer les engrais à base d'ammonitrates des autres produits,
- séparer et/ou isoler les stockages de fourrage, de matériels agricoles et les activités d'élevage,
- isoler les locaux contigus par une séparation constructive coupe-feu ou en laissant un espace supérieur à 8 mètres entre les façades afin de limiter les risques de propagations liés aux flux thermiques générés par un sinistre, etc.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES AGRICOLES			CLASSIFICATION	
			Distance par rapport au tiers (↔ CF 2 heures)	
Analyse structurelle et réglementaire			Supérieure ou égale à 8 mètres, sans risque secondaire	Inférieure à 8 mètres, mitoyen, ou en bande
ACTIVITES AGRICOLES	Serre de production à structure métallique et verre ou plastique. Manège à chevaux		Aucune DECI prescrite	
	Stockage de fourrage à l'air libre en dehors des infrastructures de l'exploitation.	situé à plus de 50 mètres de toute infrastructure	très faible	
		situé à moins de 50 mètres de toute infrastructure		
	Bâtiment agricole avec : • et/ou présence d'élevage, • et/ou de structure de transformation, • et/ou bâtiments à activité partagée (stockage, élevage, etc.).	surface de référence inférieure ou égale à 500 m ²	faible	ordinaire
		surface de référence inférieure ou égale à 1 500 m ²	ordinaire	important
		surface de référence inférieure ou égale à 3 000 m ²	important	particulier
		surface de référence supérieure à 3 000 m ²	Particulier	
	Bâtiment agricole avec présence de matières dangereuses		Particulier	

F - LES RISQUES « DIVERS ET EMERGEANTS »

Au-delà des risques identifiés dans les paragraphes précédents, le Sdis 76 est amené à étudier des risques pour lesquels il n'existe pas de réglementation particulière ou bien des risques liés des nouvelles technologies.

Ainsi on peut actuellement distinguer :

- les établissements non soumis à la réglementation relative aux ERP :
 - les campings,
 - les parcs résidentiels de loisirs (mobile-home),

- les habitations légères de loisirs,
- les parcs de stationnement non couverts et les aires de stationnement ouvertes au public (aire de covoiturage, etc.)
- les nouvelles technologies (énergie renouvelable) :
 - les parcs éoliens,
 - les panneaux photovoltaïques et solaires,

Cette liste de risques émergents ne pouvant par définition être exhaustive, il appartiendra au Sdis 76 de rechercher et de déterminer par analogie, le dimensionnement du risque le plus adapté.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES DIVERS ET EMERGEANTS		CLASSIFICATION	
		Distance par rapport au tiers (↔ CF 2 heures)	
Analyse structurelle et réglementaire		Supérieure ou égale à 8 mètres, sans risque secondaire	Inférieure à 8 mètres, mitoyen, ou en bande
RISQUES DIVERS	Parc éolien	Aucune DECI prescrite	
	Parc ou ferme photovoltaïque	très faible	
	Camping, parc résidentiel de loisirs, résidences mobiles de loisir (mobil-home), habitat léger de loisir.	de 6 à 50 emplacements	très faible
		plus de 50 emplacements	faible
	Aire de stationnement ouverte au public	à partir de 50 emplacements	très faible
	Silos (non ICPE),	ordinaire	

G - CAS PARTICULIERS DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La définition des moyens matériels et en eau de lutte contre l'incendie des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et spécialement les bouches et poteaux d'incendie implantés sur des réseaux d'eau sous pression, relèvent exclusivement de la réglementation relatives aux installations classées.

A ce titre, le dimensionnement des besoins en eau des ICPE n'est pas traité le présent document et le Règlement départemental de la DECI de la Seine-Maritime ne formule pas de prescriptions aux exploitants des ICPE.

H – LES QUANTITES D'EAU DE REFERENCE

1. LES BESOINS EN EAU POUR LES RISQUES DE NIVEAU TRES FAIBLE A IMPORTANT

La détermination des quantités d'eau de référence, communément appelée dimensionnement des besoins en eau, s'inscrit dans la continuité et la complémentarité du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et du Règlement opérationnel du Sdis 76.

Les valeurs de référence s'appuient notamment sur les critères suivants :

- les délais d'intervention du premier engin d'incendie qui permettent de pouvoir utiliser la totalité des quantités d'eau demandées sur le premier PEI,
- les délais de montée en puissance,
- les caractéristiques techniques des engins d'incendie du Sdis 76 :
 - la définition du concept de l'engin-pompe comme véhicule de base de lutte contre l'incendie,
 - l'armement humain du premier engin-pompe peut être de 4 à 6 sapeurs-pompier, sachant que pour toute mission de lutte contre les feux de structures, l'effectif minimal de 6 sapeurs-pompier, doit être respecté,
 - les capacités hydrauliques des pompes d'incendie,
 - les longueurs de tuyaux disponibles pour assurer l'alimentation du premier engin-pompe,
- les **techniques opérationnelles de mise en œuvre des lances et de protection face aux accidents « thermiques**, conformément aux pratiques définies dans :
 - l'arrêté du 3 février 2003 fixant le guide national de référence relatif à l'explosion de fumées et à l'embrasement généralisé éclair,
 - l'arrêté du 1^{er} août 2007 fixant le guide national de référence des techniques professionnelles relatif à l'utilisation des lances à eau à main,
 - la note de doctrine opérationnelle (NIO) de juin 2016 de la Direction générale de la sécurité civile et des gestions de crises (DGSCGC) relative aux feux de véhicule légers,
- les limites de la capacité opérationnelle de réponse fixées par le Sdis 76.

Le Sdis 76 a déterminé pour chaque type et niveau de risque les quantités d'eau de référence. Celles-ci s'appuient sur les quatre notions suivantes :

- ❖ **Le débit de référence (Q_{ref})** : il s'agit du débit d'eau global nécessaire à l'extinction d'un incendie pour un type et un niveau de risque donné (ex : risque « habitation » important),
- ❖ **La notion de volume équivalent** : il s'agit du volume de la réserve à créer en cas d'absence ou de limite du réseau d'eau sous pression. Ce volume est obtenu par le produit du débit de référence par la durée d'extinction théorique.
- ❖ **La distance de référence (D_{ref})** : il s'agit de la distance séparant le risque à défendre du premier point d'eau d'incendie nécessaire à la couverture d'un risque donné. C'est cette distance qui sert au dimensionnement de la défense extérieure contre l'incendie dans les études en phase projet. Cette distance reste un objectif maximal à ne pas dépasser afin de garantir la rapidité de mise en œuvre des engins de lutte contre l'incendie.
- ❖ **La durée d'extinction théorique** : il s'agit du temps nécessaire pour la réalisation de l'extinction complète du sinistre. L'estimation de la durée d'extinction repose pour 50% du temps sur une phase offensive au cours de laquelle le débit est continu et pour 50 % du temps restant sur une phase de déblai et de refroidissement avec un débit discontinu (intermittence).

Le non-respect des valeurs de référence pourra entraîner une modification des techniques opérationnelles visant à garantir la sécurité des premiers intervenants. On pourra citer à titre d'exemples : le non engagement de personnels à l'intérieur de bâtiments sinistrés, l'attaque exclusivement réalisée par l'extérieur, etc.

Le tableau suivant précise les valeurs de référence nécessaires pour chaque niveau de risque :

Qualification du risque		Valeurs de références		
Classement du risque	Durée théorique d'extinction du sinistre	Débit de référence Q_{ref}	Volume de la réserve équivalente	Distance de référence D_{ref}
Très faible	1 heure	30 m ³ /h	30 m ³	400 m
Faible	1,5 heure	30 m ³ /h	45 m ³	200 m
Ordinaire	2 heures	60 m ³ /h	120 m ³	200 m
Important	2 heures	120 m ³ /h	240 m ³	200 m

Cas particuliers :

Afin de prendre en compte d'une part la réalité du risque généré par l'habitat isolé, défini au sens du paragraphe B.1 du présent chapitre, et d'autre part le risque agricole, les distances de référence pourront être adaptées selon les principes suivants :

Risque	Niveau	Dispositions particulières
Habitation	Très faible et isolé	Sous condition de disposer d'une réserve ¹ d'une capacité minimale de 15 m³ et située à moins de 100 mètres de l'habitation, la distance entre le premier poteau d'incendie ² et l'habitation pourra être portée à 800 mètres.
	Faible	Le débit de référence de ce point d'eau est au minimum de 30 m ³ /heure.
Agricole	Ordinaire	Sous condition de disposer d'une réserve de 30 m³ à moins de 100 mètres du bâtiment, la distance entre le premier PEI et le bâtiment pourra être portée à 800 mètres. Le débit de référence de ce point d'eau est au minimum de 30 m ³ /heure.

¹ cette réserve ne constitue pas un point d'eau d'incendie (Cf. Chap. 4 § B2)

² pour le risque « agricole » faible, le premier PEI pourra être une réserve

La réserve située à moins de 100 mètres de l'entrée du bâtiment ou de l'habitation doit permettre aux engins de lutte contre l'incendie de réaliser l'alimentation des moyens nécessaires à la réalisation d'une protection efficace pendant une durée de 30 minutes.

Le volume de cette réserve n'est pas compris dans les valeurs de références, son volume s'ajoute donc au potentiel hydraulique requis.

Afin d'être prise en compte, cette réserve devra respecter les mêmes critères d'accessibilité (en particulier permettre la mise en aspiration d'une motopompe remorquable) et de pérennité dans le temps que l'ensemble des points d'eau d'incendie publics ou privés.

2. LES BESOINS EN EAU POUR LES RISQUES DE NIVEAU PARTICULIER

Le risque particulier est dimensionné soit de façon forfaitaire, soit selon une grille modulable en fonction de critères techniques (surface, hauteur, etc.).

Le tableau suivant précise le mode de dimensionnement des risques particuliers :

Type de risques		Détermination des valeurs de références		
Classement	Durée théorique d'extinction du sinistre	Débit de référence Q_{ref}	Volume de la réserve équivalente	Distance de référence D_{ref}
Habitation	2 heures	180 m ³ /h	360 m ³	100 m
ERP		Grille risque particulier ERP – Cf. Fiche technique FT A3		
Agricole		<ul style="list-style-type: none"> • <u>Si le classement en risque particulier est lié à une surface supérieure à 3000 m² :</u> → Risque important + 30 m³/h par tranche de 500 m² supplémentaire. • <u>Si le classement en risque particulier est lié à une distance aux tiers inférieure à 8 m et/ou à la présence de matières dangereuses :</u> → Risque important + Q_{pro} définit comme le débit nécessaire pour assurer la protection de point sensible. 		
Industrie		Grille risque particulier INDUSTRIE – Cf. Fiche technique FT A4		

Les fiches techniques FT A.2, FT A.3 et FT A.4 du présent règlement précisent les modalités de calcul des besoins en eau respectivement pour les risques liés aux établissements recevant du public et les risques liés aux activités industrielles et tertiaires.

3. CAS PARTICULIER DE LA DECI DES ZONES AMENAGEES

S'agissant des zones d'activités artisanales, commerciales ou industrielles inscrites dans le cadre d'un document d'urbanisme opérationnel (plan local d'urbanisme, plan d'aménagement, etc.), et indépendamment des besoins en eau nécessités par l'activité spécifique des bâtiments soumis à l'étude du Sdis 76, il convient de garantir une défense minimale de ces zones selon la grille suivante :

Type de zone d'activités	DECI minimale	
	Débit	Diamètre minimum de la canalisation
Zone artisanale	1 PEI de 60 m ³ /h tous les 400 m	100 mm
Zone commerciale ou industrielle	1 PEI de 60 m ³ /h tous les 200 m	

Le complément de DECI nécessaire sera proposé par le Sdis 76 lors des études spécifiques menées à l'occasion des dépôts des dossiers d'instruction des droits du sol pour les projets de construction futures.

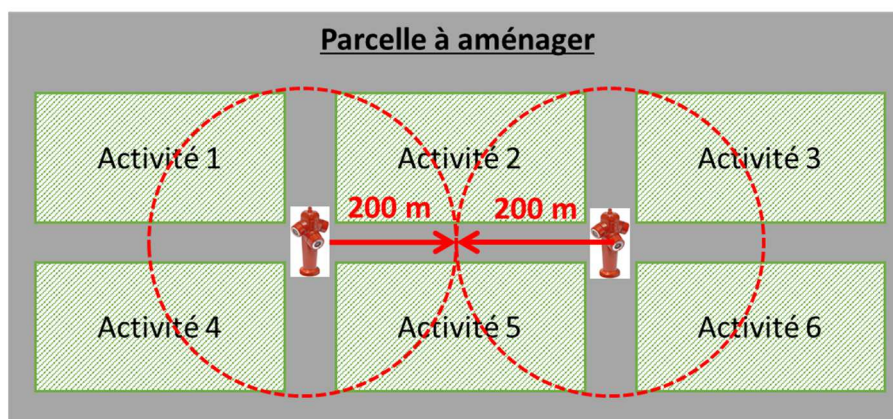


Schéma de principe de répartition des PEI dans les zones à aménager.

L'implantation de la DECI complémentaire pourra alors, si l'autorité compétente a délibéré en ce sens, être à la charge du pétitionnaire agissant en qualité de propriétaire ou d'exploitant de l'établissement.

4. DEFENSE DE POINTS SENSIBLES

Lorsque l'analyse des risques réalisée par le Sdis 76 met en évidence que l'évolution du sinistre est susceptible d'engendrer un risque de propagation à d'autres infrastructures qui nécessite une protection particulière soit en raison de la valeur patrimoniale du bâtiment, soit des conséquences socio-économiques de la propagation, des quantités d'eau supplémentaires pourront être exigées, en particulier en dimensionnant une ou plusieurs lignes de défense.

Le principe consiste à dimensionner, en fonction de la longueur de façade à protéger, des rideaux d'eau permettant de protéger des effets des rayonnements thermiques les dites infrastructures, soit de protéger les personnes des effets éventuels liés à la toxicité des fumées, en particulier lorsque le sinistre met en cause des matières dangereuses.

La formule permettant de dimensionner le débit de protection supplémentaire est la suivante :

$$Q_{\text{pro}} = \frac{3}{2} \times L_D \text{ (en m}^3\text{/h)}$$

Dans cette formule on retrouve :

- Q_{pro} : débit nécessaire pour réaliser un rideau d'eau au moyen d'une lance-canon débitant 1000 litres par minute sur une longueur L_D .
- L_D : distance de façade devant être protégée d'un risque de propagation au moyen d'un rideau d'eau.

La fiche technique FT A.2 du présent règlement précise les modalités de dimensionnement des lignes de défense.

I - LA REPARTITION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

Afin de prendre en compte la montée en puissance réelle des engins de lutte contre l'incendie, il convient de ne pas solliciter la totalité de la ressource. Le principe de répartition des points d'eau est le suivant :

Niveau de risque		Caractéristiques techniques possibles des PEI								
Classement		1 ^{er} PEI			2 ^{ème} PEI			3 ^{ème} PEI		
		débit mini	réserve équivalente	distance maxi	débit mini	réserve équivalente	distance maxi	débit mini	réserve équivalente	distance maxi
Très faible		30 m³/h	30 m³	400 m	Ces points d'eau d'incendie ne sont pas pris en compte pour la couverture du risque					
Faible		30 m³/h	45 m³	200 m						
Ordinaire		30 m³/h	60 m³	200 m	30 m³/h	60 m³	200 m			
Important		60 m³/h	120 m³	200 m	30 m³/h	60 m³	200 m	30 m³/h	60 m³	200 m
Particulier	Habitation	60 m³/h	120 m³	100 m	60 m³/h	120 m³	100 m	60 m³/h	120 m³	100 m
	ERP	Se reporter à la fiche technique FT A.3								
	Agricole	1/3 de Q _{ref} avec un minimum de 60 m³ / h		200 m	1/3 de Q _{ref}		200 m	1/3 de Q _{ref}		200 m
	Industrie			100 m			100 m			100 m

Conformément aux dispositions du règlement opérationnel du Sdis 76, la réponse opérationnelle est limitée à la capacité à mettre en œuvre quatre groupes « incendie » dans un délai de 90 minutes.

L'ensemble de ces moyens permettent un débit d'extinction maximum de $4 \times 240 = \underline{960 \text{ m}^3/\text{heure}}$ et d'assurer l'extinction du sinistre pendant une durée de 2 heures. Le volume maximal d'eau exigible est alors de 1920 m³.

J - LES CRITERES DE TOLERANCE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. PRISE EN COMPTE DE LA DECI EXISTANTE

Afin de prendre en compte la capacité des réseaux d'eau sous pression mais également les performances et capacités techniques de ses engins-pompes, le Sdis 76 a introduit une notion de distance admissible dont la définition est la suivante :

Distance admissible (D_a) : il s'agit de la distance maximale admise entre le risque à défendre et le premier point d'eau d'incendie, appréciée au regard de la performance hydraulique du réseau d'eau sur lequel est implanté la bouche ou le poteau d'incendie.

Si le débit réel disponible au premier point d'eau est supérieur au débit exigible à ce point d'eau par l'analyse des risques, il est toléré une distance plus grande, permettant ainsi de compenser la distance par une plus grande capacité hydraulique autorisant une montée en puissance du dispositif de lutte contre l'incendie.

Dans le cas contraire, si le débit disponible au premier point d'eau est inférieur au débit exigible par l'analyse de risques, la distance entre le premier point d'eau et le risque est minorée de façon à compenser la faiblesse du débit par un accroissement de la rapidité de mise en œuvre de l'alimentation de l'engin-pompe et ainsi pérenniser la continuité de l'alimentation en eau du dispositif de lutte.

Le tableau suivant précise, en fonction du type de risque, les distances admissibles pour les points d'eau d'incendie sous pression.

Distance admissible du premier hydrant en fonction de sa performance (D _a)					
Quantité d'eau nécessaire au premier PEI (sous une pression dynamique minimale de 1 bar)	Débit disponible de l'hydrant (en m³/h) sous une pression dynamique minimale de 1 bar				
	inférieur à 30	30 à 44	45 à 59	60 à 74	75 à 89
30 m³/h	Limite des capacités d'alimentation des engins-pompe	200	250	Limite de capacité d'alimentation autonome	
60 m³/h		100	150	200	250

Abaque de détermination de la distance admissible (D_a)

Remarque.

La notion de distance admissible ne concerne que les points d'eau d'incendie implantés sur des réseaux d'eau sous pression. Sont exclus de ce dispositif de « bonus – malus » les autres points d'eau qui devront impérativement être conformes aux valeurs de référence.

2. COEFFICIENTS DE TOLERANCE ET VALEURS ADMISSIBLES

Lorsque l'analyse des risques concourt à obtenir une valeur de débit de référence qui n'est pas un nombre entier et paire, il convient d'arrondir la valeur du débit de référence au multiple de 30 m³/h immédiatement supérieur.

Exemple : pour un débit de référence théorique calculé de 245 m³/h, il conviendra de prescrire :
 $245 / 30 = 8,1$ soit arrondi à l'entier supérieur 9.
 Le débit de référence prescrit sera alors $9 \times 30 = 270$ m³/h.

Les valeurs de référence, tant pour les débits que pour les distances, sont les valeurs qu'il convient de prendre en compte pour la réalisation des schémas communaux ou intercommunaux de DECI, mais également pour le dimensionnement des besoins en eau résultant de l'analyse des risques réalisée dans le cadre des projets d'aménagement collectifs et/ou de constructions neuves (arrêté de lotir, zone d'aménagement, etc.)

Pour les projets dont la portée est limitée aux risques très faibles à importants, il peut être appliqué une tolérance sur les distances et les débits exigés.

Nature des risques	Bouches et poteaux		Autres PEI	
	Distance	Débit*	Distance	Volume
Très faible	+ 10%	Aucune tolérance admise	+ 10%	Aucune tolérance admise
Faible	+ 20%		+ 20%	
Ordinaire		- 10%		- 5%
Important		- 5%	+ 10%	
Particulier	Aucune tolérance admise			

* Dans le cas des bouches et poteaux d'incendie, l'application des valeurs de tolérance, ne doit en aucun cas conduire à prescrire des débits inférieurs à 30 m³/h.

Remarque.

L'application de cette tolérance n'est ni systématique ni de droit.

Ainsi, dès lors où l'application de cette tolérance porte préjudice à un renforcement global de la défense extérieure contre l'incendie sur le secteur concerné, seules les valeurs de références sont applicables.

Important.

Les tolérances ne sont pas cumulables entre elles : une seule tolérance (distance ou performance) est applicable.

3. CAS PARTICULIERS DES EXTENSIONS D'HABITATIONS EXISTANTES

Afin de ne pas porter préjudice au développement économique et urbain des collectivités, pour les extensions de bâtiments à usage d'habitation existants et sous réserve que :

- les travaux projetés ne modifient pas la destination et/ou l'activité initiale,
- le bâtiment n'ait pas fait l'objet par le passé de travaux d'extension depuis la délivrance du permis de construire initial,

il pourra être dérogé aux règles d'analyse de risque et de dimensionnement selon les principes suivants :

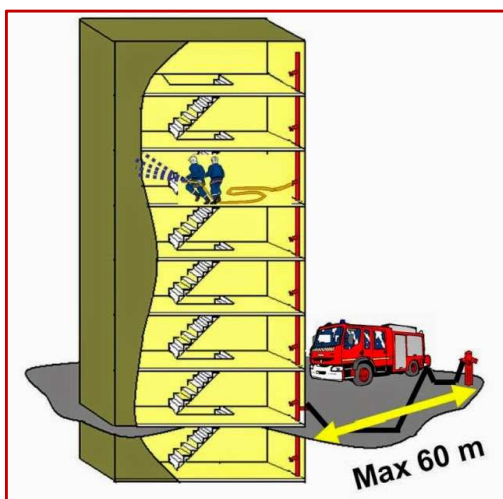
Surface de référence initiale	Augmentation de surface	Changement du niveau de risque	DECI demandée
< 250 m ²	< 20 %	non	Pas de prescription relative à la DECI
		oui	La DECI est prescrite à hauteur de celle nécessaire à la couverture du risque initial (avant extension)
	> 20 %		La DECI est prescrite à hauteur de celle nécessaire à la couverture du nouveau risque créé
> 250 m ²	quel que soit l'accroissement de la surface de référence		

K – DISTANCE ENTRE LE PREMIER POINT D'EAU D'INCENDIE ET L'ENTREE DU BATIMENT

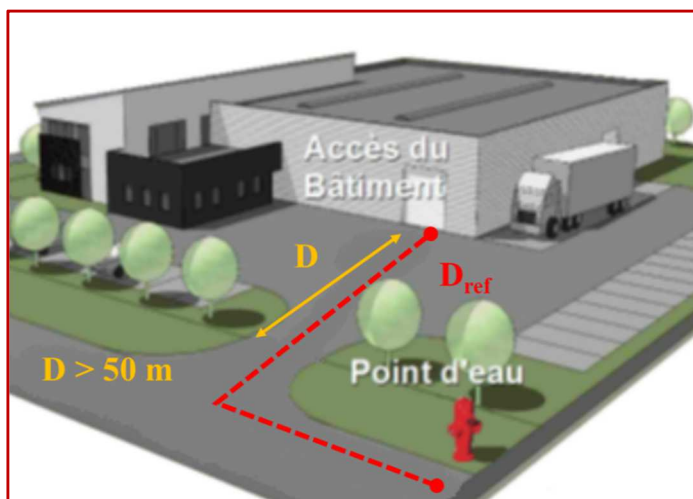
Afin de tenir compte de la disparité des caractéristiques géométriques d'implantation des bâtiments sur la parcelle considérée, la distance de référence (D_{ref}) à prendre en compte est la distance entre le premier point d'eau d'incendie et l'accès principal du bâtiment où se situe le risque à défendre (Cf. schémas de la page suivante).

Dans le cas particulier où le bâtiment est défendu par une colonne sèche et quelle que soit la distance de référence précisée, la distance maximale entre le premier point d'eau d'incendie et les demi-raccords de la colonne sèche devra être au plus de 60 mètres.

Les caractéristiques géométriques de la voirie permettant d'accéder à l'entrée principale du bâtiment où se situe le risque à défendre doit présenter les caractéristiques techniques exigées pour le classement d'une voie « engins » (cf. paragraphe L.1)



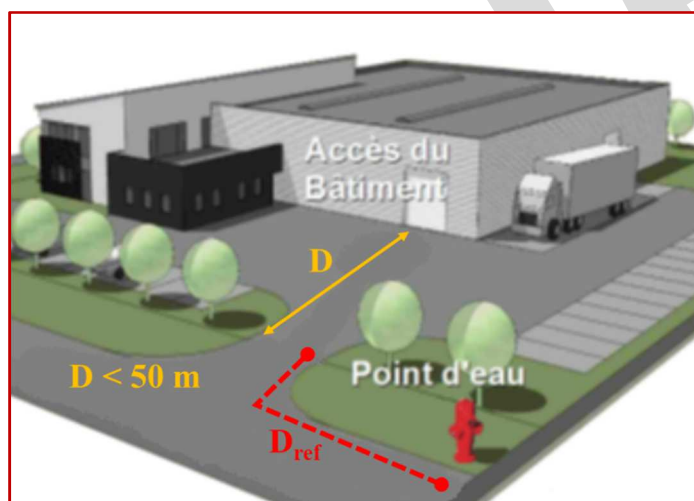
Alimentation d'une colonne sèche



Cas d'un bâtiment à plus de 50 m du domaine public.

Dans le cas où la distance entre la limite séparative des domaines publics et privés et l'accès au bâtiment est inférieure à 50 mètres, il peut être admis que la distance de référence s'entende comme la distance entre le premier PEI et le portail d'accès.

Dans ce cas, le chemin permettant l'accès à l'entrée principale du bâtiment où est situé le risque à défendre doit présenter au minimum les caractéristiques techniques exigées pour le classement d'une voie « dévidoir » (cf. paragraphe L.1).



Cas d'un bâtiment à moins de 50 m du domaine public



Remarque.

Une attention particulière devra être portée aux projets d'aménagement des zones constructibles enclavées desservies par des chemins d'accès non accessibles aux engins-pompes et dont la longueur est supérieure à 200 mètres.

Dans ces cas très particuliers, le Sdis 76 pourrait être amené à adapter les dispositions techniques préconisées dans ce présent règlement, en prescrivant des dispositifs adaptés à la situation particulière (poteaux relais, colonne sèche horizontale, etc.). Le recours à ces dispositifs doit présenter un caractère exceptionnel et dérogatoire.

L - ACCESSIBILITE DES ENGINS D'INCENDIE AUX POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. GENERALITES

L'accessibilité des engins-pompes aux points d'eau d'incendie vise à garantir en tout temps et à tout moment, la rapidité de mise en œuvre et d'alimentation du dispositif de lutte contre l'incendie.

Les éléments à prendre en compte afin de garantir l'accessibilité des engins d'incendie sont les suivants :

- absences d'obstacles,
- portance de la voirie suffisante,
- caractéristiques géométriques conformes aux voies « engins » et « dévidoirs »,
- abords dégagés,
- rendre l'accès impossible à toutes les personnes non autorisées,
- etc.



Remarque.

Tous les dispositifs de verrouillage des accès aux points d'eau d'incendie doivent être compatibles avec la clé « polycoise » des sapeurs-pompiers.

Par ailleurs, lorsque les points d'eau d'incendie sont dotés de prises de raccordement aux engins-pompes, celles-ci doivent être utilisables directement et en permanence par les moyens du Sdis 76.

Les demi-raccords utilisés devront être conformes à la norme NF S 61.701 relatives aux raccords destinés à la lutte contre l'incendie.



Important.

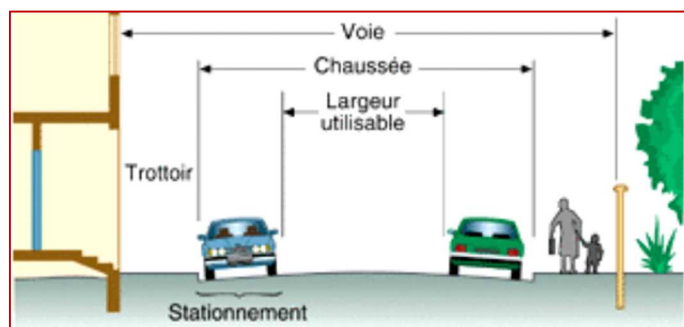
Une attention particulière doit être portée aux tenons des demi-raccords d'aspiration qui devront être montés suivant un axe vertical sous peine de rendre les PEI inutilisables.



Dans le cas des réseaux sur pressés publics ou privés, des dispositifs de réductions de pression amovibles peuvent être mis en place.

2. CARACTERISTIQUES DES VOIES UTILISABLES PAR LES ENGINS D'INCENDIE

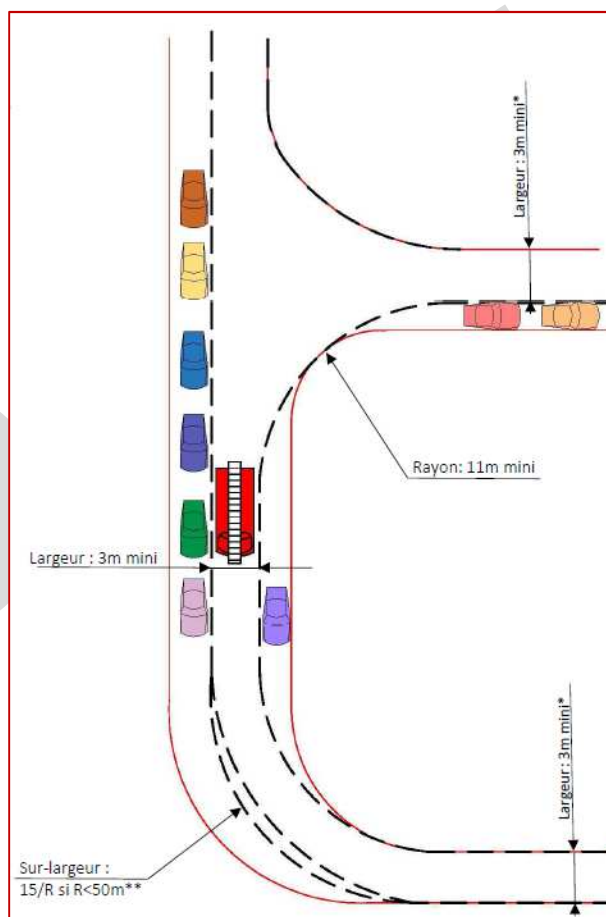
La largeur de la voirie comprend l'ensemble des infrastructures routières et de ses dépendances (trottoir, piste cyclable, ilot central, etc.) constituant l'espace entre façades ou limite de propriété, entre le domaine public et le domaine privé.



Coupe-type d'une chaussée urbaine

La dénomination de « voie engins » caractérise la largeur utilisable permettant aux engins des services de secours (pompiers, police, SAMU, etc.) de se rendre sur les lieux d'un sinistre et d'approcher d'un bâtiment en vue de réaliser le sauvetage ainsi que la protection des personnes et des biens.

La largeur utilisable minimale d'une voie engins est fixée à trois mètres. Sont également à prendre en compte les rayons de giration des engins.



* la largeur de 3 mètres est portée à 4 mètres si une échelle aérienne doit être déployée à cet endroit. La « voie engins » devient alors une « voie échelle ». La voie échelle est obligatoire au droit des bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 mètres de hauteur par rapport à la voie carrossable.

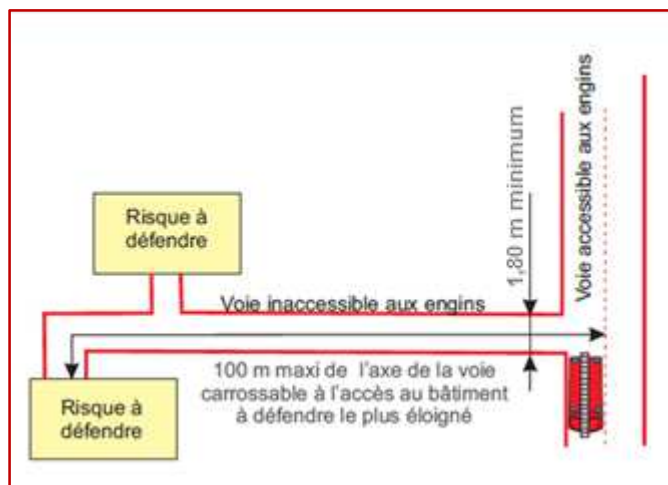
** exemple : si le rayon est de 11 mètres, la sur-largeur sera de $15/11 = 1,36$ m, portant ainsi la largeur utilisable à 4,36 m. Cette disposition ne s'applique pas lorsque le rayon est supérieur à 50 m.

Gabarit des chaussées et rayons de courbure des voies

3. CARACTERISTIQUES DES VOIES « DEVIDOIRS »

La notion de cheminement désigne le parcours le plus court permettant aux secours d'accéder au bâtiment concerné.

Le cheminement désigne également un chemin non carrossable et non accessible aux engins d'incendie mais dont la portance, la constitution du revêtement et la largeur minimale permettent en tout temps, la mise en œuvre d'un dévidoir normalisé à bobine. Ce cheminement est alors dénommé « voie dévidoir ».



Gabarit des voies « dévidoirs » et des impasses.

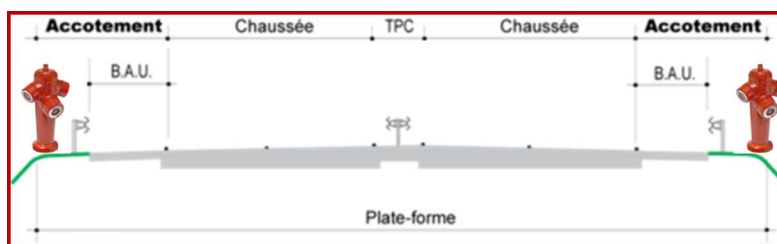
Les caractéristiques géométriques minimales des « voies dévidoirs » sont les suivantes :

- avoir une largeur minimale de **1,80 m** hors saillies et autres mobiliers urbains.
- disposer d'une structure portante suffisante pour garantir les qualités du chemin dans le temps (structure identique à celle d'un trottoir piéton),
- avoir une pente de profil en long inférieure à 10 %,
- présenter une distance maximale entre le risque à défendre et l'axe de la voie engin de 100 m au maximum.

4. IMPLANTATION DES HYDRANTS PAR RAPPORT AUX VOIES DE CIRCULATION

L'implantation des points d'eau d'incendie, et en particuliers des hydrants (bouches et poteaux d'incendie) doit garantir l'accessibilité aux engins de lutte contre l'incendie.

Ainsi et afin de prendre en compte la gestion des flux de circulation, en particulier en zone urbaine ou péri-urbaine, il conviendra d'implanter les bouches et poteaux d'incendie symétriquement de part et d'autre de la voirie.



Coupe-type d'implantation d'hydrants sur une voirie à chaussées séparées

M - MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES PERSONNES

Afin de garantir la protection des sapeurs-pompiers lors des opérations de lutte contre l'incendie, mais également lors des actions de formation ou de reconnaissance opérationnelle, les points d'eau d'incendie devront être implantés en respectant toutes les mesures réglementaires ou de bon sens visant à garantir l'intégrité physique des intervenants et du public.

L'attention sera portée en particulier sur la nécessité de :

- protéger les surfaces libres des plans d'eau afin **d'éviter les chutes et les noyades**,
- positionner, le cas échéant, des dispositifs de protection contre les risques de noyade accidentelle : mains courantes, dispositifs de flottabilité complémentaire (bouée), etc.
- ne pas implanter les PEI :
 - à moins de 5 mètres du risque à défendre afin de limiter l'exposition au flux thermique,
 - à plus de 5 mètres des bordures des voies de circulation, tout en garantissant que la manœuvrabilité du point n'expose pas les sapeurs-pompiers aux risques routiers.

CHAPITRE 4 - LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PEI

A - CARACTERISTIQUES COMMUNES AUX DIFFERENTS POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. PLURALITE DES RESSOURCES

De façon à préserver les ressources en eau potable, mais également à pérenniser la qualité sanitaire des réseaux d'eau potable, le principe de la DECI est d'encourager, en particulier en zone rurale, la pluralité des ressources, sans limiter ou encourager plus que de raison le recours aux bouches et poteaux d'incendie.

Cependant, il est utile de souligner que les bouches et poteaux d'incendie directement implantés sur des réseaux sous pression, constituent les dispositifs de lutte contre l'incendie les plus rapides à mettre en œuvre pour assurer l'alimentation des engins-pompe.

Ainsi, sur une même zone à défendre, il sera possible de trouver plusieurs ressources en eau dont les capacités seront cumulables afin d'obtenir les quantités d'eau définies par les valeurs de référence. Cette quantité d'eau cumulée détermine le volume disponible.

Par principe, la défense extérieure contre l'incendie, n'est constituée que par des aménagements ou des dispositifs fixes. L'implantation de moyens mobiles (camions ou wagons citernes, etc.) ne peut être que ponctuelle et consécutive à :

- une indisponibilité temporaire de points d'eau d'incendie existants,
- la nécessité de disposer ou de renforcer un point d'eau d'incendie, **temporairement**, à l'occasion, par exemple d'une manifestation exceptionnelle.

Les points d'eau d'incendie sont à l'usage exclusif des services d'incendie et de secours.

2. PERENNITE DANS LE TEMPS ET L'ESPACE

L'accessibilité et la pérennité des points d'eau visent à garantir la continuité du dispositif d'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

En phase d'attaque, de sauvetages ou de reconnaissance offensive, la continuité de l'alimentation en eau doit impérativement être garantie.

Toutefois, une interruption momentanée et temporaire de l'alimentation en eau des engins-pompes peut être admise dans les phases de déblais et de surveillance des incendies, en particulier s'agissant des risques très faibles à faibles. Par ailleurs, et compte tenu des techniques opérationnelles mises en œuvre dans la lutte contre les feux d'espaces naturels et de végétaux, une interruption momentanée de l'alimentation est admise.

Tous les points d'eau retenus pour intégrer l'inventaire des ouvrages concourants à la défense extérieure contre l'incendie doivent donc présenter une pérennité dans le temps et l'espace.

Ce principe implique notamment, que l'alimentation des prises d'eau sous pression soit assurée en amont, pendant la durée d'extinction fixée par le présent règlement, par des réservoirs ou des châteaux d'eau dont la capacité est suffisante.

Les conditions météorologiques ou saisonnières ne doivent pas porter atteinte aux performances des points d'eau, en particulier s'agissant des points constitués de réserves naturelles ou artificielles.

Une attention particulière doit être portée aux phénomènes météorologiques récurrents et connus, telles les situations d'enneigement ou d'inondation, de gel ou de sécheresse pouvant amoindrir les capacités et l'accessibilité des points d'eau d'incendie.

Il est cependant admis que des points d'eau d'incendie ne présentant pas des garanties de disponibilité puissent être pris en compte dans l'inventaire des ouvrages concourants à la défense extérieure contre l'incendie, sous réserve que leur apport à la DECI permanente, puisse ne pas être négligé.

B - INVENTAIRE DES POINTS D'EAU INCENDIE CONSTITUANT LA DECI

Pour être inventoriés en qualité de points d'eau d'incendie normalisé au sens du présent règlement, les aménagements, les réseaux d'eau sous pression sur lesquels les bouches ou poteaux d'incendie sont implantés, les réserves ou citernes disponibles, devront garantir un débit minimum de 30 m³/h ou un volume utilisable pendant une heure de 30 m³.

Dans le cas où cette valeur ne serait pas atteinte, et afin de recenser ce PEI, il convient de l'aménager de façon à compléter ou suppléer ces valeurs minimales, en particulier, par la mise en place de dispositif de réalimentation.

1. LES POTEAUX ET BOUCHES D'INCENDIE

1.1 Les poteaux et bouches d'incendie normalisés

Les poteaux d'incendie (PI) et les bouches d'incendie (BI), communément appelés « hydrants », doivent être conçus et installés conformément aux normes applicables :

- NF S61-211 relative aux bouches d'incendie,
- NF S61-213 et 61-214 relatives aux poteaux d'incendie.

Conformément aux dispositions prévues dans le Référentiel National de la défense extérieure contre l'incendie (RNDECI), les normes précitées ne sont pas retenues en ce qui concernent les dispositions relevant du présent règlement pour la détermination de :


- la couleur des appareils,
- la signalisation ou le balisage des appareils,
- les modalités et la périodicité des contrôles,
- les opérations de réception et d'intégration des appareils dans la base de données départementale des points d'eau d'incendie,
- les débits et pression minimum d'utilisation de ces appareils, visés dans l'arrêté du maire ou du président de l'EPCI à fiscalité propre titulaire de la compétence relative à la DECI

La conformité aux normes des poteaux et bouches d'incendie ne concerne exclusivement que :

- les règles caractéristiques relatives à l'implantation,
- les qualités constructives (incongélable, etc.)
- les dispositifs de manœuvre,
- les dispositifs et règles de l'art en matière de raccordement.

On parlera de conformité au présent règlement pour ce qui concerne le débit, la pression, la couleur, la signalisation, le contrôle et la maintenance.

Le Sdis 76 retient comme valeurs admissibles pour le classement des bouches et poteaux d'incendie :

Débits normalisés des bouches et poteaux d'incendie			
Orifices de refoulement	1 x 65 mm	1 x 100 mm	2 x 100 mm
Débit nominal de classement (en m³/h)	30	60	120
Plage de débits retenus pour le classement (en m³/h)	30 à 44	45 à 89	90 à 150
 la pression dynamique en sortie de l'appareil devra être au minimum de 1 bar et au maximum de 8 bars pour éviter la détérioration des pompes			

Les fiches techniques du présent règlement décrivent les trois types de poteaux d'incendie susceptibles d'être implantées sur les réseaux sous pression, en fonction de la performance de ces derniers et de leur capacité nominale.



Cas particulier.

Dans le cas où certains châteaux d'eau alimentent directement et en toute autonomie, un réseau de bouches et poteaux d'incendie, il convient de s'assurer que le château d'eau dispose de la capacité nécessaire à couvrir le besoin en eau du risque considéré.

Les poteaux d'incendie nouvellement installés devront être, autant que possible, en adéquation avec les performances hydrauliques du réseau sur lequel ils sont implantés. Le sur-dimensionnement de l'appareil (pour des raisons d'uniformité du parc, d'une extension future, etc.) ne doit pas porter atteinte aux performances attendues.



Important.

De façon générale et compte tenu d'une part de leur visibilité et d'autre part de l'absence de contrainte liées au stationnement des véhicules, le Sdis 76 préconise l'implantation de poteaux d'incendie prioritairement à des bouches d'incendie lors de la création ou du remplacement d'hydrants.

Toutefois, si les contraintes spatiales, structurelles, historiques ou techniques le justifient, des bouches d'incendie pourront être implantées en lieu et place de poteaux d'incendie, sous réserve de satisfaire aux conditions d'implantation de ces appareils.

Dans ce dernier cas, une attention toute particulière sera portée sur les garanties d'accessibilité et de signalisation, au regard de la problématique de stationnement des véhicules dans les zones touristiques.

Les fiches techniques du présent règlement précisent l'ensemble des caractéristiques techniques et géométriques relatives à l'implantation des hydrants sous pression.

1.2 Les autres poteaux et bouches d'incendie

Certains poteaux ou bouches d'incendie présentent soit un mode de fonctionnement, soit des plages de débits et/ou de pression différents des appareils normalisés.

Parmi ces appareils on retrouve :

- le poteau d'aspiration de 100 millimètres, caractérisé par sa couleur bleue
- le poteau d'incendie sur-pressé, caractérisé par sa couleur jaune :
 - de 100 millimètres
 - de 2 x 100 millimètres
- la bouche d'incendie sur-pressée de 100 millimètres, caractérisée par sa plaque de couleur jaune

Les appareils sur-pressés sont généralement implantés pour défendre des risques classés importants et/ou particuliers en milieu industriel, ou bien dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

1.3 Les prises d'eau sous pression sur les réseaux d'eau non potable

Certaines communes ou en établissements publics de coopération intercommunaux, ou entités industrielles disposent de réseaux d'eau maintenus sous pressions soit par gravité, soit par l'intermédiaire de dispositifs autonomes de type « surpresseur ».

Par définition ces réseaux sont indépendants des réseaux d'adduction en eau potable et sont alimentés par une eau dite « brute » ou « industrielle », n'ayant subi aucun traitement visant à assurer sa potabilité, et destinée à alimenter des processus industriels.

Des points d'eau d'incendie normalisés ou non peuvent être implantés sur ces réseaux d'eau sous pression afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie sur les zone considérée, sous réserve que ces PEI présentent toutes les garanties de continuité de l'alimentation en eau et d'accessibilité aux engins-pompes.

Si la pression délivrée par ces réseaux est supérieure à huit bars, la mise en place de réducteurs de pression fixes ou la mise à disposition de réducteurs amovibles doit être assurée par le responsable de l'établissement ou de l'industrie concerné.



Mise en œuvre de réducteurs de pression.

Le diamètre (65 ou 100 mm) ainsi que le nombre de réducteurs de pression nécessaires seront déterminés en fonction du débit de référence identifié à l'issue de l'analyse des risques.

2. LES POINTS D'EAU D'INCENDIE NATURELS OU ARTIFICIELS

Tous les points d'eau naturels ou artificiels sont susceptibles, sous réserve de leur accessibilité et de leur pérennité, de concourir à la défense extérieure contre l'incendie.

Sont ainsi classables dans cette catégorie de points d'eau :

- les points d'eau naturels :
 - les cours d'eau : rivières, ruisseaux, fleuves, etc.
 - les plans d'eau : mares, étang, lacs, etc.
- les points d'eau artificiels :
 - infrastructures : bassins, quais, ponts, estacades, etc.
 - réserves : bassins de rétention pluviale, réserves enterrées, aériennes ou à l'air libre, etc.
 - citernes : citernes souples, citernes rigides enterrées ou aériennes, etc.

Les points d'eau naturels ou artificiels dont le volume est limité devront être munis d'un dispositif permettant de mesurer en temps réel, le volume restant à l'intérieur (flotteur, jauge de profondeur, etc.)



Remarque.

Les puisards d'aspiration, tels que définis dans le Règlement d'instruction et de manœuvre à l'usage des sapeurs-pompiers communaux (RIM), ne constituent plus des PEI au sens du présent règlement.

Toutefois, les puisards existants peuvent être répertoriés, mais devront faire l'objet d'un remplacement dans le cadre des opérations de maintenance programmées.

Les réserves artificielles peuvent être alimentées par la collecte des eaux pluviales. Dans ce cas, des dispositifs de type « surverse » et « sur profondeur » doivent garantir la capacité de stockage minimale de la réserve, sans pour autant que l'apport massif d'eau pluviale ne remettent en cause l'accessibilité et la sécurité du point d'eau d'incendie.

Les réserves artificielles peuvent également être réalimentées par un réseau d'eau sous pression (potable ou non), en particulier si le débit minimum de 30 m³/h ne permet pas d'implanter sur le réseau un poteau ou d'une bouche d'incendie.

Le dimensionnement du volume de la réserve équivalente au débit de référence se fait alors selon la formule suivante :

$$V_{eq} = T_{ext} \times (D_{ref} - D_{réel})$$

Dans cette formule on retrouve :

- V_{eq} : volume de la citerne réalimentée pour couvrir le risque considéré, équivalent au volume d'une réserve permettant d'assurer le débit de référence durant la durée d'extinction préconisée.
- T_{ext} : la durée théorique d'extinction prescrite dans le dimensionnement des risques.
- D_{ref} : le débit d'extinction prescrit pour couvrir le risque considéré.
- $D_{réel}$: le débit réel de la canalisation assurant la réalimentation de la citerne.

Afin d'être inventoriés comme points d'eau d'incendie, certains de ces points d'eau peuvent nécessiter la réalisation d'aménagements visant à améliorer l'accessibilité, la rapidité de mise en œuvre ou la pérennité de la ressource en eau.

S'agissant des réserves à l'air libre, un dispositif de réalimentation naturel, ou piqué sur un réseau sous pression devra prendre en compte l'évaporation moyenne annuelle, ainsi que les variations liées aux conditions climatiques exceptionnelles (canicule).

Si ces réserves sont dépourvues de mesures constructives les préservant du gel, le dimensionnement devra prendre en compte une majoration de volume liée à la gangue de glace périphérique, susceptible d'amoindrir la performance opérationnelle du point d'eau.

3. LES AUTRES DISPOSITIFS

Peuvent également s'ajouter à la liste des points d'eau d'incendie inventoriés par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre, tous les autres dispositifs reconnus opérationnels et antérieurement répertoriés par le Sdis 76.

A titre d'exemple, les puisards réalimentés d'une capacité de 2 m³, peuvent continuer à être utilisés, dès lors qu'ils ne peuvent être immédiatement remplacés, en particulier pour des raisons économiques lorsque le coût des travaux engendrés serait supérieur à la valeur des biens à défendre.

Toutefois, dès lors qu'un schéma communal ou intercommunal identifie une absence ou une mauvaise couverture de la défense extérieure contre l'incendie sur les zones défendues par ces PEI, le remplacement de ceux-ci par des PEI conformes aux dispositions des fiches techniques du présent règlement doit être programmé.

4. CAS PARTICULIERS DES PISCINES PRIVEES

Les piscines privées ne présentent pas, par définition, les qualités requises pour être inventoriées en qualité de point d'eau d'incendie.

En effet, ne sont pas garanties, en raison des règles de sécurité, d'hygiène et d'entretien qui leurs sont applicables :

- la pérennité de la ressource ;
- la pérennité de leur situation juridique, en particulier en cas de renoncement du propriétaire à disposer de cet équipement ou à l'entretenir, en cas de changement de propriétaire ne souhaitant pas disposer d'une piscine,
- la pérennité de l'accessibilité aux engins d'incendie (contrainte technique forte)

Toutefois et sous réserve de recevoir un avis favorable du Sdis 76, une piscine peut être utilisée dans le cadre de l'autoprotection de la propriété, lorsque celle-ci est directement concernée ou menacée par l'incendie.

De même, le propriétaire peut mettre à disposition des secours cette capacité, en complément des moyens de défense extérieure contre l'incendie existants, sous réserve d'en garantir la pérennité de l'accessibilité et la signalisation réglementaire.

C - EQUIPEMENT DES POINTS D'EAU INCENDIE

1. LES POINTS D'EAU D'INCENDIE NON NORMALISES

Sont qualifiés de points d'eau non normalisés, les PEI qui nécessitent la mise en œuvre de technique d'aspiration des engins-pompes.

Ces points d'eau peuvent être :

- complètement aménagés (aire d'aspiration et dispositif fixe d'aspiration),
- partiellement aménagés (aire d'aspiration),
- non aménagés (permettant exclusivement la mise en œuvre de motopompes flottantes)

Le recours à l'utilisation et l'intégration de ces points d'eau d'incendie non aménagés devront toutefois rester exceptionnels et dans tous les cas soumis à la validation du Sdis 76.

Tous les points d'eau d'incendie non normalisés devront disposer d'une plate-forme de mise en station ou d'une aire d'aspiration permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

2. AIRE D'ASPIRATION ET PLATE-FORME DE MISE EN STATION

Une aire d'aspiration ou plate-forme de mise en station désigne un espace spécialement aménagé pour la mise en œuvre des engins-pompes.

Ces dispositifs sont qualifiés d'aire d'aspiration lorsqu'ils sont équipés d'une colonne fixe d'aspiration et d'aire de mise en station lorsqu'ils ne permettent que le stationnement de l'engin-pompe.

On distingue deux types de plate-forme et d'aire :

- les aménagements destinés à recevoir des motopompes remorquables et dont la surface doit être constituée d'une plate-forme de 4 m x 3 m, soit 12 m² au minimum,
- les aménagements destinés à recevoir des engins-pompes et dont la surface doit être constituée d'une plate-forme de 8 m x 4 m, soit 32 m² au minimum.

Au-delà des caractéristiques géométriques, les différents types de plate-forme doivent :

- présenter une résistance au poinçonnement permettant le stationnement des engins de catégorie « poids lourds »,
- être dotés d'une pente suffisante (idéalement 2%) permettant l'évacuation des eaux de ruissellement, mais limitée afin d'éviter tout risque de chute liés à la présence éventuelle de boue, de glace, etc.
- être équipé d'un dispositif fixe de calage des engins : bordures de trottoirs, etc.

La plate-forme de stationnement ainsi constituée doit être facilement accessible depuis la voirie publique par une voie permettant, en toutes circonstances, le stationnement de l'engin-pompe soit perpendiculairement, soit parallèlement au point d'eau.

Les fiches techniques du présent règlement précisent l'ensemble des caractéristiques techniques et géométriques relatives à la réalisation et à la signalisation des aires d'aspiration et des plates-formes de mise en station.

3. DISPOSITIFS FIXES D'ASPIRATION

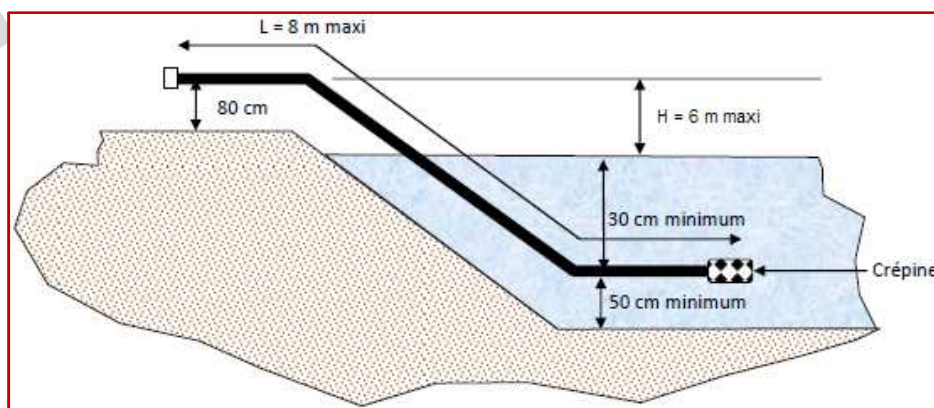
Les dispositifs fixes d'aspiration permettent aux engins de lutte contre l'incendie de se mettre rapidement en aspiration sur un plan d'eau ou une réserve destinés à la défense extérieure contre l'incendie.

Si les points d'eau naturels accessibles aux engins-pompes peuvent en être dispensés, les dispositifs fixes doivent équiper systématiquement tous les points d'eau artificiels.

Pour être utilisables par les engins de lutte contre l'incendie, les dispositifs fixes d'aspiration doivent être constitués au minimum :

- d'un demi-raccord d'aspiration symétrique normalisé,
- d'une canalisation rigide d'un diamètre compatible avec les capacités techniques des engins de lutte contre l'incendie,
- d'une crépine sans clapet implantée au minimum à 0,50 m du fond de la réserve et dont la couverture par le niveau des plus basses eaux délimitant le volume disponible est au minimum de 0,30 m.

Par ailleurs, la hauteur géométrique d'aspiration, défini comme la hauteur verticale entre le niveau du plan d'eau (ou de la surface d'eau de la réserve) et l'axe de la pompe de l'engin-pompe, doit être au plus égale à **6** mètres.



Caractéristiques géométriques minimales d'un dispositif fixe ou mobile d'aspiration

Dans le cas où plusieurs dispositifs d'aspiration doivent être installés sur le même PEI, une distance minimale de quatre mètres est exigée entre eux.

Des dispositifs, mobiles ou pivotants, peuvent être installés afin d'éviter l'envasement et le bouchage de la crépine. Ces aménagements doivent rester exceptionnels et sont soumis à la validation du Sdis 76.

L'ensemble des dispositifs d'aspiration fixes doit faire l'objet d'un contrôle et d'un entretien réguliers afin de garantir la pérennité de sa mise en œuvre.

Les fiches techniques du présent règlement précisent l'ensemble des caractéristiques techniques et géométriques relatives à l'aménagement de dispositifs fixes d'aspiration.

D - LA SIGNALISATION DES POINTS D'EAU D'INCENDIE SUR LE TERRAIN

1. LA COULEUR DES APPAREILS

Les poteaux et les bouches d'incendie normalisés, implantés sur des réseaux d'eau sous pression sont de couleur rouge incendie, sur plus de 50 % de leur surface visible après pose. Ils peuvent être équipés de dispositifs retro-réfléchissants.

La couleur rouge signifie que les hydrants sont implantés sur des réseaux d'eau sous pression.

Une adaptation de la couleur est réalisée afin de prendre en compte la valeur du débit nominal de classement de l'hydrant, à savoir :

- BI/PI de 30 m³/h : par la réalisation d'un marquage blanc,
- BI/PI de 60 m³/h : par la couleur rouge incendie uniforme,
- BI/PI de 120 m³/h : par la réalisation d'un marquage orange.

Les poteaux d'aspiration, équipant en particulier les citernes enterrées et les réserves aériennes, sont de couleur bleue, sur plus de 50 % de leur surface visible après pose. Ils peuvent être équipés de dispositifs retro-réfléchissants.

La couleur bleue signifie que les hydrants sont sans pression permanente et qu'ils nécessitent une mise en dépression afin de réaliser l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

Les poteaux et les bouches d'incendie, implantés sur des réseaux d'eau sur-pressés (pression statique supérieure à 8 bars), sont de couleur jaune sur plus de 50 % de leur surface visible après pose.

La couleur jaune signifie que les hydrants sont implantés sur des réseaux d'eau sous pression nécessitant des précautions particulières, en particulier afin de protéger les pompes et les tuyaux de refoulement des engins de lutte contre l'incendie.

Tous les autres points d'eau non normalisés et non dédiés à la défense extérieure contre l'incendie, en particulier les réseaux susceptibles d'assurer l'alimentation des dispositifs de lavage et d'arrosage du domaine public, doivent avoir une couleur distincte (verte, etc.) des appareils de DECI.

De la même façon, dans certains établissements industriels ou pétroliers, certains appareils destinés à la lutte contre les feux de liquides inflammables peuvent être de couleur jaune, signifiant qu'ils sont implantés sur un réseau sur-pressé, mais également qu'ils délivrent un mélange de solution moussante (eau + émulseur) nécessitant la réalisation de mousse extinctrice.

Ces poteaux d'incendie ne concourent pas à la défense extérieure contre l'incendie publique. Ces établissements faisant l'objet d'un plan d'établissements répertoriés (ER), les appareils de DECI délivrant un mélange de solution moussante sont identifiés sur ces documents, conformément à la doctrine départementale relative à la réalisation des plans ER.

2. LES EXIGENCES MINIMALES DE SIGNALISATION

La signalisation de tous les points d'eau d'incendie au moyen de panneau est obligatoire ; elle permet de faciliter le repérage et la localisation de l'appareil et de donner les caractéristiques essentielles afin de renseigner les sapeurs-pompiers sur la performance opérationnelle des hydrants.

Les poteaux d'incendie normalisés peuvent être dispensés de toute signalisation, dès lors où leur positionnement sur la voie publique suffit en lui-même à visualiser leur présence. A défaut, le Sdis 76 peut être amené à demander la mise en place d'une signalisation particulière.

La signalisation des PEI est harmonisée sur l'ensemble du territoire national et doit comporter au minimum les éléments suivants :

- le symbole du panneau blanc sur fond rouge (ou inversement) de dimension de 30 cm x 50 cm composé soit d'un disque, soit d'un rectangle de type « panneau d'indication » :



- ils sont installés entre 0,50 et 2 mètres du sol de référence, selon l'objectif de visibilité souhaité,
- ils indiquent l'emplacement du PEI (pointe de la flèche vers le bas) ou signale sa direction (sens de la flèche à gauche ou à droite) et précisent la distance,
- le numéro d'ordre du PEI,
- les restrictions éventuelles d'utilisation.

3. PROTECTION ET SIGNALISATION COMPLEMENTAIRE

Afin de garantir l'accessibilité aux points d'eau d'incendie, il appartient à l'autorité compétente de réglementer le stationnement au droit des PEI qui nécessitent des restrictions particulières.

De même, l'accès peut être réglementé ou interdit au public. Pour mémoire, l'article R.417.10 II 7° du Code de la route interdit le stationnement au droit des bouches d'incendie.

Dans les espaces publics où la circulation et/ou le stationnement sont susceptibles de perturber la mise en œuvre des PEI, des protections physiques complémentaires doivent être mises en place afin d'interdire aux véhicules l'approche des prises d'eau et ainsi garantir la pérennité de leur accessibilité.

Toutefois, ces dispositifs ne doivent pas nuire à la rapidité de mise en œuvre des engins de lutte contre l'incendie.

De plus, des dispositifs de signalisation des hydrants visant à faciliter leur repérage peuvent être installés. Ils peuvent également être utilisés pour interdire le stationnement intempestif ou pour apposer la numérotation du PEI.

4. SYMBOLIQUE DE SIGNALISATION ET DE CARTOGRAPHIE

Afin d'identifier sur tout support cartographique les différents points d'eau d'incendie, le Sdis 76 a défini une base commune à l'ensemble des acteurs.

Cette symbolique peut également être utilisée sur les panneaux de signalisation mentionnés au paragraphe précédent. Les fiches techniques du présent règlement précisent, pour chaque type de point d'eau d'incendie, la charte graphique associée.

La charte graphique relative à la défense extérieure contre l'incendie sera mise en œuvre à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Toutefois et afin de tenir compte des documents opérationnels existants (plans d'établissements répertoriés, cartographie du Sdis 76, etc.), les symboles utilisés antérieurement continueront à coexister avec la nouvelle charte graphique.

Projet

CHAPITRE 5 – ELABORATION DES SCHEMAS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX DE DECI

La mise en place d'un schéma communal ou intercommunal ne revêt pas de caractère obligatoire et sa réalisation est laissée à l'initiative de l'autorité compétente.

Ces schémas s'inscrivent dans une démarche d'optimisation permanente et continue de la défense extérieure contre l'incendie et permettent une planification pluriannuelle d'aménagements de renforcement ou de complément.

Bien que leur réalisation ne revête pas de caractère obligatoire, le SCDECI ou SICDECI, s'il est associé aux autres outils d'urbanisme opérationnels (plan local d'urbanisme (PLU), schémas de cohérence territoriale (SCOT), etc.) peut se révéler être un outil efficace d'aménagement du territoire.

Sur la base d'une analyse des risques, le schéma communal ou intercommunal de DECI doit permettre à l'autorité compétente :

- de connaître sur son territoire, le niveau de couverture de la défense extérieure contre l'incendie existante,
- d'identifier les carences constatées et les zones non couvertes,
- de prioriser l'implantation des équipements nécessaires au renforcement de la DECI,
- de projeter l'évolution prévisible des risques en fonction du développement prévu de l'urbanisation.

Dans les communes où la situation est particulièrement simple en matière de DECI, notamment lorsqu'il y a peu d'habitations et que la ressource en eau est abondante et accessible aux moyens du Sdis 76, l'arrêté de DECI mentionné au chapitre précédent peut se substituer au schéma communal.

Bien que n'étant pas directement en charge de leur conception, le Sdis 76 demeure, pour l'autorité compétente, le conseiller technique privilégié pour l'élaboration des schémas de DECI.

Le SCDECI ou SICDECI permet ainsi de réaliser une planification pluriannuelle d'implantation (ou de création) de PEI de complément, de renforcement, mais également de remplacement des appareils obsolètes ou détériorés.

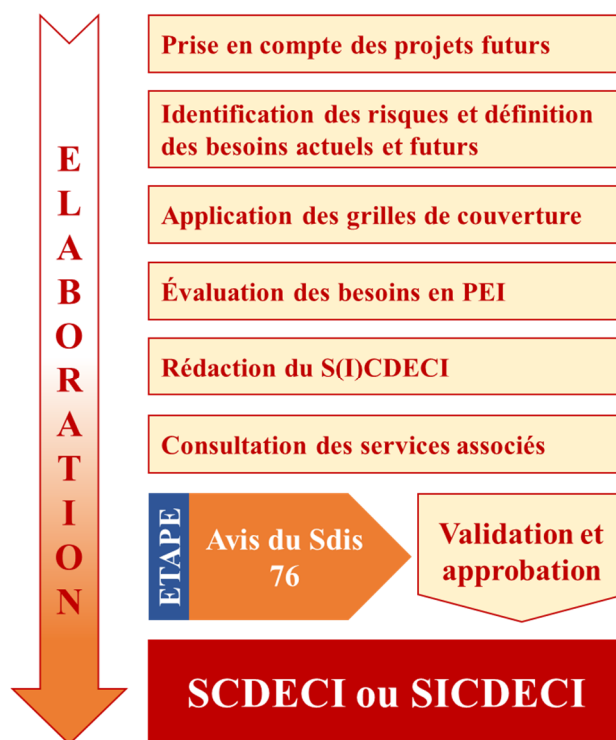
Les points d'eau d'incendie, dont l'implantation est prévue dans le cadre d'un schéma communal ou intercommunal, doivent respecter les prescriptions techniques figurant dans le présent règlement.

Le SCDECI ou SICDECI permet également à l'autorité compétente de planifier les actions relatives à la DECI, de manière efficiente, tout en garantissant une maîtrise des coûts.

1. LE PROCESSUS D'ELABORATION

Le schéma est réalisé par l'autorité compétente. Celle-ci peut également associer à cette démarche des partenaires locaux, en particulier les services distributeurs de l'eau potable.

Le processus d'élaboration peut s'articuler schématiquement comme suit :



2. L'IDENTIFICATION DES RISQUES

Pour identifier les risques présents sur l'ensemble du territoire auquel est appliqué le SCDECI ou SICDECI, il convient de mener une analyse systémique de type « sources / flux / cibles » afin de d'identifier les risques, les ressources disponibles et celles à mobiliser pour lutter efficacement contre un incendie.

La prise en compte des projets futurs est indispensable pour assurer la cohérence entre le schéma communal ou intercommunal de DECI et les documents d'urbanisme opérationnels.

- **les sources :**

- les zones d'habitat isolé, au sens de la définition faite dans le présent règlement,
- les zones d'habitat groupé ou diffus,
- les établissements recevant du public,
- les zones d'activités commerciales, artisanales ou industrielles, ainsi que leurs extensions prévisibles,
- les exploitations et activités agricoles,

Pour chaque source, il convient alors d'identifier :

- la nature de l'activité : habitation, agricole, industrie, etc.
- les caractéristiques techniques, géométriques ainsi que les surfaces non recoupées,
- la destination : activité ou stockage,
- la distance entre les façades des bâtiments voisins et celles du bâtiment étudié,
- les dispositions constructives de nature à réduire les risques : murs coupe-feu, détection et extinction automatique, ventilation, etc.

Remarque.

Pour les zones urbanisées à forte densité (habitat diffus ou groupé), les groupes de bâtiments sont pris en considération de manière générique (exemple : habitat collectif R+6 avec commerces en rez-de-chaussée).

- **les flux :**
 - les risques de propagation d'un sinistre apprécié au regard de la distance entre les façades des bâtiments situés à moins de 5 mètres.
 - les risques d'exposition aux fumées d'incendie.
- **les cibles :**
 - les enjeux humains : densité importante, personnes vulnérables, activités professionnelles ou sociales à forte valeur ajoutée, etc.
 - les enjeux patrimoniaux : bâtiments classés, collectifs, etc.
 - les enjeux pour l'environnement appréciés au regard des risques de pollution aquatique et/ou atmosphérique.

3. L'ETAT DES LIEUX DE LA DECI EXISTANTE

Lors de cette étape, il convient de réaliser un inventaire exhaustif de toutes les ressources en eau immédiatement disponibles ou mobilisables, en s'appuyant en particulier sur l'arrêté communal ou intercommunal de la défense extérieure contre l'incendie.

Une visite sur le terrain de la collectivité concernée, avec l'ensemble des partenaires de la DECI, est un préalable à la réalisation de l'état des lieux.

Dans le cadre de l'élaboration du SCDECI ou SICDECI, il est également nécessaire de consulter tous les éléments à forte valeur ajoutée tels :

- le schéma de distribution d'eau potable : le plan des canalisations du réseau d'adduction d'eau potable et du maillage entre les réseaux, les caractéristiques des châteaux d'eau (capacités...),
- les documents d'urbanisme opérationnel (plan de zonage, plans d'aménagement, etc.),
- le plan du réseau des voiries, matérialisant le classement des voies communales (publiques, communautaires ou privées) ainsi que leur importance structurelle (principale ou secondaire),
- les schémas directeurs d'aménagement des eaux pluviales et des bassins versants, etc.

4. L'APPLICATION DES GRILLES DE DIMENSIONNEMENT ET L'EVALUATION DES BESOINS EN PEI

L'application des grilles de dimensionnement des besoins en eau du présent règlement doit permettre de faire des propositions pour améliorer la défense extérieure contre l'incendie en déterminant les quantités d'eau et la durée d'extinction nécessaires pour assurer la protection des cibles à défendre.

Pour cela, il est nécessaire de mettre en concordance, idéalement sur une cartographie, le zonage des risques avec la couverture de la DECI existante

Les résultats de l'utilisation des grilles et de la cartographie réalisée, doivent apparaître dans un tableau de synthèse. Ce tableau préconise des aménagements ou installations à réaliser pour couvrir le risque afférant au type de cibles.

Les préconisations du schéma sont proposées avec des priorités de remises à niveau ou d'installations permettant ainsi de planifier la mise en place des nouveaux équipements. Cette planification peut s'accompagner d'échéances.

Si plusieurs solutions existent, il appartient à l'autorité compétente de faire le choix de la défense souhaitée afin d'améliorer la DECI à des coûts maîtrisés, après consultation du Sdis 76.

Dans un objectif de rationalisation et de cohérence avec les règles d'implantation des PEI, il devra être tenu compte des PEI existants sur les communes limitrophes (y compris des départements limitrophes) pour établir la DECI d'une commune.

Pour cela, l'autorité compétente pourra établir une convention avec la commune ou l'établissement public de coopération intercommunal voisin afin de procéder à un échange d'informations.

La convention pourra également prendre en compte une coopération financière pouvant donner lieu à des aménagements d'ouvrages ou à des renforcements de DECI communs aux deux collectivités.

5. LA REDACTION DU SCDECI / SICDECI

Il appartient à l'autorité compétente de procéder à la rédaction du schéma communal ou intercommunal de la DECI.

L'élaboration de ce document est à l'initiative de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre :

- soit en régie par la commune ou l'EPCI dans le cadre d'une mutualisation des moyens des collectivités,
- soit par un prestataire défini localement dans le respect des règles de mise en concurrence.

Ce prestataire ne fait l'objet d'aucun agrément. Toutefois et compte tenu des connaissances pluridisciplinaires nécessitées par la rédaction de ces documents, le prestataire devra être en mesure de justifier de références reconnues en matière d'analyse des risques, de connaissances techniques et opérationnelles nécessaires à la réalisation des missions de lutte contre l'incendie, ainsi qu'une connaissance de l'environnement territorial.

6. LA CONSULTATION DU SCDECI / SICDECI

L'accès à une libre consultation des schémas communaux et intercommunaux doit être possible à l'ensemble des partenaires de la DECI, ainsi qu'aux bureaux d'études en lien avec des opérations d'aménagement du territoire (agences d'urbanisme, cabinets de géomètres, aménageurs, etc.), mais également au public.

Ces documents seront édités en nombre suffisant, en particulier deux exemplaires qui seront transmis au Sdis 76 afin de pouvoir instruire les autorisations d'urbanisme et d'aménagement qui lui sont transmis.

Afin d'assurer largement le porté à connaissance de ces documents, l'autorité compétente pourra en assurer une large diffusion, en particulier sous une forme dématérialisée, sur le site d'information officiel de sa collectivité.

7. LA CONSTITUTION DU DOSSIER

L'objectif est de proposer un formalisme type et simple, permettant à chaque collectivité d'élaborer son schéma de DECI :

Ainsi le SCDECI ou SICDECI devra être constitué de :

- 1) la référence aux textes en vigueur : récapitulatif des textes réglementaires, dont le présent règlement,
- 2) la localisation des sources de risques et des cibles associées, sous la forme si possible d'une ou plusieurs représentations cartographiques du zonage des risques et des niveaux de risques associés,
- 3) l'état des lieux de la défense incendie représenté sous la forme d'un inventaire des PEI existants.

- 4) une analyse de la couverture, présentée, si possible, sous une forme cartographique mettant ainsi en évidence les « zones d'ombre » et les préconisations pour améliorer l'existant,
- 5) les propositions ou préconisations pour améliorer durablement la DECI, prenant en compte les projets à venir. Elles peuvent être priorisées et planifiées dans le temps,
- 6) une représentation cartographique des propositions d'amélioration de la DECI, éventuellement en indiquant le calendrier de réalisation,
- 7) tous autres documents (inventaire des exploitations, commerces, artisans, agriculteurs, ZAC, schéma de distribution d'eau potable, plans des canalisations, le « porter à connaissance », etc.) nécessaires à la compréhension du SCDECI ou SICDECI.

8. LA PROCEDURE D'ADOPTION

Avant d'arrêter le schéma, l'autorité compétente recueille l'avis des différents partenaires concourant à la DECI du territoire, en particulier :

- le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) qui rend un avis simple, visant à garantir la conformité au présent règlement des PEI proposés,
- le service public de l'eau,
- les gestionnaires des autres ressources en eau,
- les services de l'État chargés de l'équipement, de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement rural,
- d'autres acteurs, notamment le département et les établissements publics de l'Etat concernés.

Pour le cas des SICDECI, l'autorité compétente recueille l'avis des maires de l'établissement de coopération intercommunale.

Chacun de ces avis simples doit être rendu dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de transmission aux différents services, sous la forme d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

L'avis doit être transmis à la collectivité au plus tard le dernier jour des deux mois, à compter de la date de réception dans le service concerné, sous la forme d'un courrier recommandé avec accusé de réception. Au-delà de cette date, l'avis est réputé favorable.

Après réception de l'ensemble des avis des services consultés, il appartient à l'autorité compétente de soumettre le document à l'approbation de l'assemblée délibérante, puis de prendre l'arrêté de promulgation du SCDECI ou SICDECI.

L'arrêté portant promulgation du SCDECI ou SICDECI est inscrit au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Lorsque le schéma est arrêté par l'autorité compétente, cette dernière s'y réfère pour réaliser les travaux de renforcement et d'amélioration de la DECI de la commune ou des communes composant l'EPCI, en tenant compte des ordres de priorité de remise à niveau ou d'installation d'équipements nouveaux.

9. LA PROCEDURE DE REVISION

La révision du SCDECI ou du SICDECI est laissée à l'initiative de l'autorité compétente. Toutefois, il est conseillé de réviser le schéma dès lors que :

- le programme d'équipements prévu a été réalisé (selon ses phases d'achèvement),
- le développement urbain nécessite une nouvelle étude de la couverture du risque incendie,
- les documents d'urbanisme opérationnels sont révisés.

La fréquence de la procédure de révision est au maximum quinquennale.

Projet

GLOSSAIRE - TABLE DES ACRONYMES

Accessibilité : capacité d'une voie ou d'une zone à assurer la mise en station et en action d'un engin ou de matériels de lutte contre l'incendie.

BAU : Bande d'Arrêt d'Urgence

BI : La bouche d'incendie est un point d'eau incendie (PEI) normalisé qui a la particularité d'être souterrain. Si ce type d'hydrant a une qualité esthétique car invisible, il pose de nombreuses contraintes opérationnelles: manœuvre complexe, difficulté de localisation, risque d'entrave par des véhicules en stationnement ou la neige.

Capacité utilisable : volume d'eau disponible pour l'usage des moyens du SDIS dans les limites des contraintes de mise en aspiration des engins, notamment la hauteur géométrique d'aspiration et la hauteur d'eau en dessous et au-dessus de la crépine.

CASDIS : Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales.

COS : Commandant des Opérations de Secours. Le COS est un sapeur-pompier. Avec l'ensemble des moyens publics et privés, il met en œuvre, sous l'autorité du préfet ou du maire (DOS), la stratégie définie par ce dernier.

CCH : Code de la construction et de l'habitation

CSP : Code de la Santé Publique.

Débit simultané : il s'agit du débit cumulé de plusieurs PEI (PI ou BI dans la majorité des cas) utilisés de façon simultanée par les sapeurs-pompiers.

DECI : La Défense Extérieure Contre l'Incendie est l'ensemble des points d'eau incendie (PEI) destinés à assurer des actions de lutte contre l'incendie. Constituent les PEI : les Bouches ou Poteaux d'Incendie (BI, PI) normalisés, les points d'eau naturels (lac, étang, rivière, etc.) et artificiels (citerne, bache).

Desserte ou « Voies de desserte » : ensemble des voies publiques ou privées dont les caractéristiques doivent notamment permettre une circulation et une utilisation satisfaisante des engins de lutte contre l'incendie amenés à intervenir sur des terrains, constructions ou aménagements. Elles comprennent entre autres les voies « engins », voies « échelles » et les cheminements praticables aux « dévidoirs à roues », définis dans la réglementation « incendie » des bâtiments d'habitation et des établissements recevant du public.

DOS : Directeur des Opérations de Secours. Fonction relevant de l'autorité de police compétente qui définit les objectifs et/ou la stratégie. Cette fonction est tenue par le Maire. Toutefois, si le sinistre a des conséquences pouvant dépasser les limites ou les capacités d'une commune, ou si un Plan d'urgence a été déclenché, le DOS relève du Préfet.

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale. Il s'agit d'une structure administrative française regroupant des communes ayant choisi de développer plusieurs compétences en commun.

ERP: Les **E**tablissements **R**ecevant du **P**ublic sont des lieux publics ou privés accueillant des clients ou des utilisateurs autres que les employés qui sont, eux, protégés par les règles relatives au code du travail.

Hauteur géométrique d'aspiration : hauteur entre la surface du niveau le plus bas du volume d'eau utilisable et la plate-forme de mise en station des engins.

Hydrants : appareils hydrauliques **sous pression** constitués des Poteaux d'Incendie (PI) et des Bouches d'Incendie (BI). Les points d'eau naturels ou artificiels ne sont pas compris dans les hydrants.

ICPE : Installations Classées pour la **P**rotection de l'**E**nvironnement. Les installations et usines susceptibles de générer des risques ou des dangers sont soumises à une législation et une réglementation particulières, relatives à ce que l'on appelle "les installations classées pour la protection de l'environnement". Localement, ce sont les services de l'inspection des installations classées au sein des DRIEE ou DREAL (hors élevages), ou des Directions Départementales de Protection des Populations des préfectures (élevages) qui font appliquer, sous l'autorité du préfet de département, les mesures de cette police administrative.

IGH : Immeuble de **G**rande **H**auteur. Selon les dispositions de l'article R122-2 du Code de la construction et de l'habitation, constitue un IGH tout corps de bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est situé, par rapport au niveau d'accès des secours, à 50 mètres pour les immeubles à usage d'habitation et à plus de 28 mètres pour les autres immeubles (sauf exception).

PEI : Point d'Eau Incendie. Il s'agit de point d'eau nécessaire à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie (DECI).

PI : Le PI est un hydrant mis en place par les communes ou les entreprises privées (industrie, ERP, sites militaires) dans leurs enceintes. Il s'agit de prises d'eau disposées sur un ou plusieurs réseaux souterrains sous pression permettant d'alimenter les engins de lutte contre l'incendie. Ces réseaux, destinés avant tout à l'alimentation en eau potable, sont constitués de canalisations d'un diamètre intérieur d'au moins 100 mm (sauf pour le risque faible où un diamètre inférieur est accepté).

Prise d'eau : tout équipement sous pression permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

RIM : Règlement d'Instruction et de Manœuvre des Sapeurs-pompiers communaux approuvé par arrêté ministériel du 1^{er} février 1978. Le RIM définit, notamment, un postulat de base selon lequel « le risque moyen, correspondant au cas le plus fréquent, nécessite un débit de 60 m³ par heure ».

Risque : c'est un danger plus ou moins probable. Dans le présent RDDECI, il est subdivisé en risque particulier et risque courant.

- **Risque Courant :** le SDACR définit ce risque comme étant l'ensemble des interventions de faible ampleur, mais de forte occurrence, constituant le quotidien de l'action des sapeurs-pompiers.

Il est divisé, dans le présent RDDECI, en 4 catégories :

- Risque courant **très faible**.
- Risque courant **faible**
- Risque courant **ordinaire**

- Risque courant **important**

➤ **Risque particulier** : le SDACR définit ce risque comme étant à occurrence faible mais à gravité importante. Le facteur déterminant est la gravité et non plus la fréquence. Il comprend tout ce qui n'est pas inclus dans le risque courant. Les bâtiments à risque « particulier » sont tous les bâtiments, ou ensemble de bâtiments, abritant des enjeux humains, économiques ou patrimoniaux importants. Les conséquences et les impacts environnementaux, sociaux ou économiques d'un sinistre peuvent être très étendus, compte-tenu de leur complexité, de leur taille, de leur contenu, voire de leur capacité d'accueil.

SCDECI : Schéma Communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie

SDACR : Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques. Il s'agit d'un document réglementaire, signé par le préfet et prescrit à l'article L.1424-7 du CGCT. Il établit l'inventaire des risques de sécurité civile (particuliers et courants) d'un département et fixe des objectifs de couverture en termes d'orientations fondamentales d'aménagement du territoire. Le SDACR n'a pas d'effet juridique sur les particuliers et ne fixe pas d'obligation de résultats. Il justifie l'organisation territoriale du SDIS, légitime le règlement opérationnel et conduit à la réalisation de plans d'équipement.

SICDECI : Schéma Inter Communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie

TPC : Terre-Plein Central

GUIDE TECHNIQUE DE LA DECI

La partie intitulée Guide technique du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie a pour objectif de préciser les points techniques relatifs à la DECI sous la forme de fiches thématiques synthétiques.

Les solutions techniques présentées dans ce guide constituent les solutions idéales vers les quelles doit tendre la mise en œuvre de la DECI sur le terrain. Cependant et en fonction des contraintes locales, le Sdis 76 pourra déroger ou adapter les exigences techniques afin d'optimiser la défense extérieure contre l'incendie.

A – LE DIMENSIONNEMENT DES RISQUES

- FT A.1** Méthodologie d'étude et de classement des risques
- FT A.2** Le dimensionnement des lignes de défense
- FT A.3** Les besoins en eau liés aux risques particulier « ERP »
- FT A.4** Les besoins en eau liés aux risques particuliers « Industriels »
- FT A.5** L'accessibilité des PEI aux engins d'incendie

B – LES POINTS D'EAU D'INCENDIE

- FT B.1** Les poteaux d'incendie normalisés
- FT B.2** Les autres poteaux d'incendie
- FT B.3** Les bouches d'incendie normalisées
- FT B.4** Les plateformes et aires d'aspiration
- FT B.5** Les puisards déportés
- FT B.6** Les réserves souples
- FT B.7** Les réserves aériennes
- FT B.8** Les réserves enterrées
- FT B.9** Les dispositifs fixes d'aspiration
- FT B.10** Les prises d'eau en milieu naturel
- FT B.11** Les mares naturelles et autres bassins
- FT B.12** La codification et la représentation cartographique des points d'eau d'incendie
- FT B.13** Méthodologie de contrôles de débits des hydrants
- FT B.14** La signalisation des points d'eau d'incendie
- FT B.15** La clé « polycoise » des sapeurs-pompiers

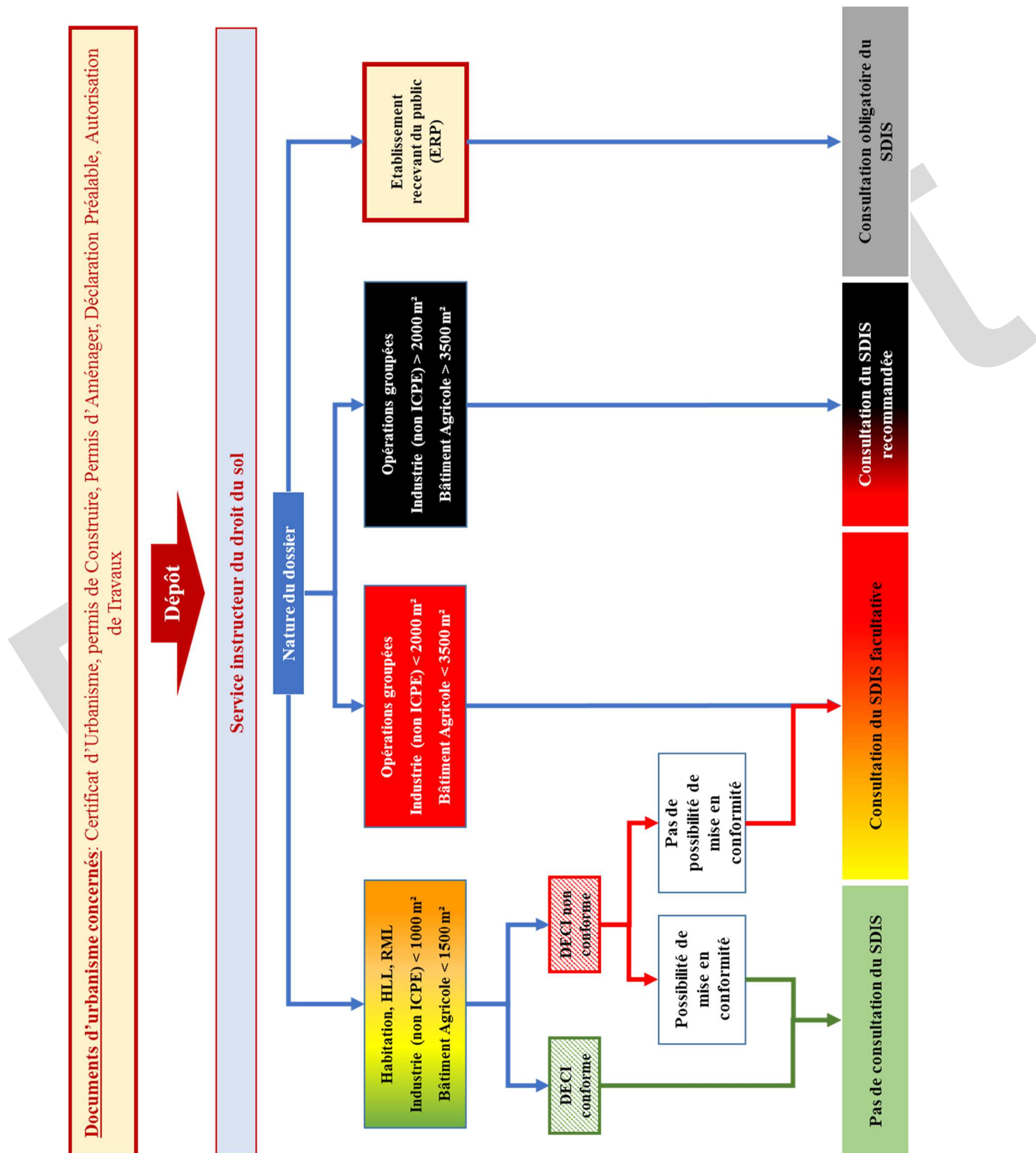
C – LES PROCEDURES LIEES A LA DECI

- FT C.1** Méthodologie de réalisation des reconnaissances opérationnelles
- FT C.2** L'arrêté communal ou intercommunal de DECI
- FT C.3** Convention-type de mise à disposition d'un point d'eau d'incendie privé
- FT C.4** Attestation type de réception d'un point d'eau d'incendie

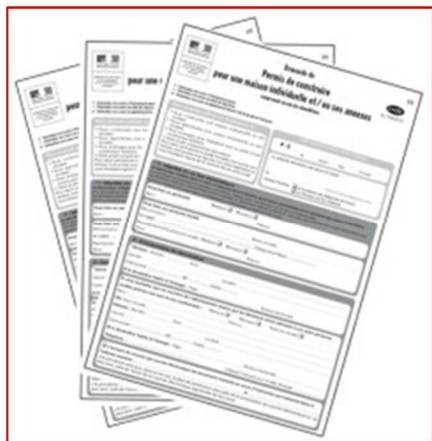
FT C.5 Méthodologie d'échange d'informations relatives à la DECI (en attente du choix du logiciel de gestion des points d'eau)

Projet

CRITERES DE CONSULTATION DU SDIS 76



PRINCIPE GENERAL DE L'ANALYSE ET DU DIMENSIONNEMENT DES RISQUES



Rechercher dans le dossier :

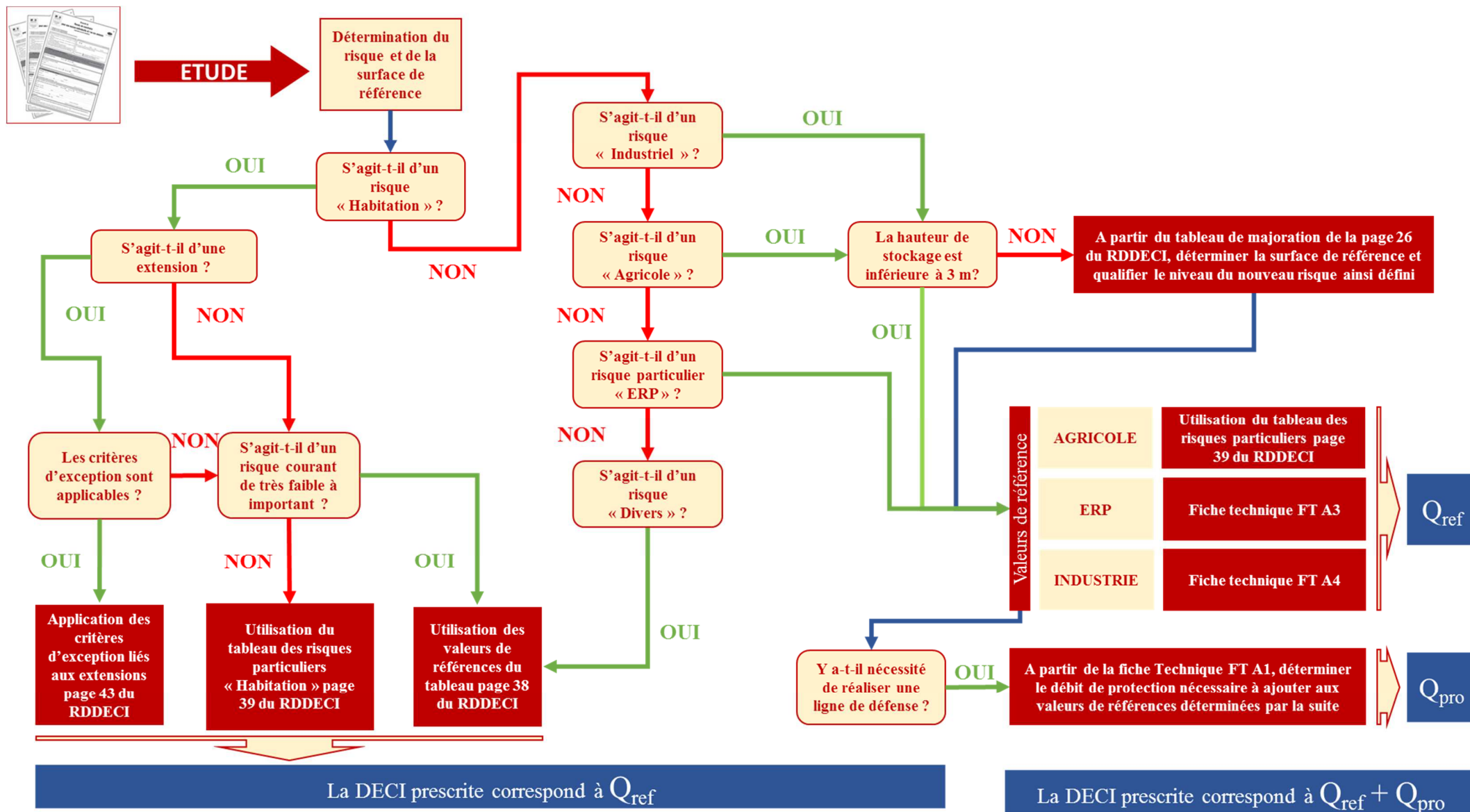
- La famille de risque,
- La surface de référence totale,
- La distance par rapport aux façades



Sélectionner la grille de dimensionnement des risques adaptée

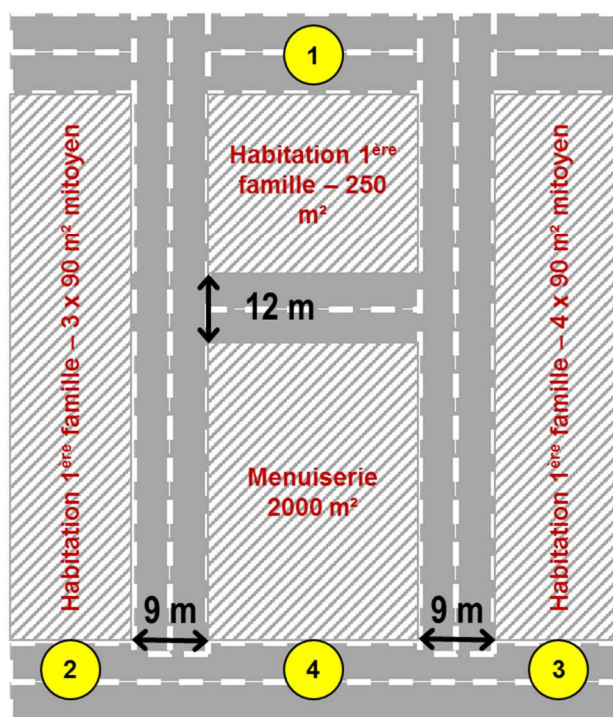
2^{EME} ETAPE : DETERMINATION DES BESOINS EN EAU

(Voir tableau page suivante)



Analyse de risques combinés : « habitation + industrie »

1^{er} cas de figure : distance aux tiers
supérieure à 5 mètres.

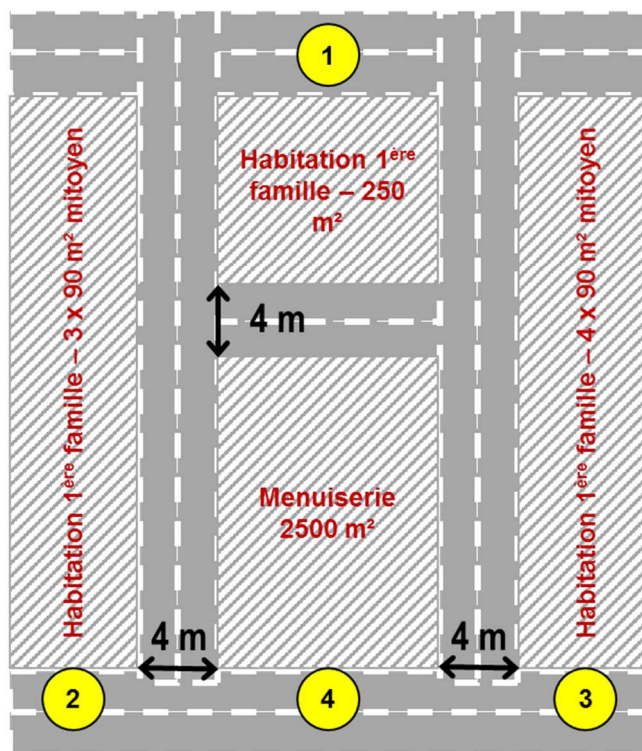


- 1 Grille habitation : risque faible > à 5 m – 30 m³/h à 200 m
- 2 Grille habitation : risque ordinaire > à 5 m – 60 m³/h à 200 m
- 3 Grille habitation : risque ordinaire > à 5 m – 60 m³/h à 200 m
- 4 Grille Industrie : risque important > à 5 m – 120 m³/h à 200 m

La défense extérieure contre l'incendie de la zone devra
être de : $Q_{ref} = 120 \text{ m}^3/\text{h}$ à 100 m.

Analyse de risques combinés : « habitation + industrie »

2^{ème} cas de figure : distance aux tiers
inférieure à 5 mètres



- ① Grille « habitation » : risque ordinaire – 60 m³/h à 200 m
- ② Grille « habitation » : risque ordinaire – 60 m³/h à 200 m
- ③ Grille « habitation » : risque ordinaire – 60 m³/h à 200 m
- ④ Grille « Industrie » : risque particulier → calcul par la fiche FT A4 :

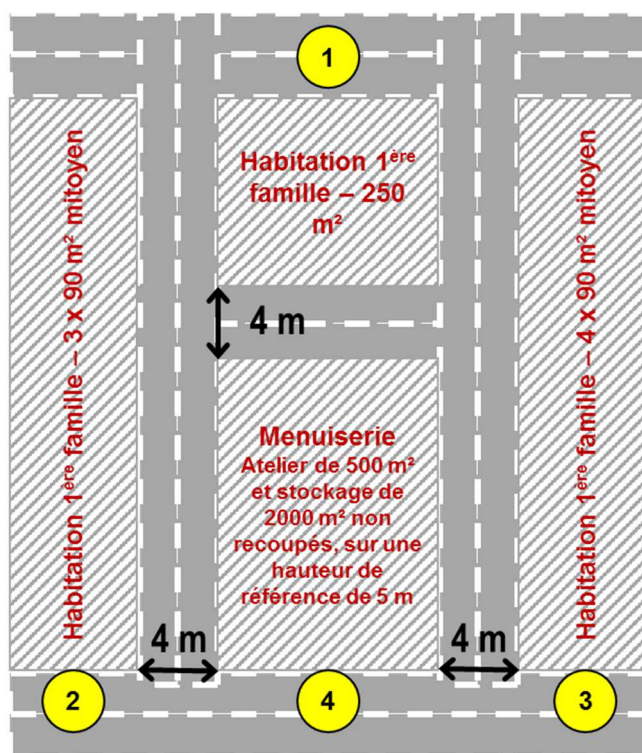
$$Q_{\text{ref}} = 30 \times \frac{S_{\text{équivalente}}}{500} \times (1 + \sum \text{Coef})$$

Soit une valeur de $Q_{\text{ref}} = 150 \text{ m}^3/\text{h}$

La défense extérieure contre l'incendie de la zone devra
être de : $Q_{\text{ref}} = 150 \text{ m}^3/\text{h}$ à 100 m.

Analyse de risques combinés : « habitation + industrie »

3^{ème} cas de figure : prise en compte de la hauteur du bâtiment



- 1 Grille « habitation » : risque ordinaire – 60 m³/h à 200 m
- 2 Grille « habitation » : risque ordinaire – 60 m³/h à 200 m
- 3 Grille « habitation » : risque ordinaire – 60 m³/h à 200 m
- 4 Calcul de la surface de référence : $S_{ref} = (2000 + 500) \times 1,10$
Grille « Industrie » : risque particulier → calcul par la fiche FT A4 :

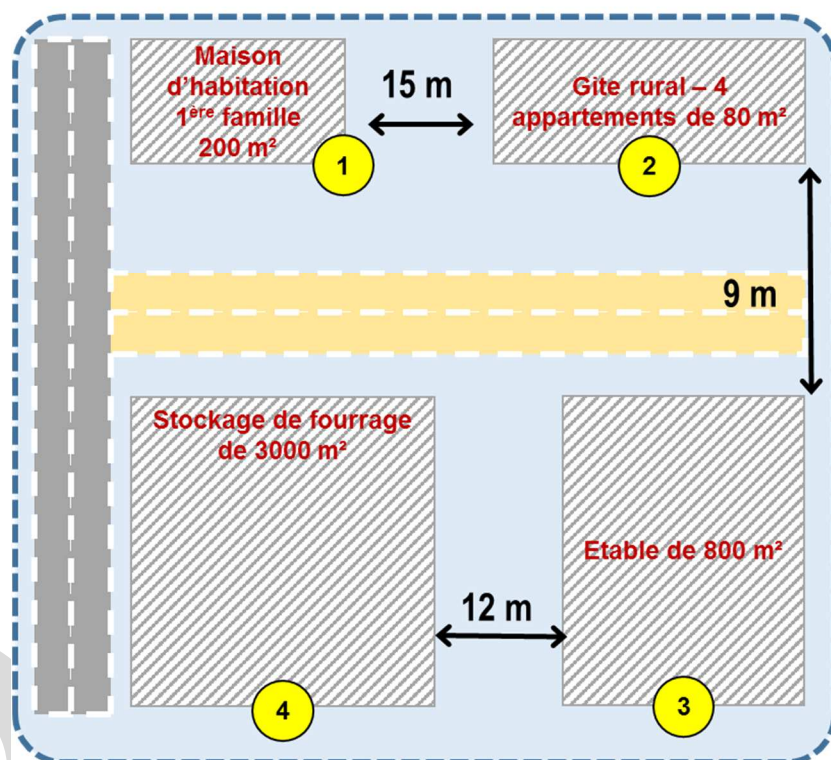
$$Q_{ref} = 30 \times \frac{S_{équivalente}}{500} \times (1 + \sum Coef)$$

Soit une valeur de $Q_{ref} = 165 \text{ m}^3/\text{h}$, arrondie au multiple de $60 \text{ m}^3/\text{h}$
le plus proche $Q_{ref} = 180 \text{ m}^3/\text{h}$

La défense extérieure contre l'incendie de la zone devra
être de : $Q_{ref} = 180 \text{ m}^3/\text{h}$ à 100 m.

Analyse de risques combinés : « habitation + agricole + ERP »

1^{er} cas de figure : distance aux tiers supérieure à 8 mètres.

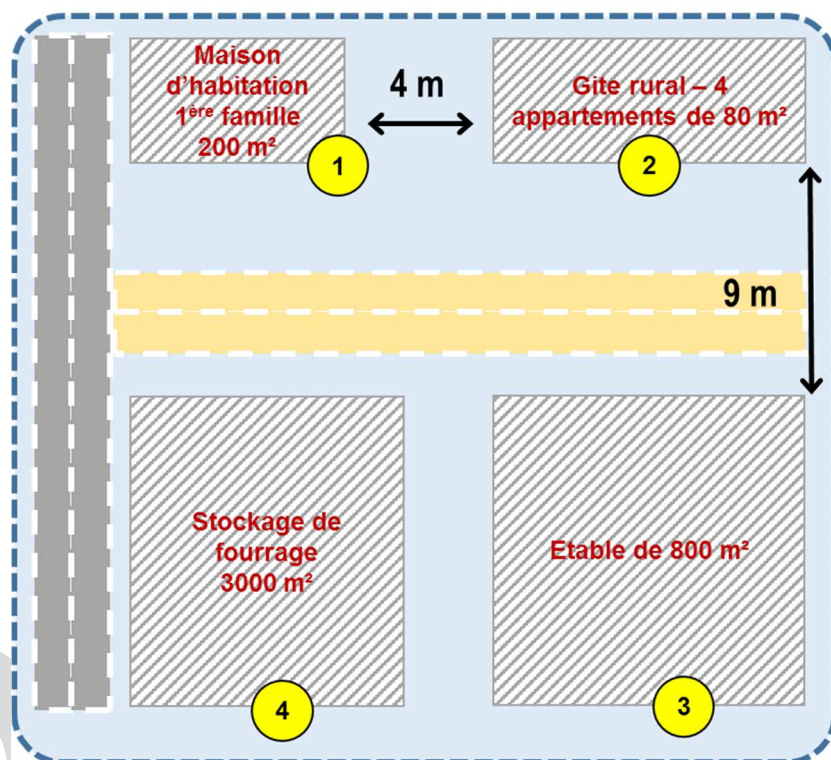


- 1 Grille habitation : risque faible > à 5 m – 30 m³/h à 200 m
- 2 Grille ERP : risque ordinaire – 60 m³/h à 200 m
- 3 Grille agricole : risque ordinaire > à 8 m – 60 m³/h à 200 m
- 4 Grille Industrie : risque important > à 8 m – 120 m³/h à 200 m

La défense extérieure contre l'incendie de l'exploitation
devra être de : $Q_{ref} = 120 \text{ m}^3/\text{h}$ à 200 m.

Analyse de risques combinés : « habitation + agricole + ERP »

2^{ème} cas de figure : distance aux tiers inférieure à 5 mètres.



1 Grille « habitation » : risque ordinaire – 60 m³/h à 200 m

2 Grille « ERP » : risque ordinaire – 60 m³/h à 200 m

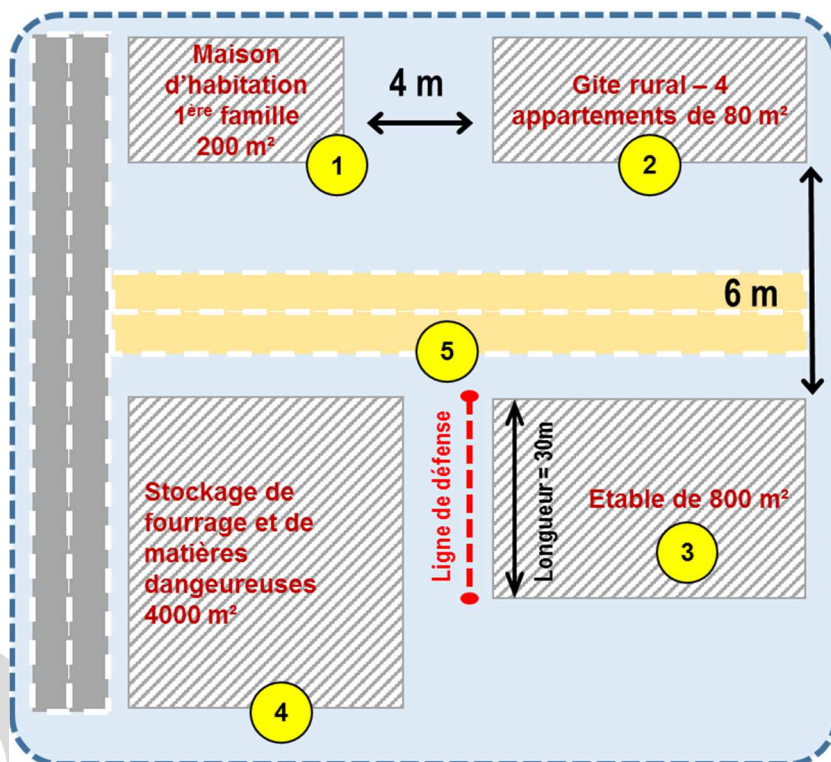
3 Grille « agricole » : risque ordinaire – 60 m³/h à 200 m

4 Grille « agricole » : risque important – 120 m³/h à 200 m

La défense extérieure contre l'incendie de l'exploitation
devra être de : $Q_{ref} = 120 \text{ m}^3/\text{h}$ à 200 m.

Analyse de risques combinés : « habitation + agricole + ERP »

2^{ème} cas de figure : distance aux tiers inférieure à 8 mètres.



1 Grille « habitation » : risque ordinaire – 60 m³/h à 200 m

2 Grille « ERP » : risque ordinaire – 60 m³/h à 200 m

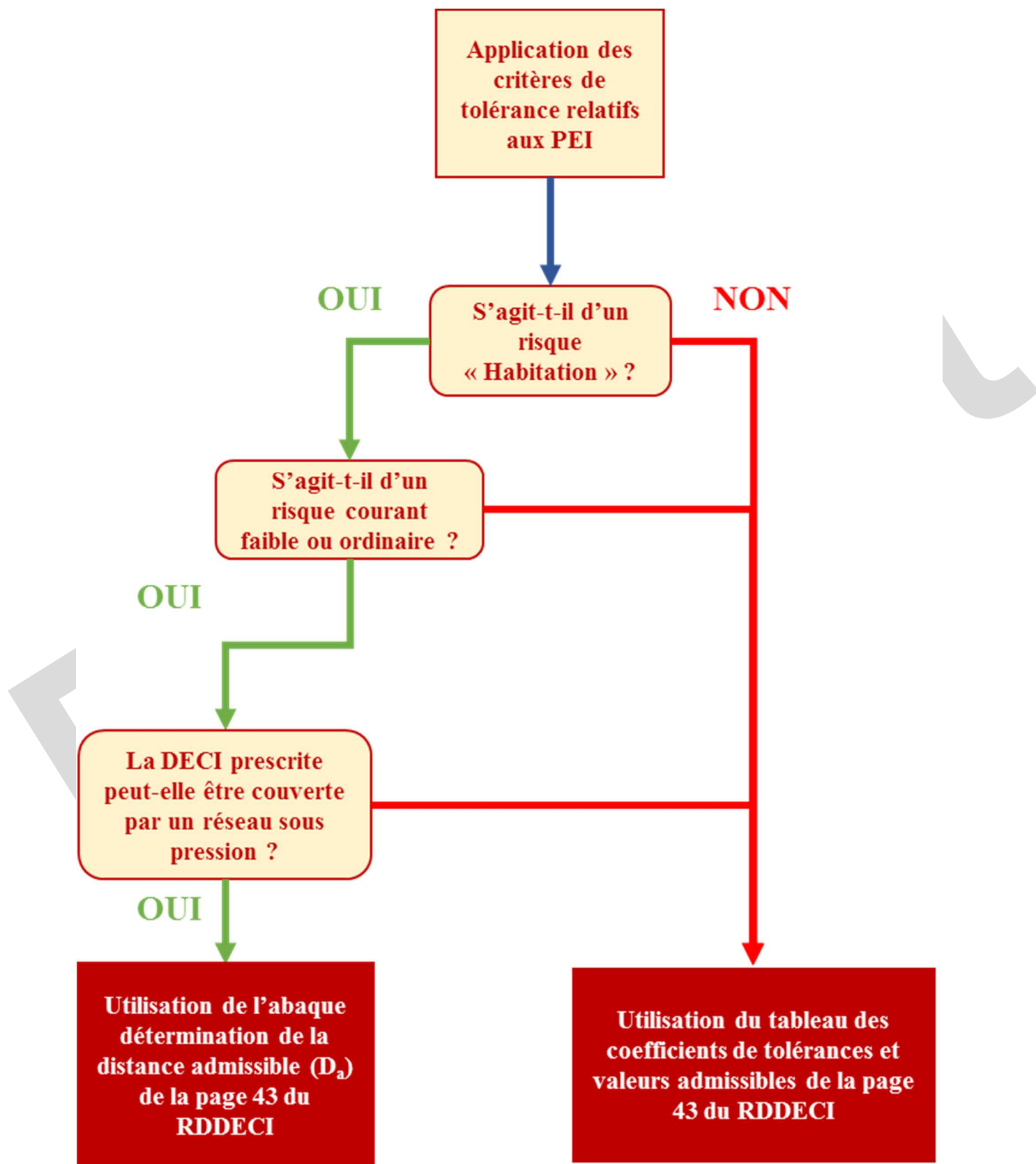
3 Grille « agricole » : risque ordinaire – 60 m³/h à 200 m

4 Grille « agricole » : risque particulier - 150 m³/h à 200 m

5 Fiche FT A2: calcul de la ligne de défense – $Q_{pro} = 30 \text{ m}^3/\text{h}$

La défense extérieure contre l'incendie de l'exploitation
devra être de : $Q_{ref} = 180 \text{ m}^3/\text{h}$ à 200 m.

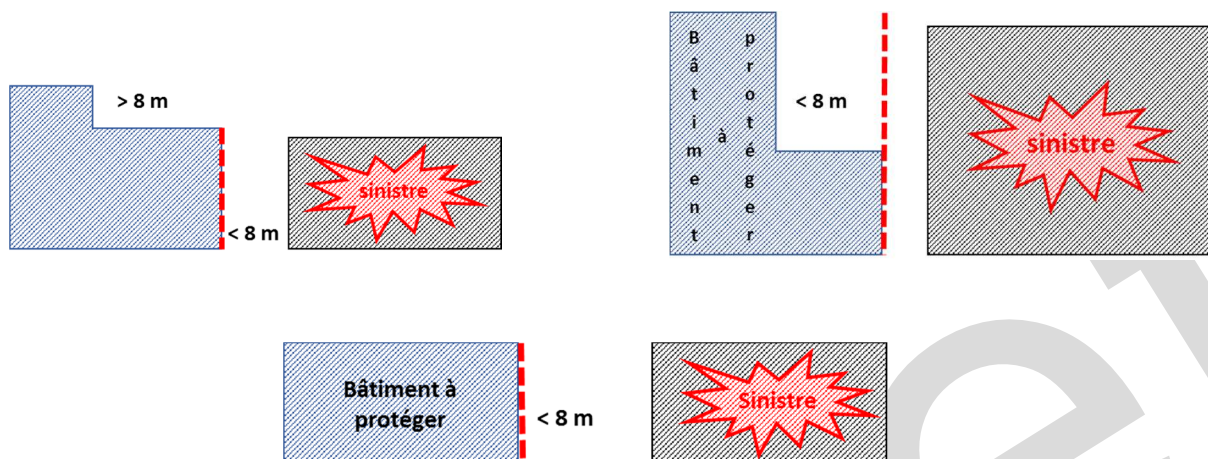
Application des critères de tolérance



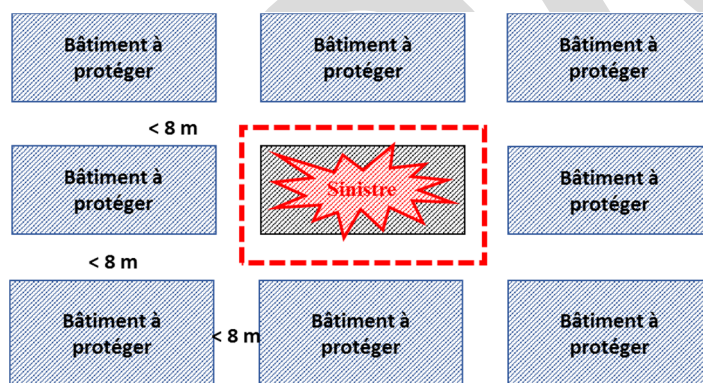
Dimensionnement des lignes de défense

Exemple de détermination graphique des lignes de défense

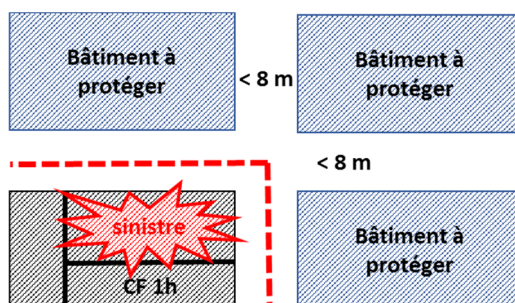
Cas n°1 : Bâtiments voisins isolés dont la distance entre les façades est inférieure à 8 mètres.



Cas n°2 : Bâtiments imbriqués dont la distance entre les façades est inférieure à 8 mètres.



Cas n°3 : Bâtiments voisins isolés dont la distance entre les façades est inférieure à 8 mètres, mais dont la surface est recoupée par des murs coupe-feu 1 heure minimum.



Si la configuration des bâtiments le nécessite, il peut être nécessaire d'ajouter plusieurs lignes de défense successives afin de déterminer la ligne de défense à réaliser. (cf. cas n°2 et n°3)

Dimensionnement des lignes de défense

Dimensionnement de la ligne de défense												
Moyen	<u>LDV 500</u>		<u>LC 1000</u>		<u>LC 2000</u>		<u>LC 4000</u>		<u>LC 6000</u>		<u>LC 8000</u>	
Débit (l/min)	500		1000		2000		4000		6000		8000	
Portée (m)	20		35		45		55		85		90	
Longueur à défendre	Nombre de canons nécessaires - Débit de protection associé											
	nb de lances	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}
10	1	30	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
15	1	30	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
20	1	30	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
25	2	60	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
30	2	60	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
35	2	60	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
40	2	60	2	120	1	120	1	240	1	360	1	480
50	3	90	2	120	2	240	1	240	1	360	1	480
60	3	90	2	120	2	240	2	480	1	360	1	480
70	4	120	2	120	2	240	2	480	1	360	1	480
80	4	120	3	180	2	240	2	480	1	360	1	480
90	5	150	3	180	2	240	2	480	2	720	1	480
100	5	150	3	180	3	360	2	480	2	720	2	960
110	6	180	4	240	3	360	2	480	2	720	2	960
120	6	180	4	240	3	360	3	720	2	720	2	960
130	7	210	4	240	3	360	3	720	2	720	2	960
140	7	210	4	240	4	480	3	720	2	720	2	960
150	8	240	5	300	4	480	3	720	2	720	2	960
160	8	240	5	300	4	480	3	720	2	720	2	960
170	9	270	5	300	4	480	4	960	2	720	2	960
180	9	270	6	360	4	480	4	960	3	1080	2	960
190	10	300	6	360	5	600	4	960	3	1080	3	1440
200	10	300	6	360	5	600	4	960	3	1080	3	1440

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « ERP »

Risque ⁽¹⁾	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Sprinklé toute classe confondue ⁽⁴⁾
	J : structure d'accueil pour personnes âgées ou handicapées N : restaurant L : réunion, spectacle (spectacle sans décors) O et OA : hôtel R : enseignement X : sportif couvert U : sanitaires V : culte W : bureau	L : réunion, spectacle (avec décors et artifices + salles polyvalentes) P : dancings, discothèques Y : musées	M : magasins S : bibliothèque, documentation T : exposition	
Surface ⁽²⁾ de référence (en m²)	Besoins en eau ⁽³⁾ (exprimés en m³ / heure)			
≤ 100	Dimensionnement selon la grille d'analyse des risques courants ERP			sans objet
≤ 250				
≤ 500				
≤ 1 000				
≤ 2 000		150	180	120
≤ 3 000	180	225	270	180
≤ 4 000	210	270	315	180
≤ 5 000	240	300	360	240
≤ 6 000	270	330	405	240
≤ 7 000	300	375	450	240
≤ 8 000	330	420	495	240
≤ 9 000	360	450	540	240
≤ 10 000	390	480	585	240
≤ 20 000	A traiter au cas par cas			300
≤ 30 000				360
Principe de dimensionnement des besoins en eau	<u>0 à 3000 m²</u> : 60 m³/h par tranche ou fraction de 1000 m² <u>> 3000 m²</u> : ajouter 30 m³/h par tranche ou fraction de 1000 m² (ex : 4300 m² à traiter comme 5000 m²)	classe 1 x 1,25	classe 1 x 1,5	<u>0 à 4000 m²</u> : 60 m³/h par tranche ou fraction de 1000 m² avec un maximum de 180 m3/h <u>de 4000 à 10000 m²</u> : 4 x 60 m³/h <u>> 10 000 m²</u> : ajouter 60 m³/h par tranche ou fraction de 10000 m²
Nombre de PEI nécessaires	Selon le débit global exigé et répartition selon la géométrie des bâtiments			
Distance maximale entre PEI	200 m	200 m	200 m	200 m
Distance maximale entre le 1 ^{er} PEI et l'entrée principale	150 m	150 m	100 m	150 m
Lorsqu'une colonne sèche (CS) est requise, la distance doit être au plus égale à 60 m				

⁽¹⁾ Les ERP de catégorie EF, SG, CTS, PS, OA et PA ainsi que les campings soumis à la réglementation ERP, sont traités au cas par cas.

⁽²⁾ La notion de surface de référence est définie comme étant la surface maximale développée non recoupée par des parois CF 1 heure minimum.

⁽³⁾ Le débit demandé s'entend comme le débit simultané disponible.

⁽⁴⁾ Un risque est considéré comme sprinklé si :

- protection autonome, complète et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants,
- installation entretenue et vérifiée périodiquement,
- installation en service permanent

Projet

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

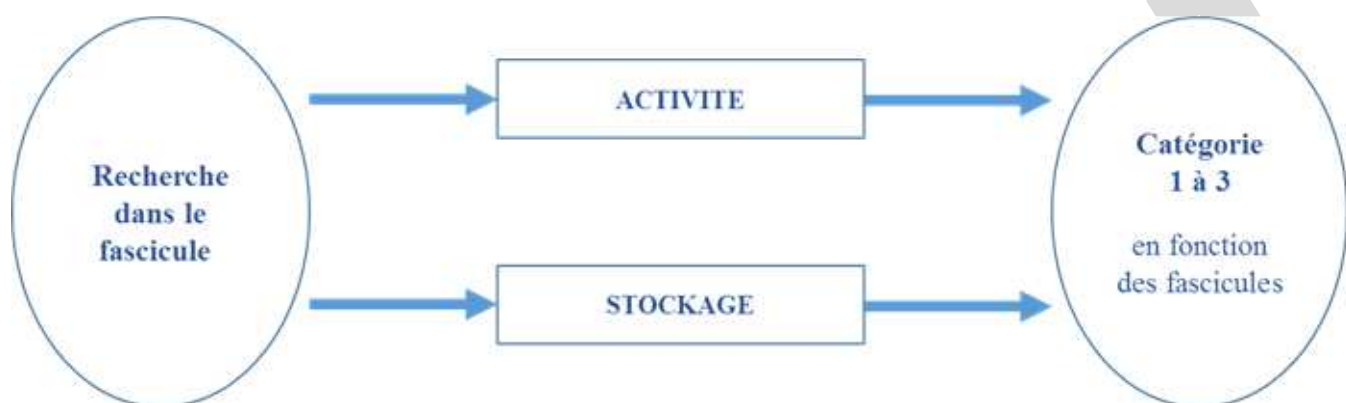
PRINCIPES

Avant de déterminer les besoins en eau, il est nécessaire de connaître le niveau du risque, qui est fonction de la nature de l'activité exercée dans les bâtiments et des marchandises qui y sont entreposées.

Le niveau du risque est croissant de la catégorie 1 à la catégorie 3. Il convient de différencier le classement de la zone activité et de la zone de stockage des marchandises.

Les fascicules de la fiche FT A.4 donnent les exemples les plus courants en fixant la catégorie de la partie activité d'une part et de la partie stockage d'autre part.

ORGANIGRAMME DE LA METHODE



Cas particulier :

Les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux sandwichs (plastique alvéolaire) doivent, au minimum être classés en catégorie 2.

Dans le cas où des marchandises classées différemment seraient réunies dans un même entrepôt et sans être placées dans des zones spécifiques, le classement doit être celui de la catégorie la plus dangereuse.

Dans le cas où des produits différents seraient stockés dans des zones distinctes, la surface de référence à considérer est, soit la plus grande surface non recoupée du site, lorsque celui-ci présente une classification homogène, soit la surface non recoupée, conduisant, du fait de la classification du risque, à la demande en eau la plus importante.

DETERMINATION DE LA SURFACE DE REFERENCE

La surface de référence du risque est la surface qui sert de base à la détermination du débit requis.

Cette surface est au minimum délimitée, soit par des murs coupe-feu 2 heures conformes à l'arrêté du 03 août 99, soit par un espace libre de tout encombrement, non couvert, de 10 m minimum.

Il pourra éventuellement être tenu compte des flux thermiques, de la hauteur relative des bâtiments voisins et du type de construction pour augmenter cette distance.

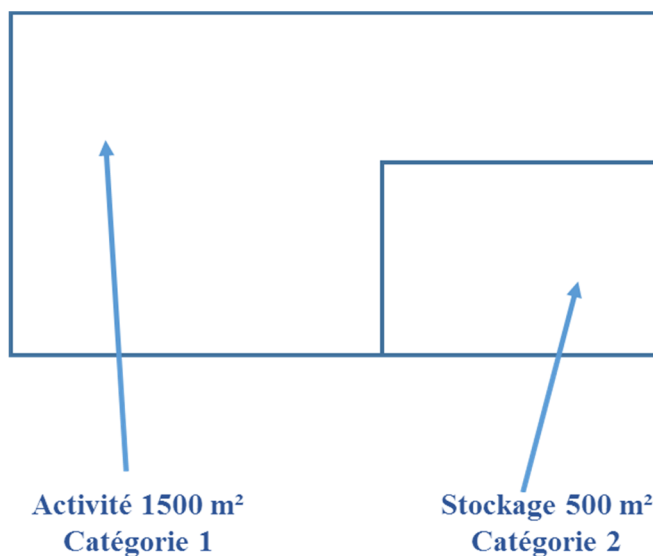
Cette surface est à considérer comme une surface développée lorsque les planchers (hauts ou bas) ne présentent pas un degré coupe-feu de 2 heures minimum. C'est notamment le cas des mezzanines.

La surface de référence à considérer est, soit la plus grande surface non recoupée du site lorsque celui-ci présente une classification homogène, soit la surface non recoupée, conduisant, du fait de la classification du risque, à la demande en eau la plus importante.

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

Cas particulier d'une zone non recoupée contenant plusieurs types de risques :

Bâtiment non recoupé présentant une zone de fabrication dont le risque est de catégorie 1 et une zone de stockage dont le risque est de catégorie 2.



Faire le calcul des besoins en eau pour 1500 m² en catégorie 1 et y ajouter les besoins en eau pour 500 m² en catégorie 2

DETERMINATION DU DEBIT DE REFERENCE

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

Critères	Coefficients additionnels	Coefficients retenus pour le calcul		Commentaires
		activité	stockage	
Hauteur de stockage (1)				
- jusqu'à 3 m	0			
- jusqu'à 8 m	+0,1			
- jusqu'à 12 m	+0,2			
- au-delà de 12 m	+0,5			
Type de construction (2)				
- ossature stable au feu ≥ 1 heure	-0,1			
- ossature stable au feu ≥ 30 minutes	0			
- ossature stable au feu < 30 minutes	+0,1			
Type d'interventions internes				
- accueil 24h/24 (présence permanente à l'entrée)	-0,1			
- DAI généralisé reporté 24h/24 7J/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24H/24, avec des consignes d'appels,	-0,1			
- service de sécurité incendie 24H/24 avec des moyens appropriés, équipe de seconde intervention, en mesure d'intervenir 24H/24	-0,3*			
Σ coefficients				
$1 + \Sigma$ coefficients				
$Q_{ref} = 30 \times \frac{S}{500} \times (1 + \Sigma coef)$				
Catégorie de risque (4)				
risque 1 : $Q_{ref} = Q_i \times 1$				
risque 2 : $Q_{ref} = Q_i \times 1,5$				
risque 3 : $Q_{ref} = Q_i \times 2$				
Débit intermédiaire (Q_i en m³/h)				
Risque sprinklé (5) : $Q_{ext} = Q_i \div 2$				
Débit d'extinction nécessaire⁽⁶⁾⁽⁷⁾ en m³/h				
Q_{ext}				soit arrondi au multiple de 30 m ³ /h le plus proche

(1) sans autres précisions, la hauteur de stockage doit être considérée comme étant égale à la hauteur du bâtiment moins 1 m (cas des bâtiments de stockage)

(2) pour ce coefficient, ne pas tenir compte du sprinklage.

(3) Q_i : débit intermédiaire du calcul en mètres cubes par heure.

(4) La catégorie du risque est fonction du classement des activités et stockages (cf. annexe)

(5) **Un risque est considéré comme sprinklé si :**

☐ protection autonome, complète et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité, réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants ;

☐ installation entretenue et vérifiée régulièrement ;

☐ installation en service en permanence.

(6) **Aucun débit ne peut être inférieur à 60 m³/h**

* si ce coefficient est retenu, ne pas prendre en compte le coefficient relatif à l'accueil 24H/24

Classement des activités et des stockages

REPARTITION DES FASCICULE

Fascicule A	Risques accessoires séparés communs aux diverses industries
Fascicule B	Industrie agro-alimentaire
Fascicule C	Industrie textile
Fascicule D	Vêtements et accessoires. Cuirs et peaux
Fascicule E	Industries du bois. Liège. Tabletterie. Vannerie
Fascicule F	Industries métallurgiques et mécaniques
Fascicule G	Industries électriques
Fascicule H	Chaux. Ciment. Céramique. Verrerie
Fascicule I	Industries chimiques minérales
Fascicule J	Produits d'origine animales et corps gras.
Fascicule K	Pigments et couleurs, peintures. Vernis et encres. Produits d'entretien.
Fascicule L	Cires. Résines. Caoutchouc. Matières plastiques
Fascicule M	Combustibles solides, liquides et gazeux
Fascicule N	Produits chimiques non classés ailleurs
Fascicule O	Pâte de bois. Papiers et cartons. Imprimerie. Industries du livre
Fascicule P	Industries du spectacle (théâtre, cinéma, etc.)
Fascicule Q	Industries des transports
Fascicule R	Magasins. Dépôts. Entrepôts. Chantiers divers

S.O : sans objet

RS : Risque spécial. Devra faire l'objet d'une étude spécifique

Rappel : tous les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux « sandwich » (plastique alvéolaire) doivent au minimum être classés dans la catégorie 2

FASCICULE A

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Chaufferie et gazogène fixe	RS	RS
02	Force motrice	RS	RS
03	Ateliers spéciaux et magasin général d'entretien	1	2
04	Ateliers spéciaux de peinture et/ou vernis dont le point éclair est inférieur à 55° C	RS	RS
05	Laboratoires de recherches, d'essais ou de contrôle	1	2
06	Ordinateurs, ensembles électroniques, matériel électronique des centraux de commande et des salles de contrôle	1	2

FASCICULE B

Rappel : tous les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux « sandwich » (plastique alvéolaire) doivent au minimum être classés dans la catégorie 2

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Moulins à blé et autres matières panifiables	1	2
02	Négociants en blé, en grains ou graines diverses, et/ou légumes secs. Coopératives et stockeurs de grains. Transformateurs de grains, de graines de semence ou autres et risques de même nature, dénaturation du blé	1	2
03	Farines alimentaires, minoteries sans moulin, sans fabrication de nourriture pour animaux	1	2
04	Fabriques de pâtes alimentaires	1	2
05	Fabriques de biscuits	1	2
06	Fabriques de pain d'épices, pains de régime, biscottes. Boulangeries et pâtisseries industrielles	1	2
07	Fabriques d'aliments pour les animaux avec broyage de grains	1	2
08	Fabriques de moutarde et condiments divers	1	2
09	Torréfaction avec ou sans broyage	1	2
10	Séchoirs de cossettes de chicorée (sans torréfaction)	1	2
11	Traitement des houblons ou plantes pour herboristerie	1	2
12	Fabriques de fleurs séchées	1	2
13	Stérilisation de plantes	1	2
14	Traitement des noix et cerneaux	1	2

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

Rappel : tous les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux « sandwich » (plastique alvéolaire) doivent au minimum être classés dans la catégorie 2

n°	Intitulé	Activité	Stockage
15	Tabacs	1	2
16	Déshydratation de luzerne	1	2
17	Broyage de fourrage et autres plantes sèches	1	2
18	Sucreries et raffineries. Râperies de betteraves	1	2
19	Fabriques de produits mélassés	1	2
20	Magasins de sucre et mélasses	1	2
21	Caramels colorants (fabrication par tous procédés)	1	2
22	Boissons gazeuses. Apéritifs. Vins	1	1
23	Distilleries d'eaux-de-vie (jusqu'à 72° centésimaux)	1	RS
24	Distilleries d'alcools (jusqu'à 72° centésimaux)	RS	RS
25	Fabriques de liqueurs	RS	RS
26	Fabriques de vinaigre	1	1
27	Brasseries	1	1
28	Malteries	1	2
29	Fabriques de chocolat	1	2
30	Fabriques de confiserie, nougats, suc de réglisse, sirops. Traitement du miel	1	2
31	Moulins à huile d'olive ou de noix	1	2
32	Huileries de coprahs, arachides et graines diverses (sauf pépins de raisins)	RS	2
33	Extraction d'huile de pépins de raisins	RS	2
34	Mouture de tourteaux	1	2
35	Fabriques de margarine	1	2
36	Fabriques de lait condensé ou en poudre	1	2
37	Laiteries, beurreries, fromageries	1	2
38	Conserves et salaisons de viandes. Conserves de légumes et fruits (avec ou sans déshydratation). Charcuterie industrielle	1	2
39	Industrie du poisson	1	2

	<h1 style="text-align: center;">FICHE TECHNIQUE</h1> <h2 style="text-align: center;">Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »</h2>	<h1 style="text-align: center;">A.4</h1>
--	--	--

Rappel : tous les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux « sandwich » (plastique alvéolaire) doivent au minimum être classés dans la catégorie 2

n°	Intitulé	Activité	Stockage
40	Abattoirs	1	2
41	Fabrique de glace artificielle	1	2
42	Déverdisage. Maturation. Mûrissérie de fruits et légumes	1	2
43	Stockage en silos	S.O.	RS

FASCICULE C

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Effilochage de chanvre, jute, lin et/ou tissus de coton (sans chiffons gras)	1	2
02	Fabriques d'ouate de coton, couches culottes et articles dérivés	1	2
03	Négociants en déchets de coton	1	2
04	Délainage de peaux de mouton (avec ou sans lavoirs de laine). Lavoirs de laine (sans délainage de peaux de mouton). Epillage chimiques de laine	1	2
05	Confection de pansements	1	2
06	Filatures de jute	1	2 ¹
07	Filatures de coton	1	2 ¹
08	Tissages de verre	1	1
09	Fabriques de moquettes avec enduction	2	2
10	Enduisage, encollage ou flocage de tissus ou de papiers	1	2
11	Flambage et grillage d'étoffes	1	2
12	Imperméabilisation de bâches	1	2
13	Toiles cirées, linoléum	1	2
14	Toute autre industrie de fibres naturelles (soie, laine, jute, coton, lin, chanvre et autres végétaux, etc...)	1	2
15	Toute autre industrie de fibres synthétiques ou mélangées	1	2

¹ : Le cas des entrepôts de jute ou de coton doit faire l'objet d'une étude spéciale en raison des dangers pour la résistance mécanique de la construction consécutifs à l'absorption d'eau par la matière première.

FASCICULE D

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Confection de vêtements, corsets, lingerie, avec ou sans vente ou détail	1	2 ¹
02	Fourreurs, avec travail de confection	1	2
03	Manufactures de gants en tissus ou en peau	1	2
04	Fabriques de chapeaux de feutre de laine, de feutre de poils, de chapeaux de soie, de bérêts. Confectionneurs de chapeaux de paille	1	2
05	Cordonniers. Artisans bottiers. Selliers	1	2
06	Fabriques d'articles chaussants, sauf les articles en caoutchouc ou en matières plastiques (cf. fascicule L)	1	2
07	Fabriques de couvertures	1	2
08	Fabriques de couvre-pieds et doublures pour vêtements et coiffures, ouatines, avec emploi d'ouate, kapok, laine, duvet ou fibres cellulosiques ou synthétiques	1 ²	2
09	Fabriques de matelas (avec ou sans ressorts), désinfection, épuration et réfection de matelas en laine, crin, kapok, fibres artificielles ou synthétiques et autres matières textiles. Tapissiers garnisseurs de sièges avec outillage mécanique	1 ²	2 ³
10	Fabriques de parapluies	1	1
11	Fabriques de courroies, bâches, voiles pour la navigation, sacs et objets divers en tissus	1	2
12	Fabriques de boutons, chapelets	1	1
13	Blanchissage et repassage de linge	1	2
14	Teinturiers-dégraissseurs	1	2
15	Plumes d'ornement, de parure et pour literie et couettes	1	2
16	Fabriques de fleurs artificielles	1	2
17	Tanneries, corroieries, mégisseries	1	2
18	Chamoiseries	1	2
19	Apprêts de peaux pour la pelleterie et la fourrure	1	2
20	Fabriques de cuirs vernis	1	2
21	Fabriques de tiges pour chaussures	1	2
22	Maroquinerie, sellerie, articles de voyage en cuir ou en matières plastiques, objets divers en cuir	1	2
23	Teintureries de peaux	1	2

¹ : 3 pour les rouleaux de matières plastiques ou de caoutchouc alvéolaires

² : 2 si utilisation de matières plastiques alvéolaires

³ : 3 en cas d'utilisation de matières plastiques alvéolaires

FASCICULE E

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Scieries mécaniques de bois en grumes (à l'exclusion des scieries forestières). Travail mécanique du bois (non classé ailleurs). Ateliers de travail du bois sans outillage mécanique	1	2
02	Fabriques de panneaux de particules, bois reconstitué, bois moulé, à base de copeaux, sciure de bois, anas de lin ou matières analogues. Fabriques de panneaux de fibres de bois	2	2
03	Layetiers-emballeurs, fabrique de palettes en bois	2	2-3 ¹
04	Fabrique de futailles en bois	1	2
05	Tranchage et déroulage de bois de placage, fabriques de panneaux contreplaqués	1	2
06	Fabriques de farine de modèle en bois	1	2
07	Préparation du liège (traitement des lièges bruts). Fabriques de bouchons de liège Agglomérés de liège, avec toutes opérations de concassage, broyage, trituration, blutage avec classement et montage de liège aggloméré, avec ou sans fabrication, usinage d'agglomérés	2	2
08	Articles de Saint-Claude. Articles en bois durci	1	1
09	Vannerie	1	2
10	Brosses, balais, pinceaux	1	2

¹ : 3 si les îlots de stockage ont une surface au sol, supérieure à 150 m²

FASCICULE F

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Métallurgie, fonderie	1	1
02	Façonnage, travail mécanique, usinage, ajustage et assemblage de métaux ¹	1	1
03	Applications électrolytiques, galvanisation, nickelage, chromage, étamage, métallisation, phosphatation et polissage de métaux	1	1
04	Emaillage. Vernissage. Impression sur métaux	1	1
05	Goudronnage ou bitumage d'objets métalliques	1	1
06	Fabrication ou montage d'avions	RS	RS
07	Fabriques d'automobiles	2	2 ²
08	Carrosseries de véhicules en tous genres	2	2 ²

FICHE TECHNIQUE

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

A.4

n°	Intitulé	Activité	Stockage
09	Fabriques de papiers en métal (aluminium, étain)	1	1
10	Affineries de métaux précieux	1	1
11	Bijouterie, orfèvrerie, joaillerie	1	1

² : en fonction de la marchandise entreposée

FASCICULE G

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Stations émettrices de radiodiffusion et de télévision. Stations relais	1	SO
02	Fabrication, montage et réparation de matériels électrotechniques, industriels et d'appareillage industriel haute, moyenne et basse tension	1	2
03	Fabrication, montage et réparation d'appareillage d'installation basse tension domestique, d'appareils électrodomestiques et/ou portatifs, d'appareils électroniques grand public	1	2
04	Fabrication, montage et réparation d'appareils électroniques radioélectrique ou à courants faibles, et/ou d'appareils et équipements de mesures électriques ou électroniques	1	2
05	Fabrication de composants électroniques (transistors, résistances circuits intégrés, etc) et de composants électriques pour courants faibles (circuits oscillants, etc)	1	2
06	Accumulateurs (fabriques d')	1	2
07	Piles sèches (fabriques de)	1	2
08	Fabriques de lampes à incandescence et/ou tubes fluorescents ou luminescents	1	1
09	Fabriques de fils et câbles électriques	1	2

FASCICULE H

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Fabrication de la chaux, du plâtre, du ciment, moulins à chaux, plâtre, calcaires, phosphates ou scories	1	1
02	Cuisson de galets, broyage et préparation mécaniques de galets, terres ocre, minerais divers	1	1
03	Fabriques d'agglomérés et moulages en ciment, fabriques de produits silico-calcaires	1	1
04	Fabriques de marbre artificiel, scieries de marbre ou de pierre de taille	1	1
05	Briqueteries et tuileries	1	1
06	Faïences, poteries, fabriques de porcelaine, grès, cérame, produits réfractaires, décorateurs sur porcelaine	1	1



FICHE TECHNIQUE

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

A.4

n°	Intitulé	Activité	Stockage
07	Fabriques de verre et glaces (soufflage et façonnage de verre à chaud)	1	1
08	Fabriques d'ampoules pharmaceutiques	1	1
09	Miroiteries	1	1

FASCICULE I

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Fabrication et stockage de produits chimiques divers (chlore, chlorures alcalins, hypochlorites, chlorates et perchlorates (par électrolyse à froid), acide sulfurique, acide chlorhydrique, sulfates alcalins, sulfates métalliques, soude, potasse, ammoniacque synthétique, ammoniacque, sulfate d'ammoniacque, de nitrate d'ammoniacque, cyanamide calcique, nitrate de soude, nitrate de potasse, salpêtreries, raffineries de salpêtreries, acide nitrique, nitrate d'ammoniacque, ammonitrates, nitrate de soude, nitrate de potasse, superphosphates et engrais composés, air liquide, oxygène, azote, gaz carbonique, soufre, sulfure de carbone, carbure de calcium, alun, acétate de cuivre (berdet), etc...)	RS	RS
02	Traitement des ordures ménagères	RS	RS
03	Allumettes	2	2

FASCICULE J

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Traitement de matières animales diverses	RS	RS
02	Dégras, huiles et graisses animales	RS	RS
03	Dégraissage d'os	RS	RS
04	Noir animal	RS	RS
05	Fondoirs ou fonderies de suif	RS	RS
06	Fabriques de caséine	RS	RS
07	Stéarineries avec ou sans fabrique de bougies	RS	RS
08	Bougies stéariques	RS	RS
09	Fabriques de colle forte et gélatine	RS	RS
10	Albumine	RS	RS



FICHE TECHNIQUE

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

A.4

n°	Intitulé	Activité	Stockage
11	Fabriques de savon	1	1
12	Epuration de glycérine	1	2

FASCICULE K

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Pigments métalliques	1	1
02	Pigments minéraux	1	1
03	Couleurs végétales	1	1
04	Laques et colorants organiques synthétiques (couleurs artificielles) Fabriques de peintures, vernis et/ou encres aux résines naturelles ou synthétiques, à la cellulose (autres que les vernis nitro-cellulosiques), aux bitumes, aux goudrons ou au latex, vernis gras	RS	RS
05	Fabriques de peintures et encres à base organique	1	2
06	Fabriques de peintures et vernis cellulosiques	RS	RS
07	Fabriques de peintures et encres à l'eau	1	1
08	Cirage ou encaustique	RS	2

FASCICULE L

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Cires, cierges et bougies de cire	1	2
02	Résine naturelle	2	2
03	Fabrication de matières premières pour objets en matières plastiques (granulés)	2	2
04	Polymérisation et transformation de matières plastiques alvéolaires	2	3
05	Transformations de matières plastiques non alvéolaires	1	2
06	Travail de la corne, de la nacre, de l'écaille, de l'ivoire, de l'os. Fabriques d'objets en ces matières à l'exclusion des boutons	1	2
07	Fabriques de montures de lunettes, sans fabrication de matières premières	1	2
08	Transformation du caoutchouc naturel ou synthétique, guttapercha ébonite (à l'exclusion des fabriques de caoutchouc synthétique de pneumatiques et chambres à air)	2	2 ¹

FICHE TECHNIQUE

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

A.4

n°	Intitulé	Activité	Stockage
09	Fabrication de caoutchoucs et de latex synthétiques (Buna, Perbunan, Néoprène, caoutchouc Butyl, Thiokol, Hypalon, élastomères silicones ou fluorés...)	RS	2 ¹
10	Fabriques d'enveloppes et chambres à air pour pneumatiques	2	RS

¹ : 3 en cas d'utilisation de caoutchouc alvéolaire

FASCICULE M

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Mines de combustibles (installations de surface). Agglomérés de charbon. Electrodes et balais en charbon de cornue ou coke de pétrole (sans fabrication des matières premières). Traitement du graphite. Pulvérisation du charbon. Tourbe	RS	RS
02	Ateliers de carbonisation et distillation du bois. Stockage	2	RS
03	Appareils de forage. Centres de collecte, centres de production, puits en exploitation	RS	RS
04	Raffineries de pétrole	RS	RS
05	Entrepôts, dépôts, magasins et approvisionnements d'hydrocarbures, d'acétylène, de gaz et liquides combustibles	RS	RS
06	Essence synthétique. Mélanges, traitement d'huiles minérales lourdes. Régénération d'huiles minérales usagées	RS	RS
07	Entrepôts, dépôts, magasins et approvisionnements d'alcool	SO	RS
08	Ateliers de remplissage et stockage de bombes à aérosols	RS	RS
09	Usines à gaz de houille, fours à coke, gaz à l'eau. Distillation des goudrons de houille	RS	RS
10	Traitement et/ou mélange de goudrons, bitumes, asphaltes et émulsions pour routes	RS	RS
11	Production et remplissage de bouteilles d'acétylène. Postes de compression de gaz de ville ou de gaz naturel	RS	RS

FASCICULE N

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Extraits tannants et tinctoriaux	RS	RS
02	Amidonneries et féculeries. Dextrineries. Glucoseries	1	1
03	Fabriques de poudre noire, de poudres sans fumée, etc. Fabriques d'explosifs. Fabrication de fulminate, azoture de plomb, amorces, détonateurs, capsules. Fabriques de cartouches pour armes portatives.	RS	RS
04	Ateliers de chargement de munitions de guerre, fabriques d'artifices	RS	RS
05	Extraction de parfums des fleurs et plantes aromatiques	RS	2 ¹

FICHE TECHNIQUE

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

A.4

n°	Intitulé	Activité	Stockage
06	Parfumeries (fabrication et conditionnement)	RS	2 ¹
07	Laboratoires de fabrication de produits pharmaceutiques	RS	2
08	Fabriques de films, plaques sensibles, papiers photographiques	1	2
09	Fabriques de produits chimiques non classés ailleurs	RS	RS

¹ : RS si stockage en cuve

FASCICULE O

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Fabriques de pâte à papier sans fabrication de papier ou kraft	1	2 ²
02	Papeteries	1	2 ²
03	Cartonneries	1	2 ²
04	Façonnage du papier	1	2 ²
05	Façonnage du carton	1	2 ²
06	Fabriques de papiers ou cartons bitumés ou goudronnés, ou de simili-linoléum	1	2 ²
07	Photogravure. Clicheurs pour imprimerie sans photogravure	1	2
08	Imprimeries sans héliogravure ni flexogravure	1	2 ²
09	Imprimeries avec héliogravure ou flexogravure	1	2 ²
10	Assembleurs, brocheurs, relieurs	1	2

² : RS en cas de présence de bobines de papier stockées verticalement

FASCICULE P

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Théâtres	Voir chapitre ERP	
02	Ateliers ou magasins de décors	1	2
03	Salles de cinéma	Voir chapitre ERP	
04	Laboratoires de développement, tirage, travaux sur films	1	2
05	Studios de prises de vues cinématographiques, studios de radiodiffusion et de télévision, studios d'enregistrement	1	2
06	Loueurs et distributeurs de films	1	2

FICHE TECHNIQUE

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

A.4

n°	Intitulé	Activité	Stockage
07	Photographes, avec ou sans studios ou laboratoires	1	2

FASCICULE Q

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Garages et ateliers	1	2
02	Parkings couverts	1	SO
03	Station-service, magasin d'accessoires d'équipement de pièces détachées et de produits pour l'automobile	1	2
04	Entreprises de transports, transitaires, camionnages et déménagement	1	2
05	Dépôts, remises et garages de tramways et chemins de fer électriques, ou de trolleybus	1	2
06	Hangars pour avions, hélicoptères, etc	RS	RS
07	Chantiers de construction et de réparation de navires	RS	RS
08	Remises et garages de bateaux de plaisance avec ou sans atelier de réparations	1	2

FASCICULE R

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Centres commerciaux à pluralité de commerce	voir chapitre ERP	
02	Galeries marchandes	voir chapitre ERP	
03	Drugstores	voir chapitre ERP	
04	Magasins en gros ou en détail d'épicerie	voir chapitre ERP	
05	Négociants en gros et demi-gros, sans vente au détail de tissus, draperies, soieries, velours, bonneterie, mercerie, passementerie, broderies, rubans, tulles et dentelles	1	2 voir ERP pour magasin
06	Magasins et dépôts de fourrures	1	2 voir ERP pour magasin
07	Magasins de vêtements, effets d'habillement, lingerie, sans atelier de confection	voir chapitre ERP	
08	Magasins de nouveautés et bazars, magasins d'articles de sport, supermarchés	voir chapitre ERP	

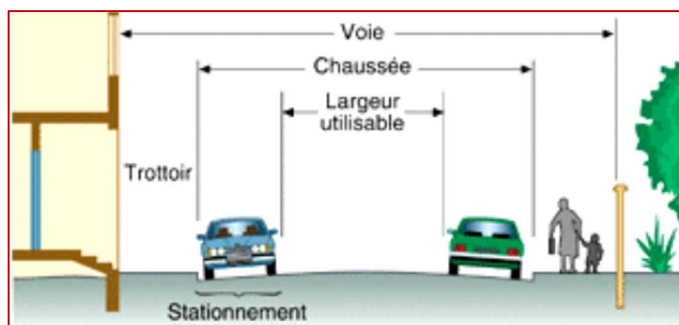
Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

n°	Intitulé	Activité	Stockage
09	Magasins de meubles et ameublement, avec ou sans atelier de petites réparations, mais sans aucun outillage mécanique pour le travail du bois	1 voir ERP pour magasin	2
10	Négociants en chiffons	1	2
11	Ateliers et magasins d'emballages en tous genres	1 voir ERP pour magasin	2-3 ¹
12	Magasins de quincaillerie, de bricolage et de matériaux de second œuvre	voir chapitre ERP	
13	Négociants en bois sans débit de grumes	1	2
14	Dépôts de charbons de bois	1	1
15	Marchés-gares	voir chapitre ERP	
16	Entrepôts, docks, magasins publics, magasins généraux :	1 voir ERP pour magasin	2
17	Entrepôts frigorifiques	2	2
18	Expositions	voir chapitre ERP	

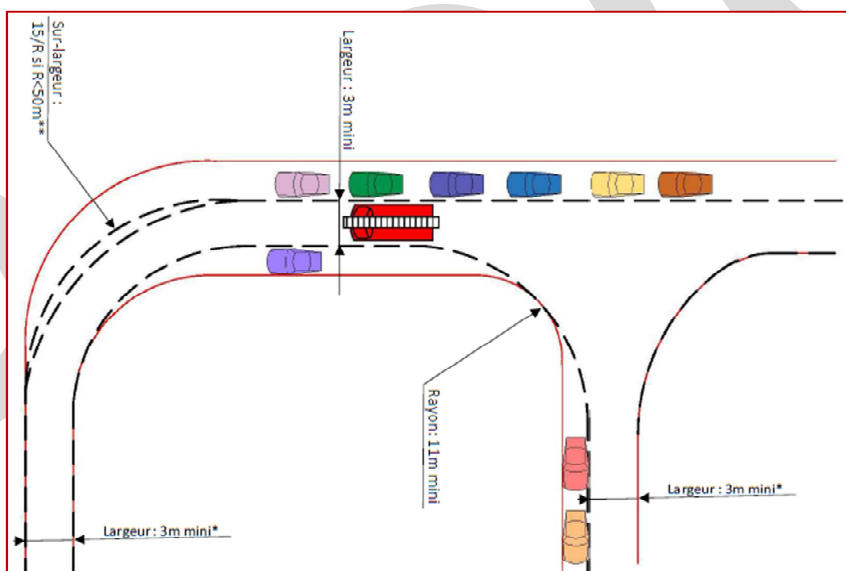
¹ : 3 si emballages en plastique alvéolaire

Gabarit des voies de circulation

La largeur de la voirie comprend l'ensemble des infrastructures routières et de ses dépendances (trottoir, piste cyclable, ilot central, etc.) constituant l'espace entre façades ou limite de propriété, entre le domaine public et le domaine privé.



Coupe-type d'une chaussée urbaine



Gabarit des chaussées et rayons de courbure des voies

* la largeur de 3 mètres est portée à 4 mètres si une échelle aérienne doit être déployée à cet endroit. La « voie engins » devient alors une « voie échelle ». La voie échelle est obligatoire au droit des bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 mètres de hauteur par rapport à la voie carrossable.

** exemple : si le rayon est de 11 mètres, la sur-largeur sera de $15/11 = 1,36$ m, portant ainsi la largeur utilisable à 4,36 m. Cette disposition ne s'applique pas dès lors que le rayon est supérieur à 50 m.

La dénomination de « voie engins » caractérise la largeur utilisable permettant aux engins des services de secours (pompiers, police, SAMU, etc.) afin de se rendre sur les lieux d'un sinistre et d'approcher d'un bâtiment en vue de réaliser le sauvetage et la protection des personnes et des biens.

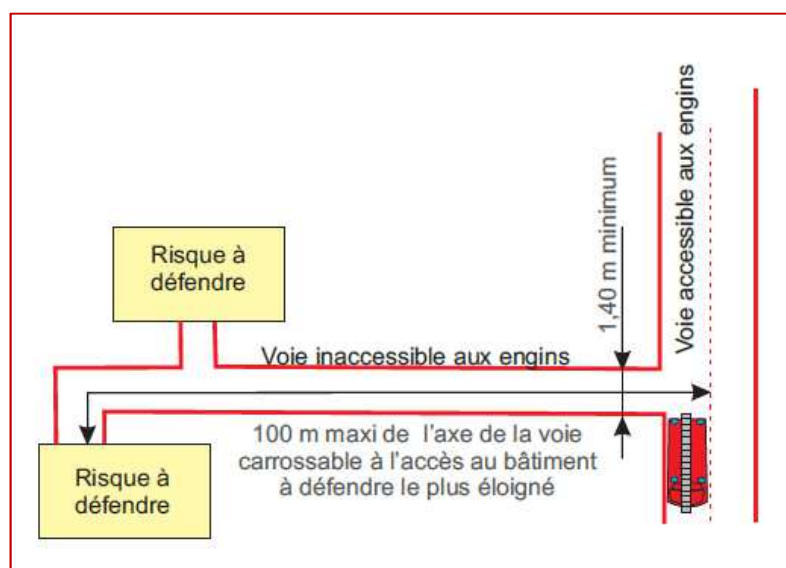
La largeur utilisable minimale d'une voie engins est fixée à trois mètres.

Accessibilité des PEI aux engins d'incendie

Accessibilité des impasses aux secours

La notion de cheminement désigne le parcours le plus court permettant aux secours d'accéder au bâtiment concerné.

Le cheminement désigne également un chemin non carrossable aux engins d'incendie mais dont la portance, la constitution du revêtement et la largeur minimale permet la mise en œuvre d'un dévidoir normalisé à bobine. Ce cheminement est alors dénommé « voie dévidoir ».



Gabarit des voies de cheminement et des impasses.

Les caractéristiques techniques minimales des « voies dévidoirs » sont les suivantes :

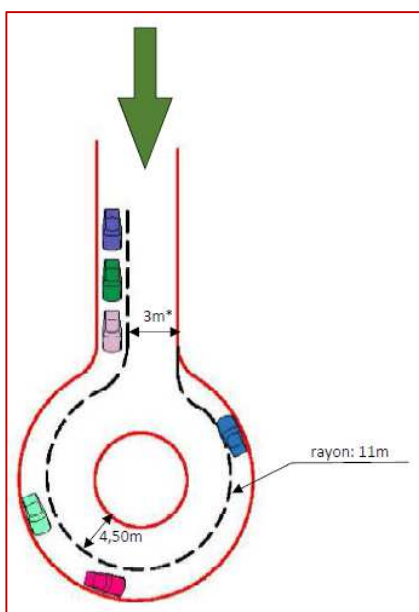
- largeur minimale de 1,80 m hors saillies et autres mobiliers urbains,
- disposer d'une structure portante suffisante pour garantir les qualités du chemin dans le temps (structure identique à celle d'un trottoir piéton),
- avoir une pente de profil en long inférieure à 10 %,
- présenter une distance maximale entre le risque à défendre et l'axe de la voie engin est de 100 m au maximum.

Les aires de manœuvre et de retournement

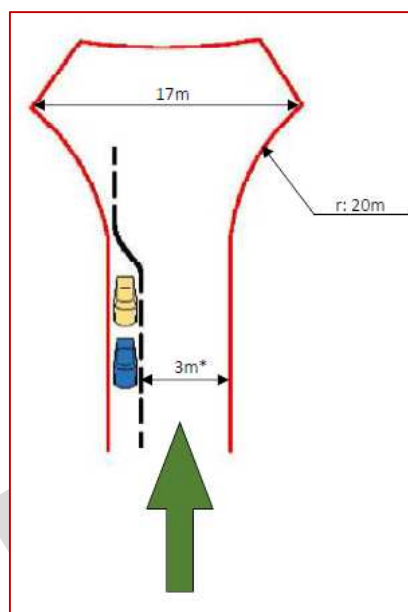
Lorsque la desserte d'un bâtiment est constituée d'une voie d'accès en impasse, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime conseille de réaliser une aire de manœuvre afin de permettant aux engins de secours de reprendre le sens de circulation, le plus rapidement possible.

Les impasses d'une longueur supérieur à 30 mètres doivent, si possible, comporter un tel dispositif. En fonction des caractéristiques géométriques de la voirie, ces aires de retournement peuvent être en « Y », en « T » ou bien circulaires. Les schémas ci-dessous précisent les caractéristiques techniques de ces aménagements.

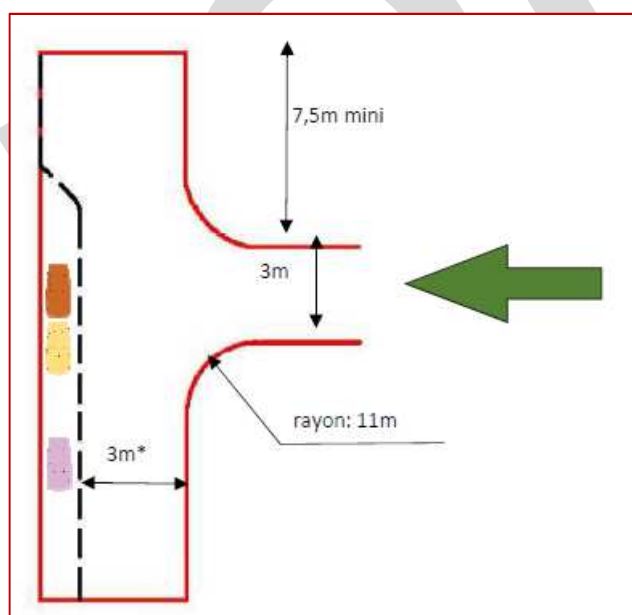
Accessibilité des PEI aux engins d'incendie



Aire circulaire



Aire en « Y »



Aire en « T »

Projet

Les poteaux d'incendie normalisés

Caractéristiques techniques :

- Axe des tenons des demi-raccords vertical,
- Accessible en permanence,
- Disposer d'une zone de manœuvre suffisante autour de l'appareil, permettant une mise en œuvre aisée,
- Eventuellement protégé par un coffre
- Numérotation du PI en chiffres blancs,

Poteau 1 x 65



Poteau 100 – 2 x 65



Poteau 2 x 100



Le marquage de signalisation de débit (30 ou 120 m³/h) est constitué d'une bande circulaire peinte, d'une hauteur comprise entre 15 et 20 cm.

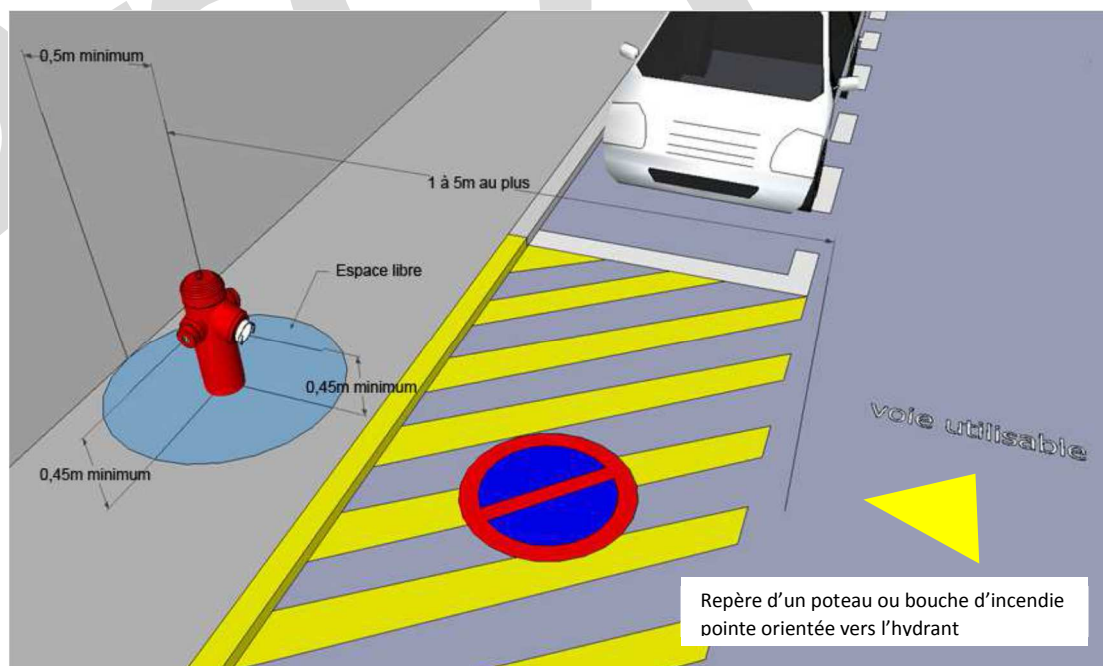
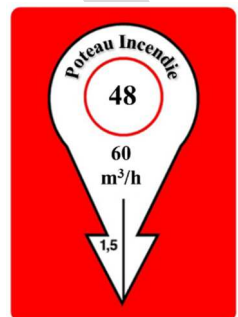
Débit nominal	30 m ³ /h		60 m ³ /h	120 m ³ /h
Norme	NFS – 61 214		NFS 61 213	
Plage de débit	30 à 45 m ³ /h		45 à 90 m ³ /h	90 à 150 m ³ /h
Sortie(s) de 65	1	2		1
Sortie(s) de 100	0	1		2
Couleur	rouge et blanche		rouge	rouge et jaune

Critères de performances

Les poteaux d'incendie doivent pouvoir délivrer, en fonction du réseau sous pression sur lequel ils sont implantés, un débit de 30, 60, 120 m³/h sous une pression dynamique **de 1 bar minimum**.

La pression dynamique maximale est fixée dans le cas de réseaux non sur pressés à 8 bars maximum.

Caractéristiques géométriques d'implantation





Signalisation


Pas de signalisation particulière sur le terrain, hormis la numérotation de l'hydrant.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76

Le numéro de la bouche est inscrit à gauche du symbole
Le « P » signifie privé

Poteau de 30 m³/h
25 

Poteau de 60 m³/h
23 

Poteau de 120 m³/h
32 

Projet

Les autres poteaux d'incendie

Caractéristiques techniques :

- Axe des tenons des demi-raccords vertical,
- Accessible en permanence,
- Disposer d'une zone de manœuvre suffisante autour de l'appareil, permettant une mise en œuvre aisée,
- Eventuellement protégé par un coffre

Poteau d'aspiration



Poteau sur pressé

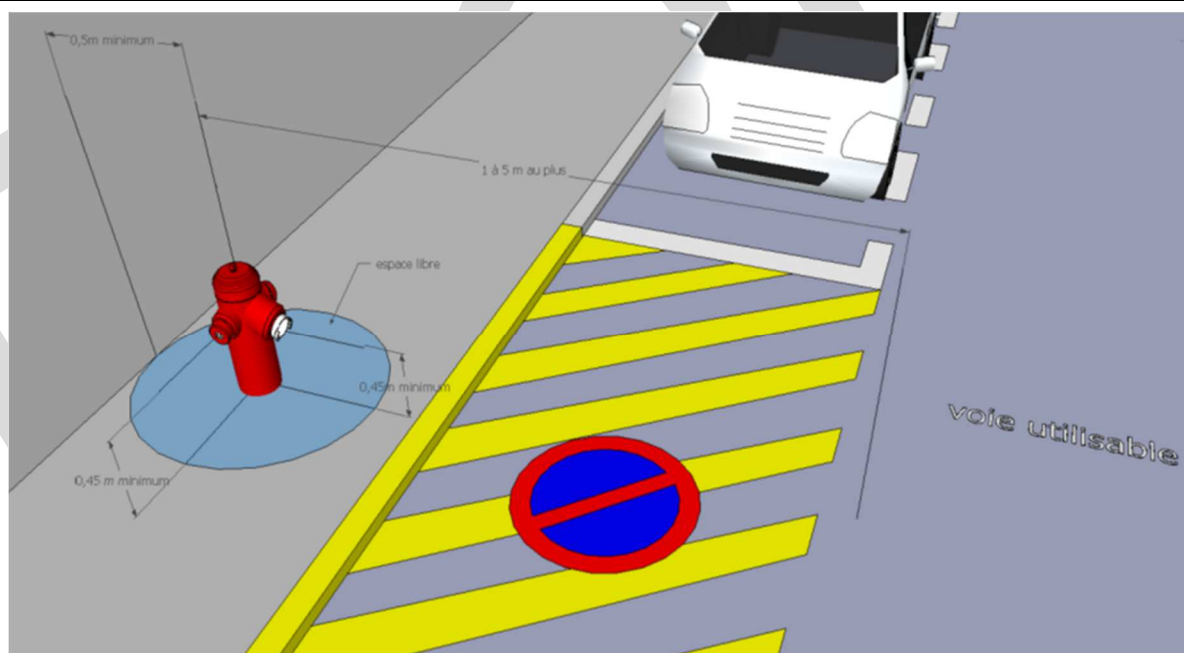


Débit nominal	60 m³/h	60 m³/h	120 m³/h
Norme	NFS 61 213		
Plage de débit	45 à 120 m³/h	45 à 150 m³/h	
Sortie(s) de 65	0	2	1
Sortie(s) de 100	1	1	2
Couleur	bleue	jaune	

Critères de performances









La pression dynamique minimale est fixée dans le cas de réseaux sur pressés à 8 bars maximum.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des PEI	Le numéro du PEI est inscrit à gauche du symbole Le « P » signifie privé	Poteau d'aspiration		Poteau sur pressé	
		Ressource limitée	Ressource illimitée	de 60 m³ / h	de 120 m³ / h
		32  	34  	35  	37  

Projet

Les bouches d'incendie

Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Disposer d'une zone de manœuvre suffisante autour de l'appareil, permettant une mise en œuvre aisée,
- Ne pas autoriser le stationnement sur la bouche d'incendie.



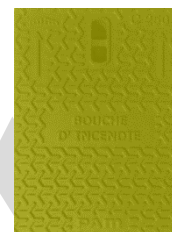
Le marquage de signalisation de débit 30 m³/h est constitué d'un triangle rectangle de couleur blanche sur la paque de bouche d'incendie.



Bouche de 100 mm sur réseau d'eau sous pression < 8 bars



Bouche de 100 sur pressée > 8 bars



Débit nominal

30 m³/h

60 m³/h

60 m³/h

Norme

NFS – 62 211

Plage de débit

30 à 44 m³/h

45 à 90 m³/h

60 à 90 m³/h

Refoulement

1 douille de type « Keyser » mâle de 100 mm

Couleur

rouge

rouge et blanc

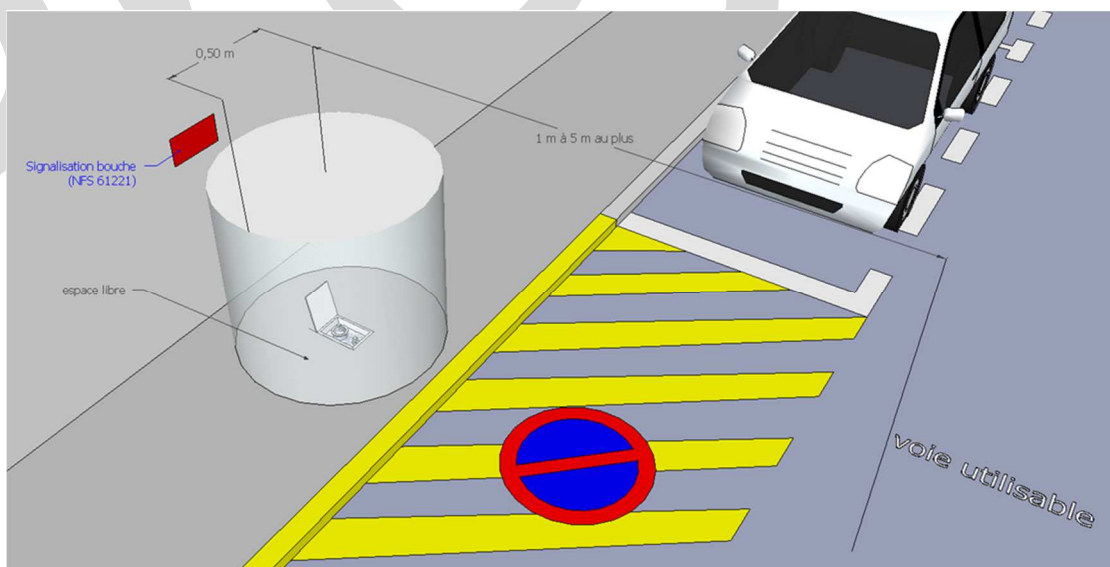
jaune

Critères de performances

Les bouches d'incendie doivent pouvoir délivrer, en fonction du réseau sous pression sur lequel elles sont implantées, un débit de 30 à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar minimum.

La pression dynamique maximale est fixée dans le cas de réseaux non sur pressés à 8 bars maximum. Dans le cas de réseaux sur pressés, le couvercle des plaques de bouche sont peints en jaune.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des bouches d'incendie.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76

Le numéro de la bouche est inscrit à gauche du symbole Le « P » signifie privé

Bouche de 30 m³ / h



Bouche de 60 m³ / h



Bouche surpressée



Projet

Les plateformes et les aires d'aspiration

Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 mètres en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la surface utile du plan d'eau doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type bouée ou main courante de sauvetage.

Point d'aspiration « motopompe »

Point d'aspiration « engin-pompe »

Dimensions

4 m x 3 m

4 m x 8 m

- Une aire par tranche de 120 m³/h
- Portance du sol minimale > 160 kN
- Butée de sécurité
- Pente minimum de 2%

Critères de performances

Un point d'aspiration doit permettre en toute circonstance une mise en œuvre rapide et sécurisée des engins d'incendie.

Nb d'engins	Surface (m ²)	Longueur (m)	Largeur (m)	Capacité (m ³ /h)		½ raccords de 100 mm	
				Mini	Maxi	Mini	Maxi
MPR	1	12	4	3	3	1	2
	2	24	4	6	6	3	4
Engins Pompes	1	32	8	4	30	1	2
	2	64	8	8	150	3	4
	3	96	8	12	270	5	6
	4	128	8	16	390	7	8

La création de point d'aspiration pour motopompes doit être limitée aux sites présentant des contraintes géométriques qui limitent la mise en œuvre des engins-pompes.



En cas de voie en impasse, une aire de retournement doit être prévue.

Caractéristiques géométriques d'implantation

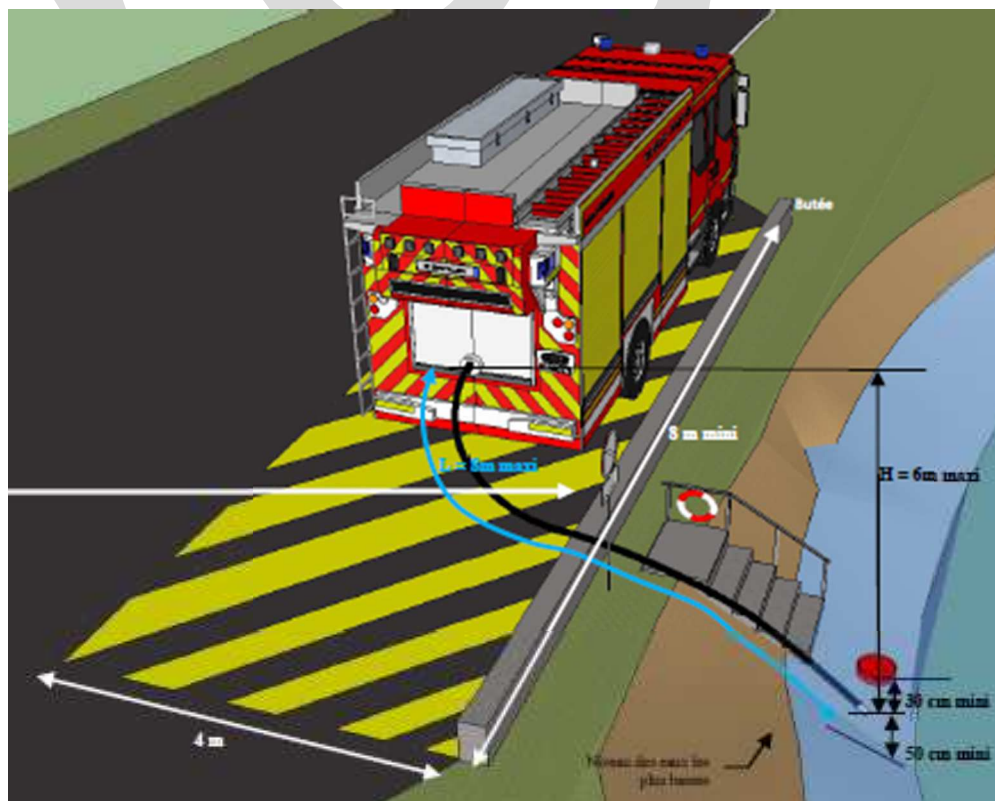
Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des bouches d'incendie.

Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole

Le « P » signifie privé

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

Les puisards déportés

Caractéristiques techniques :

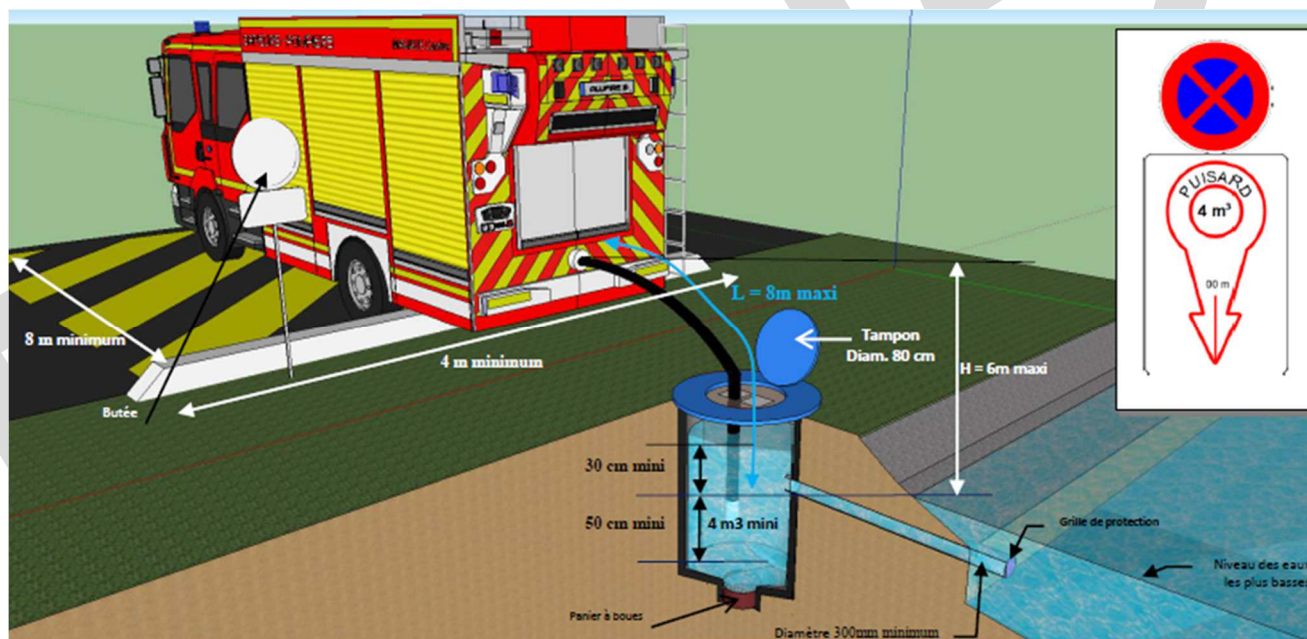
- Le volume du puisard doit être au moins de 4 m³,
- La canalisation d'alimentation doit être d'un diamètre minimum de 300 mm
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la crépine doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de fermeture permettant d'éviter l'ouverture du regard (cadenas sécable ou ouverture à l'aide d'un carré pouvant être manœuvre au moyen d'une clé polycoise),
- Disposer d'un puisard par tranche de 120 m³.

Critères de performances

Le recours à un puisard déporté se fait lorsque l'accès aux rives du plan d'eau est difficile ou dangereuse et ne permet pas une mise en aspiration directe.

Les capacités hydrauliques du plan d'eau ou de la réserve alimentant un puisard déporté doivent permettre de fournir au minimum un volume **de 30 m³ d'eau pendant une durée d'une heure.**

Caractéristiques géométriques d'implantation



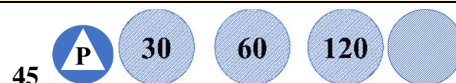
IMPORTANT

Si le plan d'eau est soumis à des variations de niveau (débit de la rivière, marnage de marées, etc.), ces variations ne doivent pas porter préjudice aux capacités minimales du point d'eau.

Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

Les réserves souples

Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- La distance entre la prise d'aspiration et la surface utile du plan d'eau doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'une vanne de barrage afin de ne pas laisser le poteau d'aspiration en charge,
- Disposer d'une vanne et d'un évent permettant la réalimentation de la réserve,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type grillage ou clôture afin d'interdire l'accès à la structure,
- L'accès doit être munis d'une fermeture de type cadenas sécable ou ouverture à l'aide d'un carré pouvant être manœuvré au moyen d'une clé polycoise,
- Disposer d'une prise d'aspiration par tranche de 120 m³.

Critères de performances

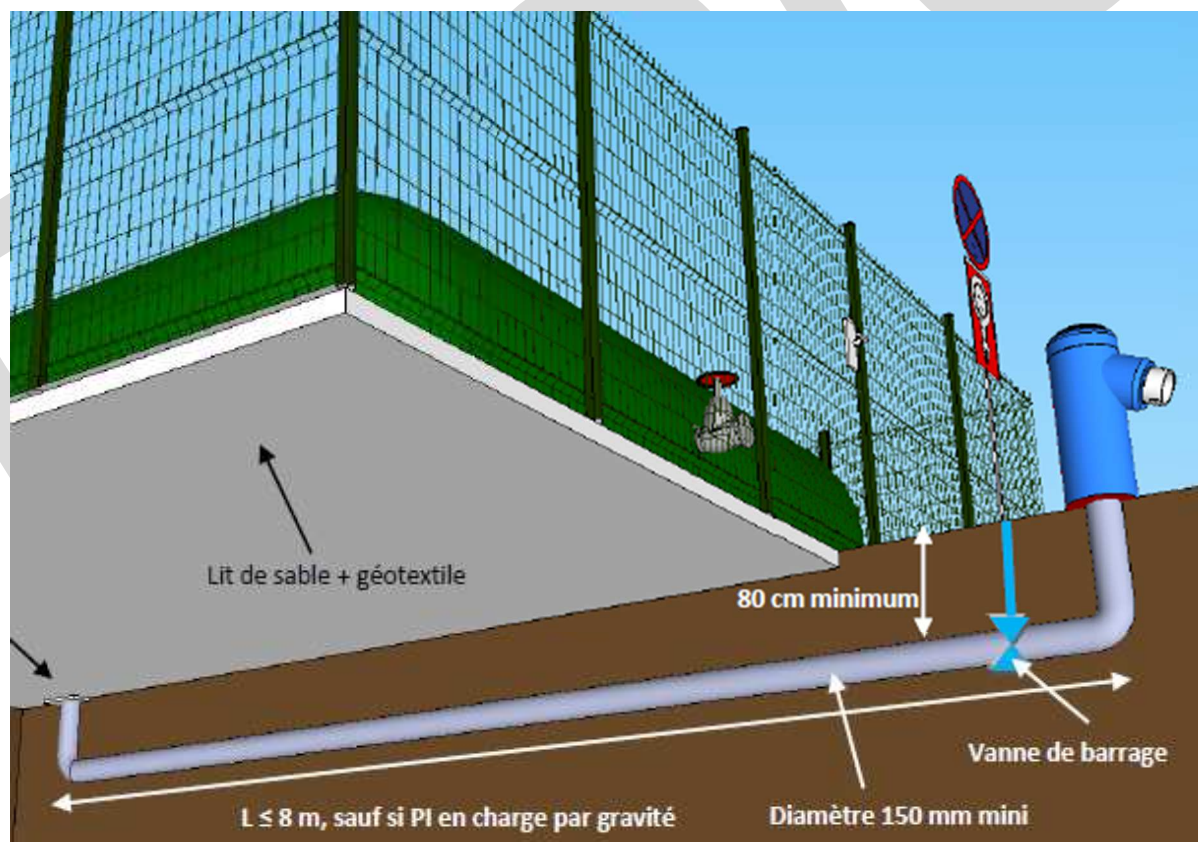
Les capacités hydrauliques d'une réserve souple doivent permettre de fournir au minimum un volume **de 120 m³** **d'eau pendant une durée de deux heures.**



L'aménagement des espaces où sont implantées les citernes souples ne doit pas occasionner de risque de détérioration de l'ouvrage (végétation, racines, acte malveillant, etc.).

L'implantation des citernes souples doit prendre en compte le risque inondation lié à une rupture de la réserve.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie.
Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole.
La flèche signifie la réalimentation du PEI. Le « P » signifie le caractère privé.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

Les réserves aériennes

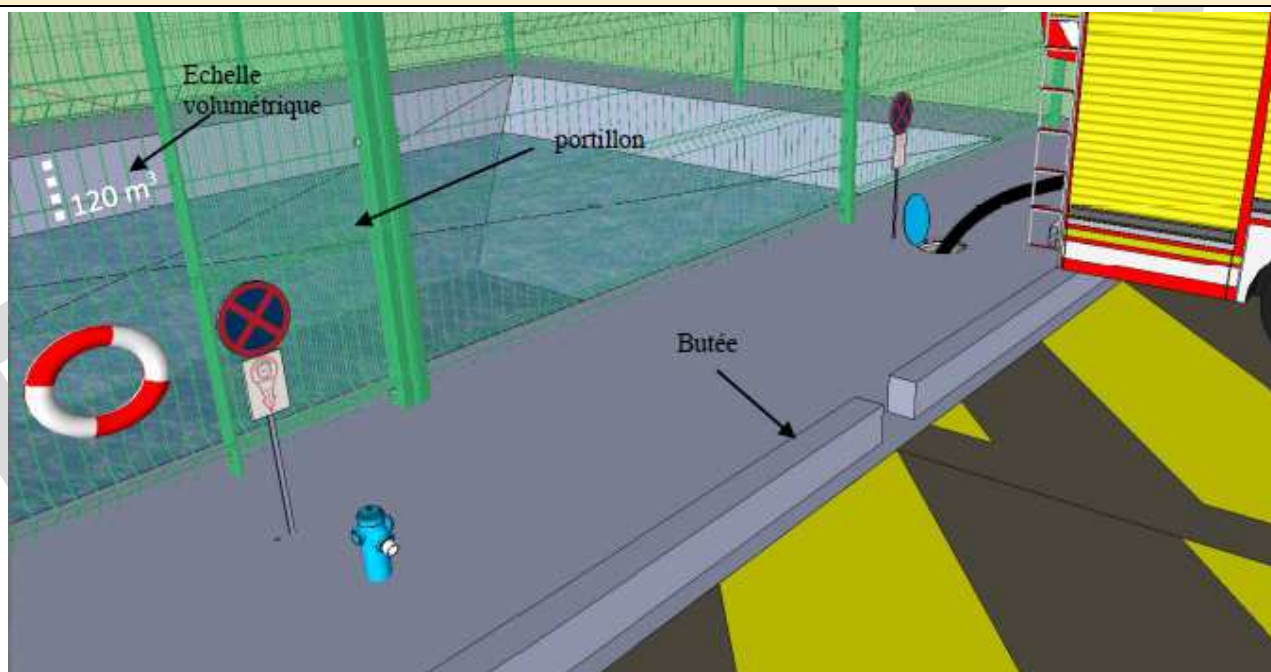
Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 m en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la crépine doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type bouée ou main courante de sauvetage,
- Disposer d'un dispositif de fermeture permettant d'éviter l'ouverture du regard (cadenas sécable ou ouverture à l'aide d'un carré pouvant être manœuvre au moyen d'une clé polycoise),
- Disposer d'un point d'aspiration (puisard, colonne fixe ou poteau d'aspiration) par tranche de 120 m³,
- Disposer d'un dispositif (échelle volumétrique, etc.) permettant de vérifier le volume d'eau présent dans la réserve.

Critères de performances

Les capacités hydrauliques de la réserve aérienne doivent permettre de fournir au minimum un volume **de 30 m³** **d'eau pendant une durée d'une heure**. La réserve peut être réalimentée par un réseau d'eau public.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Réserve hors sol



Bassin



Lavoirs, fontaine, etc.



IMPORTANT

La réserve doit être entretenue de façon à éviter la prolifération et le développement de la flore aquatique qui empêcherait la mise en oeuvre des engins-pompes.

Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé, la flèche la réalimentation.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

Les réserves enterrées

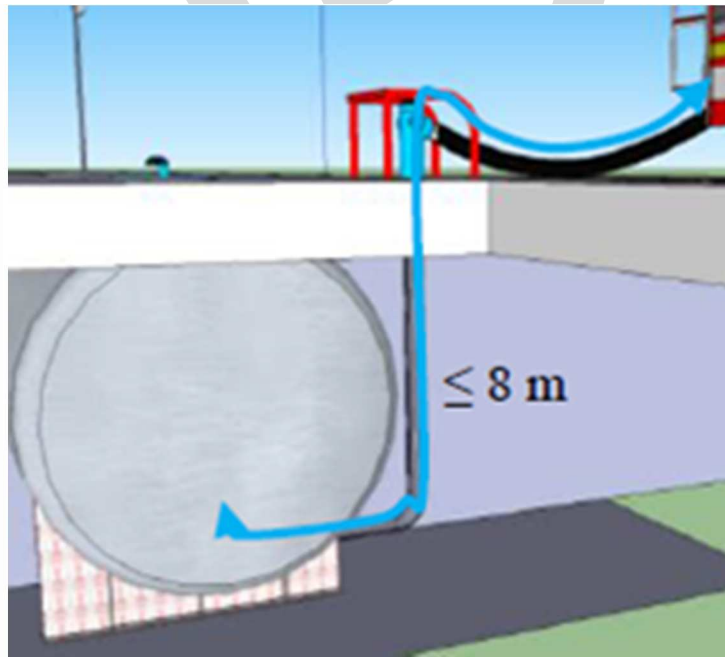
Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la crépine doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de fermeture permettant d'éviter l'ouverture du regard (cadenas sécable ou ouverture à l'aide d'un carré pouvant être manœuvre au moyen d'une clé polycoise),
- Disposer d'un point d'aspiration (puisard, colonne fixe ou poteau d'aspiration) par tranche de 120 m³,
- Disposer d'un dispositif (échelle volumétrique, etc.) permettant de vérifier le volume d'eau présent dans la réserve.

Critères de performances

Les capacités hydrauliques de la réserve enterrée doivent permettre de fournir au minimum un volume **de 30 m³** **d'eau pendant une durée d'une heure**. La réserve peut être réalimentée par un réseau d'eau public.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des bouches d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé, la flèche signifie la réalimentation.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

Les dispositifs fixes d'aspiration

Caractéristiques techniques de la colonne :

- Canalisation rigide (acier, inox ou PU HD) de \varnothing 100 mm,
- Equipée d'une crépine sans clapet,
- Munie d'un $\frac{1}{2}$ raccord de 100 mm avec bouchon obturateur,
- Distance entre la pompe et la crépine doit être inférieure à 8 m,
- Hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 m.

Capacité d'aspiration souhaitée (m³/h)

Nombre de $\frac{1}{2}$ raccords de 100 mm nécessaires

Mini	Maxi	Mini	Maxi
30	120	1	2
150	240	3	4
270	360	5	6
390	480	7	8

Critères de performances

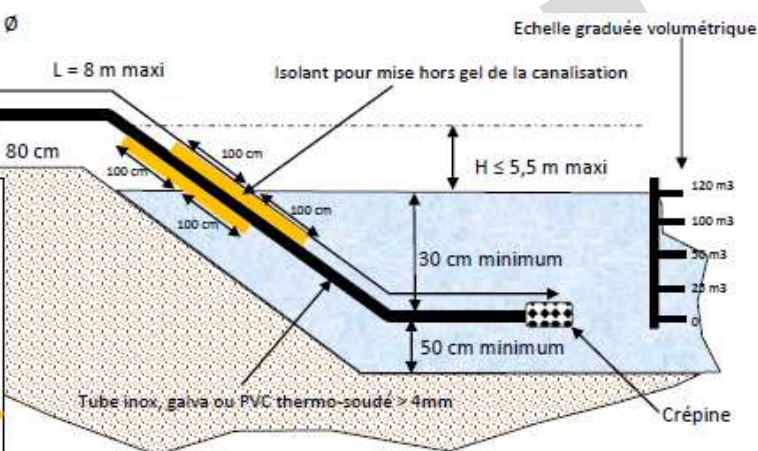
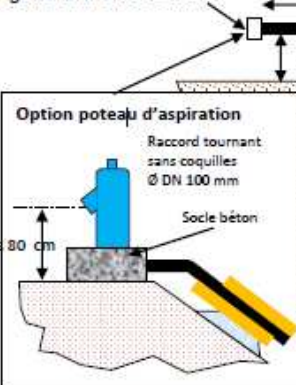
Position du $\frac{1}{2}$ raccord



IMPORTANT

Lors des contrôles périodiques, l'attention doit être portée sur l'absence de concrétions aquatiques au niveau de la crépine, susceptibles de détériorer les pompes des engins.

Raccord tournant sans coquilles \varnothing DN 100 mm avec bouchon + grille anti-obstruction



Caractéristiques géométriques d'implantation

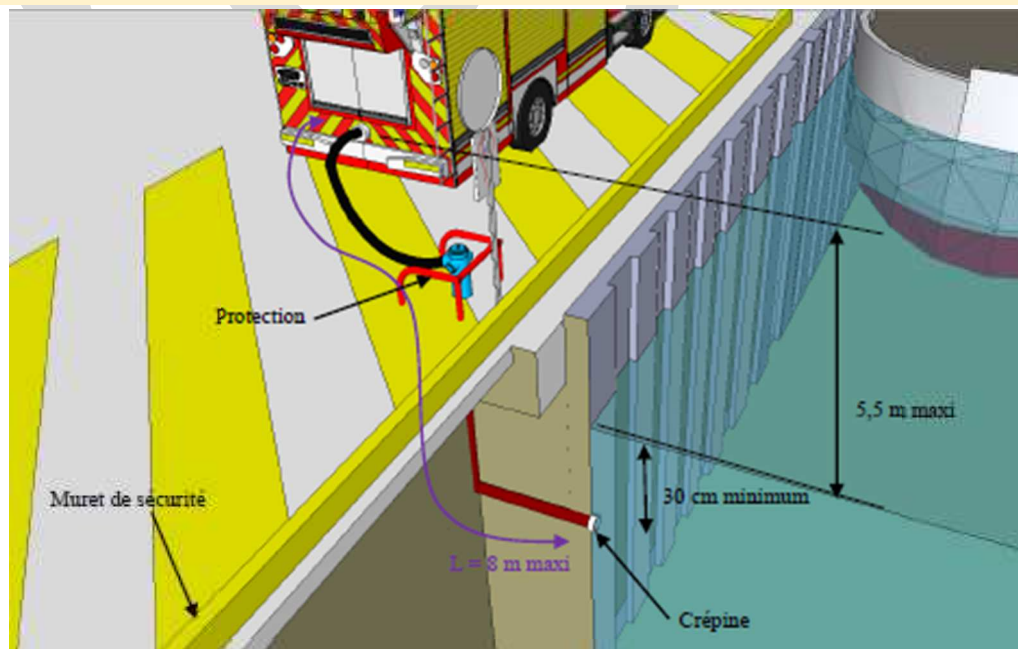
Autres solutions possibles



IMPORTANT

Lorsque les colonnes fixes sont maintenues en charge, elles doivent être équipées de vannes d'isolement.

Le recours aux colonnes fixes n'est autorisé que pour l'aménagement de points d'eau d'incendie existants pour lesquels la pose d'un poteau d'aspiration ou d'un col de cygne n'est pas possible.



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des bouches d'incendie.

Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie le caractère privé du point d'eau d'incendie

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

Les prises d'eau en milieu naturel (cas des ponts, parapets et estacades)

Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la surface utile du plan d'eau doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type bouée ou main courante de sauvetage.

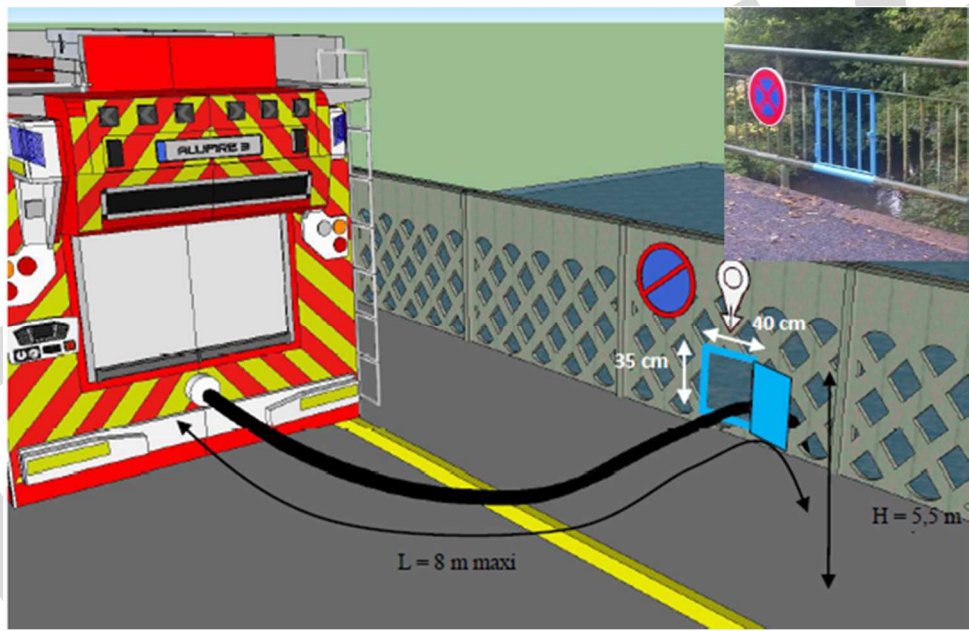



Critères de performances

Lorsque les berges d'un cours d'eau (rivière, fleuve, etc.) ou d'un quai ne permettent pas d'accéder directement à la surface du plan d'eau, il est possible de mettre en œuvre ces dispositifs.



Les caractéristiques techniques de ces ouvrages doivent être identiques à celles des aires et plateforme de mise en aspiration.

Caractéristiques géométriques d'implantation

Dispositif à « guichet »		
Estacade		

Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

Les mares naturelles et autres bassins

Les espaces naturels peuvent constituer des points d'eau susceptibles d'être utilisés par les sapeurs-pompiers pour la lutte contre les incendies. Parmi ces points d'eau naturels on peut distinguer :

- les mares destinées à recueillir naturellement les eaux pluviales, en particulier s dans les corps de fermes ou dans les hameaux,
- les bassins de rétention d'eaux pluviales,
- les bassins ou réserves destinés à l'abreuvement des animaux ou à l'irrigation et/ou à l'arrosage des cultures.

Ces ouvrages doivent avoir une conception permettant, soit par la création d'une sur-profondeur soit par l'aménagement de débits de fuite, de garantir des capacités de rétention permanente d'eau minimale.

Critères de performances

Caractéristiques techniques du plan d'eau :

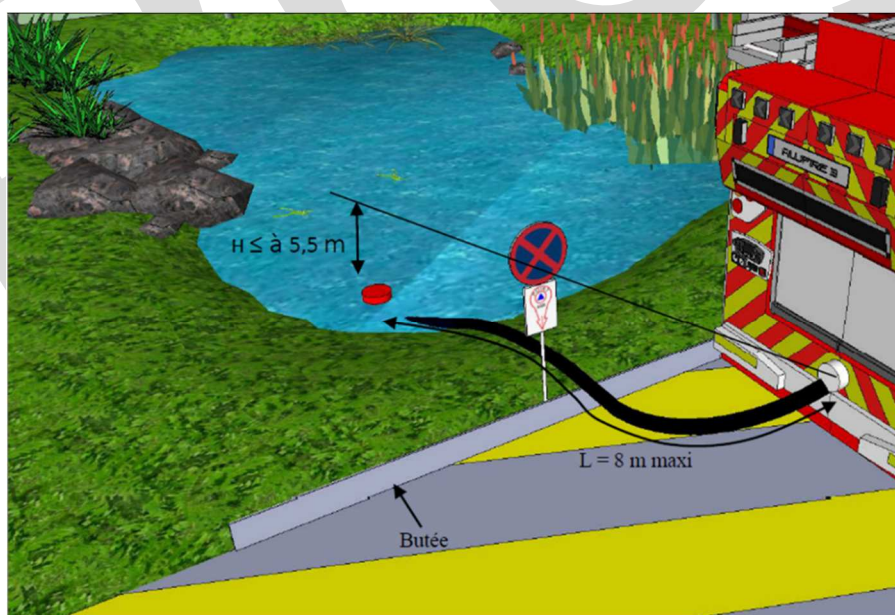
- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la crépine doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type bouée ou main courante de sauvetage,
- Disposer d'une aire ou d'une plateforme d'aspiration par tranche de 120 m³,
- Disposer d'un dispositif (échelle volumétrique, etc.) permettant de vérifier le volume d'eau présent dans la réserve.

Risque	Volume	Débit	Durée
Très faible	30 m ³	30 m ³ /h	1 heure
Faible	45 m ³		1 heure 30
Ordinaire	120 m ³	60 m ³ /h	2 heures
Important	240 m ³	120 m ³ /h	2 heures
Particulier	Réserve minimale de 120 m ³		



La hauteur d'eau minimale doit être de 80 cm afin de garantir le recouvrement de la crépine.

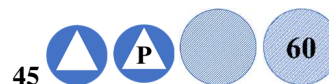
Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie le caractère privé du point d'eau d'incendie

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

La codification et la représentation cartographique des points d'eau d'incendie

Nature de la source		Nature de la prise d'eau		Capacité / performance		Code PEI
1	réseau eau potable	1	poteau	1	30 m3/h	111
1		1		2	60 m3/h	112
1		1		3	120 m3/h	113
1		1		4	Sur pressé	114
1		2	bouche	1	30 m3/h	121
1		2		2	60 m3/h	122
1		2		3	Sur pressée	123
2	réseau d'eau non potable sous pression	1	poteau	1	30 m3/h	211
2		1		2	60 m3/h	212
2		1		3	120 m3/h	213
2		1		4	Sur pressé	214
2		2	bouche	1	30 m3/h	221
2		2		2	60 m3/h	222
2		2		3	Sur pressée	223
3		1	Mare, étang, ou bassin non aménagée	0	inépuisable	310
3		1		1	30 m3	311
3	point d'eau naturel	1		2	60 m3	312
3		1		3	120 m3	313
3		1		4	> 120 m3	314
3		2	mare, étang ou bassin aménagé	0	inépuisable	320
3		2		1	30 m3	321
3		2		2	60 m3	322
3		2		3	120 m3	323
3		2		4	> 120 m3	324
3		3	bassin de marée	0	inépuisable	330
3		4	rivière, fleuve de capacité inépuisable	1	sans variation de hauteur	341
3		4		2	soumis aux variations de hauteur	342
4	point d'eau artificiel	1	réserve enterrée à ciel ouvert	1	30 m3	411
4		1		2	60 m3	412
4		1		3	120 m3	413
4		1		4	> à 120 m3	414
4		1		5	réalimentée	415
4		2	réserve enterrée à ciel fermé	1	30 m3/h	421
4		2		2	60 m3	422
4		2		3	120 m3	423
4		2		4	> 120 m3	424
4		2		5	réalimentée	425
4		3	réserve hors sol souple	1	30 m3	431
4		3		2	60 m3	432
4		3		3	120 m3	433
4		3		4	> à 120 m3	434
4		3		5	réalimentée	435




















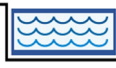
















FICHE TECHNIQUE

B.12

La codification et la représentation cartographique des points d'eau d'incendie

Nature de la source		Nature de la prise d'eau		Capacité / performance		Code PEI
4		4	réserve hors sol rigide à ciel ouvert	1	30 m3	441
4		4		2	60 m3	442
4		4		3	120 m3	443
4		4		4	> à 120 m3	444
4		4		5	réalimentée	445
4		5	réserve hors sol à ciel fermé	1	30 m3	451
4		5		2	60 m3	452
4		5		3	120 m3	453
4		5		4	> à 120 m3	454
4		5		5	réalimentée	455
5	Point d'eau d'autoprotection	1	piscine ou réserve d'autoprotection	1	15 m3	511
5		1		2	30 m3	512

Représentation cartographique des points d'eau d'incendie

Nature de la prise d'eau	Performance du PEI					Inépuisable
	30	60	120	Sur-pressé		
				60	120	
Poteau d'incendie						Sans objet
Poteau ou colonne fixe d'aspiration						
Bouche d'incendie						Sans objet
Mare, étang ou bassin non aménagé						
Mare, étang ou bassin aménagé						
Bassin ou rivière soumis à des variations de niveau						
Réserve enterrée à ciel ouvert				Sans objet		
Réserve enterrée à ciel fermée						
Réserve hors sol à ciel fermée						
Réserve hors sol à ciel ouvert						

Méthodologie de contrôle de la performance hydraulique des hydrants

Objectifs et périodicité des contrôles de la performance hydrauliques

La réalisation des contrôles de la performance hydraulique des hydrants sous pression ont pour objectifs de :

- Garantir la capacité des appareils implantés sur des réseaux sous pression de leur maintien en condition opérationnelle,
- Evaluer la capacité hydraulique des hydrants afin de garantir la mise en œuvre des engins-pompes du Sdis 76

La périodicité des contrôles est **triennale** avec la réalisation au minimum d'un tiers du parc d'hydrants par an.



En cas de travaux impactant le réseau (renforcement, extension, etc.) et susceptibles de modifier la performance des hydrants, un nouveau contrôle de la performance hydraulique doit être réalisé sur l'ensemble des hydrants concernés.



Les contrôles de la performance hydrauliques peuvent réalisés en régie, mutualisés ou par un prestataire de services.

Ils ne nécessitent **aucun agrément**.

Sécurité de réalisation des contrôles



La méthodologie présentée dans la présente fiche technique ne constitue **qu'une recommandation**.

Il appartient au service public de la DECI ou aux prestataires réalisant les contrôles **de faire valider par l'autorité compétente**, son protocole d'intervention et de contrôle.

Les agents intervenant sur la voie publique et sur les chaussées soumises à la circulation des véhicules doivent revêtir les équipements de protection individuelle conforme à la réglementation en vigueur.

Les équipements de protection individuelle de classe 2 ou 3 sont recommandés.

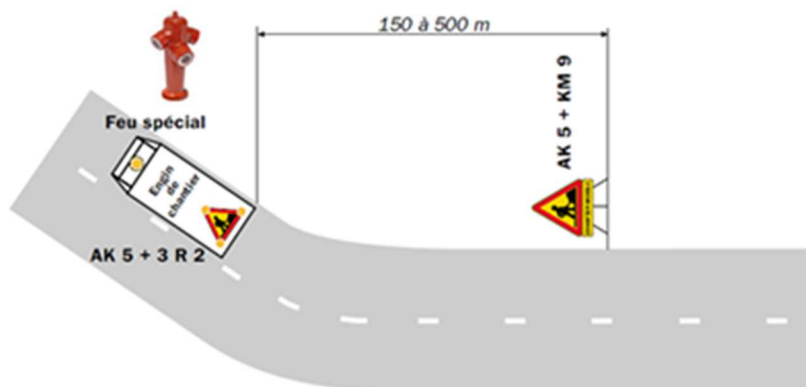


Elle impose d'autre part que les véhicules d'intervention et de travaux soient équipés de feux spéciaux (spécifiques aux véhicules à progression lente), et d'une signalisation complémentaire par bandes blanches rouges et blanches.



Feu spécial
AK 5 + 3 R 2

Cas des contrôles réalisés sur chaussées sous circulation **avec** visibilité.



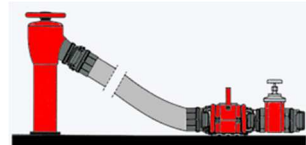
Cas des contrôles réalisés sur des chaussées sous circulation **en l'absence** de visibilité.

Méthodologie de contrôle de la performance hydraulique des hydrants

Mode opératoire



Utiliser des appareils de mesure (débitmètre et manomètre)



Afin de limiter les perturbations liées à l'écoulement de l'eau, positionner un tuyau de Ø 100 mm d'une longueur minimale de 5 mètres, entre l'hydrant et l'appareil de mesure.

L'objectif des contrôles de la performance opérationnelle est de vérifier le débit de l'hydrant sous une pression dynamique de 1 bar.

- Pour les hydrants comportant 1 sortie de 100 mm, ouvrir le robinet-vanne de 5 tours,
- Pour les hydrants comportant 2 sorties de 100 mm, ouvrir le robinet-vanne de 7 tours.

Avant toute manipulation, vérifier que l'appareil n'est pas sous pression, qu'il est correctement vidangé ainsi que l'absence de corps étrangers.

L'ouverture des hydrants doit s'effectuer de façon progressive, afin de ne pas occasionner de casse sur le réseau et éviter ainsi la mise en suspension de particules qui rendraient l'eau impropre à la consommation.



Lors de la réalisation des contrôles de la performance hydraulique, les agents veilleront tout à :

- manipuler les matériels et les appareils de façon à prévenir tous risques d'atteinte au squelette et au rachis lombaire,
- ne pas se positionner face aux ½ raccords, ni au-dessus des organes de manœuvres

Contrôle des poteaux d'incendie

Contrôle des bouches d'incendie



Avant tout branchement d'appareil sur les hydrants, réaliser une mise en eau progressive afin de dégorger l'appareil et évacuer les éventuels corps étrangers présents.

- **Brancher** un coude d'alimentation de Ø 100 mm sur la bouche d'incendie

- **Brancher** un tuyau de Ø 100 mm x 5 m entre l'hydrant et l'appareil de mesure,
- **Brancher** un tuyau de Ø 100 mm x 5 m à la sortie de l'appareil et le diriger si possible vers un exutoire ou vers l'accotement,
- **Brancher** une vanne de 100 mm à l'extrémité du tuyau,
- Vanne ouverte, **ouvrir progressivement** mais complètement le carré de manœuvre du poteau et **lire le débit affiché** au débitmètre sous une pression dynamique de 1 bar,
- **Noter** les valeurs ainsi obtenues,
- **Fermer progressivement** la vanne de façon à **lire la pression statique** de l'hydrant,
- **Noter** les valeurs ainsi obtenues,
- **Fermer** lentement et progressivement l'hydrant,

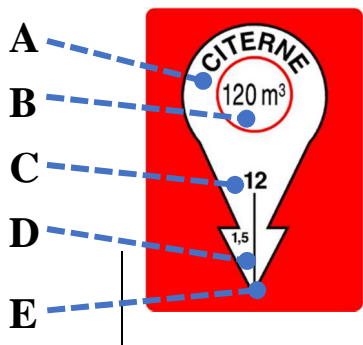
- **Démonter** le dispositif et **remettre** le bouchon obturateur du poteau d'incendie.

- **Démonter** le dispositif et **remettre** le couvercle de la bouche d'incendie.

La signalisation des points d'eau d'incendie

Les objectifs de la signalisation des points d'eau d'incendie

Les objectifs de la signalisation des points d'eau d'incendie sont de **faciliter leur repérage** dans l'environnement afin **d'améliorer** la célérité de **leur mise en œuvre** opérationnelle en cas de sinistre.



Dimensions minimales

30 x 50 cm minimum

Hauteur d'implantation

Entre 0,50 et 2 m du sol

La signalétique doit toujours être composée d'un dessin sur fond rouge avec un lettrage noir.

A Nature du PEI : bouche d'incendie, poteau d'incendie, réserve, citerne, etc.

B Informations relatives à la performance hydraulique : diamètre de la canalisation en mm, volume de la réserve en m³

C Chiffre indiquant la distance entre le centre du PEI et le plan vertical du support sur lequel est apposée cette signalétique. Elle est exprimée en m.

D Chiffre indiquant la distance entre le centre du PEI et la perpendiculaire du plan vertical sur lequel est apposée cette signalétique. Elle est exprimée en m.

E En fonction de la localisation du support, la pointe de la flèche peut être orientée vers le centre du point d'eau d'incendie signalé.



Cas particuliers des poteaux d'incendie

Compte tenu de leur forme et de leur couleur caractéristique, les poteaux d'incendie sont dispensés de toute signalisation complémentaire à leur proximité.

Signalisation complémentaire et autres possibilités

La signalisation des PEI peut comporter également des informations complémentaires telles le numéro de PEI, des informations sur le réseau d'alimentation (pression), sur la présence de dispositifs spécifiques (surpresseur, système de fermeture, vanne de réalimentation, etc.), logo de la commune, du propriétaire, etc.

Cas des bouches d'incendie



Cas des autres points d'eau



Principe de signalisation d'un point d'eau d'incendie



1 Indication de zone destinée à l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie

2 Indication relative à la performance hydraulique et à la nature du point d'eau d'incendie

3 Rappel de l'interdiction de stationner à proximité d'une zone dédiée à l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

Projet

La clé « Polycoise » des Sapeurs-pompiers

Les objectifs de la clé « polycoise »

Chaque sapeurs-pompiers de Seine-Maritime est doté individuellement d'une clé dite clé « polycoise ».

Cette clé permet en particuliers aux sapeurs-pompiers :

- De compléter le serrage des demi-raccords d'incendie des tuyaux d'alimentation, de refoulement et d'aspiration,
- D'ouvrir des coffrets techniques (gaz, électrique, etc.),
- D'ouvrir certains dispositifs de fermeture tels que :

Cadenas universel



Serrure à empreinte triangulaire



Ouverture « pompier »



Les différents modèles de clés « Polycoise » en usage chez les sapeurs-pompiers

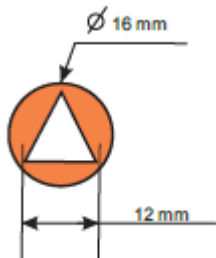
Modèle réglementaire en dotation en Seine-Maritime



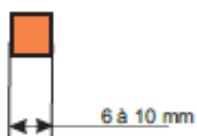
Autres modèles possibles



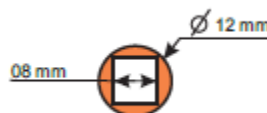
Fonctionnalités



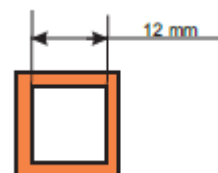
Triangle femelle
Profondeur de 17 mm



Carré mâle
Largeur progressive de 6 à 10 mm
Profondeur de 20 mm



Carré femelle de 8 mm
dans une empreinte
circulaire de 12 mm
Profondeur de 15 mm



Carré femelle de 12 mm

Projet

Méthodologie des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie

Mode opératoire

- ☐ Fiche de contrôle des points d'eau
- ☐ Mode opératoire du contrôle des hydrants
- ☐ Plan du secteur (parcellaire) et plan ER si nécessaire
- ☐ Coude de 100 mm ou une retenue d'alimentation de 100 mm – 2 x 65 mm
- ☐ Tuyau de refoulement de 100 mm x 5 m ou de 70 mm x 20 m

Pour tous les PEI

- ➔ Contrôler les PEI dans l'ordre de la tournée s'il existe.
- ➔ Pour chaque PEI, vérifier l'implantation cartographique et ajouter à la main les nouveaux PEI en complétant le parcellaire et la fiche de contrôle des PEI,
- ➔ Vérifier l'accessibilité du PEI aux engins-pompes (défectuosités du type 10 à 13)
- ➔ Vérifier la signalisation et la visibilité du PEI (défectuosités du type 20 et 21)
- ➔ S'assurer que le service a connaissance du PEI (défectuosité 30 à 32)

Cas particuliers des PEI implantés sur des réseaux sous pression (hydrants)

- ➔ Vérifier l'aspect général extérieur et l'intégrité de l'hydrant (défectuosités 40 à 43),
- ➔ Démonter un bouchon obturateur de Ø 100 mm (poteaux d'incendie) ou monter soit un coude, soit une retenue d'alimentation (bouche d'incendie) avec un tuyau de refoulement afin de canaliser le flux vers un exutoire existant (caniveau, bouche d'égout, etc.), sinon vers l'accotement,
- ➔ Pour les poteaux d'incendie, vérifier le serrage et l'étanchéité des autres bouchons obturateurs,
- ➔ Ouvrir progressivement l'hydrant (6 tours et 9 tours pour poteaux de 2 x 100 mm),
- ➔ Reporter les défectuosités liées à sa maniabilité (défectuosités du type 50 et 51),
- ➔ Reporter les défectuosités liées à l'alimentation (défectuosités du type 52 à 53),
- ➔ Reporter les défectuosités liées au fonctionnement de la vidange ou décharge (défectuosité 54),
- ➔ Vérifier l'absence de fuite après la vidange de l'appareil,
- ➔ Remonter le bouchon obturateur de Ø 100 mm et fermer le coffre s'il existe.



IMPORTANT : *L'ouverture et la fermeture des hydrants doit faire l'objet d'une attention particulière, sous réserve de perturber la distribution de l'eau potable par une mise en suspension de particules.*

Cas de tous les points d'eau

- ➔ A ce niveau seulement si aucune défectuosité n'a été reportée sur la feuille de contrôles, inscrire le code 70 (RAS).

Codes de defectuosité

1 - Accessibilité des PEI

Le PEI est situé dans une enceinte inaccessible	10
Présence d'une végétation débordante	11
Volume de dégagement ou aire de manœuvre insuffisante	12
Le PEI est encombré par un stationnement gênant	13

2 - Signalisation des PEI

Absence de signalisation	20
Numérotation manquante ou illisible	21

3 - Répertoriation des PEI

Le PEI n'est pas trouvé sur le terrain	30
L'emplacement du PEI sur le terrain ne correspond pas à la cartographie	31
Le marquage (peinture) du PEI ne correspond pas à la performance hydraulique annoncée	32

4 - Aspect général des PEI

Peinture détériorée	40
Coffre ou couvercle détérioré	41
Coffre ou couvercle absent	42
Absence de chaînettes ou de bouchons obturateurs, bouchons grippés	43

5 - Manœuvrabilité des hydrants

Manœuvre du carré difficile	50
Manœuvre du carré impossible	51
Absence d'eau à l'hydrant	52
Présence de fuites	53
Dysfonctionnement du dispositif de vidange ou décharge de l'hydrant	54

Méthodologie des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie

6 - Cas particulier des PEI artificiels et naturels

Accès non praticable aux engins-pompes	60
Positionnement de l'engin-pompe ou de la motopompe remorquable impossible	61
Absence d'eau dans la réserve, citerne, bache souple, etc.	62
Niveau d'eau visiblement bas dans la réserve	63
Eau susceptible de rendre la mise en aspiration difficile ou impossible (eau chargée, présence de végétaux, etc .)	64
Colonne d'aspiration encombrée	65
Absence de possibilité de mise en aspiration	66
Mise en aspiration satisfaisante	67

7 - Conclusion

Absence de défectuosité constatée (RAS)	70
---	----

Méthodologie des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie

Procédure administrative de réalisation des reconnaissances opérationnelle

1. Objet.

Cette procédure traite de l'organisation des reconnaissances opérationnelles annuelles des points d'eau d'incendie publics et mettant en œuvre les différents services du Groupement Opérations / Prévision, ainsi que les centres d'incendie et de secours (CIS).

Cette reconnaissance opérationnelle est réalisée **exclusivement** pour les besoins propres du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

2. Documents rattachés aux reconnaissances opérationnelles annuelles.

Les fiches C.1A à C.1H regroupent l'ensemble des documents – types utilisés lors des échanges avec les différents intervenants en matières de reconnaissances opérationnelles annuelles.

3. Procédure.

L'organisation de la reconnaissance opérationnelle annuelle repose sur les principes suivants :

- les CIS n'ont qu'un interlocuteur : le SOP de leur groupement territorial de rattachement,
- les CIS contrôlent les points d'eau sur leur secteur incendie de premier appel « nuit et week-end »,
- les Maires n'ont qu'un interlocuteur : le chef de groupement territorial compétent sur leur arrondissement.

Il convient de rappeler par ailleurs, que la direction départementale constitue le point de réception unique des correspondances (télécopie, courriels et téléphone).

Communes d'un secteur INCI situées en dehors des limites du groupement (voir liste ci-après).

Le groupement de rattachement de ces communes délègue la gestion du contrôle annuel des points d'eau au groupement territorial du CIS de 1^{er} appel. Il reste néanmoins le seul interlocuteur des Maires dans ce domaine.

Communes extérieures à la Seine-Maritime défendues en 1^{er} appel par un CIS du département (voir liste ci-après).

Le CIS de 1^{er} appel effectue la reconnaissance opérationnelle annuelle qui sera gérée par le groupement territorial du CIS. La direction départementale communiquera le compte-rendu au Sdis territorialement compétent, qui reste le seul interlocuteur des Maires de leur département.

4. Organisation du contrôle.

La mise en œuvre des reconnaissances opérationnelles annuelles comportent trois phases :

- ➔ Une phase de préparation correspondant à l'organisation pour l'année des reconnaissances, se déroulant sur la période allant de janvier à février,
- ➔ La reconnaissance opérationnelle en elle-même, se déroulant sur la période allant de **février à septembre**,
- ➔ Une phase d'exploitation du bilan des reconnaissances, correspondant au traitement des informations recueillies, se déroulant sur la période allant de février à novembre.

Méthodologie des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie

a) Phase de préparation

Le Service Prévision et Planification (SPP) initie pour l'année à venir, par l'envoi du courrier **C.1A**, la procédure de reconnaissance opérationnelle annuelle en précisant, si nécessaire, les nouveaux objectifs ; ce courrier est adressé aux SOP territoriaux au plus tard avant le 31 janvier de l'année en cours.

Le Service Opérations - Prévision (SOP) territorialement compétent élabore le planning qui précise pour chaque CIS la période pendant laquelle la reconnaissance opérationnelle annuelle doit se dérouler.

Les tournées des reconnaissances opérationnelles annuelles doivent pouvoir débuter pour les vacances scolaires de février (en tenant compte des conditions météorologiques).

Le SOP territorialement compétent transmet à chaque CIS un courrier d'organisation de la reconnaissance opérationnelle qui précise le planning des reconnaissances et comporte en pièces jointes les documents suivants :

- fiche de contrôle des points d'eau (C.1F) : Le SOP doit au préalable renseigner les colonnes :
 - « Ordre de tournée », « N° », « Implantation », « Nature ». Elle est complétée par le CIS lors du contrôle des points d'eau.
- fichier « reconnaissances opérationnelles » : Ce dossier est transmis aux CIS par courriel qui peuvent l'utiliser. Il contient le format informatique de la fiche de reconnaissance opérationnelle. Le CIS enregistre alors les informations sur le fichier qui est retourné au SOP territorial pour traitement des informations recueillies.

Le SOP territorial prépare pour chaque mairie un courrier d'information sur les reconnaissances opérationnelles annuelles (**C.1C**) qui lui précise la période au cours de laquelle ce contrôle sera réalisé. Le SOP territorial transmet par bordereau d'envoi à chaque service des eaux de son secteur, une copie des courriers **C.1C**.

Le chef du CIS doit organiser les reconnaissances opérationnelles annuelles durant la période qui lui est impartie.

b) Phase de contrôle des points d'eau

Les reconnaissances opérationnelles sont réalisées par les personnels du CIS, prioritairement les chefs d'agrès tout-engin et les conducteurs des engins-pompes, conformément au mode opératoire si les conditions climatiques le permettent.

Les résultats sont inscrits au fur et à mesure sur la fiche de contrôle des points d'eau (**C.1F**)

Le chef du CIS valide les résultats et fait compléter le support informatique (fichier).

c) Phase d'exploitation de l'information

Le chef de CIS transmet au SOP territorial la fiche complétée (**C.1F**) sur laquelle les résultats auront été inscrits. Les résultats doivent être retournés aux SOP territoriaux dès la fin des reconnaissances opérationnelles et en tout état de cause avant la fin du mois suivant la période allouée au CIS pour réaliser les reconnaissances opérationnelles.

Par ailleurs, le chef de CIS renseigne l'état des vacances conformément à la note de service en vigueur.

Le SOP territorial recueille les fiches (**C.1F**). Il vérifie la cohérence des codes de défauts utilisés.

Les résultats sont enregistrés et édités sous forme de fiche d'état des points d'eau par commune (**C.1G**).

Suivant l'importance de la commune et le nombre de points d'eau qu'elle comporte, la fiche d'état pourra être exhaustive ou ne concerner que les points d'eau ayant une défectuosité. Il conviendra d'adopter chaque année la même disposition, liste exhaustive ou seulement des hydrants défectueux, pour une commune donnée.

Ces fiches sont diffusées aux maires avec le courrier d'accompagnement des résultats (courrier **C.1D**) dès que possible et en tous les cas avant fin novembre.

Le SOP territorial transmet par bordereau d'envoi à chaque service des eaux de son secteur, une copie des courriers **C.1D** et des fiches d'état **C.1G**.

Communes ayant un statut particulier

Communes défendues par un CIS de 1^{er} appel appartenant à un groupement différent

Commune	Grpt de la commune	CIS Secteur INC1	Grpt du CIS
Authieux-Ratiéville	SUD	Bosc-le-Hard	EST
Beautot	SUD	Tôtes	EST
Butot	SUD	Tôtes	EST
Elbeuf-sur-Andelle	SUD	Feuillie (la)	EST
Esteville	SUD	Bosc-le-Hard	EST
Frichemesnil	SUD	Bosc-le-Hard	EST
Gueutteville	SUD	Tôtes	EST
Héron (le)	SUD	Feuillie (la)	EST
Houssaye-Béranger (la)	SUD	Tôtes	EST
Saint-Ouen-du-Breuil	SUD	Tôtes	EST
Hautôt-Saint-Sulpice	SUD	Héricourt-en-Caux	OUEST
Touffreville-la-Câble	SUD	Notre-Dame-de-Gravenchon	OUEST

Butot-Vénesville	EST	Sassetot-le-Mauconduit	OUEST
Saint-Martin-aux-Buneaux	EST	Sassetot-le-Mauconduit	OUEST
Anglesqueville-la-bras-Long	EST	Doudeville	SUD
Auzouville-sur-Saône	EST	Saint-Laurent-en-Caux	SUD
Chapelle-Saint-Ouen (la)	EST	Buchy	SUD
Critot	EST	Cailly	SUD
Fontelaye (la)	EST	Yerville	SUD
Gonnetot	EST	Saint-Laurent-en-Caux	SUD
Mathonville	EST	Buchy	SUD
Montérolier	EST	Buchy	SUD
Rocquemont	EST	Cailly	SUD
Saône-Saint-Just	EST	Saint-Laurent-en-Caux	SUD
Sassetot-le-Malgardé	EST	Saint-Laurent-en-Caux	SUD

Hanouard (le)	OUEST	Grainville-la-Teinturière	EST
Oherville	OUEST	Grainville-la-Teinturière	EST
Ourville-en-Caux	OUEST	Grainville-la-Teinturière	EST
Saint-Vaast-Dieppedalle	OUEST	Cany-Barville	EST
Veauville-lès-Quelles	OUEST	Grainville-la-Teinturière	EST
Anvéville	OUEST	Doudeville	SUD
Carville-Pot-de-Fer	OUEST	Doudeville	SUD
Hautot-l'Auvray	OUEST	Doudeville	SUD
Hautot-le-Vatois	OUEST	Yvetot	SUD
Routes	OUEST	Doudeville	SUD
Authieux-Ratiéville	SUD	Bosc-le-Hard	EST

Communes ayant un statut particulier (suite)

Communes hors département défendues par un CIS de 1^{er} appel du Sdis 76

Centres d'Incendie et de Secours	Département d'appartenance	Communes
CIS Elbeuf	EURE (27)	S ^t Cyr la Campagne S ^t Germain de Pasquier S ^t Pierre des Fleurs
		Thuit Anger <u>Nouvelle commune</u> Thuit Signol Thuit l'Oison
		La Saussaye
CIS Gournay	OISE (60)	Bazancourt Buicourt Hecourt S ^t Quentin des Prés Villers / Auchy Villers Vermont
CIS Aumale		Fouilloy Fourcigny Gauville Gourchelle Morvillers - S ^t Saturnin Quincampoix Fleury St Valéry / Bresle
CIS Blangy		Bouttencourt Neslette Nesle L'Hôpital
CIS Eu	SOMME(80)	Oust Marais S ^t Quentin la Motte

Les documents types

- C.1A** COURRIER AUX SOP TERRITORIAUX D'INITIATION DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES
- C.1B** COURRIER AUX CIS D'INITIATION DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES
- C.1C** COURRIER AUX MAIRES D'INFORMATION DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES
- C.1D** COURRIER AUX MAIRES SUR LE BILAN DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES
- C.1E** COURRIER AUX DDSIS DES SDIS LIMITROPHES SUR LE BILAN DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES DES POINTS D'EAU D'INCENDIE DES COMMUNES DEFENDUES EN 1^{ER} APPEL PAR UN CIS DU SDIS 76
- C.1F** FICHE DE RECONNAISSANCE OPERATIONNELLE ANNUELLE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE
- C.1G** FICHE D'ETAT DES POINTS D'EAU D'INCENDIE PAR COMMUNE
- C.1H** FICHE NAVETTE D'INDISPONIBILITE D'UN POINT D'EAU D'INCENDIE

Yvetot, le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

à

Affaire suivie par Service Prévision et Planification

N/REF : .../.../N°

"TEL"

"FAX"

Monsieur le Chef du Groupement Territorial
Service Opérations - Prévision

Objet : Contrôle des points d'eau – Année

Réf. : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la DECI

Je vous demande d'organiser le contrôle des points d'eau dont vous avez la gestion conformément aux IPSOP.

Cette année, j'attire votre attention sur les points suivants :

-
-

Le Directeur Départemental,

Yvetot, le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

à

Affaire suivie par « Groupement » et « bureau »

REF : .../.../N°

"TEL"

"FAX"

Monsieur le chef du CIS

de

Objet : Contrôle des points d'eau – Année

Réf. : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la DECI

P.J. :
- le planning de réalisation des reconnaissances opérationnelles
- les fiches de reconnaissance opérationnelle des communes ou quartiers de votre secteur,
- le fichier des points d'eau de votre secteur.

Conformément au Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime, je vous demande de réaliser les reconnaissances opérationnelles annuelles des points d'eau d'incendie de votre secteur INC 1 pendant la période définie par le planning ci-joint.

Je vous rappelle que les résultats de ces reconnaissances doivent être communiqués au Service Opérations Prévision, dès que possible et en tout état de cause avant la fin du mois précédent la période déterminée pour réaliser cette opération.

Cette année, j'attire votre attention sur les points suivants :

-
-

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Groupement « Territorial »,

Yvetot, le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

Affaire suivie par « groupement » et « bureau »

à

"TEL"

"FAX"

Monsieur le Maire (ou chef d'établissement)

de

Objet : Reconnaissances opérationnelles – Année

Réf. : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la DECI

P.J. :

Conformément à l'arrêté préfectoral cité en objet, les sapeurs-pompiers doivent procéder aux reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie de votre commune (ou établissement).

Ainsi, ai-je l'honneur de vous faire connaître que le chef du CIS defera procéder aux reconnaissances opérationnelles du au :

Un compte rendu vous sera communiqué à l'issue.

Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Groupement « Territorial »,

....., le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

à

Affaire suivie par « groupement » et « bureau »

« TEL »

« FA X »

N/REF : XX/XX/N

Monsieur le Maire
de

Objet : Reconnaissances opérationnelles – Année

Réf. : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la DECI

P.J. : Compte-Rendu

J'ai l'honneur de vous transmettre la fiche des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie de votre commune.

En cas d'anomalies, il vous appartient d'y remédier dans les meilleurs délais et je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire part des actions correctives réalisées.

Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Groupement « Territorial »

FICHE C.1E

....., le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

Affaire suivie par «nom du service » ou « nom »

« TEL »

à

« FA X»

N/REF : XX/XX/N

Monsieur le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de

Objet : Reconnaissances opérationnelles – Année

Réf. : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la DECI

P.J. : Compte-Rendu

J'ai l'honneur de vous transmettre les fiches des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie des communes de votre département défendues en 1^{er} appel par un centre de secours de Seine-Maritime.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir les faire parvenir aux Maires concernés.

Le Directeur Départemental,



FICHE DE RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES ANNUELLES DES PEI

RDDECI 76

FICHE C.1F

MAJ 01/2017

☐ Commune de

☐ Etablissement (cas des PEI privés) :

Personnels réalisant les reconnaissances opérationnelles

Date :

Signatures

Observations :

Nom et grade :

Nom et grade :

Nom et grade :

Partie à remplir par les SOP territoriaux

Partie à remplir par les CIS

N° de tournée	N° de PEI	Localisation	Nature	Défectuosités constatées			

FICHE D'ETAT DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

☐ Commune de

☐ Etablissement (cas des PEI privés) :

[illegible]

	FICHE NAVETTE INDISPONIBILITE D'UN POINT D'EAU D'INCENDIE	RDDECI 76
		FICHE C.1H
		MAJ 01/2017

INDISPONIBILITE D'UN PEI		
	ORIGINE	DESTINATAIRE
Partie à compléter par le CIS ou la mairie ou le service des eaux ou l'établissement (PEI privé)	<input type="checkbox"/> CIS de : <input type="checkbox"/> Mairie de : <input type="checkbox"/> Service des eaux de : (chargé d'en informer la mairie) <input type="checkbox"/> Etablissement (PEI privé) : Le .../.../... Nom :	Groupement territorial de rattachement <input type="checkbox"/> SUD, Arrondissement de Rouen Courriel : operationsud@sdis76.fr Fax : 02.32.18.48.30 <input type="checkbox"/> OUEST, Arrondissement du Havre Courriel : operationouest@sdis76.fr Fax : 02.32.74.55.90 <input type="checkbox"/> EST, Arrondissement de Dieppe Courriel : operationest@sdis76.fr Fax : 02.32.97.47.10
	Suite à <input type="checkbox"/> Contrôle Technique <input type="checkbox"/> Intervention <input type="checkbox"/> Visite de secteur <input type="checkbox"/> Arrêt d'eau Nous vous informons que le PEI n° : <input type="checkbox"/> PEI privé Situé à l'adresse suivante : Commune de : Est <input type="checkbox"/> <u>Hors Service</u> <input type="checkbox"/> Autre : préciser	
	Fiche transmise à : <input type="checkbox"/> Mairie deN° de fax : <input type="checkbox"/> CIS de..... N° de fax : <input type="checkbox"/> Etablissement (PEI privé)..... N° de fax : Le .../.../... Nom : Signature :	
	REMISE EN SERVICE D'UN PEI	
	Partie à compléter par la mairie ou l'établissement privé Nous vous informons que l'hydrant mentionné ci-dessus est remis en Service Destinataire : <input type="checkbox"/> Groupement Sud <input type="checkbox"/> Groupement Est <input type="checkbox"/> Groupement Ouest Le .../.../... Nom : Signature :	
Partie à compléter par le SOP Territorial	Fiche transmise à : <input type="checkbox"/> CIS de Le .../.../... Nom : Signature :	

Arrêté type communal ou intercommunal de DECI

Arrêté Communal (ou Intercommunal*) relatif à la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) pour l'année 20..

Le Maire de la commune de(ou le Président de la*)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2225-1 et suivants, L 2213-32 et R 2225-1 et suivants,

Vu le Décret n°2015-235 du 27 février 2015,

Vu l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie NOR: INTE1522200A,

Vu l'arrêté préfectoral n°duapprouvant le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Seine-Maritime (RDDECI 76),

Considérant que le maire (ou le président de l'EPCI*) assure la défense extérieure contre l'incendie sur son territoire de compétence,

Considérant que, dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article R. 2225-4 du CGCT, le Maire (ou le Président de l'EPCI*) a vocation à identifier les risques à prendre en compte, fixer la quantité, la qualité et l'implantation des points d'eau identifiés pour l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours, ainsi que leurs ressources,

Considérant que cette mission peut être réalisée à l'aide des informations disponibles grâce à la base de données informatisée mise à la disposition de la commune dans le cadre de la convention y afférente signée le et annexée au présent arrêté,

Considérant enfin que cette mission doit également prendre en compte les règles définies au niveau départemental dans le règlement départemental de la DECI pris par arrêté préfectoral précité en date du

ARRÊTE

Article 1 : Définition du territoire de compétence

Le présent arrêté est applicable sur la commune de ... (ou sur le territoire de l'intercommunalité de) : (communes à lister)*

(Remarque : toute modification du territoire de compétence nécessite la mise à jour de cet arrêté).

Article 2 : L'identification des risques

Un inventaire sommaire des risques, conformes à la définition des risques du RDDECI est établi en annexe n°1.

Cette annexe précise en particulier, le zonage du risque « habitation - très faible et isolé », conformément à la définition de ce risque dans le RDDECI.

Article 3 : L'inventaire des points d'eau d'incendie (PEI)

Les points d'eau d'incendie publics et privés concourant à la défense extérieure contre l'incendie du territoire de compétence et des sites particuliers sont répertoriés dans l'annexe n°2 du présent arrêté.

Article 4 : L'organisation de l'information entre les différents acteurs

L'arrêté communal ou intercommunal de la DECI

Les échanges d'informations entre les différents acteurs de la DECI concernant les actions de maintenance, de contrôles techniques, ainsi que les états de disponibilité et d'indisponibilité s'effectuent par l'intermédiaire de la base de données départementale des points d'eau d'incendie.

Toute création d'un nouveau point d'eau d'incendie, public ou privé, doit faire l'objet d'une information au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76). Le Sdis 76 procédera à l'intégration de ce PEI dans la base de données départementale au moyen de la fiche d'information jointe au RDDECI.

En cas de carence programmée mais également d'indisponibilité non prévue, de tout ou partie de la défense extérieure contre l'incendie (lavages de réservoirs de château d'eau, travaux sur les réseaux...) du territoire de compétence, feront faire l'objet d'un signalement au Sdis 76 via les adresses électroniques suivantes :

Période d'information	Acteurs concernés			Téléphone	Courriel
Pendant les jours et heures ouvrés	Arrondissement	Dieppe	SOP Est	02 32 97 47 23	operationest@sdis76.fr
		Le Havre	SOP Ouest	02 32 74 55 76	operationouest@sdis76.fr
		Rouen	SOP Sud	02 32 18 48 31	operationsud@sdis76.fr
En dehors des heures ouvrées			CODIS 76	02 35 56 18 18	cta.codis@sdis76.fr

Article 6 : Les modalités de réalisation des contrôles techniques périodiques des PEI

La périodicité des contrôles techniques fixée par l'autorité compétente dans le cadre des contrôles de la performance hydraulique (débit/pression) est précisée dans l'annexe n°3.

Article 7 : Mises à jour

Le Maire (ou le Président de l'EPCI*) publie l'arrêté initial fixant la défense extérieure contre l'incendie sur son territoire de compétence.

Lorsqu'intervient une évolution de la défense extérieure contre l'incendie depuis la parution de l'arrêté initial (création et/ou suppression de PEI), le Maire (ou le Président* de l'EPCI) procède à la mise à jour de l'arrêté initial, dont l'amplication de cet arrêté sera transmise au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

L'arrêté initial, ainsi que les éventuels arrêtés modificatifs, sont transmis au Préfet et au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime qui centralise l'ensemble des arrêtés pris dans le cadre de la police administrative spéciale de la DECI, au plus tard le 31 mars de l'année n+1.

Le maire (ou le Président de l'EPCI*) est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au préfet de Seine-Maritime et transmis au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs (ou affiché pour les communes inférieures à 3500 habitants).

Fait à

Le Maire ou le Président de l'EPCI*

**Supprimer la mention inutile*

Arrêté type communal ou intercommunal de DECI – Annexe n°1

Annexe n°1 : Inventaire des risques sur le territoire de compétence

Risque « Habitation »		
Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

Risque « Habitation » très faible et isolé*				
Commune	Adresse / zone	Caractéristiques du PEI le plus proche		
		Distance par rapport au risque	Débit ou volume	Pression Dynamique

* conformément à la définition du risque très faible et isolé du Règlement départemental de la DECI

Risque « Etablissements Recevant du Public »		
Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

Risque « Industrie »		
Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

Risque « Industrie » - Etablissement classés ICPE		
Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

Risque « Agricole »		
Commune	Adresse / zone	Niveau de risque



FICHE TECHNIQUE

C.2

L'arrêté communal ou intercommunal de la DECI

Arrêté type communal ou intercommunal de DECI – Annexe n°2

Annexe n°2 : Inventaire des points d'eau d'incendie (PEI)

Projet

n° de PEI	Adresse	Caractéristiques des points d'eau d'incendie							Volume de la réseve (en m³)	Débit (en m³/h sous 1bar)	Pression statique (en bar)	Observations
		HYDRANTS		PEI		AMENAGEMENT						
		poteau	bouche	naturel	artificiel	Aire	Plate- forme	dispositif d'aspiration				
1												
2												
3												
4												



FICHE TECHNIQUE

C.2

L'arrêté communal ou intercommunal de la DECI

Arrêté type communal ou intercommunal de DECI – Annexe n°3

Projet



FICHE TECHNIQUE

C.2

L'arrêté communal ou intercommunal de la DECI

Annexe n°3 : Modalités de réalisation des contrôles techniques des point d'eau d'incendie (PEI) et d'échange d'informations avec le Sdis 76.

Commune de

(ou EPCI regroupant les communes de)

1) MODALITE D'ORGANISATION DES CONTROLES DES PEI MIS EN PLACE

Dans le cadre des contrôles techniques périodique de la performance opérationnelle (mesures débit / pression) des PEI, il a été décidé la mise en place d'une vérification dans la limite de 3 ans maximum conformément au RDDECI 76 :

- ☐ Annuelle, sur l'ensemble du parc,
- ☐ Tous les deux ans, sur l'ensemble du parc,
- ☐ Tous les 3 ans, avec un échantillonnage d'un tiers du parc par an.

2) MODALITES D'ECHANGE D'INFORMATIONS AVEC LE SDIS.

Dans le cadre de la création et de la mise à jour des contacts pour le suivi et la gestion de la défense extérieure contre l'incendie et de l'accès à la base de données départementale des points d'eau d'incendie :

Nom du responsable : Fonction :

Tél. fixe : Tél. portable :

Adresse mail : @

Fait le.....à.....

Cachet et signature

Convention de mise à disposition d'un point d'eau d'incendie privé

Convention - type

Convention de mise à disposition d'un point d'eau d'incendie privé (PEI)

La présente convention a pour objet de fixer les règles entre les parties suivantes

La commune (ou l'EPCI)*, sise, représenté(e) par M. le Maire (Ou le Président de l'EPCI) ci-après dénommé la collectivité, d'une part,

Et

M., domicilié à, propriétaire du point d'eau d'incendie, objet de la présente convention, d'autre part.

Article 1 : Définition de la convention.

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le propriétaire met à disposition de la collectivité un point d'eau d'incendie, afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie du secteur concerné.

Article 2 : Caractéristiques du PEI.

Le point d'eau d'incendie situé, sur une parcelle cadastrée (section et numéro)est mis à la disposition de la collectivité par le propriétaire.

Les performances hydrauliques du point d'eau d'incendie (débit exprimé en m³/h sous une pression dynamique de 1 bar ou volume en m³) :, permettent son utilisation en tout temps.

La signalisation du point d'eau d'incendie est conforme aux prescriptions techniques du Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime (RDDECI 76) afin d'assurer l'information des intervenants sur sa localisation et ses performances.

La signalisation du point d'eau d'incendie est assurée par le propriétaire et/ou la collectivité*.

Article 3 : Conditions de mise en œuvre du point d'eau d'incendie.

Le point d'eau d'incendie mis à disposition a vocation à être utilisé exclusivement par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), soit dans le cadre d'une intervention de lutte contre l'incendie soit dans le cadre d'exercices ou de formation de maintien et de perfectionnement des acquis des sapeurs-pompiers.

L'accessibilité au point d'eau d'incendie est réalisée à partir de la voie Le point d'eau d'incendie est accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie du Sdis 76, dont l'accès sera facilité par la création d'une aire de stationnement et de manœuvre réalisée par le propriétaire ou la collectivité*, conformément aux prescriptions techniques du RDDECI 76.

Article 4 : Conformité et réception du point d'eau d'incendie

Le point d'eau d'incendie mis à disposition de la collectivité doit être conforme aux prescriptions techniques du RDDECI 76. Un point d'eau d'incendie ne présentant pas toutes les conditions de conformités initiales peut faire l'objet d'une mise à disposition sous réserve que le propriétaire ou la collectivité* réalise les travaux de mise en conformité.

Le Sdis 76 réalise une visite de réception en présence du propriétaire et du représentant de la collectivité afin de s'assurer de la conformité au RDDECI 76 du point d'eau d'incendie mis à disposition et à l'issue de cette réception lui attribue un numéro de point de PEI.

Article 5 : Contrôles techniques périodique du PEI.

Convention de mise à disposition d'un point d'eau d'incendie privé

Les contrôles techniques périodiques prévus dans le RDDECI 76 ainsi que l'entretien des abords du PEI sont réalisés par le propriétaire ou la collectivité*.

La reconnaissance opérationnelle est assurée annuellement par le Sdis 76, dans des conditions fixées par le RDDECI 76. Le Propriétaire est informé de la réalisation de cette reconnaissance, conformément aux dispositions relatives à l'échange d'information précisées dans le RDDECI 76.

Article 6 : Réalimentation et indisponibilité du PEI.

Le propriétaire ou la collectivité* s'assure en permanence que le point d'eau d'incendie présente les garanties de volume d'eau suffisant pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, conformément aux caractéristiques techniques définies dans l'article 2 de la présente convention et dans le respect des tolérances prévues par le RDDECI 76.

En cas de nécessité de réalimentation, soit après un sinistre, soit pour faire face aux conditions climatiques, le propriétaire ou la collectivité* pourvoit à la réalimentation du point d'eau d'incendie, à ses frais, soit au moyen du réseau d'eau potable, soit par tout autre moyen.

En cas d'indisponibilité du point d'eau d'incendie, le propriétaire informe sans délais la collectivité ainsi que le Sdis 76, conformément aux dispositions relatives à l'échange d'information, prévues dans le RDDECI 76.

Article 7 : Modalités financières.

La mise à disposition du point d'eau d'incendie est accordée à titre gracieux.

Article 8 : Assurances et responsabilités.

La commune (ou l'EPCI)* est responsable des dommages causés aux tiers, survenus à l'occasion de l'exécution de ses missions, par lui-même ou sous sa responsabilité, notamment par tout prestataire intervenant pour le compte du service public de la défense extérieure contre l'incendie, à l'exception des dommages permanents de travaux publics.

La responsabilité de la commune (ou l'EPCI)* ne pourra être engagée que dans le cas où son exécution fautive aurait aggravé le trouble résultant de l'existence de l'ouvrage et dans la limite de la part du préjudice résultant de cette aggravation.

Dans le cas où la responsabilité de la commune (ou l'EPCI)* serait recherchée, le propriétaire s'engage à intervenir dans la cause dès lors que le litige porte sur la réparation d'un préjudice pouvant résulter, directement ou indirectement, d'un fait imputable en tout ou partie au propriétaire.

La responsabilité du propriétaire sera recherchée dans l'hypothèse où une faute sera établie

La commune (ou l'EPCI)* et le propriétaire s'informent mutuellement, dès qu'ils en ont connaissance, de toute réclamation ou procédure diligentée, ou susceptible d'être diligentée, à leur encontre relative à ces dommages, ou de nature à porter préjudice à l'une des parties.

Ils s'accordent raisonnablement assistance dans leur défense contre de telles réclamations ou procédures.

Article 9 : Durée de validité de la convention.

La convention prend effet à compter de la date de signature des deux parties.

Elle est conclue pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Article 10 : Modification et Résiliation.

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant. Dans le cas où l'une des deux parties déciderait de mettre fin à la présente convention, elle devra informer l'autre partie par courrier recommandé avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date de fin prévue.

En cas de changement de propriétaire, la présente convention sera résiliée de plein droit et une nouvelle convention devra être signée entre les nouvelles parties. Le Sdis 76 devra être informé de tout changement de propriétaire.



FICHE TECHNIQUE

C.3

Convention de mise à disposition d'un point d'eau d'incendie privé

Article 11 : Règlement des litiges.

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable, tous les litiges pouvant survenir de l'application de la présente convention.

A défaut, les litiges seront portés devant les tribunaux compétents.

Fait à le

En deux exemplaires

Le Maire (ou le Président de l'EPCI*),

Le Propriétaire,

*supprimer la mention inutile

Projet

	FICHE TECHNIQUE		C.4
	Attestation de réception d'un point d'eau d'incendie		

INFORMATION RELATIVES AU POINT D'EAU D'INCENDIE

Commune de :

Adresse du PEI :

Service public de la DECI : Géolocalisation : X = Y =

Statut du PEI	<input type="checkbox"/> Situé sur le domaine public	<input type="checkbox"/> Situé sur le domaine privé	Propriétaire :
	<input type="checkbox"/> Public	<input type="checkbox"/> Privé	Téléphone :

Le PEI nouvellement créé défend-il un risque particulier (ERP, industrie, etc.) ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, lequel :

Adresse :

Nature du PEI	<input type="checkbox"/> Poteau de 30 m³/h		<input type="checkbox"/> Poteau de 60 m³/h		<input type="checkbox"/> Poteau de 120 m³/h		Ø de la canalisation (en mm) :		
	<input type="checkbox"/> Bouche de 30 m³/h		<input type="checkbox"/> Bouche de 60 m³/h		<input type="checkbox"/> Bouche de 120 m³/h				
	<input type="checkbox"/> Réseau d'eau potable		Pression (en bar) :		Gestionnaire / exploitant :				
	<input type="checkbox"/> Réseau d'eau non potable				Téléphone :				
	<input type="checkbox"/> Réserve incendie		<input type="checkbox"/> enterrée		Capacité (en m³)	Réalimentation		Aire / plateforme	
	<input type="checkbox"/> Citerne		<input type="checkbox"/> à l'air libre						
<input type="checkbox"/> Mare, étang		<input type="checkbox"/> hors sol		Débit (en m³/h) :	Observations :				
<input type="checkbox"/> souple									
<input type="checkbox"/> Puisard		Hauteur d'aspiration						Dispositif d'aspiration	
<input type="checkbox"/> Rivière, fleuve				<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non					
<input type="checkbox"/> Bassin				<input type="checkbox"/> Colonne <input type="checkbox"/> Poteau Nb :					

CONFORMITE DU POINT D'EAU D'INCENDIE

Accessibilité du PEI aux engins-pompes et/ou MPR		<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Non conforme
Performance hydraulique	Pour les hydrants, mesures du couple débit / pression	<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Non conforme
	Pour les autres PEI, résultat du test de mise en aspiration :	<input type="checkbox"/> Réussie	<input type="checkbox"/> Echouée
Identification	Numéro de PEI proposée :	Signalisation	<input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme
Sécurité	<input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme	Fermeture	<input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme
Observations :			CONFORMITE
			<input type="checkbox"/> Conforme
			<input type="checkbox"/> Non conforme
Représentant du Sdis 76		Propriétaire	
Service Public de la DECI		Maire ou Président EPCI	